

# SÉNAT DE BELGIQUE

---

SESSION DE 1996-1997

---

14 DÉCEMBRE 1996

---

**Projet de loi instituant le collège des procureurs généraux et créant la fonction de magistrat fédéral**

---

## RAPPORT

FAIT AU NOM  
DE LA COMMISSION  
DE LA JUSTICE  
PAR MM. **COVELIERS** ET  
**VANDENBERGHE**

---

Ont participé aux travaux de la commission :

1. Membres effectifs : MM. Lallemand, président, Bourgeois, Mmes de Bethune, Delcourt-Pêtre, MM. Desmedt, Erdman, Foret, Goris, Hotyat, Mahoux, Mmes Maximus, Milquet, MM. Raes et Coveliers et Vandenberghe, rapporteurs.

2. Membres suppléants : Mme Bribosia-Picard, MM. Caluwé, D'Hooghe, Happart, Hatry, Mme Merchiers, M. Pinoie et Mme Willame-Boonen.

3. Autres sénateurs : M. Boutmans, Mme Lizin, MM. Loones et Nothomb.

4. Autres personnes :

Ministre : M. De Clerck.

Collaborateurs de cabinet : MM. Cosyn et Delmulle.

Autres : M. Schins et Mme Thily.

Collaborateurs des groupes politiques : MM. Adams, de Kerckhove, Jordaens, Meersman, Olivier et Verschuere.

*Voir :*

**Documents du Sénat :**

**1-447 - 1996/1997 :**

N° 1 : Projet de loi.

N°s 2 et 3 : Amendements.

# BELGISCHE SENAAAT

---

ZITTING 1996-1997

---

14 DECEMBER 1996

---

**Wetsontwerp tot instelling van het college van procureurs-generaal en tot instelling van het ambt van federaal magistraat**

---

## VERSLAG

NAMENS DE COMMISSIE  
VOOR DE JUSTITIE  
UITGEBRACHT  
DOOR DE HEREN **COVELIERS** EN  
**VANDENBERGHE**

---

Aan de werkzaamheden van de Commissie hebben deelgenomen :

1. Vaste leden : de heren Lallemand, voorzitter, Bourgeois, de dames de Bethune, Delcourt-Pêtre, de heren Desmedt, Erdman, Foret, Goris, Hotyat, Mahoux, de dames Maximus, Milquet, de heren Raes en Coveliers en Vandenberghe, rapporteurs.

2. Plaatsvervangers : mevr. Bribosia-Picard, de heren Caluwé, D'Hooghe, Happart, Hatry, mevr. Merchiers, de heer Pinoie en mevr. Willame-Boonen.

3. Andere senatoren : de heer Boutmans, mevr. Lizin, de heren Loones en Nothomb.

4. Andere personen :

Minister : de heer De Clerck.

Kabinetsmedewerkers : de heren Cosyn en Delmulle.

Andere : de heer Schins en mevr. Thily.

Fractiemedewerkers : de heren Adams, de Kerckhove, Jordaens, Meersman, Olivier en Verschuere.

*Zie :*

**Gedr. St. van de Senaat :**

**1-447 - 1996/1997 :**

Nr. 1 : Wetsontwerp.

Nrs. 2 en 3 : Amendementen.

## I. EXPOSÉ INTRODUCTIONNEL DU MINISTRE DE LA JUSTICE

Le présent projet constitue une des priorités du Gouvernement, non seulement une priorité politique, mais également une priorité en ce qui concerne l'approche globale de la politique de la justice et la réalisation d'une politique criminelle.

En exécution de l'accord de gouvernement, le Gouvernement vise, par le projet de loi en discussion, à consacrer dans la loi l'existence du collège des procureurs généraux et la fonction des magistrats nationaux, et à fournir une base juridique appropriée au fonctionnement de ces nouveaux organes du ministère public.

La définition légale des instruments utiles que sont indéniablement le collège des procureurs généraux et les magistrats nationaux constitue un premier pas important sur la voie de l'élargissement du champ d'action du ministère public. Le collège doit jouer un rôle de pionnier dans ce mouvement et prendre ses responsabilités.

La «responsabilisation» du collège dans le climat actuel de nouveau profilage du ministère public est donc une chose très importante et elle doit être assurée à divers niveaux.

L'on peut songer, par exemple, à une redéfinition des relations entre les parquets généraux et les parquets de première instance. À cet égard, l'on a décidé, au cours de la réunion du collège avec le ministre à la fin septembre - début octobre, que le collège devait examiner la question de savoir comment les procureurs généraux devraient développer leurs relations à l'égard des parquets. Il faudra bientôt débattre de ce sujet. Le collège doit d'ores et déjà se préparer à en discuter.

Le collège devra, en outre, prendre en considération, pour définir sa politique, la coopération avec d'autres services comme le Service de la politique criminelle, le Service général d'appui policier et l'Institut national de criminalistique et de criminologie.

Il faut en outre évoquer le rôle important que le collège est appelé à jouer dans l'explication et la redéfinition des tâches administratives du ministère public. Le ministre a demandé au collège de dresser un inventaire des missions d'avis et de contrôle des parquets qui peuvent être supprimées, simplifiées (par exemple par le biais de contrôles par sondage) ou confiées au personnel administratif des parquets. Le ministère public pourra alors se concentrer sur sa véritable tâche de recherche et de poursuite des infractions.

Enfin, aux yeux du ministre, le collège doit également s'attaquer à l'arriéré en matière d'examen des dossiers répressifs. Il a demandé au collège de procé-

## I. INLEIDENDE UITEENZETTING DOOR DE MINISTER VAN JUSTITIE

De Regering hecht een prioritair belang aan dit ontwerp, niet alleen op politiek vlak, maar eveneens in het kader van de globale aanpak van het justitiebeleid en de uitwerking van een strafrechtelijk beleid.

In uitvoering van het Regeerakkoord beoogt de Regering via het huidige wetsontwerp het college van procureurs-generaal en het ambt van de nationaal magistraten wettelijk te bepalen en een aangepaste juridische basis te geven voor de werking van deze nieuwe organen van het openbaar ministerie.

De wettelijke bepaling van de nuttige instrumenten die het college van procureurs-generaal en de nationaal magistraten onmiskenbaar zijn, vormt een eerste belangrijke stap in een bredere beweging om het openbaar ministerie uit te bouwen. Het college moet in die beweging een voortrekker zijn en zijn verantwoordelijkheden opnemen.

Deze responsabilisering van het college in het huidige klimaat van herprofilering van het openbaar ministerie is dus zeer belangrijk en situeert zich op verscheidene niveau's.

Er kan bijvoorbeeld gedacht worden aan de herdefiniëring van de relaties tussen de parketten-generaal en de parketten van eerste aanleg. In die context werd op de vergadering van het college met mijzelf van eind september - begin oktober beslist dat het College zich moet beraden op welke wijze de procureurs-generaal hun relatie zullen uitbouwen ten aanzien van de parketten. Het debat daarover biedt zich weldra aan. Het college moet zich thans reeds voorbereiden op dit debat.

Het college zal verder bij het uitstippelen van zijn beleid eveneens oog moeten hebben voor de samenwerking met andere diensten, zoals de Dienst van het Strafrechtelijk Beleid, de Algemene Politie-eenheden en het Nationaal Instituut voor Criminalistiek en Criminologie.

Daarnaast komt de belangrijke rol aan bod die het college moet vervullen bij het verlichten en herdefiniëren van de administratieve taken van het openbaar ministerie. Ik vroeg het college een inventaris op te stellen van de advies- en controletaken van de parketten die kunnen worden afgeschaft, vereenvoudigd (bijvoorbeeld door steekproefsgewijze controles) of worden toevertrouwd aan het administratief personeel van de parketten. Op die wijze kan het openbaar ministerie zich dan toespitsen op zijn werkelijke taak van opsporing en vervolging van misdrijven.

Tenslotte is mijns inziens ook een taak weggelegd voor het college bij de aanpak van de achterstand van dossiers op penaal vlak. Ik heb het college verzocht

der à une analyse des points sensibles et d'élaborer un plan stratégique en vue d'initiatives législatives et d'autres mesures nécessaires. Cette question concerne entre autres l'article 136bis du Code d'instruction criminelle, qui règle le contrôle de la progression des instructions judiciaires. L'application de cet article de loi soulève des difficultés de procédure et des difficultés pratiques, si bien qu'il y a lieu de prévoir des systèmes simplifiés et moins formels. L'application d'un système d'évaluation permettant de mieux suivre le travail du magistrat du parquet cadre également avec le développement d'un système de contrôle plus efficace.

Ce ne sont là que quelques points au sujet desquels le collège devra montrer ce qu'il est capable de faire; il devra contribuer à donner un nouvel élan à la politique de recherche et de poursuite, par des actions efficaces et décidées. Le projet de loi à l'examen vise à lui donner, à cet effet, une solide base juridique, mais il appartiendra au collège lui-même de répondre à l'attente qu'on met en lui.

Dans cet exposé introductif, je tiens également à donner quelques commentaires à propos des lignes de force et des principes les plus importants qui figurent dans le projet de loi.

### **Le premier chapitre concerne le Collège des procureurs généraux**

Tout d'abord, l'on y pose le principe et l'on y fixe la composition du collège. Le collège, tout comme les procureurs généraux pris individuellement, est sous l'autorité du ministre de la Justice. La compétence du collège s'étend à l'ensemble du territoire du Royaume. Les décisions du collège engagent ses membres et tous les autres membres du ministère public placés sous leur surveillance et leur direction.

Le même article énumère les missions attribuées au collège. Ces missions sont de trois natures et portent sur, d'une part, la coordination et le développement cohérent de la politique criminelle, d'autre part, le fonctionnement du ministère public et, enfin, l'obligation d'informer le ministre de la Justice et de lui donner des avis. La mission essentielle du collège consiste indéniablement à coordonner et à veiller au développement cohérent de la politique criminelle, laquelle est définie par le ministre de la Justice en concertation avec le collège.

Pour exécuter ces missions, le collège statue par consensus. La loi prévoit que, si aucun consensus ne se dégage et que l'exécution des lignes directrices du ministre de la Justice en matière de politique criminelle est ainsi mise en péril, le ministre peut prendre des mesures. L'on prévoit cette possibilité pour éviter que l'absence de consensus au sein du collège n'ait pour conséquence que les directives arrêtées ne puis-

een analyse te maken van de pijnpunten en een strategisch plan uit te werken met het oog op het nemen van wetgevende initiatieven en andere noodzakelijke maatregelen. Deze problematiek betreft onder meer artikel 136bis van het Wetboek van Strafvordering, dat het toezicht regelt op de voortgang van de gerechtelijke onderzoeken. De toepassing van dit wetsartikel brengt bepaalde procedurele en praktische moeilijkheden met zich, zodat in vereenvoudigde en minder formele systemen dient te worden voorzien. Ook een evaluatiesysteem waarbij het werk van de parketmagistraat beter gevolgd wordt, kadert in deze uitbouw van een effectiever controlesysteem.

Dit zijn slechts enkele punten waar het college zichzelf zal moeten bewijzen en door een krachtdadig en beslist optreden mee een nieuwe elan moet geven aan het opsporings- en vervolgingsbeleid. Huidig wetsontwerp wil hen daartoe een gedegen juridische basis bieden, maar het zal aan het college zelf zijn om de verwachtingen in te lossen.

Het is mijn bedoeling in deze inleidende uiteenzetting verder even stil te staan bij de krachtlijnen en belangrijkste principes die in het wetsontwerp vervat zijn.

### **Het eerste hoofdstuk behandelt het college van procureurs-generaal**

Vooreerst worden het principe en de samenstelling van het college bepaald. Het college staat, zoals de procureurs-generaal individueel, onder het gezag van de minister van Justitie. De bevoegdheid van het college strekt zich uit over het gehele grondgebied van het Rijk. De beslissingen van het college hebben bindende kracht voor de leden van het college en voor alle overige leden van het openbaar ministerie die onder hun toezicht en leiding staan.

In dit artikel worden ook de taken opgesomd die aan het college worden toevertrouwd. Deze taken zijn drieërlei en bestaan enerzijds in de coördinatie en de coherente uitwerking van het strafrechtelijk beleid, anderzijds in de werking van het openbaar ministerie en tenslotte in het informeren en adviseren van de minister van Justitie. De voornaamste taak van het college bestaat onmiskenbaar in de coördinatie en de zorg voor een coherente uitwerking van het strafrechtelijk beleid dat door de minister van Justitie in overleg met het college wordt bepaald.

Bij de uitvoering van deze taken beslist het college bij consensus. In de wet is voorzien dat wanneer geen consensus wordt bereikt en daardoor de uitvoering van de richtlijnen van het strafrechtelijk beleid van de minister van Justitie in het gedrang komt, de minister maatregelen kan nemen. Deze mogelijkheid wordt voorzien ten einde te voorkomen dat aan de door de minister van Justitie vastgelegde richtlijnen geen

sent plus faire l'objet d'une exécution coordonnée et cohérente. Le ministre peut à ce moment éclaircir ou préciser ses lignes directrices, ou convoquer à nouveau le collège pour une concertation ultérieure, ou exercer son autorité sur un ou sur plusieurs procureurs généraux individuellement si ceux-ci continuent à refuser, après une nouvelle concertation, de mettre ces lignes directrices à exécution. Il est cependant clair que le ministre de la Justice ne peut jamais, lui-même, exercer l'action publique.

La loi prévoit également que, lors de l'exécution de ses missions, le collège peut faire appel aux magistrats des parquets généraux. Ces magistrats restent attachés à leur parquet général, mais apportent leur soutien à la politique du collège. Ils veillent, chacun pour son domaine, à définir une approche identique, des directives identiques, une conception analogue et uniforme et une politique de poursuite identique pour tous les arrondissements judiciaires du Royaume, à chercher des solutions identiques pour les problèmes de fait et juridiques. Ils procurent ainsi une certaine compétence matérielle au collège, auquel il appartiendra ensuite, sur la base de ladite compétence, de coordonner et d'élaborer la politique criminelle et de la traduire en directives. Déjà maintenant, l'avocat général M. Timperman est chargé d'un rôle semblable de soutien à la politique en ce qui concerne le problème des hormones.

Le chapitre en question règle ensuite la fréquence des réunions, la présence à celles-ci du ministre de la Justice, la présidence, et les modalités de fonctionnement du collège.

Le projet prévoit également que le collège fait annuellement rapport de ses activités au ministre de la Justice. Ce rapport contient le bilan de la politique de recherche et de poursuite pour l'année écoulée et les priorités pour l'année à venir. Le ministre de la Justice communiquera ensuite ledit rapport aux Chambres.

Enfin, le projet prévoit, d'une part, que le Roi peut charger les membres du collège de tâches spécifiques et, d'autre part, qu'il règle également la façon dont le collège collabore avec les autres services qui se trouvent sous l'autorité du ministre de la Justice. L'on entend, par l'attribution de tâches spécifiques, que chaque procureur général est responsable, au sein du collège, de la préparation et du suivi de certaines matières, missions dont il s'acquitte en recueillant des informations et de la documentation et en s'occupant de la coordination.

Actuellement, l'on débat du contenu de ces tâches spécifiques.

L'on propose de créer cinq groupes de compétences. Le premier concernerait l'ensemble de la politique pénale, y compris l'organisation des cours et des tribunaux; le deuxième, le terrorisme et les relations internationales; le troisième, l'ensemble des services

verdere gecoördineerde en coherente uitwerking wordt verleend bij gebrek aan consensus binnen het college. De minister kan zijn richtlijnen op dat ogenblik verduidelijken en preciseren, of het college terug bijeenroepen voor nader overleg, of zijn gezag over één of meer procureurs-generaal afzonderlijk uitoefenen indien deze na verder overleg blijven weigeren zijn richtlijnen ten uitvoer te leggen. Het is evenwel duidelijk dat de minister van Justitie nooit zelf de strafvordering kan uitoefenen.

De wet voorziet ook dat het college bij de uitvoering van zijn opdrachten een beroep kan doen op magistraten van de parketten-generaal. Deze magistraten blijven verbonden aan hun parket-generaal, doch werken beleidsondersteunend t.a.v. het college. Zij zorgen, elk binnen hun materie, voor eenzelfde aanpak voor dezelfde richtlijnen, voor een analoge en uniforme benadering en een gelijk vervolgingsbeleid voor alle gerechtelijke arrondissementen van het Rijk, voor eenzelfde aanpak van feitelijke en juridische problemen. Zij verschaffen aldus een zekere materiedeskundigheid aan het college, aan wie het dan zal toekomen op basis daarvan het strafrechtelijk beleid te coördineren en uit te werken en dit te vertalen in richtlijnen. Advocaat-generaal Timperman vervult thans reeds i.v.m. de hormonen-problematiek een dergelijke beleidsondersteunende rol.

Dit hoofdstuk regelt verder de frequentie van de vergaderingen, de aanwezigheid van de minister van Justitie op deze vergaderingen, het voorzitterschap ervan en de werkingsmodaliteiten van het college.

Het ontwerp voorziet ook dat het college jaarlijks een verslag over zijn activiteiten uitbrengt aan de minister van Justitie. Dit verslag bevat de balans van het onderzoeks- en vervolgingsbeleid van het voorbije jaar en de prioriteiten voor het komende jaar. De minister van Justitie zal vervolgens dit verslag mededelen aan de Kamers.

Tenslotte bepaalt het ontwerp dat de Koning de leden van het college met specifieke taken kan belasten en anderzijds dat hij ook de wijze van samenwerking van het college met de andere diensten, die onder het gezag van de minister van Justitie staan, regelt. Met het belasten van specifieke taken wordt bedoeld dat elke procureur-generaal binnen het college instaat voor de voorbereiding en opvolging van bepaalde materies door informatie en documentatie in te zamelen en de coördinatie waar te nemen.

Er wordt voor het ogenblik een debat gevoerd over de inhoud van die specifieke taken.

Er worden 5 takenpakketten voorgesteld, waarvan het eerste het geheel van het strafrechtelijk beleid met de organisatie van hoven en rechtbanken vormt, een tweede het geheel van het terrorisme en de internationale betrekkingen, een derde zou zijn het geheel van

de police et la sécurité du citoyen; le quatrième, la protection de la jeunesse dans son ensemble et les problèmes généraux de droit civil; et le cinquième, la criminalité économique et sociale.

L'on n'a toutefois encore pris aucune décision définitive concernant ces groupes de compétences.

### **Un deuxième chapitre règle la politique criminelle**

Ce chapitre confirme la responsabilité du ministre de la Justice pour ce qui est de la définition des lignes directrices de la politique criminelle en concertation avec le collège des procureurs généraux. Ces lignes directrices sont contraignantes pour l'ensemble des membres du ministère public. Les procureurs généraux sont responsables de la mise en œuvre de ces lignes directrices au sein de leur juridiction.

### **Un troisième chapitre important traite des magistrats nationaux**

Depuis qu'ils existent, les magistrats nationaux ont prouvé suffisamment leur utilité.

En mettant à la disposition des divers parquets leurs connaissances et leur expérience dans des matières complexes, et ce dans les limites de leur mission de coordination, les magistrats nationaux ont apporté une plus-value évidente aux enquêtes. Il est clair qu'ils pourront eux aussi contribuer au développement ultérieur du ministère public.

Le paragraphe premier prévoit l'existence des magistrats nationaux et précise que ceux-ci assistent le collège des procureurs généraux.

Leur mission s'étend à l'ensemble du territoire du Royaume. Ils sont à cet égard sous l'autorité du collège et sous la surveillance et la direction du membre du collège que le Roi aura désigné à cette fin. Plutôt que de charger un seul membre du collège des contacts avec les magistrats nationaux, il convient de prévoir, pour ces derniers, la possibilité de s'adresser au membre du collège dans le cadre des compétences duquel ils opèrent. Il s'agira, bien sûr, souvent d'un même procureur général, étant donné que les matières dont les magistrats nationaux ont à connaître généralement (la criminalité organisée, la coopération internationale) sont à ce point connexes qu'elles sont confiées la plupart du temps à un seul membre du collège.

Le § 2 fixe le mode de désignation des magistrats nationaux, les conditions d'accès à la fonction et la durée de leur mandat.

Le paragraphe le plus important de cet article est sans nul doute le § 3, qui énumère les missions confiées aux magistrats nationaux.

de politiediensten en de veiligheid van de burger, een vierde het geheel van de jeugdbescherming en algemene problemen van burgerlijk recht en een vijfde zou dan zijn de economische en sociale criminaliteit.

Over deze pakketten bestaat evenwel nog geen definitief uitsluitel.

### **Eentweede hoofdstukregel het strafrechtelijk beleid**

Dit hoofdstuk bevestigt de verantwoordelijkheid van de minister van Justitie bij de vaststelling van de richtlijnen van het strafrechtelijk beleid, in overleg met het college van procureurs-generaal. Het betreffen bindende richtlijnen voor alle leden van het openbaar ministerie. De procureurs-generaal staan in voor de tenuitvoerlegging van deze richtlijnen binnen hun rechtsgebied.

### **Een derde belangrijk hoofdstuk behandelt de nationaal magistraten**

Sinds hun bestaan hebben de nationaal magistraten hun nut voldoende bewezen.

Door hun kennis en ervaring in complexe materies, binnen hun coördinatieopdracht, ter beschikking te stellen van de diverse parketten hebben de nationale magistraten aan de onderzoeken een duidelijke meerwaarde bezorgd. Ook zij zullen zonder twijfel kunnen bijdragen tot de verdere bredere uitbouw van het openbaar ministerie.

Een eerste paragraaf van het artikel in het wetsontwerp installeert de nationaal magistraten en preciseert dat zij het college van procureurs-generaal bijstaan.

Hun opdracht strekt zich uit over het gehele grondgebied van het Rijk. Zij staan daarbij onder het gezag van het college en onder de leiding en het toezicht van het lid van het college dat hiertoe door de Koning werd aangewezen. Veeleer dan één lid van het college exclusief met de contacten met de nationaal magistraten te belasten, moet m.i. geopteerd worden voor de mogelijkheid zich te richten tot het lid van het college binnen wiens takenpakket zij op dat ogenblik opereren. Dit zal uiteraard vaak dezelfde procureur-generaal zijn, aangezien juist de materies waarmede de nationaal magistraten het meest geconfronteerd worden (georganiseerde criminaliteit, internationale samenwerking) zo samenhangend zijn dat zij ook binnen het college grotendeels aan één lid zullen worden toevertrouwd.

De tweede paragraaf bepaalt de wijze van aanduiding van de nationaal magistraten, de toegangsvoorwaarden en de duur van hun mandaat.

De belangrijkste paragraaf in dit artikel is ongetwijfeld de derde die de opdracht omschrijft die aan de nationaal magistraten wordt toevertrouwd.

Une première mission consiste à assurer la coordination de l'exercice de l'action publique et de faciliter la coopération internationale. En principe, ils agissent en la matière en concertation avec le procureur du Roi. Néanmoins, si, à un certain moment, leur mission de coordination leur impose de donner des instructions contraignantes à un procureur du Roi, ils peuvent le faire après en avoir informé le procureur général territorialement compétent. Ce dernier peut en apprécier l'opportunité et éventuellement s'y opposer.

Une deuxième mission consiste à prendre toutes les mesures urgentes qui sont nécessaires dans le cadre de l'exercice de l'action publique, aussi longtemps qu'aucun procureur du Roi n'a été saisi. C'est ainsi qu'ils reçoivent la qualité d'officiers de police judiciaire, qu'ils disposent de tous les pouvoirs du procureur du Roi et qu'ils peuvent procéder ou faire procéder à tous les actes de recherche ou d'instruction relevant de leurs attributions sur l'ensemble du territoire du Royaume.

Enfin, un quatrième chapitre contient une série de dispositions relatives au secrétariat du collège et des magistrats nationaux, à leur siège (à Bruxelles) et aux conditions de leur nomination.

Le ministre espère avoir suffisamment souligné, dans cette première présentation du projet de loi, l'importance du collège des procureurs généraux et de la fonction de magistrat national. Au moment où la justice criminelle est au centre des préoccupations des citoyens et du monde politique, on peut dire que le collège et les magistrats nationaux seront les instruments qui permettront de satisfaire les besoins de la société en matière de lutte contre la criminalité. La loi en projet devra donner au collège et aux magistrats nationaux une base légale et leur fournir les moyens dont ils ont besoin pour pouvoir assumer leurs responsabilités et s'acquitter convenablement des missions attachées aux positions-clés qui leur ont été confiées.

Ce projet est un pas très important vers une politique criminelle plus efficace.

Les auditions des gens du terrain, notamment des magistrats nationaux, nous donneront une vue plus détaillée sur l'organisation pratique de leur fonction. Les compétences reprises dans le projet de loi à l'examen ont été fixées à la suite de leurs remarques et de leur souhait de jouer surtout un rôle de coordination.

Cette fonction sert de référence pour d'autres pays européens.

Il est également important d'entendre les membres du collège des procureurs généraux.

Een eerste opdracht bestaat erin te zorgen voor de coördinatie van de uitoefening van de strafvordering en het vergemakkelijken van de internationale samenwerking. In beginsel treden zij daarbij op in overleg met de procureurs des Konings. Indien evenwel op een bepaald ogenblik een coördinatie-opdracht hen ertoe noodzaakt aan een procureur des Konings dwingende richtlijnen te geven, dan kunnen zij zulks doen na de territoriaal bevoegde procureur-generaal hiervan op de hoogte te hebben gebracht. Deze laatste beoordeelt de opportuniteit ervan en kan zich er eventueel tegen verzetten.

Een tweede opdracht bestaat erin dat zij alle dringende maatregelen kunnen nemen die met het oog op de uitoefening van de strafvordering noodzakelijk zijn, zolang de bevoegdheid van de procureur des Konings niet is bepaald. In dat licht bekomen zij de hoedanigheid van officier van gerechtelijke politie en beschikken zij over alle bevoegdheden van de procureur des Konings om over het gehele grondgebied van het Rijk alle daden van opsporing of van gerechtelijk onderzoek te verrichten of te gelasten die tot hun opdracht behoren.

Een vierde hoofdstuk bevat tenslotte een aantal diverse bepalingen m.b.t. het secretariaat van het college en van de nationaal magistraten, de zetel van het college en van de nationaal magistraten (in Brussel) en de benoemingsvoorwaarden.

De minister hoopt reeds in deze eerste voorstelling van het wetsontwerp voldoende het belang van het college van procureurs-generaal en van het ambt van nationaal magistraat te hebben onderstreept. Op een ogenblik dat de strafrechtsjustitie volop in de publieke en politieke belangstelling staat, zullen én het college én de nationaal magistraten de instrumenten zijn om tegemoet te komen aan de bestaande maatschappelijke behoeften met betrekking tot de criminaliteitsbestrijding. Huidig wetsontwerp zal hen de wettelijke basis en middelen moeten verschaffen om hen toe te laten hun verantwoordelijkheid op te nemen en de hen toevertrouwde sleutelposities terdege te bekleden.

Dit ontwerp is een belangrijke stap naar een meer krachtadig strafrechtelijk beleid.

Via hoorzittingen met mensen uit de praktijk, met name met de nationaal magistraten, zullen we een meer gedetailleerd beeld krijgen van de praktische organisatie van hun ambt. Hun bevoegdheden, zoals ze opgenomen zijn in het onderhavige wetsontwerp, zijn vastgelegd op basis van hun opmerkingen en hun wens vooral een coördinerende rol te spelen.

Dit ambt kan een voorbeeldfunctie vervullen voor andere Europese landen.

Daarnaast is het ook belangrijk de leden van het college van procureurs-generaal te horen.

Bien que les postes en question existent déjà et fonctionnent bien, il est important de leur donner les moyens afin de prendre des décisions impératives.

Il sera important de créer un réflexe national, de chercher l'équilibre entre la compétence nationale et le pouvoir territorial.

Cela demande un changement de mentalité sans pour autant laisser tomber l'aspect territorial. Aux Pays-Bas par exemple, on a fait totalement abstraction du pouvoir territorial, mais cela n'a pas réussi.

Le ministre a une grande responsabilité dans ce projet. Il faut bien entendu laisser le temps au collègue des procureurs généraux de réaliser cette mission nationale et d'avoir la possibilité de mener une politique criminelle.

La collaboration entre le judiciaire et la politique est un élément nouveau, mais indispensable pour mener une politique criminelle dont nous avons tellement besoin.

## II. DISCUSSION GÉNÉRALE

Un membre confirme que l'on se trouve face à un débat très important.

Malgré que le projet s'inscrive dans une continuité apparente, un élément nouveau s'y ajoute, notamment le fait qu'une politique contraignante peut intervenir pour l'ensemble des procureurs généraux.

Un débat s'engage sur le pouvoir du ministre d'intervenir par injonctions négatives s'opposant à force contraignante des décisions prises par consensus.

Le projet va donc bien au-delà d'une régularisation de la situation existante.

Une autre membre reconnaît la nécessité du projet, mais se demande s'il a l'ampleur nécessaire pour répondre à l'absence d'une politique criminelle que l'on connaît depuis plusieurs années, si la réponse ne demeure donc pas à l'état embryonnaire.

L'institutionnalisation du collège des procureurs généraux, qui fonctionne déjà, mais sans démontrer une efficacité signifiante, ne lui semble pas suffisant.

Si les procureurs généraux sont indispensables dans la politique criminelle, la question se pose de savoir s'ils sont les seuls et les mieux indiqués pour exercer cette mission. Ne doit-on donc pas impliquer d'autres personnes dans un organe plus large de politique criminelle? Elle constate, par exemple, une absence de réunions avec les procureurs du Roi.

Hoewel deze ambten reeds bestaan en uitstekend functioneren, moeten zij de nodige middelen krijgen om bindende beslissingen te nemen.

Het is van het grootste belang een nationale reflex in het leven te roepen en het evenwicht te zoeken tussen de nationale en de territoriale bevoegdheid.

Hiervoor is een mentaliteitswijziging vereist, zonder dat daarom de territoriale factor uit het oog mag worden verloren. In Nederland heeft men wel getracht volkomen af te zien van de territoriale bevoegdheden, maar dat is niet gelukt.

De minister heeft in dit ontwerp een grote verantwoordelijkheid. Natuurlijk moet het college van procureurs-generaal de nodige tijd krijgen om zijn nationale opdracht uit te voeren en een strafrechtelijk beleid uit te werken.

De samenwerking tussen het gerecht en de politiek is een nieuw gegeven, maar wel absoluut noodzakelijk om het strafrechtelijk beleid te voeren waaraan momenteel zo'n nood is.

## II. ALGEMENE BESPREKING

Een lid benadrukt het grote belang van dit debat.

Hoewel dit ontwerp schijnbaar verder gaat op de reeds ingeslagen weg, is er hier toch sprake van een nieuw element, met name dat een dwingend beleid kan worden opgelegd aan het volledige korps van de procureurs-generaal.

Dat de minister via negatieve injuncties de dwingende aard van de beslissingen genomen bij consensus zou kunnen doorbreken, leidt tot een debat rond deze bevoegdheid.

Het ontwerp gaat dus duidelijk verder dan een regularisatie van een bestaande situatie.

Een ander lid erkent wel de noodzaak van het ontwerp, maar vraagt zich af of het wel voldoende ver gaat om de jarenlange afwezigheid van een strafrechtelijk beleid goed te maken. Blijft de oplossing niet in een embryonair stadium steken?

De institutionalisering van het college van procureurs-generaal, dat reeds een tijdje werkzaam is zonder veel resultaten te boeken, lijkt haar onvoldoende.

Al zijn de procureurs-generaal ongetwijfeld onmisbaar bij de uitwerking van een strafrechtelijk beleid, toch rijst de vraag of zij de enige en de meest aangewezen personen zijn om deze taak te vervullen. Zou het niet beter zijn een uitgebreider orgaan voor strafrechtelijk beleid in het leven te roepen, waarbij ook andere personen worden betrokken? Zo stelt het lid vast dat niet wordt voorzien in vergaderingen met de procureurs des Konings.

Face à toute la problématique policière, il serait peut-être opportun d'associer les deux et, parallèlement, de renforcer la tutelle judiciaire sur les différents services de police.

Elle se demande également quel va être le rôle et le statut du Service de politique criminelle; il lui semble en effet nécessaire de consacrer un service permanent au service du collègue ou du ministre. Ne devrait-on pas élargir l'institutionnalisation du collègue et instaurer une sorte de « procureur fédéral », donc créer un service opérationnel permanent, en liaison avec les magistrats nationaux, les procureurs et les services de police ?

Par ailleurs, l'intervenante se demande s'il ne serait pas utile d'instaurer une mission supplémentaire pour les magistrats nationaux et de leur donner un rôle d'arbitrage, en cas de problème entre juges d'instruction, services de police, procureurs, etc.

L'intervenante a l'impression que ce projet arrive de manière inachevée et prématurée pour faire face à une problématique qui implique une réforme des services de police et du contrôle entre eux.

Le premier intervenant réplique qu'il faut quand même être attentif à l'intégration du ministre de la Justice dans la politique criminelle.

Il attire également l'attention sur le fait que les remarques de l'intervenante précédente soulèvent la question de l'indépendance des pouvoirs.

Les conflits entre juges ne peuvent pas être tranchés par un collègue des procureurs généraux.

L'intervenante précise qu'elle visait plutôt un rôle de coordination.

Un troisième membre s'associe à l'énumération des problèmes qui a été faite par la préopinante et le texte à l'examen lui inspire dès lors des sentiments mêlés.

Un autre membre approuve entièrement ce qui a été dit au sujet des magistrats nationaux et il propose même d'étendre encore leur champ d'action.

Les expériences du passé l'incitent cependant à exprimer des réserves au sujet des procureurs généraux. Il se réfère notamment aux dissensions qui existent entre eux, aux conflits de personnes, au fait qu'ils répugnent à se départir de leur pouvoir, quel qu'il soit, etc.

Il faudrait effectivement réformer le ministère public en fonction d'une réforme des services de police. Pour lui, la politique de recherche et la politique de poursuite des infractions sont si étroitement liées que tout décalage entre les deux services précités tourne à l'avantage des auteurs d'infractions.

Rekening houdend met de problemen rond de politiediensten, zou het misschien raadzaam zijn ook de procureurs des Konings erbij te betrekken en tegelijk het toezicht van het gerecht op de verschillende politiediensten te versterken.

Het lid vraagt zich verder af wat de rol en het statuut van de Dienst voor het strafrechtelijk beleid zal zijn. Het lijkt haar inderdaad onontbeerlijk een vaste dienst ter beschikking te stellen van het college of van de minister. Zou het niet beter zijn de institutionalisering van het college ruimer op te vatten en een soort « federaal procureur » aan te stellen, met andere woorden een vaste operationele dienst te creëren, die in nauw contact staat met de nationale magistraten, de procureurs en de politiediensten ?

Daarnaast vraagt het lid zich af of het niet nuttig zou zijn de nationaal magistraten een bijkomende taak te geven en hen bij problemen tussen onderzoeksrechters, politiediensten, procureurs, enz., een scheidsrechtersrol toe te kennen.

Spreekster heeft de indruk dat dit ontwerp te voorbarig en onvoldoende uitgewerkt is om daadwerkelijk het hoofd te bieden aan een ingewikkelde problematiek, die de hervorming van de politiediensten en van hun onderlinge controle nodig maakt.

De eerste spreker antwoordt dat de betrokkenheid van de minister van Justitie bij het strafrechtelijk beleid toch de nodige aandacht verdient.

Hij wijst er eveneens op dat de opmerkingen van de vorige spreker de kwestie van de scheiding der machten aan de orde stellen.

Een college van procureurs-generaal mag niet beslissen in conflicten tussen rechters.

Spreker verduidelijkt dat zij veeleer een coördinerende rol voor ogen had.

Een derde lid sluit zich aan bij de door de vorige spreker aangehaalde pijnpunten en staat dan ook met gemengde gevoelens ten opzichte van de voorgelegde tekst.

Wat de nationaal magistraten betreft, heeft een ander lid geen enkel probleem en zou hij zelfs voorstellen hun mogelijkheden nog uit te breiden.

Ten opzichte van de procureurs-generaal daarentegen heeft hij wel enige terughoudendheid en dit omwille van het verleden. Hij wijst in dit kader op de onenigheid tussen deze personen, persoonlijke vetes, hun niet-bereidheid afstand te doen van om het even welk machtsaspect, enz.

Het openbaar ministerie zou inderdaad moeten worden hervormd in functie van een hervorming van de politiediensten. Het opsporingsbeleid en het vervolgingsbeleid hangen volgens hem zo nauw samen dat iedere decalage tussen beide diensten in het voordeel van de normovertreder werkt.



Le ministre a procédé à une comparaison avec la situation qui existe aux Pays-Bas. L'intervenant estime que cette comparaison doit être relativisée, car aux Pays-Bas, les rapports entre le procureur général (qui est un officier de justice) et le ministre sont réglés autrement que chez nous, y compris au niveau constitutionnel.

Il admet cependant que les Pays-Bas ont recouru au principe de la compétence territoriale.

L'on pourrait s'interroger sur la valeur ajoutée qu'apporterait un parquet général. Ne pourrait-on pas imaginer un système dans lequel les parquets locaux seraient conservés et un système de magistrats nationaux chargés de traiter les problèmes qui dépassent le niveau local ?

Nous maintenons l'étape intermédiaire.

Par analogie avec ce qui se passe dans les services de police, les rapports hiérarchiques régissant les relations entre les fonctionnaires chargés des poursuites devraient être horizontaux plutôt que verticaux.

Grâce à cela, l'on pourrait regrouper les personnes qui sont chargées d'une affaire déterminée mais qui appartiennent à des parquets différents.

L'on pourrait évidemment arguer contre cette manière de voir que nous avons tendance actuellement à surévaluer l'importance de la criminalité organisée et des « entreprises criminelles », alors que c'est surtout la petite criminalité, c'est-à-dire la criminalité courante, qui influence le sentiment de sécurité relatif du citoyen.

Il est probable qu'une action contre la criminalité organisée ne permettra guère d'améliorer ce sentiment de sécurité.

Or, l'appareil que nous sommes en train de mettre sur pied ne tient pas compte des petits délits.

Le membre poursuit en expliquant ce qui le gêne dans le système du collège des procureurs généraux.

Le rapport de la commission d'enquête sur le banditisme contenait un plaidoyer pour une politique criminelle. En son temps, ce rapport a d'abord été soumis aux procureurs généraux, qui ont vivement réagi au passage relatif à la politique criminelle, estimant qu'il leur appartenait à eux-mêmes de définir la politique criminelle dans leur ressort. Il va de soi que cela ne correspond pas à l'intention des auteurs du rapport. Il y a lieu d'établir une distinction entre la politique criminelle et la politique des poursuites.

Pour l'intervenant, la politique criminelle, qui consiste à fixer les priorités que la société doit respecter et à définir les fondements sur lesquels l'on va structurer l'appareil de recherche, relève de la responsabilité politique, et plus précisément de la responsa-

De minister heeft verwezen naar de situatie in Nederland. Deze vergelijking moet volgens deze spreker worden gerelativeerd, aangezien de relatie tussen de procureur-generaal (officier van justitie) en de minister in Nederland, ook grondwettelijk, anders is geregeld dan in België.

Hij kan wel akkoord gaan met het feit dat in Nederland werd teruggegrepen naar een territoriale bevoegdheid.

Men zou zich kunnen afvragen wat de meerwaarde is van een parket-generaal. Zou men zich geen systeem kunnen indenken waarbij men de lokale parketten behoudt en een systeem met nationaal magistraten voor de problematiek die het lokale overschrijdt.

Wij behouden nog steeds de tussenstap.

De hiërarchische lijn bij de vervolgingsambtenaren zou — net zoals bij de politiediensten — ook eerder horizontaal dan vertikaal moeten zijn.

Dit zou met zich brengen dat men uit de verschillende parketten mensen die zich met de zaak bezighouden, zou kunnen bijeenbrengen.

Als tegenargument kan hier gesteld worden dat wij momenteel geneigd zijn de « georganiseerde misdaad » of de « misdaadondernemingen » te surevalueren, terwijl het veiligheidsgevoel van de burger eerder wordt beïnvloed door de kleine criminaliteit, met andere woorden de veel voorkomende criminaliteit.

Het veiligheidsgevoel gaat wellicht weinig worden verhoogd door de aanpak van de georganiseerde misdaad.

Het apparaat dat wij opbouwen, houdt geen rekening met de kleine misdrijven.

Het lid gaat verder met een uitleg over hetgeen hem dwarszit bij het college van procureurs-generaal.

Bij het verslag van de bende-commissie werd gepleit voor een strafrechtelijk beleid; dit verslag werd eerst voorgelegd aan de toenmalige procureurs-generaal en de passage over het strafrechtelijk beleid deed hen steigeren, omdat zij van oordeel waren dat zijzelf dit beleid bepaalden in hun ressort. Dat is uiteraard niet de bedoeling, er moet een onderscheid worden gemaakt tussen het strafrechtelijk beleid en het vervolgingsbeleid.

Het strafrechtelijk beleid, namelijk bepalen welke prioriteiten er in een maatschappij worden gelegd of op welke prioritaire basis het opsporingsapparaat wordt gestructureerd, is volgens het lid een politieke verantwoordelijkheid. Het is een verantwoordelijk-

bilité du ministre de la Justice, qui exerce celle-ci sous le contrôle du Parlement. Il estime que les procureurs généraux n'ont qu'une fonction consultative en la matière.

Par contre, la politique en matière de poursuites est du ressort du ministère public et, plus précisément, du magistrat qui requiert des poursuites. Le législateur et le pouvoir exécutif ont cependant leur mot à dire en la matière et ils peuvent justement intervenir par l'intermédiaire du collègue.

Le membre souligne également qu'un certain nombre de critiques ont été émises à l'égard du projet de loi, notamment par Mme Liekendael, en ce qui concerne la violation flagrante du principe de la séparation des pouvoirs qu'il entraînerait.

À titre subsidiaire, le membre s'interroge également sur l'utilité du ministère public près la Cour de cassation. Aucune cour suprême au monde ne possède de ministère public.

Le membre se demande ensuite s'il ne faut pas réexaminer la durée des mandats des procureurs généraux. Il estime que le système des procureurs généraux ne peut fonctionner de manière adéquate que si les procureurs généraux jouissent tous d'une légitimité absolue par rapport à leurs collaborateurs. Il estime qu'il leur est impossible de fonctionner de manière optimale pendant une très longue période.

Il faudrait dès lors se demander s'il ne conviendrait pas de limiter la durée des mandats des procureurs et des procureurs généraux; si l'on peut nommer les magistrats nationaux pour une durée limitée, pourquoi ne pourrait-on pas en faire autant pour ce qui est des procureurs généraux? La question est d'autant plus pressante qu'il est extrêmement difficile de contrôler les procureurs généraux.

Bien entendu, ce caractère provisoire est lié au point de vue relatif au principe de la séparation des pouvoirs. Initialement, l'on pensait, selon ce membre, à une coopération des pouvoirs, le premier étant le pouvoir législatif, l'exécutif étant le pouvoir dérivé et le pouvoir judiciaire, un pouvoir attribué (*cf.* L.P. Suetens).

Enfin, l'intervenant fait encore une remarque marginale concernant l'âge de la mise à la retraite des procureurs généraux. Il estime que l'âge de la retraite doit être fixé à 65 ans pour chaque fonctionnaire et chaque magistrat.

Il estime, en outre, qu'il y a lieu de préciser la relation d'autorité. Les procureurs généraux, qui se sont vu attribuer chacun une matière spécifique, peuvent-ils également dialoguer avec un procureur d'un autre ressort et lui demander de prendre des mesures? Qu'en est-il de leurs rapports avec les magistrats nationaux? Faut-il des rapports hiérarchiques? Il faut savoir que le magistrat national assume de nom-

heid van de minister van Justitie, onder controle van het Parlement. Hier hebben de procureurs-generaal volgens hem enkel een adviserende functie.

Het vervolgingsbeleid daarentegen komt toe aan het openbaar ministerie, zelfs aan de individuele magistraat die de vervolging vordert, echter met inbreng van de wetgever en de uitvoerende macht, hetgeen kan worden verwezenlijkt via het college.

Vervolgens legt deze spreker de vinger op het feit dat er een reeks kritieken zijn uitgebracht, bijvoorbeeld over de manifeste schending van de scheiding der machten, gedaan door mevrouw Liekendael.

De subsidiaire vraag die dit lid zich hier stelt, is deze naar het nut van het openbaar ministerie bij het Hof van Cassatie; geen enkel Supreme Court in de wereld heeft immers een openbaar ministerie.

Dit lid gaat verder met het in vraag stellen van de duur van de mandaten van de procureurs-generaal. Volgens hem kan het systeem van de procureurs-generaal slechts naar behoren werken indien deze allen legitimiteit genieten ten opzichte van hun medewerkers. Optimaal functioneren gedurende een zeer lange termijn lijkt hem onmogelijk.

Aldus zou de vraag moeten worden gesteld naar de tijdelijkheid van de mandaten van procureurs en procureurs-generaal; de nationaal magistraten mogen tijdelijk benoemd worden, waarom dan niet de procureurs-generaal? Des te meer omdat de controle op de procureurs-generaal bijzonder moeilijk is.

Deze tijdelijkheid hangt uiteraard ook samen met het standpunt ten opzichte van het principe van de scheiding der machten. Oorspronkelijk wordt hier volgens dit lid een samenwerking der machten bedoeld, waarbij de eerste macht de wetgevende macht is, de uitvoerende macht een afgeleide macht is en de rechterlijke macht een toebedeelde macht (*cf.* L.P. Suetens).

Tenslotte maakt het lid nog een randbemerking in verband met de pensioenleeftijd van de procureurs-generaal. Hij is van oordeel dat de pensioenleeftijd voor ieder ambtenaar en magistraat op 65 jaar moet worden gesteld.

Ook dient, volgens deze spreker, nog de gezagsrelatie te worden bepaald. Kunnen de procureurs-generaal die elk een specifieke materie toegewezen, ook dialogeren en maatregelen vragen aan een procureur van een ander rechtsgebied? Hoe is hun relatie tot de nationaal magistraten? Moet er een hiërarchische relatie zijn? De nationaal magistraat heeft immers heel wat taken, bijvoorbeeld de leiding

breuses tâches, par exemple la direction de la 23<sup>e</sup> brigade. Cette 23<sup>e</sup> brigade pourrait, par exemple, constituer le service opérationnel, mais pour cela il faudrait définir différemment la relation d'autorité entre la 23<sup>e</sup> brigade et le commissaire général de la police judiciaire.

Qu'en est-il, par exemple, de la relation avec le magistrat national, le collègue et le B.C.R. ? Et qu'en est-il de la relation entre le S.G.A.P. et les magistrats nationaux, entre le S.G.A.P. et l'Intérieur, le collègue et les magistrats nationaux ?

Le même problème se pose en ce qui concerne les officiers de liaison (officiers qui se trouvent dans les capitales du monde), car les magistrats nationaux étaient les coordinateurs des officiers de liaison; les magistrats nationaux restent-ils également compétents en la matière ?

Qu'en est-il de la relation avec l'O.C.D.E.F.O. (délicts économiques), et des problèmes concernant Schengen ?

L'intervenant renvoie à cet égard au rapport des magistrats nationaux, qui énumère toutes ces tâches.

Il conclut qu'il serait bon, au cas où on légiférerait à propos du statut des magistrats nationaux, que l'on tienne compte également des problèmes qui se sont posés dans le passé.

En résumé, il juge qu'il serait positif que l'on réglemente une série de choses sans tomber dans l'excès à cet égard et en tenant compte des expériences du passé.

Il faudrait tout d'abord disposer d'une vision globale. En effet, le projet ne pourra être utile que si le ministre de l'Intérieur décide, lui aussi, de procéder à une restructuration similaire des services de police.

Il estime utile pour l'heure d'achever l'examen du projet et il considère que le législateur devra se préparer à réagir à une série de critiques qui lui seront adressées, dans le cadre de la séparation des pouvoirs.

Un autre intervenant renvoie à l'avis du Conseil d'État en ce qui concerne les missions des magistrats nationaux. Il y a notamment une discussion en ce qui concerne l'interférence de la concurrence qui peut exister entre le rôle de magistrat national et le rôle du parquet au niveau des différents arrondissements judiciaires. La conclusion du Conseil d'État plaide pour une clarification de ce texte.

La question qu'un membre se pose se situe au niveau de la compétence identique à celle donnée au parquet. Sur le plan international, cela ne pose pas de problème, mais qu'en est-il des problèmes intérieurs ?

De manière très précise, il veut savoir jusqu'où la compétence en tant que membre du parquet est exercée.

van de 23<sup>e</sup> brigade. Deze 23<sup>e</sup> brigade zou bijvoorbeeld de operationale dienst kunnen uitmaken, maar dan moet de gezagsrelatie van de 23<sup>e</sup> brigade tegenover de commissaris-generaal van de gerechtelijke politie anders worden bepaald.

Hoe staat het bijvoorbeeld met de relatie nationaal magistraat, college en het C.B.O. ? Hoe zit het met de relatie van A.P.S.D. met de nationaal magistraten en de relatie A.P.S.D.-Binnenlandse Zaken en de relatie Binnenlandse Zaken-college-nationaal magistraten ?

Hetzelfde probleem stelt zich op het vlak van de liaison-officiëren (officiëren in de hoofdsteden van de wereld). De nationaal magistraten waren immers coördinatoren van de liaison-officiëren; blijven de nationaal magistraten daarvoor ook bevoegd ?

Wat met de relatie met de C.D.G.E.F.I.D. (economische misdrijven) ? Wat met de problematiek rond Schengen ?

Het lid verwijst hier naar het verslag van de nationaal magistraten waarin al deze taken zijn opgesomd.

Hij besluit dat het goed zou zijn, indien men het statuut van de nationaal magistraten wettelijk vastlegt, ook rekening te houden met de problematiek die zich in het verleden heeft voorgedaan.

Samenvattend acht hij het positief dat een aantal zaken worden gereguleerd, maar dat men niet alles in kastjes mag steken en rekening moet houden met de ervaringen van het verleden.

Voorafgaand zou een globale visie verkregen moeten worden. Het ontwerp kan inderdaad alleen maar nuttig zijn als ook de minister van Binnenlandse Zaken beslist over te gaan tot een gelijkaardige herstructurering van de politiediensten.

Voorlopig acht hij het nuttig het ontwerp af te werken en is hij van oordeel dat de wetgever zich zal moeten voorbereiden op een aantal kritieken in het kader van de scheiding der machten.

Een andere spreker verwijst naar het advies van de Raad van State in verband met de opdrachten van de nationaal magistraten. Er is onder meer een discussie ontstaan over de overlapping van de rol van de nationaal magistraat en die van het parket op het niveau van de verschillende gerechtelijke arrondissementen. De Raad van State pleit in zijn besluit voor een verduidelijking van die tekst.

De vraag die een lid zich stelt houdt verband met de identieke bevoegdheid die aan het parket is gegeven. Op internationaal vlak doet dit geen problemen rijzen, maar wat moet er gebeuren met de interne problemen ?

Hij wil heel duidelijk weten tot waar de bevoegdheid van een lid van het parket reikt.

De plus, si cette compétence n'est pas déterminée de manière extrêmement précise, *quid* de la relation entre les magistrats nationaux et le juge d'instruction ?

L'intervenant suivant trouve que le projet en discussion est un projet de loi intéressant, dont les ambitions sont limitées, en ce sens qu'il ne touche pas aux problèmes qu'il ne souhaite pas régler. Il est évident que les problèmes relatifs à la politique criminelle, à la politique en matière de poursuite et aux services de police et à leur fonctionnement dépassent nettement le cadre qui correspond à celui de l'institution d'un collègue des procureurs généraux. L'on peut poser bien des questions à l'occasion de l'examen de ce projet, mais il ne faut pas perdre de vue qu'il n'a pas pour objet de répondre à ces questions. Les réponses devront être apportées par le biais d'autres initiatives législatives et dans une large mesure par le biais d'une refonte du Code d'instruction criminelle.

La discussion relative à ce projet de loi peut donc évoluer dans deux sens différents. L'on peut s'en servir pour émettre toutes sortes de considérations sur la situation dans laquelle se trouve la justice ou pour examiner les problèmes juridico-techniques en tenant compte de l'avis négatif du Conseil d'État concernant le projet initial.

Le membre déclare qu'il se contentera d'évoquer une série de questions posées par le Conseil d'État et de faire part, ensuite, de quelques considérations générales. Ce projet fait suite au rapport de la commission chargée d'enquêter sur la lutte contre le banditisme et le terrorisme, et l'on peut déplorer qu'il se soit fait attendre si longtemps.

Cette commission est partie du principe que la stratégie en matière de poursuites et de recherche doit être une stratégie politique, puisqu'il y a lieu de préciser des priorités et des objectifs.

Aussi la Commission sur le banditisme estimait-elle que la responsabilité incombait au pouvoir exécutif, qui, à son tour, doit rendre des comptes au Parlement. L'intervenant estime qu'en ce qui concerne les procureurs généraux, le projet à l'examen tient compte, dans une grande mesure, de ce principe arrêté par la Commission sur le banditisme, puisqu'en fin de compte la politique de poursuite revient en grande partie au ministre de la Justice, qui est politiquement responsable devant le Parlement.

Nous touchons là en effet à l'un des aspects du débat relatif à la séparation des pouvoirs, c'est-à-dire que la responsabilité politique du ministre de la Justice doit avoir un sens et que, dans une démocratie, toute constitution de pouvoir ou prise de décision doit nécessairement aller de pair avec une responsabilité politique. Une des caractéristiques de la démocratie représentative est que le pouvoir exécutif doit rendre des comptes au pouvoir législatif. Si l'on parle

Als die bevoegdheid niet duidelijk is vastgelegd, kan men zich de vraag stellen hoe de nationaal magistraten zich verhouden tot de onderzoeksrechter.

Een volgend lid vindt voorgelegd ontwerp een interessant wetsontwerp waarvan de ambities beperkt zijn, in die zin dat dit ontwerp de problemen niet regelt die het niet wenst te regelen. De problemen over het strafbeleid, de vervolging en de werking van de politiediensten liggen uiteraard veel ruimer dan het instellen van een college van procureurs-generaal. Heel wat vragen kunnen naar aanleiding van dit ontwerp gesteld worden, maar men mag niet uit het oog verliezen dat het geenszins de bedoeling is van het ontwerp hierop een antwoord te formuleren. Hieraan moet worden tegemoet gekomen door andere wetgevende initiatieven, niet in het minst door de nieuwe vormgeving van het Wetboek van Strafvordering.

Men kan de bespreking van dit wetsontwerp aldus op twee wijzen laten verlopen, enerzijds door het aan te grijpen om allerlei beschouwingen te maken over de toestand waarin het gerecht zich bevindt, anderzijds door aandacht te besteden aan de juridisch-technische problemen, rekening houdend met het negatief advies van de Raad van State over het oorspronkelijk ontwerp.

Het lid verklaart zich te zullen beperken tot het aanstippen van een aantal vragen gesteld door de Raad van State en vervolgens tot enkele algemene beschouwingen. Dit ontwerp geeft gevolg aan het verslag van de bende-commissie en het valt te betreuren dat het zo lang op zich heeft laten wachten.

Het uitgangspunt van de bende-commissie was dat het vervolgings- en opsporingsbeleid een politiek beleid wordt, doordat noodzakelijkerwijze prioriteiten en doelstellingen vooropgesteld moeten worden.

De verantwoordelijkheid lag dan volgens de bende-commissie ook bij de uitvoerende macht, die op haar beurt verantwoording verschuldigd is aan het Parlement. Dit uitgangspunt van de bende-commissie wordt volgens het lid op het vlak van de procureurs-generaal ten zeerste tegemoet getreden doordat uiteindelijk de minister van Justitie een grote inbreng heeft in het vervolgingsbeleid, onder zijn politieke verantwoordelijkheid ten opzichte van het Parlement.

Dit is inderdaad een aspect in het debat in verband met de scheiding der machten, met name dat de politieke verantwoordelijkheid van de minister van Justitie enige zinvolheid moet hebben en dat in een democratie geen machtsvorming ontstaat of geen besluitvorming, zonder dat daar ergens politieke verantwoordelijkheid voor moet bestaan. Het is een kenmerk van de representatieve democratie dat de uitvoerende macht verantwoording verschuldigd is

de politique criminelle ou de politique de poursuite, l'on pose d'office la question de la responsabilité politique.

À cet égard, le Conseil d'État a formulé quelques observations, qui semblent s'inspirer de la notion de la séparation des pouvoirs. L'intervenant saurait gré au ministre de bien vouloir répondre à certaines de ces observations.

L'intervenant renvoie d'abord à l'article 2 du projet, visant à insérer un article 143bis, § 1<sup>er</sup>, libellé comme suit :

«Un article 143bis, rédigé comme suit, est inséré dans le Code judiciaire.

«Art. 143bis. § 1<sup>er</sup>. Les procureurs généraux près les cours d'appel forment ensemble un collège, appelé collège des procureurs généraux, qui est placé sous l'autorité du ministre de la Justice. La compétence du collège s'étend à l'ensemble du territoire du Royaume et ses décisions engagent les procureurs généraux près les cours d'appel et tous les membres du ministère public placés sous leur surveillance et leur direction.»

À ce propos, le Conseil d'État donne l'avis suivant (Doc. Sénat, n° 1-447/1, p. 23) :

«Toutefois, le législateur ne peut abandonner au collège des procureurs généraux le pouvoir de prendre des règles déterminant ou aboutissant à déterminer le statut et les attributions des membres du ministère public, ces matières devant être réglées par la loi.

De même, le législateur abdiquerait des compétences qui lui reviennent en chargeant le collège des procureurs généraux d'édicter des mesures à caractère contraignant qui sont susceptibles d'influer sur la situation des tiers et d'opérer, à leur égard, comme de véritables règles de droit.»

Un autre membre renvoie également aux observations du Conseil d'État concernant l'article 143bis, §§ 2 et 3.

L'article 143bis, § 2, du projet initial (Doc. Sénat, n° 1-447/1, p. 17), était libellé comme suit :

«§ 2. Le ministre de la Justice détermine en collaboration avec le collège des procureurs généraux les lignes directrices de la politique criminelle et notamment de la politique de recherche et de poursuite. À défaut de consensus, le ministre statue.»

Ce texte a été modifié et est désormais libellé comme suit :

«§ 3. Le collège des procureurs généraux statue par consensus. Si aucun consensus ne peut être dégagé

aan de wetgevende macht. Een vraag over het strafbeleid, het vervolgingsbeleid gaat dan ook sowieso gepaard met politieke verantwoordelijkheid.

De Raad van State heeft in dit verband enkele opmerkingen gemaakt, die geïnspireerd lijken te zijn op het begrip van de scheiding der machten. Het lid ontving graag het antwoord van de minister ten aanzien van een aantal opmerkingen.

Het lid verwijst eerst naar artikel 2 van het ontwerp met betrekking tot de inlassing van artikel 143bis, § 1, luidend als volgt :

«Een artikel 143bis, luidend als volgt, wordt in het Gerechtelijk Wetboek ingevoegd :

«Art. 143bis. § 1. De procureurs-generaal bij de hoven van beroep vormen samen een college, college van de procureurs-generaal genaamd, dat onder het gezag van de minister van Justitie staat. De bevoegdheid van het college strekt zich uit over het gehele grondgebied van het Rijk en zijn beslissingen hebben bindende kracht voor de procureurs-generaal bij de hoven van beroep en alle leden van het openbaar ministerie die onder hun toezicht en leiding staan.»

De Raad van State geeft hierover het volgende advies (Gedr. St., Senaat, nr. 1-447/1, blz. 23) :

«De wetgever kan evenwel het college van de procureurs-generaal niet de bevoegdheid laten om regels uit te vaardigen die de rechtspositie en de opdrachten van de leden van het openbaar ministerie vaststellen of daarin resulteren, aangezien die aangelegenheden bij wet moeten worden geregeld.

Evenzo zou de wetgever afstand doen van de hem toekomstige bevoegdheden, als hij het college van procureurs-generaal opdraagt dwangmaatregelen uit te vaardigen die een invloed kunnen hebben op de situatie van derden en te hunnen opzichte kunnen werken als echte rechtsregels.»

Zo ook verwijst een ander lid naar de opmerkingen van de Raad van State op artikel 143bis, §§ 2 en 3.

Artikel 143bis, § 2, van het oorspronkelijk ontwerp (Gedr. St., Senaat, nr. 1-447/1, blz. 17) luidde als volgt :

«§ 2. De minister van Justitie legt in samenwerking met het college van procureurs-generaal de richtlijnen vast voor het strafrechtelijk beleid waaronder deze van het opsporings- en vervolgingsbeleid. Bij gebreke van consensus beslist de minister.»

Deze tekst werd gewijzigd en luidt als volgt :

«§ 3. Het college van procureurs-generaal beslist bij consensus. Indien met betrekking tot de be-

au sein du collège concernant les compétences visées au § 2, 1<sup>o</sup> et 2<sup>o</sup>, et si l'exécution des lignes directrices du ministre de la Justice en matière de politique criminelle est ainsi mise en péril, le ministre de la Justice prendra les mesures nécessaires.»

L'intervenant se demande tout d'abord quelles règles de droit l'on suivra pour la prise de décision, si aucun consensus ne peut être dégagé concernant les compétences qui ne sont pas visées au § 2, 1<sup>o</sup> et 2<sup>o</sup>.

Il se demande, en deuxième lieu, quelle est la teneur des «mesures nécessaires» mentionnées à cet article. Ces termes ne peuvent-ils pas signifier que c'est le ministre qui statue, comme le prévoyait le projet dans sa version initiale?

L'intervenant cite ensuite l'article 3:

«Un article 143<sup>ter</sup>, rédigé comme suit, est inséré dans le même Code:

«Art. 143<sup>ter</sup>. Le ministre de la Justice soumet à la discussion du collège des procureurs généraux les projets de lignes directrices de politique criminelle, en ce compris les lignes directrices en matière de politique de recherche et de poursuite. Il arrête les lignes directrices. Ces lignes directrices sont contraignantes pour tous les membres du ministère public. Les procureurs généraux près les cours d'appel veillent à l'exécution de ces lignes directrices au sein de leur ressort.»

Le Conseil d'État a formulé des remarques à propos de cet article à la lumière d'un certain nombre de dispositions constitutionnelles.

L'intervenant demande — et c'est une question intéressante d'un point de vue politique — si le ministre pense pouvoir déduire, à la lecture de l'article 143<sup>ter</sup> proposé, qu'il serait possible de concevoir, en Belgique, une «politique de tolérance» (comme aux Pays-Bas). Dans une politique de tolérance, le ministre peut décider de ne pas appliquer une loi, c'est-à-dire qu'il peut, en quelque sorte, adresser une injonction négative à caractère général.

L'on peut dès lors se demander s'il serait possible que le ministre de la Justice mène une politique d'injonction négative à caractère général, puisque c'est lui qui arrête en fin de compte les lignes directrices.

D'après le Conseil d'État, le recours à des injonctions négatives est exclu.

D'après l'intervenant, il est nécessaire de donner une réponse claire à ces observations techniques.

Enfin, l'intervenant formule un certain nombre de remarques générales.

D'après lui, il est clair que, dans le cadre de la séparation des pouvoirs, la notion de «séparation des pouvoirs» a toujours été considérée comme signifiant un équilibre des pouvoirs. Chaque pouvoir a sa propre

voegdheden bedoeld in § 2, 1<sup>o</sup> en 2<sup>o</sup>, het college geen consensus bereikt en daardoor de uitvoering van de richtlijnen van de minister van Justitie inzake het strafrechtelijk beleid in het gedrang komt, neemt de minister van Justitie de noodzakelijke maatregelen.»

Het lid vraagt zich ten eerste af welke rechtsregel er wordt gevolgd voor de besluitvorming, indien geen consensus wordt bereikt met betrekking tot de bevoegdheden, niet bedoeld in § 2, 1<sup>o</sup> en 2<sup>o</sup>.

Ten tweede vraagt hij zich af welke de draagwijdte is van de in dit artikel vermelde «noodzakelijke maatregel». Kan het niet zijn dat de minister beslist, zoals in het oorspronkelijk ontwerp was bepaald?

Vervolgens citeert spreker artikel 3:

«Een artikel 143<sup>ter</sup>, luidend als volgt, wordt in hetzelfde Wetboek ingevoegd:

«Art. 143<sup>ter</sup>. De minister van Justitie overlegt met het college van procureurs-generaal de ontwerpen van richtlijnen van het strafrechtelijk beleid, waaronder deze inzake het opsporings- en het vervolgingsbeleid. Hij legt deze vast. Deze richtlijnen zijn bindend voor alle leden van het openbaar ministerie. De procureurs-generaal bij de hoven van beroep staan in voor de tenuitvoerlegging van deze richtlijnen binnen hun rechtsgebied.»

De Raad van State heeft hier opmerkingen geuit in het licht van een aantal grondwettelijke bepalingen.

Het lid stelt hier de politiek interessante vraag of de minister uit de lezing van het voorgestelde artikel 143<sup>ter</sup> acht te kunnen afleiden dat in België een «gedoogbeleid» (zie Nederland) denkbaar zou zijn. Het gedoogbeleid is de beslissing van de minister van Justitie om een wet niet toe te passen, met andere woorden is een vorm van algemene negatieve injunctie.

De vraag is dus of een algemeen negatief injunctiebeleid door de minister van Justitie mogelijk zou zijn, aangezien deze uiteindelijk de richtlijnen vastlegt.

Volgens de Raad van State zijn negatieve injuncties uitgesloten.

Volgens de spreker is het noodzakelijk klaarheid te scheppen over deze technische opmerkingen.

Tenslotte gaat het lid over tot het maken van een aantal algemene opmerkingen.

In het kader van de scheiding der machten is het volgens hem duidelijk dat het begrip «scheiding der machten» steeds werd beschouwd als een evenwicht der machten. De machten hebben allen hun eigen

pre tâche et les pouvoirs s'équilibrent. Le pouvoir judiciaire intervient en effet quotidiennement dans les affaires du pouvoir législatif et du pouvoir exécutif; c'est ainsi, par exemple, que le Conseil d'État contrôle la légalité et l'opportunité des actes publics, que la Cour d'arbitrage apprécie la constitutionnalité de la loi et que la Cour de cassation se prononce sur le caractère judiciaire ou non des interventions des pouvoirs publics en matière civile.

La démocratie ne peut exister sans cet équilibre des pouvoirs.

L'intervenant estime que, même à la lumière de la responsabilité politique, il faut que la responsabilité finale de la politique de poursuite incombe au ministre de la Justice, sous le contrôle des Chambres.

L'intervenant ne peut dès lors faire sienne la remarque selon laquelle l'on aurait porté atteinte au principe de la séparation des pouvoirs.

En ce qui concerne la légitimité des mandats, l'intervenant convient que ce genre de mandats importants devrait être renouvelable et limité dans le temps, par exemple à une période de cinq ans.

Enfin, l'intervenant se demande s'il faut déduire du projet à l'examen que, dans le passé, les procureurs généraux ont fait preuve en général d'incompétence. D'après lui, il y a un certain nombre de dysfonctionnements et l'on risque de proposer aujourd'hui des solutions très simplistes qui n'auront qu'une influence marginale sur la politique de poursuite. En Belgique, 20 p.c. des crimes sont élucidés. L'objectivation des nominations elles-mêmes n'augmentera pas sensiblement ce pourcentage d'élucidation.

Il en va de même pour les dysfonctionnements individuels au niveau des magistrats du parquet. En soi, ceux-ci n'ont pas d'incidence globale.

C'est pourquoi l'intervenant estime que les interventions structurelles sont bien plus intéressantes; il juge que la loi en projet constitue un bon point de départ pour une telle intervention, laquelle doit viser à clarifier davantage la politique de poursuite, à accorder plus de responsabilités de façon à permettre de procéder à des évaluations en connaissance de cause.

Un autre membre est d'avis que le projet s'imposait, étant donné qu'il vise l'institutionnalisation d'un organisme existant *de facto*, le collège des procureurs généraux, et des magistrats nationaux.

Il ne faut donc pas surestimer ce projet, qui ne constitue pas une révolution.

Ce membre souhaite faire deux remarques générales en ce qui concerne le collège des procureurs généraux.

opdracht en houden elkaar in evenwicht. De rechterlijke macht mengt zich immers dagelijks met de wetgevende en de uitvoerende macht; zo, bijvoorbeeld, controleert de Raad van State de legaliteit en de opportuniteit van het overheidshandelen, het Arbitragehof oordeelt over de grondwettelijkheid van de wet en het Hof van Cassatie oordeelt over het al dan niet zorgvuldig optreden van de overheid in civiele zaken.

Zonder dit evenwicht der machten kan de democratie niet bestaan.

Ook in het licht van de politieke verantwoordelijkheid acht het lid dat de uiteindelijke verantwoordelijkheid voor het vervolgingsbeleid bij de minister van Justitie moet liggen, onder toezicht van de Kamers.

De opmerking dat het beginsel van de scheiding der machten zou zijn geschonden, kan dan ook niet door dit lid worden ondersteund.

Wat de legitimiteit van de mandaten betreft, is het lid het ermee eens dat dergelijke belangrijke mandaten in de tijd beperkt zouden moeten zijn en vatbaar voor vernieuwing, bijvoorbeeld voor 5 jaar.

Tenslotte werpt de spreker de vraag op of dit ontwerp betekent dat de procureurs-generaal in het algemeen blijf hebben gegeven van onkunde in het verleden. Volgens hem zijn er een aantal dysfuncties aanwezig en bestaat het gevaar dat men nu zeer simplistische oplossingen gaat voorstellen die enkel een marginale invloed zullen hebben op het vervolgingsbeleid. Het ophelderingspercentage van de misdrijven in België bedraagt 20 pct. Door objectivering van de benoemingen zelf zal het ophelderingspercentage niet drastisch verhogen.

Hetzelfde geldt voor eventuele individuele dysfuncties van parketmagistraten; op zichzelf heeft dit geen globale weerslag.

Aldus heeft dit lid veel meer interesse voor structurele ingrepen en acht hij dit ontwerp een goed uitgangspunt voor een structurele ingreep, waar grotere duidelijkheid moet bestaan over het vervolgingsbeleid en ook grotere verantwoordelijkheid, zodat men met kennis van zaken evaluaties kan maken.

Een ander lid is van mening dat het ontwerp nodig was aangezien het een bestaande instelling, het college van procureurs-generaal, alsook de nationaal magistraten een wettelijke grondslag geeft.

Men mag dit ontwerp dus niet overschatten. Het betekent geen omwenteling.

Dit lid wenst twee algemene opmerkingen te maken in verband met het college van procureurs-generaal.

L'intervention officielle du ministre dans la coordination et le développement de la politique criminelle dans le cadre du collège des procureurs généraux lui semble un élément positif.

Par contre, il craint que l'intention de confier des matières spécifiques aux procureurs généraux ne puisse poser problème. L'intervenant voudrait que le ministre précise de quelle façon il conçoit cette spécialisation des tâches des procureurs généraux.

En ce qui concerne le projet sur les magistrats nationaux, le membre souhaite d'abord poser une question concernant le rôle d'instruction du magistrat national pendant une période intérimaire, pendant laquelle le dossier n'a pas encore été localisé et qu'il n'y a donc pas encore de parquet précis qui est saisi. Les magistrats peuvent pendant cette période ordonner des instructions. Les magistrats nationaux ont alors un double rôle, notamment de parquet et d'instruction. Ne faudrait-il pas prévoir une disposition qui comble ce vide ?

L'intervenant exprime enfin le sentiment que les magistrats nationaux devraient être des magistrats du parquet général. Ne serait-il pas bon de modifier le texte sur ce point et prévoir que les magistrats nationaux devraient être issus obligatoirement d'un parquet général ?

Un membre précise qu'il n'a pas compris, contrairement à l'intervenant précédent, que le magistrat national aurait un pouvoir d'instruction au sens strict du terme.

Selon lui, il n'a d'autres pouvoirs que ceux d'un parquet, pendant cette période intermédiaire avant qu'un juge d'instruction soit désigné. L'ambiguïté du texte est évidente.

Le même membre ouvre une autre discussion sur la séparation des pouvoirs en se référant à la thèse de M. Hayoit de Termicourt qui a défini les règles qui régissent les rapports entre le pouvoir politique et les parquets, notamment en ce qui concerne les injonctions négatives. M. Hayoit de Termicourt estimait que le ministre de la Justice n'avait d'autres pouvoirs que de faire des injonctions positives, non seulement au niveau individuel mais également au niveau collectif.

Le procureur général Hayoit de Termicourt n'a cependant jamais clairement défini le statut de tous les magistrats du parquet. En effet, il a fondé la thèse de l'injonction négative sur l'idée que les magistrats avaient une autonomie, une indépendance qui leur permettrait d'avoir une capacité d'appréciation qui ne pouvait pas être supprimée par l'intervention du pouvoir politique. Le procureur général n'a cependant jamais défini le statut des substituts et des procureurs face à leurs supérieurs hiérarchiques.

Het officiële ingrijpen van de minister in de coördinatie en de uitwerking van het strafrechtelijk beleid door het college van procureurs-generaal lijkt hem een positief gegeven.

Anderzijds vreest hij dat het opdragen van specifieke taken aan de procureurs-generaal problemen kan doen rijzen. Spreker wenst dat de minister verduidelijkt hoe hij die specialisering van de taken van de procureurs-generaal ziet.

Wat de nationaal magistraten betreft, wenst het lid in eerste instantie een vraag te stellen over de onderzoeksrol van de nationaal magistraat in de tussenperiode, dit wil zeggen in de periode waarin het dossier nog niet aan een bepaald rechtsgebied is verbonden en nog niet duidelijk is welk parket het zal behandelen. De magistraten kunnen in die periode een onderzoek bevelen. De nationaal magistraten hebben dan een dubbele rol, namelijk die van parket en die van speurder. Moet niet voorzien worden in een bepaling die deze leemte aanvult ?

Spreker vindt tenslotte dat de nationaal magistraten, magistraten van het parket-generaal zouden moeten zijn. Zou het niet beter zijn de tekst op dit punt te wijzigen en te bepalen dat de nationaal magistraten verplicht uit het parket-generaal moeten komen ?

Een lid verduidelijkt dat hij in tegenstelling tot de vorige spreker niet begrepen heeft dat de nationaal magistraat een onderzoeksbevoegdheid in de enge zin van het woord zou hebben.

Volgens hem beschikt de nationaal magistraat slechts over de bevoegdheden van het parket in de tussenperiode waarin nog geen onderzoeksrechter is aangewezen. De dubbelzinnigheid van de tekst is duidelijk.

Hetzelfde lid opent een ander debat over de scheiding der machten en verwijst naar de stelling van de heer Hayoit de Termicourt, die een bepaling heeft gegeven van de regels die de betrekkingen regelen tussen het politieke gezag en de parketten, in het bijzonder wat de negatieve injuncties betreft. De heer Hayoit de Termicourt was van mening dat de minister van Justitie slechts over een positief injunctierecht beschikte, niet alleen op het individuele niveau maar ook op het collectieve.

Procureur-generaal Hayoit de Termicourt heeft evenwel nooit duidelijk het statuut gedefinieerd van alle parketmagistraten. Hij heeft zijn stelling van het negatief injunctierecht gestoeld op de gedachte dat de magistraten autonoom en onafhankelijk waren, wat hun in staat zou stellen in volle vrijheid een oordeel te vellen, iets wat niet door toedoen van het politieke gezag ongedaan mag worden gemaakt. De procureur-generaal heeft evenwel nooit een statuut van de substituten en van de procureurs gedefinieerd ten opzichte van hun hiërarchische meerderen.



Le droit d'injonction négative n'existe donc pas dans le chef du ministre, selon le droit prétorien installé depuis longtemps, mais il existerait par contre dans le chef des procureurs généraux à l'égard de leurs propres subordonnés, ce qui est en contradiction avec la thèse selon laquelle «le caractère magistral» des membres du parquet justifie le pouvoir de ne pas suivre les injonctions d'un ministre sous l'autorité duquel ils sont placés.

Un autre membre juge la remarque de l'intervenant précédent très pertinente et croit que le fait de laisser à un magistrat du parquet la possibilité de classer sans suite un dossier constitue également une anomalie par rapport à la théorie de la séparation des pouvoirs telle qu'on la concevait au 18<sup>e</sup> siècle.

Il serait peut-être utile de faire la comparaison entre le nombre de dossiers que l'on classait sans suite à l'époque de M. Hayoit de Termicourt, d'une part, et le nombre de dossiers classés de nos jours, d'autre part.

L'on invoque, pour motiver le classement sans suite d'un dossier, le principe de l'opportunité. On peut toutefois se demander quelle est l'opportunité prise en considération. Il est indéniable qu'il s'agit de l'opportunité du magistrat qui classe le dossier, laquelle, heureusement, se confond avec celle de la société. Le risque de décalage est cependant très grand. C'est un autre argument qui plaide en faveur de la thèse selon laquelle la politique de classement sans suite et la politique criminelle doivent être déterminées par le ministre de la Justice.

L'intervenant précédent rappelle que «le classement sans suite» a été justifié à l'origine essentiellement par le fait que les poursuites n'étaient pas opportunes, parce qu'il n'y avait pas d'éléments suffisants pour faire aboutir la poursuite.

Par contre, le classement sans suite est souvent réalisé pour des faits qui peuvent aboutir, mais que le magistrat ne trouve pas suffisamment importants pour juger. Il est vrai que la plupart des classements sans suite actuels sont illégaux. Un contrôle s'impose.

Un autre membre souhaite que l'on définisse clairement le fonctionnement des magistrats nationaux par rapport aux parquets et les modifications qu'apporterait éventuellement le texte proposé.

D'après lui, ces magistrats disposent d'un droit d'initiative et de pouvoirs de coordination. On ne voit cependant pas très bien quand ils peuvent exercer ces pouvoirs, s'ils le peuvent vis-à-vis d'un ou de plusieurs parquets ou s'ils ne le peuvent à l'égard de plusieurs parquets que lorsque ces derniers relèvent de juridictions différentes.

Le même membre désire en outre que l'on précise leur compétence définitive dans le cas où c'est un procureur qui devient compétent. Doit-on en conclure que ces compétences sont concomitantes?

Volgens het reeds langs gevestigde pretoriaanse recht heeft de minister geen negatief injunctierecht. De procureurs-generaal hebben dat daarentegen wel ten opzichte van hun eigen ondergeschikten, wat in strijd is met de stelling volgens welke de hoedanigheid van magistraat, die de leden van het parket toch hebben, verantwoordt dat zij de injuncties van de minister onder wiens gezag zij staan, niet volgen.

Een ander lid acht de opmerking van de vorige spreker zeer terecht en is van oordeel dat het feit dat een parketmagistraat een dossier kan seponeren eveneens een afwijking is van de theorie der scheiding der machten uit de 18e eeuw.

Het zou misschien nuttig zijn een vergelijking te maken tussen het aantal geseponeerde zaken ten tijde van de heer Hayoit de Termicourt en nu.

Men motiveert het seponeren door het opportuniteitsbeginsel, maar men kan zich afvragen wiens opportuniteit men in aanmerking neemt. Nu is het onbetwistbaar de opportuniteit van de magistraat die seponereert, welke gelukkig samenvalt met de opportuniteit die de gemeenschap heeft. Maar hier is een zeer groot risico van decalage. Dit is ook een argument ten gunste van de stelling dat het seponeringsbeleid, het strafbeleid, door de minister van Justitie moet worden gevoerd.

De vorige spreker herinnert eraan dat vroeger voornamelijk geseponeerd werd omdat rechtsvervolgning niet wenselijk was aangezien er onvoldoende gegevens waren om de rechtsvervolgning tot een goed einde te brengen.

Seponering komt daarentegen ook vaak voor bij feiten die vervolgd kunnen worden maar die de magistraat onvoldoende belangrijk vindt. Het is juist dat de meeste seponeringen thans onwettig zijn. Controle is bijgevolg dringend noodzakelijk.

Een volgend lid wenst een duidelijke omschrijving van de huidige werking van de nationaal magistraten in verhouding tot de parketten, en van de eventuele wijzigingen door de voorgelegde wettekst.

Volgens dit lid hebben deze magistraten initiatiefrecht en coördinatiebevoegdheden; maar het is niet duidelijk wanneer zij deze laatste bevoegdheid kunnen uitoefenen, of dit ten opzichte van één of meer parketten is, of enkel ten aanzien van verschillende parketten indien deze tot verschillende ambtsgebieden behoren.

Bovendien wenst hij duidelijkheid over hun definitieve bevoegdheid wanneer een procureur bevoegd wordt. Is hun bevoegdheid dan gelijklopend?

En effet, tant qu'un procureur n'est pas compétent, les magistrats exercent la compétence du procureur du Roi, ce qui signifie, entre autres, qu'ils peuvent requérir un juge d'instruction; que se passera-t-il si toutefois un autre procureur devient compétent? Ce dernier saisira-t-il un autre juge d'instruction?

Un autre membre se joint à cette question et demande comment les magistrats nationaux peuvent exercer leurs compétences prévues à l'article 10. S'agit-il de compétences concomitantes?

Le membre précise que la question des intervenants précédents porte sur la relation qui existe entre le magistrat national et les parquets et, éventuellement, entre lui et le juge d'instruction.

Il juge toutefois utile que l'on précise également la relation qu'ils entretiennent avec l'appareil de recherche et, notamment, la position qu'ils occupent par rapport aux services de police. En effet, les magistrats nationaux ont des contacts avec des services et ils dirigent même la 23<sup>e</sup> brigade. Quelles relations entretiennent-ils avec les officiers de liaison qu'ils doivent contrôler au moins une fois par an?

Comment remplissent-ils leur mission de coordination au niveau de la 23<sup>e</sup> brigade? Avec quel résultat?

Un membre renvoie à l'article 4 du projet qui traite de l'autorité du collège des procureurs généraux sur les magistrats nationaux.

Cet article instaure à la fois une relation d'autorité et une concertation. Comment sont fixées les priorités? *Quid* en cas d'avis contraire?

### Réponses du ministre

En ce qui concerne la question d'un membre de savoir si ce projet constitue une réponse suffisante à la problématique actuelle, le ministre répond par la négative. Il est clair que ce projet ne constitue qu'un élément d'une réponse générale qui est à formuler. Le ministre se déclare très conscient du fait que la politique criminelle est une politique globale et qu'il faut également tenir compte d'autres projets formulés dans cette optique.

Il formule donc des réserves, mais estimant qu'il n'y a pas d'autres solutions, il considère ce projet comme un élément essentiel pour aboutir à une meilleure politique criminelle.

En ce qui concerne la relation avec les autres services, le ministre se réfère à l'article 2, § 9, du projet à l'examen, dans lequel est prévue une multitude de relations entre le collège des procureurs généraux et les différents services existants.

Ce membre a parlé du Service de politique criminelle; il est clair que le collège installé devra s'organiser dans la globalité.

Zolang er geen procureur bevoegd is, hebben zij immers de bevoegdheid van de procureur des Konings, dus kunnen zij onder meer een onderzoeksrechter vorderen, maar wat indien er dan een andere procureur bevoegd wordt; gaat die dan een andere onderzoeksrechter adiëren?

Een ander lid sluit zich hierbij aan en vraagt hoe de nationaal magistraten hun in artikel 10 bepaalde bevoegdheden kunnen uitoefenen. Gaat het om gelijklopende bevoegdheden?

De interveniënt preciseert dat de vorige sprekers de vraag stellen naar de relatie van de nationaal magistraat met de parketten en eventueel met de onderzoeksrechter.

Hij acht het echter ook nuttig hun relatie met het opsporingsapparaat toe te lichten, namelijk hoe staan zij ten overstaan van de politiediensten? Zij hebben immers contact met deze diensten en hebben zelfs de leiding over de 23<sup>e</sup> brigade. Hoe is hun relatie met de verbindingsofficieren, op wie ze ten minste éénmaal per jaar controle moeten uitoefenen?

Hoe vervullen ze daar de coördinerende taken en verloopt dit goed of minder goed?

Een lid verwijst naar artikel 4 van het ontwerp dat handelt over het gezag dat het college van procureurs-generaal uitoefent over de nationaal magistraten.

Dit artikel stelt tegelijk een gezags- en een samenwerkingsrelatie tussen beide instanties in. Wat houdt de gezagsrelatie precies in? Wat gebeurt er bij meningsverschillen?

### Antwoorden van de minister

Op de vraag van een lid of het ontwerp beschouwd kan worden als een afdoende oplossing voor de huidige problemen, antwoordt de minister ontkenkend. Het is duidelijk dat dit ontwerp slechts een deel is van een algemene oplossing, die nog moet worden uitgewerkt. De minister is zich ten volle bewust van het feit dat het strafrechtelijk beleid een totaalbeleid is waarbij eveneens rekening moet worden gehouden met andere ontwerpen die in dit kader op stapel staan.

Hoewel hij de beperkingen ervan toegeeft, meent de minister dat er momenteel geen andere oplossing is, en dat dit ontwerp van essentieel belang is om te komen tot een beter strafrechtelijk beleid.

Wat de verhouding tot andere diensten betreft, verwijst de minister naar artikel 2, § 9, van het onderhavige ontwerp, dat voorziet in talloze contacten tussen het college van procureurs-generaal en de verschillende bestaande diensten.

Het lid heeft de Dienst voor het strafrechtelijk beleid genoemd; het is duidelijk dat het opgerichte college zal moeten functioneren in een breder verband.

Il estime par contre qu'il n'est pas nécessaire d'expliciter dans la loi de manière définitive tous les liens possibles entre les divers services; le service de politique criminelle doit être tout d'abord à la disposition du ministre de la Justice. Ce dernier doit établir une politique et doit travailler avec le collègue. Le ministre doit également être soutenu par un service qui l'aide à formuler tous les éléments nécessaires en vue d'établir une nouvelle politique. Le premier principe est que le collègue assiste au travail du ministre de la Justice.

Le même membre avait également posé la question d'établir une sorte de procureur fédéral, ce que le ministre trouve délicat, ou élargir le collège des procureurs généraux.

Le ministre estime que ceci dépendra de la qualité du travail des cinq procureurs généraux. Il faut d'abord donner la responsabilité aux cinq procureurs généraux et veiller à ce qu'ils fassent un travail nécessaire.

Pour ce qui est des reproches d'un membre concernant des problèmes du passé, le ministre reconnaît que nombreuses ont été les difficultés en ce qui concerne les procureurs généraux et que ces derniers n'ont pas toujours mené la politique la plus efficace.

Fondamentalement, l'on se propose précisément de faire naître une culture du réflexe national, de déterminer ensemble une culture de la coopération et de politique criminelle. La responsabilité du ministre de la Justice est importante à cet égard, surtout dans une première phase. C'est lui qui devra insuffler un dynamisme suffisant au collège pour lui indiquer son orientation. Dès lors, c'est aussi lui qui sera sanctionné si le collège ne travaille pas et si aucune politique criminelle n'est présentée dans le rapport annuel; il devra rendre des comptes au Parlement. Il y a donc une relation triangulaire entre le ministre de la Justice, les procureurs généraux et le Parlement.

Toute structure créée dépend des personnes qui la composent.

Un autre membre avait par ailleurs demandé si le magistrat national ne devait pas avoir un rôle d'arbitrage.

Le ministre estime que la coordination des travaux implique en pratique toujours un rôle d'arbitrage. Il s'agit d'une question de terminologie.

En ce qui concerne la question d'un autre membre, le ministre souligne à nouveau la dépendance à l'égard des procureurs généraux, qui devront tenter de concrétiser les possibilités qui leur sont offertes.

Le ministre est responsable et doit veiller à une approche dynamique de la part des procureurs géné-

Hij is echter niet van mening dat het noodzakelijk is alle mogelijke contacten tussen de verschillende diensten uitdrukkelijk en definitief in de wet vast te leggen. De Dienst voor het strafrechtelijk beleid staat in de eerste plaats ter beschikking van de minister van Justitie. Die moet het beleid uitstippelen en samenwerken met het college. De minister moet daarbij gesteund worden door een dienst die hem helpt om alle gegevens die nodig zijn om het nieuw beleid uit te werken, op een rijtje te zetten. Het college heeft tot voornaamste taak de minister van Justitie in zijn opdracht te helpen.

Hetzelfde lid heeft eveneens de mogelijkheid geopend een soort federale procureur aan te stellen, — wat de minister nogal delicaat lijkt — of het college van procureurs-generaal uit te breiden.

De minister is van mening dat veel zal afhangen van de kwaliteit van het werk van de vijf procureurs-generaal. In een eerste fase moet men de vijf procureurs-generaal de nodige verantwoordelijkheden geven en erop toezien dat zij nuttig werk verrichten.

Aansluitend op de aantijgingen van een lid over problemen in het verleden, erkent de minister dat er reeds problemen zijn geweest met de procureurs-generaal en dat zij niet altijd de meest efficiënte politiek hebben gevoerd.

Het zal juist de fundamentele uitdaging zijn, een cultuur van nationale reflex te doen ontstaan, de cultuur van de samenwerking, de cultuur het crimineel beleid gemeenschappelijk te bepalen. De verantwoordelijkheid van de minister van Justitie is hier belangrijk, zeker in het begin. De minister van Justitie zal voldoende dynamiek in dit orgaan moeten steken om de richting aan te wijzen. De minister van Justitie zal dan ook gesanctioneerd worden als het college niet werkt en er geen strafrechtelijk beleid wordt naar voor gebracht in het jaarlijks verslag; hij zal dan ter verantwoording worden geroepen in het Parlement. Er is dus een driehoeksrelatie tussen de minister van Justitie, de procureurs-generaal en het Parlement.

Elke structuur die men opricht is afhankelijk van de personen die deze samenstellen.

Een ander lid had overigens gevraagd of de nationaal magistraat niet de rol van scheidsrechter moest worden toegekend.

De minister antwoordt dat de coördinatie van de werkzaamheden deze rol automatisch met zich brengt. Het is enkel een kwestie van terminologie.

Ten aanzien van de vraag van een ander lid herhaalt de minister de afhankelijkheid ten overstaan van de procureurs-generaal die de hen verleende kansen moeten proberen waar te maken.

De minister is verantwoordelijk en moet instaan voor een dynamische aanpak van de procureurs-

raux; c'est un aspect nouveau, mais, simultanément, le Parlement a lui aussi une compétence de contrôle en la matière. Comme cela a été dit ci-dessus, il faut travailler en l'occurrence dans le cadre d'une relation triangulaire.

Une question importante avait trait à la relation entre l'appareil judiciaire et l'appareil policier.

Selon un membre, il ne semble pas possible de développer l'appareil judiciaire sans débattre simultanément de l'organisation et du travail des services de police.

Le ministre estime que la magistrature doit se reprendre rapidement. À court terme, il faut doter le ministère public et le juge d'instruction d'instruments beaucoup plus performants, pour qu'ils puissent prendre leurs responsabilités à l'égard des services de police, et travailler d'une manière plus efficace. En effet, le ministère public assume une responsabilité essentielle: faire en sorte que l'enquête soit menée convenablement du début à la fin.

C'est précisément là que le problème se pose et que la magistrature doit se reprendre. Il faut réaliser les priorités ci-dessus. Tout d'abord, il faut donner le temps au ministère public d'améliorer son organisation.

Le ministre ne peut accepter un débat simultané sur les services de police. Ce n'est qu'au moment où le ministère public disposera des instruments lui permettant de progresser que l'on pourra voir, dans une nouvelle phase, comment associer les services de police au débat. Selon le ministre, un débat simultané serait néfaste et ferait naître la confusion. Il est néanmoins exact que la manière dont le ministère public accomplira sa mission vis-à-vis des services de police doit être clairement définie.

L'on ne saurait davantage perdre de vue qu'une législation particulière existe, qui accorde aux magistrats nationaux une possibilité d'intervention; tout ne figure pas dans ce projet de loi central.

Ainsi le magistrat national peut être chargé, au nom du procureur général, des contacts avec les organes administratifs du S.G.A.P.

Un membre estime que le problème est précisément que tous ces services sont régis par arrêté royal. Il serait préférable de les organiser par le biais d'une loi dont on puisse exiger le respect.

Le ministre préconise lui aussi une organisation légale du S.G.A.P.

Le ministre réagit ensuite à l'attitude négative d'un membre à l'égard des parquets généraux et de sa proposition visant à les supprimer.

Le projet prévoit explicitement que les avocats généraux accompliront certaines missions particulières

généraal; dit is een nieuw aspect, maar tegelijkertijd heeft ook het Parlement hier een verantwoordelijkheid van toezicht. Zoals reeds hoger vermeld, moet hier gewerkt worden in een driehoeksrelatie.

Een belangrijke vraag was de vraag naar de relatie tussen het gerechtelijk apparaat en het politie-apparaat.

Volgens een lid leek het niet haalbaar het gerechtelijk apparaat uit te bouwen zonder tegelijkertijd te debatteren over de organisatie en de werking van de politiediensten.

De minister is van oordeel dat de magistratuur dringend een inhaalbeweging moet doen. Het openbaar ministerie en de onderzoeksrechter moeten op korte termijn veel beter geoutilleerd worden om hun verantwoordelijkheid te nemen t.o.v. de politiediensten en om op een efficiënte manier te werken. Het openbaar ministerie heeft immers de essentiële verantwoordelijkheid om het onderzoek correct te laten verlopen, vanaf het begin tot op het einde.

Precies daar rijst het probleem en is een inhaalbeweging nodig. Die prioriteit moet gerealiseerd worden. Het openbaar ministerie moet in eerste instantie de tijd krijgen om zich beter dan voordien te organiseren.

De minister kan zich niet aansluiten bij een gelijktijdige koppeling van het debat over de politiediensten. Slechts op het ogenblik dat de instrumenten bij het openbaar ministerie, om vooruit te gaan, aanwezig zijn, kan men zien in een nieuwe fase hoe de politiediensten hierop moeten worden aangesloten. Gelijktijdig zou, volgens de minister, nefast en verwarrend werken. Het is wel juist dat de wijze waarop het openbaar ministerie zijn job zal waarmaken t.o.v. politiediensten duidelijk moet worden gedefinieerd.

Men mag ook niet uit het oog verliezen dat er ook een afzonderlijke wetgeving bestaat die de mogelijke tussenkomst van de nationaal magistraten bepaalt; alles staat niet in dit centraal ontwerp.

Zo kan de nationaal magistraat in naam van de procureur-generaal worden belast met contacten met de bestuursorganen van de A.P.S.D.

Een lid meent dat het feit dat al deze diensten bij koninklijk besluit worden geregeld, precies het probleem uitmaakt. Het zou beter bij afdwingbare wet worden geregeld.

De minister is ook voorstander van een wettelijke regeling van de A.P.S.D.

Vervolgens reageert de minister op de negatieve houding van een lid ten opzichte van de parketten-generaal en op zijn voorstel deze af te schaffen.

Het ontwerp bepaalt uitdrukkelijk dat advocaten-generaal bijzondere beleidsondersteunende op-

res de soutien. L'on choisit implicitement de confier aux avocats généraux des missions plus larges et de mieux organiser les compétences dans l'ensemble du pays, au sein d'une sorte de réseau d'avocats généraux et de procureurs généraux et d'obtenir un renforcement global du parquet central. Cela signifie que l'on combine d'une part la décentralisation et d'autre part la participation à une politique centralisée.

Ensuite, le ministre renvoie à la discussion concernant la séparation des pouvoirs.

En ce qui concerne la relation entre les magistrats nationaux et l'ensemble des autres institutions, telles que la 23<sup>e</sup> brigade, le B.C.R. et le S.G.A.P., le ministre propose de soumettre les problèmes aux magistrats nationaux.

Pour ce qui est des officiers de liaison, le ministre insiste sur le fait que ces derniers jouent un rôle crucial dans le travail du magistrat national, lequel reçoit par leur intermédiaire des informations concernant les dossiers internationaux. Le ministre précise qu'il a eu des expériences positives avec ces officiers de liaison. Tous les pays en font l'éloge. Il s'agit d'un réseau qui fonctionne convenablement, et qu'il faut, selon le ministre, conserver.

Un intervenant avait posé quelques questions sur la relation entre le procureur du Roi et le magistrat national.

Il est prévu que le magistrat national peut accomplir la tâche de procureur du Roi, aussi longtemps que le procureur du Roi n'est pas saisi de l'affaire, aussi longtemps donc que le crime n'est pas localisable. Il est clair que cette relation ne peut être réglée intégralement par un texte; il faut une certaine loyauté, une méthode pragmatique pour optimiser le contact.

Le ministre suggère de poser cette question au magistrat national même.

En ce qui concerne la relation avec le juge d'instruction, le ministre précise que le magistrat national n'a aucun pouvoir sur le juge d'instruction; il doit passer par le procureur du Roi de l'arrondissement.

Le ministre renvoie dans ce cadre au projet «Franchimont», qui prévoit un assouplissement pour le juge d'instruction et le procureur du Roi, pour que ceux-ci puissent aller plus facilement au-delà des frontières de leur arrondissement.

Un membre estime que le texte reste très vague sur les rapports de pouvoir entre le magistrat national et les magistrats des arrondissements judiciaires, plus précisément si l'affaire passe de l'un à l'autre en cas de localisation d'un dossier.

Il n'y a aucune précision sur les rapports hiérarchiques entre ces deux parties, ni sur les rapports avec le juge d'instruction.

drachten gaan vervullen. Er is dus een impliciete keuze om de advocaten-generaal ruimere opdrachten toe te kennen en aldus in een soort netwerk van de advocaten-generaal en de procureurs-generaal de bevoegdheden beter te organiseren in het hele land en een globale versterking te krijgen van het centrale parket. Dit betekent een combinatie tussen een gedecentraliseerd karakter enerzijds en een deelname aan een centraal beleid anderzijds.

Vervolgens verwijst de minister naar de discussie omtrent de scheiding der machten.

Wat de relatie betreft tussen de nationaal magistraten en alle andere instellingen, zoals 23<sup>e</sup> brigade, C.B.O., A.P.S.D., stelt de minister voor deze vragen aan de nationaal magistraten voor te leggen.

Wat de liaison-officieren betreft, benadrukt de minister dat deze cruciaal zijn in de opdracht van de nationaal magistraat, die van deze verbindingsofficieren informatie ontvangt over internationale dossiers. De minister preciseert zeer positieve ervaringen te hebben met deze verbindingsofficieren. Alle landen hebben veel lof over deze personen. Het is een behoorlijk functionerend netwerk, dat volgens de minister moet worden behouden.

Een lid had enkele vragen gesteld over de relatie tussen de procureur des Konings en de nationaal magistraat.

Er is bepaald dat de nationaal magistraat de taak van de procureur des Konings kan uitvoeren, zolang de procureur des Konings niet is aangewezen, d.w.z. zolang het misdrijf niet lokaliseerbaar is. Het is duidelijk dat deze relatie niet tot in de details kan worden geregeld in een tekst; er is een zekere loyauté nodig, een pragmatische methode om de contacten tussen beiden optimaal te laten verlopen.

De minister stelt voor de vraag aan de nationaal magistraat zelf voor te leggen.

Wat de relatie met de onderzoeksrechter betreft, benadrukt de minister dat de nationaal magistraat geen gezag heeft over de onderzoeksrechter; hij moet zich steeds wenden tot de procureur des Konings van het arrondissement.

De minister verwijst in dit verband naar het ontwerp «Franchimont», waarin men het voor de onderzoeksrechter en de procureur des Konings eenvoudiger wil maken om de grenzen van hun arrondissement te overschrijden.

Een lid meent dat de tekst erg vaag is over de gezagsrelatie tussen de nationaal magistraat en de magistraten van de gerechtelijke arrondissementen, vooral wanneer een zaak van de ene naar de andere instantie overgaat na de lokalisatie van een dossier.

De hiërarchische verhouding tussen de twee instanties is niet vastgelegd, noch hun relatie met de onderzoeksrechter.

Cette imprécision risque d'entraîner, en cours de procédure, des contestations qui bloqueront l'affaire, ce qui est contraire au but poursuivi.

Un membre veut savoir si, à l'heure actuelle, les magistrats nationaux ont des pouvoirs d'instruction.

Le ministre répond que le magistrat national a le même pouvoir que le procureur du Roi et que celui-ci n'a pas le pouvoir de poser des actes d'instruction judiciaire, ce pouvoir étant réservé au juge d'instruction, sauf en cas de flagrant délit.

### III. AUDITION DE MM. A. VANDOREN ET P. DUINSLAEGER, MAGISTRATS NATIONAUX

Le président accueille les magistrats nationaux et ouvre le débat en demandant leurs avis circonstanciés sur la fonction qu'ils exercent. Il exprime le souhait de la commission de savoir comment ils ont pu exercer leur fonction jusqu'à présent, quelles sont les relations avec les parquets, quelles sont les insuffisances qu'ils ont pu constater dans l'exercice de leur fonction et dans quels domaines les compétences du magistrat national, d'une part, et les compétences du parquet, d'autre part, se chevauchent.

Le projet de loi introduit en effet un certain rapport hiérarchique entre le magistrat national et le procureur du Roi, le premier ayant le pouvoir de lui donner des injonctions.

M. Duinslaeger tient tout d'abord à préciser les missions du magistrat national, comme prévues dans la circulaire ministérielle de 1990. Il y a deux grandes missions, notamment, d'une part, une mission de coordination, de centralisation, d'assistance et d'avis aux autorités judiciaires localement compétentes concernant les affaires qui dépassent les limites d'un arrondissement judiciaire, et, d'autre part, une mission d'intervention afin de faciliter la coopération internationale dans les affaires où une intervention judiciaire urgente s'impose.

Depuis la création de cette fonction, les magistrats nationaux sont confrontés avec deux points faibles. Il y a d'abord le problème de l'absence de statut. La mission de magistrat national est précisée dans une circulaire ministérielle qui est, de plus, confidentielle.

Le deuxième point faible est le problème des affaires non localisées.

Dans les affaires où il n'est pas possible d'appliquer l'article 23 du Code d'instruction criminelle, qui prévoit les règles de compétence territoriale, l'on se trouve confronté au problème de la nécessité de pren-

Dit gebrek aan duidelijkheid kan leiden tot betwistingen in de loop van de procedure, die de zaak kunnen blokkeren, wat precies het tegenovergestelde is van hetgeen men nastreeft.

Een lid wenst te weten of de nationaal magistraten thans onderzoeksbevoegdheden hebben.

De minister antwoordt dat de nationaal magistraat dezelfde bevoegdheid heeft als de procureur des Konings en dat die geen daden van gerechtelijk onderzoek kan verrichten. Dat is immers de bevoegdheid van de onderzoeksrechter, behalve bij ontdekking op heterdaad.

### III. HOORZITTING MET DE HEREN A. VANDOREN EN P. DUINSLAEGER, NATIONAAL MAGISTRATEN

De voorzitter heet de nationaal magistraten welkom en opent het debat. Hij vraagt dat zij de functie die zij uitoefenen, omstandig zouden toelichten. Hij verklaart dat de commissie graag zou vernemen hoe zij hun functie tot op heden hebben kunnen uitoefenen, welke betrekkingen zij onderhouden met de parketten, welke leemten zij hebben kunnen vaststellen bij de uitoefening van hun ambt en op welke terreinen de bevoegdheden van de nationaal magistraat en de bevoegdheden van het parket elkaar overlappen.

Het wetsontwerp voert immers een zekere hiërarchie in door de nationaal magistraat een injunctie-recht te geven ten opzichte van de procureur des Konings.

De heer Duinslaeger wenst vooreerst de opdrachten van de nationaal magistraat zoals ze werden bepaald in de ministeriële circulaire van 1990, toe te lichten. Er zijn twee grote opdrachten: enerzijds coördinatie, centralisatie, ondersteuning en advies aan de gerechtelijke instanties die plaatselijk bevoegd zijn voor zaken die de grenzen van één gerechtelijk arrondissement overschrijden en anderzijds de internationale samenwerking in zaken die een dringend gerechtelijk optreden vergen.

Sedert de oprichting van dit ambt worden de nationaal magistraten geconfronteerd met twee knelpunten. In de eerste plaats is er het ontbreken van een statuut. De opdracht van de nationaal magistraat wordt verduidelijkt in een ministeriële circulaire, die daarenboven vertrouwelijk is.

Het tweede knelpunt is het probleem van de niet gelokaliseerde zaken.

In een zaak waarbij het niet mogelijk is artikel 23 van het Wetboek van Strafvordering toe te passen, dat voorziet in regels betreffende de territoriale bevoegdheid, rijst het probleem dat er een rechterlijke

dre une décision judiciaire afin de prévoir des mesures conservatoires pour permettre l'exercice de l'action publique.

M. Vandoren confirme les observations de M. Duinslaeger, en précisant que les magistrats nationaux travaillent surtout dans le domaine du terrorisme, où les frontières, même nationales, sont souvent transgressées. De plus, la criminalité organisée, qui est, dans la plupart des cas, transfrontalière, devient de plus en plus importante.

M. Vandoren précise que le dossier des C.C.C. est à la base de la création de la fonction du magistrat national.

Un membre revient sur la question concernant les relations avec le parquet et demande si les magistrats ont déjà été confrontés à des blocages.

M. Vandoren répond par la négative. Même s'il n'a pas toujours été aisé de travailler sans statut, il n'y a jamais eu de blocages par le parquet.

Un autre membre partage cet avis et renvoie à la disposition du projet relative au lien hiérarchique entre le collège des procureurs généraux et les magistrats nationaux. Il demande si ces derniers estiment que ce lien hiérarchique est un lien efficace.

M. Duinslaeger estime qu'il faut faire une distinction entre deux secteurs. Si l'on parle de leurs affaires opérationnelles, il estime qu'il faut nécessairement agir par l'intermédiaire du procureur général qui est territorialement compétent, pour la simple raison que celui qui est responsable en dernier ressort de l'application de la procédure pénale dans l'affaire en question peut être ce procureur général. Il faut donc prévoir la possibilité d'une concertation avec ce procureur général, pour qu'il puisse défendre sa position dans cette affaire spécifique.

L'on peut dire en ce qui concerne l'intégration du magistrat national dans le collège des procureurs généraux qu'il permettait précisément de dépasser les limites territoriales imposées au procureur du Roi. Il y avait moyen ainsi de conclure certains accords au niveau national grâce aux contacts avec les membres du collège.

Le commissaire précise que sa question concerne, non pas le lien avec le procureur individuel, mais le lien avec le collège. Il ajoute qu'à son avis, le lien hiérarchique est superflu, parce que la demande en tant que telle doit émaner du procureur de l'arrondissement et ne venir du procureur général qu'en seconde instance.

Par ailleurs, si le magistrat national devait tirer effectivement jusqu'à présent sa compétence nationale de ses contacts avec les procureurs généraux, il pourra désormais se prévaloir de la loi.

beslissing moet kunnen worden genomen om bewaarende maatregelen te treffen met het oog op het instellen van de strafvordering.

De heer Vandoren bevestigt de opmerkingen van de heer Duinslaeger waarbij hij preciseert dat de nationaal magistraten vooral actief zijn op het gebied van het terrorisme dat de grenzen, zelfs de nationale, vaak overschrijdt. Daarenboven wordt de georganiseerde criminaliteit die meestal grensoverschrijdend is, steeds belangrijker.

De heer Vandoren verduidelijkt dat het C.C.C.-dossier aan de basis heeft gelegen van de oprichting van het ambt van nationaal magistraat.

Een lid komt terug op de vraag over de betrekkingen met het parket en vraagt of de magistraten reeds geconfronteerd werden met « blokkeringen ».

De heer Vandoren antwoordt ontkennend. Hoewel het niet steeds makkelijk is geweest zonder statuut te werken, werd hij door het parket nooit gehinderd.

Een ander lid sluit hierbij aan en verwijst naar de bepaling van het voorgelegde ontwerp inzake de hiërarchische band tussen het college van procureurs-generaal en de nationaal magistraten. Hij vraagt of de nationaal magistraten deze hiërarchische band werkzaam vinden.

De heer Duinslaeger is van oordeel dat een onderscheid dient te worden gemaakt tussen twee deelgebieden. Indien men spreekt over hun operationele zaken, denkt hij dat men noodzakelijkerwijze dient te handelen via de territoriaal bevoegde procureur-generaal, om de eenvoudige reden dat de uiteindelijke verantwoordelijke voor de uitoefening van de strafvordering in die welbepaalde zaak, die procureur-generaal kan zijn. Er moet dus een overleg kunnen zijn met die procureur-generaal om te maken dat hij zijn positie ook in die punctuele zaak zou kunnen verdedigen.

Wat betreft de inbedding van de nationaal magistraat in het college van procureurs-generaal, dat was juist de werkwijze om de territoriale beperktheid van de procureur des Konings te kunnen overschrijden. Aldus konden op een nationale manier bepaalde afspraken worden geregeld via de contacten met de leden van het college.

Het lid preciseert dat zijn vraag niet de band met de individuele procureur betrof, maar wel met het college. Ten tweede merkt dit lid op dat de hiërarchische band volgens hem niet nodig is, omdat de vordering als dusdanig wordt gedaan door de procureur van het arrondissement en slechts in tweede instantie door de procureur-generaal.

Vervolgens moest de nationaal magistraat zijn nationale bevoegdheid inderdaad putten uit zijn contacten met de procureurs-generaal, terwijl hij deze nu uit de wet zal kunnen putten.

M. Duinslaeger comprend la question sous cet angle nouveau et tient, par prudence, à attirer l'attention sur le fait que le système du magistrat national sera inopérant si l'on crée une situation de concurrence avec le procureur du Roi. Les procureurs du Roi doivent pouvoir accomplir leurs missions dès qu'ils sont en mesure de le faire. Les magistrats nationaux doivent travailler dans le cadre du système existant auquel ils apportent une plus-value.

Un autre commissaire dit admirer la diplomatie de M. Duinslaeger, qui parle, non pas de blocage, mais de «difficultés». Toutefois, pas plus que le préopinant, il ne comprend pas pourquoi les magistrats nationaux, dont le statut légal leur octroie toutes les compétences du procureur du Roi et leur permet d'ordonner tous les actes de recherche et d'instruction judiciaire sur l'ensemble du territoire, doivent rester imbriqués dans la structure existante.

Il se demande si l'on ne donnerait pas aux magistrats nationaux une plus grande marge de manœuvre en leur accordant parallèlement une compétence dans certaines matières plutôt qu'en les faisant travailler en quelque sorte en concurrence avec les procureurs généraux et le procureur du Roi. Selon l'intervenant, cela pourrait aboutir à des heurts et à d'éventuelles situations conflictuelles à propos de compétence avec, pour conséquence, des vices de procédure qu'il convient absolument d'éviter.

M. Vandoren estime qu'il faut aussi prendre en compte le nouveau statut légal du collège. Les magistrats nationaux ont tout intérêt à être intégrés dans la structure du collège. C'est précisément cela qui évitera la survenance d'une situation de concurrence avec les procureurs du Roi locaux.

À titre d'exemple, il fait référence à la France, où la quatorzième section du parquet de Paris dispose d'une compétence d'évocation qui lui permet de se saisir de tout ce qui a trait au terrorisme. En Allemagne, Karlsruhe a la possibilité de monopoliser tout ce qui concerne le terrorisme et le racisme. C'est ainsi qu'en France, les parquets locaux ne veulent pas transmettre d'informations à la quatorzième section dans certains dossiers importants, de peur que le dossier ne leur soit retiré.

Le projet en discussion crée précisément un équilibre qui exclut toute concurrence avec le procureur local, sauf lorsqu'une affaire n'est pas localisable.

Dès que l'affaire est localisable, le procureur local se charge de l'affaire, mais il reste lié par les mesures qui ont été prises par le magistrat national.

De heer Duinslaeger begrijpt de vraag vanuit die invalshoek en wil voorzichtigheidshalve de aandacht erop vestigen dat het systeem van de nationaal magistraat niet werkzaam is indien een concurrentiële positie met de procureur des Konings wordt ingebouwd. De procureurs des Konings moeten hun opdrachten kunnen vervullen zodra ze in staat zijn dit te doen. De nationaal magistraten kennen een meerwaarde toe, maar moeten werken in het systeem zoals dit thans functioneert.

Een ander lid bewondert de diplomatie van de heer Duinslaeger om niet over «blocages» te spreken, maar wel over «moeilijkheden». Hij begrijpt, zoals de vorige spreker, niet waarom de nationaal magistraten, vertrekkend van een wettelijk statuut dat hen alle bevoegdheden van de procureur des Konings verleent en hen de mogelijkheid geeft alle daden van opsporing en gerechtelijk onderzoek over het gehele grondgebied te gelasten, nog steeds ingebed moeten blijven in de huidige structuur.

Hij vraagt zich af of de nationaal magistraten niet meer armslag zouden krijgen door parallel een bevoegdheid te krijgen in bepaalde materies, dan wel in een soort concurrentie te werken met de procureurs-generaal en de procureurs des Konings. Volgens deze spreker zou dit tot botsingen en mogelijke conflictsituaties over bevoegdheden kunnen leiden, met als gevolg de absoluut te vermijden nietigheden in procedures.

De heer Vandoren is van mening dat tegelijkertijd ook moet gekeken worden naar het nieuw wettelijk statuut van het college. De nationaal magistraten hebben er alle belang bij geïntegreerd te worden in de structuur van het college. Dit zal juist vermijden in bepaalde zaken tot een concurrentiële positie te komen ten opzichte van de lokale procureurs des Konings.

Bij wijze van voorbeeld verwijst hij naar Frankrijk waar de 14<sup>e</sup> sectie van het parket van Parijs een evocatiebevoegdheid bezit om alles wat terrorisme betreft naar zich toe te halen. In Duitsland heeft Karlsruhe de mogelijkheid alles van terrorisme en racisme naar zich toe te trekken. De lokale parketten in Frankrijk willen in bepaalde belangrijke dossiers echter geen informatie doorgeven aan de 14<sup>e</sup> sectie, uit vrees dat het dossier hen zal worden onttrokken.

Het voorgelegde ontwerp creëert juist een evenwicht, waar concurrentie met de lokale procureur niet te vrezen valt, behalve wanneer een zaak niet lokaliseerbaar is.

Zo gauw de zaak lokaliseerbaar is, neemt de lokale procureur de zaak over, maar blijft hij gebonden door de maatregelen die door de nationaal magistraat werden getroffen.



M. Duinslaeger souhaite éclaircir les choses en soulignant les trois points importants suivants :

1. Premièrement, le magistrat national poursuit la même finalité que le procureur du Roi; la logique du système doit également être maintenue en l'espèce;

2. Deuxièmement, il ne faut pas perdre de vue que le magistrat national a les mêmes pouvoirs que le procureur du Roi, mais à cette réserve près qu'il n'en est ainsi que tant qu'aucun procureur du Roi n'est compétent. Les magistrats nationaux n'entrent donc pas immédiatement en concurrence avec le procureur du Roi.

3. La troisième remarque est que s'il subsiste une contestation entre le point de vue des magistrats nationaux, d'une part, et celui du procureur du Roi, d'autre part, le procurerur général territorial ou les procureurs généraux compétents qui contrôlent le procureur du Roi de leur arrondissement sont logiquement les interlocuteurs naturels qui devront trancher en fin de compte.

M. Duinslaeger plaide dès lors pour que l'on s'entienne à l'intégration dans le nouveau système du collège des procureurs généraux.

Un membre pose la question de savoir si, dans le cadre du projet «Franchimont», il serait envisageable que les magistrats nationaux, dans le cadre de leur rôle de coordination, décident de ne pas évoquer, mais que tel juge d'instruction voit sa compétence étendue à telle spécialisation (voir Neufchâteau - pédophilie).

M. Vandoren précise que cela constitue la technique déjà utilisée. On essaie, en matière de criminalité, de ne plus en arriver à des dossiers «mammouths», en ce sens qu'à partir du moment où l'on sait qu'une organisation criminelle a plusieurs activités dans plusieurs ressorts, on essaie d'organiser une coordination au niveau national de toutes les données, mais on laisse les dossiers chez les différents juges d'instruction.

Le préopinant demande si ceci est possible dans tous les cas, et si, parfois, il n'est pas plus efficace de centraliser, pour le cas par exemple de Neufchâteau, pour éviter des disparités au niveau des informations.

M. Vandoren réplique que pour l'affaire de Neufchâteau justement, l'on a effectué un important travail de coordination et tous les dossiers ne se trouvent pas à Neufchâteau. À Neufchâteau, il y a eu une analyse de la manière dont il convenait de répartir les différents dossiers.

L'attaque contre les fourgons constitue un autre exemple. Toute une coordination a eu lieu à ce sujet;

De heer Duinslaeger wenst daar verheldering aan toe te voegen door de volgende drie belangrijke punten te onderlijnen :

1. Ten eerste werkt de nationaal magistraat met dezelfde finaliteit als de procureur des Konings; de logica van het systeem moet ook daar worden behouden;

2. Ten tweede mag men niet uit het oog verliezen dat de nationaal magistraat dezelfde bevoegdheden heeft als de procureur des Konings, maar met die reserve dat dit slechts geldt zolang er geen procureur des Konings bevoegd is. De nationaal magistraten komen dus niet onmiddellijk in een strijdperk met de procureur des Konings.

3. Derde opmerking is dat, indien er betwisting blijft bestaan tussen het standpunt enerzijds van de nationaal magistraten en anderzijds van de procureur des Konings, de logica wil dat de territoriaal bevoegde procureur-generaal of procureurs-generaal, die toezicht uitoefenen op de procureurs des Konings van hun arrondissement, de natuurlijke gesprekspartners zijn die uiteindelijk de knoop zullen moeten doorhakken.

De heer Duinslaeger pleit dan ook voor het ingebed blijven in het systeem van het college van procureurs-generaal, nieuw model.

Een lid vraagt of in het kader van het ontwerp-Franchimont overwogen zou kunnen worden dat de nationaal magistraten, in het raam van hun coördinatieopdracht, besluiten een zaak niet aan zich te trekken, maar dat de bevoegdheid van een bepaalde onderzoeksrechter wordt uitgebreid met een bepaalde specialiteit (zie Neufchâteau - pedofilie).

De heer Vandoren onderstreept dat dit de reeds toegepaste techniek is. Men tracht, in zaken die met criminaliteit te maken hebben, zogenaamde «mammoet»-dossiers te vermijden. Dat betekent dat als men te maken heeft met een criminele organisatie die in verschillende rechtsgebieden actief is, men de gegevens op nationaal niveau tracht te coördineren terwijl men de dossiers bij de verschillende onderzoeksrechters laat.

Het lid vraagt zich af of dit altijd mogelijk is, en of het soms niet efficiënter is de dossiers te centraliseren om, zoals bijvoorbeeld het geval is in Neufchâteau, een ongelijke verdeling van de gegevens te voorkomen.

De heer Vandoren antwoordt dat juist in deze zaak veel werk is gemaakt van de coördinatie en dat niet alle dossiers in Neufchâteau zijn. In Neufchâteau is er wel degelijk een analyse gemaakt en is er nagedacht over de manier waarop de verschillende dossiers moeten worden verdeeld.

De overvallen op de geldtransporten vormen een ander voorbeeld. Ook hier is gewerkt aan de coör-

aucun juge d'instruction n'a été dessaisi, mais chaque juge reçoit les informations dont il a besoin pour continuer son enquête, laquelle s'inscrit dans un ensemble; des réunions conjointes ont eu lieu.

D'après l'intervenant, il est impossible de définir une règle en la matière, il faut décider au cas par cas.

Un autre membre demande de quelle façon l'on fixe le moment où, dès qu'une affaire devient localisable, il y a transfert de compétences du magistrat national au procureur du Roi. Cette fixation n'est-elle pas, en pratique, très aléatoire?

M. Vandoren donne deux exemples. Il cite d'abord l'exemple d'une prise d'otages qui a lieu à la frontière belgo-allemande à Aix-la-Chapelle. L'on craint que les auteurs de la prise d'otages ne prennent la fuite en voiture, mais l'on ne sait bien entendu pas vers où ils se dirigeront. Le magistrat national est compétent jusqu'au moment où l'affaire devient localisable, c'est-à-dire jusqu'au moment de l'intervention effective.

Il cite ensuite l'exemple de la fourniture contrôlée; un camion transportant de la drogue est attendu en Belgique, mais l'on ne sait pas à quel endroit. L'on convient des mesures à prendre et dès que l'intervention est possible et a effectivement lieu, c'est le procureur qui est compétent.

Un membre constate que les magistrats mentionnent que l'information parvient, dans la plupart des cas, aux parquets, alors que le projet voit le problème dans le sens inverse. Le problème de la hiérarchie est, selon lui, très important. Quelle est la hiérarchie entre les magistrats nationaux et les parquets? Quelle est la continuité de la mission du magistrat national en cas de localisation et quelle est le rapport hiérarchique entre le rôle du magistrat et le procureur?

La deuxième question concerne le pouvoir du magistrat national par rapport à la livraison d'informations.

Un membre souhaite savoir, dans ce cadre, ce qui se passe en cas où surviendrait un désaccord entre le magistrat national et le procureur local, sur les mesures à prendre.

M. Duinslaeger répond qu'il faut faire une distinction entre différentes hypothèses.

Si l'intervention du magistrat national est requise par le procureur du Roi, il y a bien sûr une concertation préalable et le problème ne se pose pas.

Si, par contre, l'intervention se fait d'office, à l'initiative du magistrat national, elle se fait à nouveau selon le modèle de concertation. S'il y a une divergence de vues entre le procureur du Roi et le

dinatie; geen enkele onderzoeksrechter werd aan de zaak onttrokken, elke onderzoeksrechter kreeg de informatie die hij nodig had om zijn onderzoek binnen het geheel verder te zetten; er werden gezamenlijke vergaderingen georganiseerd.

Spreker meent dat het onmogelijk is hier een algemene regel vast te leggen, maar dat voor elk geval afzonderlijk een beslissing moet worden genomen.

Een ander lid vraagt hoe het moment van bevoegdheidsoverdracht tussen de nationaal magistraat en de procureur des Konings wordt vastgesteld, op het ogenblik dat een zaak lokaliseerbaar wordt. Is dit niet zeer dubieus in de praktijk?

De heer Vandoren citeert twee voorbeelden. Er vindt een gijzeling plaats aan de Belgisch-Duitse grens in Aken. Men vreest dat de daders met de wagen zullen ontvluchten, maar men weet uiteraard niet waarheen. De nationaal magistraat is bevoegd tot op het ogenblik dat de zaak lokaliseerbaar wordt, met name tot op het ogenblik van daadwerkelijke interventie.

Een tweede voorbeeld is de gecontroleerde levering; een vrachtwagen met drugs komt naar België, maar men weet niet waar. Er wordt afgesproken welke maatregelen zullen worden genomen; op het ogenblik dat de interventie mogelijk is en plaats heeft, is de procureur bevoegd.

Een lid stelt vast dat de magistraten beweren dat de informatie in de meeste gevallen bij de parketten komt, terwijl het probleem in het ontwerp net andersom wordt voorgesteld. Volgens hem is de kwestie van de hiërarchie zeer belangrijk. Wat is de precieze hiërarchische verhouding tussen de nationaal magistraten en de parketten? Hoe ziet de opdracht van de nationaal magistraat eruit na de lokalisatie, en hoe verhoudt de rol van de magistraat zich tot die van de procureur?

Het tweede probleem ligt in de bevoegdheid van de nationaal magistraat met betrekking tot het opvragen van informatie.

Wat dat betreft, wenst een ander lid te vernemen wat er gebeurt wanneer er een meningsverschil over de te nemen maatregelen ontstaat tussen de nationaal magistraat en de plaatselijke procureur.

De heer Duinslaeger antwoordt dat er een onderscheid moet worden gemaakt tussen verschillende mogelijkheden.

Als de nationaal magistraat optreedt op verzoek van de procureur des Konings, wordt vooraf overleg gepleegd en is dit probleem dus niet aan de orde.

Indien de nationaal magistraat daarentegen op eigen initiatief optreedt, dient opnieuw onderling overleg te worden gepleegd. Indien er toch een meningsverschil ontstaat tussen de procureur des

magistrat national, il faut nécessairement passer par le procureur général territorialement compétent, qui prendra la décision.

En troisième lieu, il y a l'hypothèse de l'urgence. Le projet de loi prévoit ici une possibilité d'intervention du magistrat national (article 10), qui en avise le procureur général.

L'inertie du procureur général est sanctionnée.

Le même membre demande ce qui se passe en cas de désaccord entre le procureur général et le magistrat national.

M. Duinslaeger répond que le collège intervient dans ce cas.

À la lecture des articles 4 et 10, un autre membre déduit que trois situations différentes sont possibles :

1. Dans l'exercice de leur mission les parquets peuvent avoir besoin du savoir-faire des magistrats nationaux ou de leur compétence en matière de coopération internationale. À ce moment, aucun problème ne se pose. Les magistrats nationaux disposent d'ailleurs d'un droit d'initiative.

2. La coordination entre les différents parquets.

Il s'agit ici de la coordination de l'enquête, et non de la coordination de l'exercice de l'action publique. Il ne comprend pas que l'on ne donne pas un pouvoir de contrôle des procureurs généraux au cas où ceux-ci ne seraient pas d'accord.

3. Urgence.

C'est ici que l'on est confronté aux grands problèmes, d'après l'intervenant. Les magistrats nationaux peuvent prendre des mesures (cette disposition ne figure qu'à l'article 4, et non pas à l'article 10, où il faudra l'insérer), ils se voient toutefois privés de leur compétence dès que l'affaire est localisée.

D'après l'intervenant, il se peut très bien que le magistrat national ne soit pas au courant de certaines affaires, par exemple des différents noms d'emprunt dans le monde de la criminalité organisée. De cette façon, la concurrence peut malgré tout jouer.

Ne faut-il pas dès lors prévoir que les mesures prises par le magistrat national ont priorité sur d'autres mesures ?

La dernière observation de l'intervenant porte sur le fait que l'on ne peut prétendre sans plus que les faits sont localisables lorsque l'on ordonne une enquête, par exemple une écoute téléphonique générale.

Si le magistrat national souhaite procéder à une écoute téléphonique générale ou à une recherche, il

Konings en de nationaal magistraat, moet men zich wenden tot de procureur-generaal die territoriaal bevoegd is en die de beslissing zal nemen.

Ten slotte zijn er nog de spoedeisende gevallen. Het wetsontwerp voorziet in een aantal maatregelen die de nationaal magistraat kan nemen (artikel 10) en waarvan hij de procureur-generaal op de hoogte moet stellen.

De inertie van de procureur-generaal wordt bestraft.

Hetzelfde lid vraagt wat er gebeurt wanneer een meningsverschil ontstaat tussen de procureur-generaal en de nationaal magistraat.

De heer Duinslaeger antwoordt dat in dit geval het college optreedt.

Een ander lid leidt uit de artikelen 4 en 10 drie verschillende situaties af :

1. De parketten hebben bij de uitoefening van hun opdracht nood aan know-how of internationale samenwerking vanwege de nationaal magistraten. Op dat ogenblik rijst er geen probleem. De nationaal magistraten hebben trouwens een initiatiefrecht.

2. De coördinatie tussen verscheidene parketten.

Het gaat om de coördinatie van het onderzoek, niet van de uitoefening van de strafvordering. Hij begrijpt niet dat hier geen bevoegdheid van toezicht aan de procureurs-generaal wordt gegeven, in geval deze laatsten niet akkoord gaan.

3. Urgentie — hoogdringendheid.

Hier zit volgens de spreker het grote probleem. Hier blijkt dat de nationaal magistraten maatregelen kunnen nemen (dit staat enkel in artikel 4, niet in artikel 10; dit zal moeten worden toegevoegd); ze worden echter ontheven van hun bevoegdheid zo gauw de zaak wordt gelokaliseerd.

Volgens het lid kan de nationaal magistraat perfect niet op de hoogte zijn van bepaalde zaken, zoals de « aliassen » in de wereld van de georganiseerde criminaliteit. Aldus kan er toch concurrentie ontstaan.

Moet er dan ook niet worden bepaald dat de maatregelen van de nationaal magistraat voorrang zouden hebben ?

Een laatste bemerking is dat men niet zonder meer kan stellen dat de feiten lokaliseerbaar zijn wanneer men een onderzoek gaat gelasten, bijvoorbeeld een algemene telefoontap.

Als de nationaal magistraat een algemene telefoontap of opsporing wil uitvoeren, moet hij het

doit transmettre le dossier au procureur, même s'il ne sait pas encore exactement à quel procureur il doit s'adresser.

M. Vandoren répond qu'il y a deux possibilités. Ou bien l'on dispose d'un numéro d'appel du réseau Proximus, et, dans ce cas, on peut localiser l'affaire à Bruxelles, puisque Proximus y est établi. Il en va de même en ce qui concerne l'autre opérateur téléphonique.

Ou bien le numéro d'appel est un numéro de Belgacom, et l'on dispose alors d'une adresse, ce qui permet de localiser l'affaire.

Le dossier est alors effectivement transmis. Le magistrat national peut encore exercer un contrôle. Cela s'est d'ailleurs déjà vu et n'a pas causé de difficulté.

En ce qui concerne les affaires dont un procureur s'occupe déjà et pour lesquelles les informations viennent de l'étranger, il est rare que les magistrats nationaux se soient trouvés devant une surprise désagréable.

En effet, le système des observations est élaboré de façon que les magistrats nationaux sont tenus au courant de toutes les observations transfrontalières, tant celles de la gendarmerie que celles de la police judiciaire. Étant donné que ces deux corps doivent également communiquer une action locale d'observation, les magistrats nationaux disposent d'un certain pouvoir de contrôle.

L'intervenant connaît un cas où les choses ne se sont pas passées de cette façon, ce qui était dû au fait que les deux services concernés à l'étranger avaient choisi des partenaires différents en Belgique.

Un membre demande si les magistrats nationaux étaient au courant de l'opération «Othello».

Le préopinant répond par la négative. Il ne connaît pas ce dossier. Il rappelle que les magistrats nationaux sont informés uniquement des observations transfrontalières.

En effet, il est impossible de les tenir au courant de toutes les observations qui ont lieu chaque jour en Belgique.

L'intervenant répond que, dans le cadre de la première mission du Bureau central de recherche, l'on a adressé à la Tchéquie une série de questions relatives à l'opération «Othello».

Un autre membre demande quel est le devoir d'information des parquets à l'égard des magistrats nationaux, et quel accès ceux-ci peuvent avoir aux dossiers (éventuellement en vertu du projet à l'examen).

M. Duinslaeger répond qu'il n'existe pas de devoir d'information, dans le chef du parquet, envers le magistrat national.

dossier aan de procureur verzenden, alhoewel hij nog niet precies weet tot welke procureur hij zich moet wenden.

De heer Vandoren antwoordt dat er twee mogelijkheden zijn. Ofwel beschikt men over een telefoonnummer van het Proximus-net, en is de zaak in Brussel lokaliseerbaar, vermits Proximus daar is gevestigd. Hetzelfde geldt voor de andere telefoonoperator.

Is het een Belgacomnummer, dan beschikt men over een adres dat lokaliseerbaar is.

Dan wordt het dossier inderdaad overgezonden. De nationaal magistraat kan het nog altijd controleren. Dit is trouwens al gebeurd en heeft geen aanleiding tot moeilijkheden gegeven.

Wat de zaken betreft waar een procureur al mee bezig is en waar de informatie uit het buitenland komt, hebben de nationaal magistraten zelden een onaangename verrassing gehad.

Het systeem van observaties is immers zo uitgewerkt dat de nationaal magistraten op de hoogte worden gebracht van alle grensoverschrijdende observaties, zowel van de Rijkswacht als van de gerechtelijke politie. Aangezien beide korpsen een lokale aktie van observatie moeten melden, beschikken de nationaal magistraten over een zekere controlebevoegdheid.

Spreker kent één geval waar dit zich niet heeft voorgedaan, hetgeen te wijten was aan het feit dat de twee betrokken diensten in het buitenland verschillende partners in België hadden gekozen.

Een lid vraagt of de nationaal magistraten op de hoogte waren van de operatie «Othello».

De vorige spreker antwoordt ontkennend. Hij kent dit dossier niet. Hij herinnert eraan dat de nationaal magistraten enkel op de hoogte worden gebracht van de grensoverschrijdende observaties.

Het is immers onmogelijk dit te doen voor alle observaties die elke dag in België plaatsvinden.

Het lid repliceert dat men bij de eerste opdracht van het C.B.O. in het kader van de «Othello»-operatie vragen heeft gericht aan Tsjechië.

Een ander lid vraagt of de parketten verplicht zijn de nationaal magistraten op de hoogte te houden, en of deze laatsten toegang hebben tot de dossiers (eventueel krachtens het onderhavige ontwerp).

De heer Duinslaeger antwoordt dat het parket geen informatieplicht heeft tegenover de nationaal magistraat.

Le Conseil des ministres a pris une décision après les travaux de la commission parlementaire d'enquête sur la traite des êtres humains. Cette décision prévoyait une telle obligation d'information dans le cadre des affaires relatives à la traite des êtres humains.

Cependant, cette décision n'a pas été formalisée par le collège, parce que l'on attendait les résultats de la Commission Demanet-Vandeputte chargée d'examiner la restructuration du commissariat général.

Toutefois, malgré l'absence d'une obligation formelle d'information, les magistrats nationaux ont des contacts journaliers, aussi bien avec des parquets qu'avec des magistrats instructeurs, qui les informent des affaires d'une certaine ampleur qui nécessitent une coordination.

En outre, les parquets ne sont pas les seules sources d'information des magistrats nationaux. Il existe également des directives à l'égard des deux organes centralisateurs des deux services de police, à savoir le B.C.R. de la gendarmerie et la brigade nationale de la police judiciaire.

Des directives sont également reprises dans la circulaire ministérielle de 1990 sur les techniques particulières de recherche, notamment sur la base des observations transfrontalières.

En outre, les magistrats nationaux sont avisés de tous les dossiers où l'on utilise les techniques «under cover», parce que ce sont eux qui contrôlent les fonds.

Un membre demande si l'on peut conclure qu'il n'y a pas d'insuffisance légale en ce qui concerne cet aspect de la mission des magistrats nationaux.

En effet, si le magistrat national a des doutes sur l'information qui lui est fournie, que peut-il faire pour la contrôler ?

M. Duinslaeger répond qu'une mission de coordination suppose évidemment une information. L'intervenant est donc partisan d'une obligation d'information.

Le membre ajoute qu'il n'est pas certain que le procureur soit toujours parfaitement au fait des éléments d'un dossier.

Des informations erronées peuvent être transmises de bonne foi au magistrat national.

Il est dès lors important de savoir si ce dernier peut vérifier lui-même les informations qui lui sont fournies.

Un autre membre rappelle que les parquets eux-mêmes ne reçoivent pas toujours toutes les informations nécessaires; les équipes d'enquêteurs disposent à cet égard d'un pouvoir important.

De Ministerraad heeft n.a.v. de werkzaamheden van de parlementaire onderzoekscommissie inzake mensenhandel besloten een informatieplicht in te stellen voor zaken die met de mensenhandel verband houden.

Dit besluit werd echter niet door het college geformaliseerd, daar men wachtte op de resultaten van de commissie Demanet-Vandeputte die de herstructurering van het commissariaat-generaal onderzocht.

Hoewel er dus geen formele informatieplicht bestaat, onderhouden de nationaal magistraten dagelijkse contacten zowel met de parketten als met de onderzoeksmagistraten, die hen op de hoogte houden van zaken van een zekere omvang waarbij nood is aan coördinatie.

Bovendien zijn de parketten niet de enige informatiebron voor de nationaal magistraten. Er bestaan eveneens richtlijnen met betrekking tot de centrale organen bij de politiediensten, met name het C.B.O. van de rijkswacht en de nationale brigade van de gerechtelijke politie.

De ministeriële circulaire van 1990 betreffende de bijzondere opsporingstechnieken, met name door middel van grensoverschrijdende observaties, bevat eveneens richtlijnen.

Bovendien worden de nationaal magistraten op de hoogte gebracht van alle dossiers waarin «under cover»-technieken worden gebruikt, aangezien zij de financiële aspecten van de zaak controleren.

Een lid vraagt of men hieruit kan besluiten dat de wet, wat dit aspect van de opdracht van de nationaal magistraten betreft, geen hiaten vertoont.

Welke middelen staan de nationaal magistraat ter beschikking om twijfelachtige informatie te controleren ?

De heer Duinslaeger antwoordt dat informatie onontbeerlijk is bij elke coördinatieopdracht. Spreker is dus voorstander van een informatieplicht.

Het lid voegt hieraan toe dat het lang niet zeker is dat de procureur alle elementen van elk dossier kent.

Zo is het niet ondenkbaar dat verkeerde informatie te goeder trouw aan de nationaal magistraat wordt doorgegeven.

Het is daarom zeer belangrijk te weten of deze laatste de hem verschaft informatie zelf kan controleren.

Een ander lid wijst erop dat de parketten zelf niet steeds alle nodige informatie krijgen. De opsporingsbrigades beschikken wat dat betreft over een niet te onderschatten macht.

À l'heure actuelle, les services de police n'ont pas non plus, semble-t-il, d'obligation d'information.

Une telle obligation ne devrait-elle pas être définie de façon beaucoup plus nette? Comment les magistrats nationaux centralisent-ils l'information? Quels sont leurs rapports avec le S.G.A.P.?

La maîtrise de la centralisation dans le chef des magistrats nationaux est une condition d'efficacité.

Quelles mesures pourraient être prises pour améliorer la situation à cet égard? Ne peut-on par exemple imaginer de prévoir une structure opérationnelle liée plus étroitement au S.G.A.P. et à la police?

Un autre membre souligne une fois de plus qu'il faut veiller à réaliser l'équivalence entre l'appareil policier et le ministère public. Ainsi, il est convaincu que le B.C.R. détient des informations qui n'ont pas été communiquées — peut-être même de bonne foi.

Dès lors, la question qui se pose est de savoir de quels moyens les magistrats nationaux disposent pour contrôler la communication des informations.

Un membre demande si, sur le plan de l'information, on peut imaginer que le procureur du Roi soit «court-circuité» par rapport au travail du magistrat national et si les magistrats nationaux ont l'obligation de transmettre aux procureurs du Roi l'information dont ils disposent.

Toutes ces questions déterminent une forme de hiérarchisation qui, en l'état actuel des choses, n'existe pas, que l'on veut formaliser, mais dont la formalisation n'est pas parfaitement claire.

Un autre membre demande s'il s'est trouvé des cas où le magistrat national a suggéré un certain type d'action à un juge d'instruction, et où cette suggestion n'a pas été suivie d'effet?

Cette question est provisoirement réservée.

Quant aux questions précédentes, M. Vandoren répond que les sources des informations détenues aux parquets et qui parviennent aux magistrats nationaux sont principalement de deux ordres.

Il s'agit du B.C.R. de la gendarmerie, et de la brigade nationale de la police judiciaire.

Les magistrats nationaux n'ont en principe aucun contact avec une unité territoriale (B.S.R. ou brigade de la police judiciaire).

Avec le B.C.R. et la brigade nationale, et bien que l'on ne puisse jamais être sûr d'être totalement informé, certains mécanismes ont été mis au point en vue de garantir une information maximale:

— tous les rapports sont transmis par écrit;

Het lijkt er momenteel op dat zelfs de politiediensten geen informatieplicht hebben.

Zou deze verplichting niet veel duidelijker moeten worden gedefinieerd? Op welke manier centraliseren de nationaal magistraten de informatie? Welke relatie hebben zij met de Algemene Politie-eenheden?

Om efficiënt te kunnen werken moeten de nationaal magistraten volledige zeggenschap hebben over de centralisatie.

Welke maatregelen kunnen worden genomen om de situatie op dit vlak te verbeteren? Is het bijvoorbeeld niet mogelijk een operationele structuur te creëren, die nauwer verbonden is met de Algemene Politie-eenheden en de politie?

Een volgend lid onderstreept nogmaals dat men voor een gelijkwaardigheid moet zorgen tussen het politie-apparaat en het openbaar ministerie. Het lid is ervan overtuigd dat er zich bijvoorbeeld binnen het C.B.O. informatie bevindt die — misschien zelfs te goeder trouw — niet wordt medegedeeld.

De vraag is dus over welke mogelijkheden de nationaal magistraten beschikken om dat te controleren.

Een lid vraagt of het mogelijk is dat de procureur des Konings verstoken blijft van informatie die de nationaal magistraat wel krijgt en of de nationaal magistraten verplicht zijn de informatie waarover zij beschikken, mee te delen aan de procureurs des Konings.

Al die vragen houden verband met een vorm van hiërarchie die in de huidige stand van zaken niet bestaat, die men wil invoeren maar waarvan de structuur niet helemaal duidelijk is.

Een ander lid vraagt of er gevallen zijn waarin de nationaal magistraat een bepaald optreden aan een onderzoeksrechter heeft voorgesteld en aan dat voorstel geen gevolg werd gegeven.

Die vraag wordt voorlopig aangehouden.

Wat de vorige vragen betreft, antwoordt de heer Vandoren dat de informatie van het parket die de nationaal magistraten bereikt, voornamelijk van tweeërlei aard is.

Het gaat om het Centraal bureau voor Opsporingen van de rijkswacht en de nationale brigade van de gerechtelijke politie.

De nationaal magistraten hebben in principe geen contact met een territoriale eenheid (B.O.B. of brigade van de gerechtelijke politie).

Met het C.B.O. en de nationale brigade werden — zonder garantie dat men volledig is geïnformeerd — bepaalde mechanismen uitgewerkt met het oog op het garanderen van een maximale informatie:

— alle verslagen worden schriftelijk meegedeeld;

— si un service reçoit une information et la garde pour travailler sur cette base, et qu'un autre service se manifeste, c'est le premier service qui aura l'affaire.

En outre, le magistrat national contrôle toujours les dates et la base du renseignement.

En ce qui concerne le S.G.A.P. :

À l'époque du commissariat général « ancienne mouture », les magistrats nationaux étaient désignés pour avoir un contrôle sur ses activités, notamment de coordination policière internationale.

Actuellement, ils ne l'ont plus, pas plus d'ailleurs que le pouvoir judiciaire (*cf.* l'arrêté royal de création du S.G.A.P.).

Le ministre de la Justice renvoie à l'article 4, § 3, 1<sup>o</sup>, qui dispose que les magistrats nationaux peuvent donner des « instructions contraignantes ». Peut-on étendre ces instructions à l'accès au dossier ? Quel est l'usage en la matière ?

M. Duinslaeger répond que l'on a jamais empêché les magistrats nationaux d'accéder au dossier.

Quant à l'échange d'informations, les principes sont simples. « On rend à César ce qui est à César ». Si le magistrat national dispose d'informations qui concernent un parquet déterminé, elles sont communiquées à celui-ci en temps réel.

Un membre souligne que c'est donc le magistrat national qui apprécie à qui l'information doit être transmise.

M. Vandoren répond que cela est généralement très facile à déterminer, car l'affaire est souvent localisable.

Si elle concerne plusieurs parquets, chacun d'eux reçoit l'information, et une coordination est organisée.

Un travail de coordination vient ainsi d'être effectué sur toutes les affaires concernant les attaques de fourgons.

Un inventaire complet a été fait et sera envoyé à chaque parquet. M. Vandoren espère que la même chose sera faite dans d'autres domaines spécifiques importants dans le futur.

L'intervenant précédent demande si c'est au magistrat national d'apprécier ce qui est localisable.

M. Vandoren confirme et précise que toute affaire non localisable sera envoyée au collègue.

Le ministre demande pourquoi il est inutile de centraliser tous les dossiers.

— indien een dienst informatie krijgt en die in de dienst houdt om op die basis verder te werken en een andere dienst zich meldt, dan zal de eerste dienst die zaak behandelen.

De nationaal magistraat controleert daarenboven steeds de data en de oorsprong van de informatie.

Wat de Algemene Politie-eindienst betreft :

Ten tijde van het commissariaat-generaal « oude vorm » werden de nationaal magistraten aangewezen om de activiteiten ervan te controleren, in het bijzonder op het stuk van de internationale politesamenwerking.

Thans oefenen zij die controle niet meer uit, evenmin als de rechterlijke macht (*cf.* koninklijk besluit tot oprichting van de Algemene Politie-eindienst).

De minister van Justitie verwijst naar artikel 4, § 3, 1<sup>o</sup>, waar er sprake is van « dwingende onderrichtingen ». Kan de toegang tot het dossier niet onder deze laatste termen vallen ? Wat is de praktijk op dat vlak ?

De heer Duinslaeger antwoordt dat deze toegang aan de nationaal magistraten nooit werd geweigerd.

Wat de uitwisseling van informatie betreft, zijn de principes eenvoudig. « Men geeft aan de keizer wat aan de keizer toekomt ». Beschikt de nationaal magistraat over informatie die betrekking heeft op een bepaald parket, dan wordt die informatie onmiddellijk doorgespeeld aan dat parket.

Een lid onderstreept dat het dus de nationaal magistraat is die uitmaakt aan wie de informatie moet worden meegedeeld.

De heer Vandoren antwoordt dat dit meestal niet zo moeilijk is aangezien de zaak vaak lokaliseerbaar is.

Is de informatie voor verschillende parketten van belang, dan krijgt elk parket de informatie en wordt er gezorgd voor coördinatie.

Zo werd onlangs alle informatie gecoördineerd voor alle aanslagen op geldtransporten.

Er werd een volledige inventaris opgesteld die aan elk parket zal worden bezorgd. De heer Vandoren hoopt dat voortaan hetzelfde zal gebeuren op andere belangrijke specifieke terreinen.

De vorige spreker vraagt of het de taak van de nationaal magistraat is te beoordelen wat lokaliseerbaar is.

De heer Vandoren bevestigt en preciseert dat elke niet-lokaliseerbare zaak naar het college zal worden gestuurd.

De minister vraagt waarom het nutteloos is alle dossiers te centraliseren.

M. Vandoren se réfère à l'exemple des attaques de fourgons. Même à Bruxelles, où il y a plusieurs fourgons, les dossiers n'ont pas été regroupés chez un seul juge d'instruction. Ils sont restés chez les différents juges, qui reçoivent chacun toute l'information faite par l'analyse criminelle.

Au point de vue de cette analyse, il faut souligner la nécessité de la symbiose entre les services de police et les magistrats. L'analyse donne une valeur ajoutée aux dossiers et le fait de ne pas les centraliser évite un blocage à cause de l'importance quantitative du dossier.

Ceci ne signifie cependant pas qu'il n'est parfois pas nécessaire de regrouper.

Un membre demande si le magistrat national peut, en cas où le dossier n'est pas centralisé et où différents juges s'occupent de l'affaire, faire des suggestions aux juges d'instruction concernés, en fonction du travail dynamique et efficace de l'un ou de l'autre juge. Comment la capacité de suggestion est-elle appréciée ?

M. Vandoren précise qu'il n'existe pas de problèmes à ce sujet et que les suggestions sont généralement bien suivies.

Un autre intervenant pose la question de savoir si les magistrats nationaux s'estiment suffisamment nombreux et s'ils ne souhaiteraient pas disposer d'une structure opérationnelle permanente directement reliée aux infrastructures policières.

M. Vandoren précise que chaque fois que les magistrats nationaux ont demandé des moyens, aussi bien du côté de la police judiciaire que du côté de la gendarmerie, B.C.R. et escadron spécial d'intervention, ils les ont obtenus en temps réel et qu'ils sont même parvenus à les faire collaborer.

De plus, il constate qu'ils reçoivent plus d'information qu'ils ne le demandent.

Un système direct de liaison existe; dès que le B.C.R. ou la B.N.B. ont un dossier, ils le transmettent au magistrat national.

Le ministre demande si les magistrats nationaux ont un accès direct à toutes les informations se trouvant, par exemple, au sein des services de police.

M. Vandoren répond par la négative. L'accès n'existe, ni du côté judiciaire, ni du côté du S.G.A.P.

Il estime par contre qu'il est tout à fait nécessaire que le ministère public travaille en partenariat avec les services de police, l'un sans l'autre n'est pas possible.

Un autre membre souhaite connaître l'ampleur de la cellule permanente des magistrats nationaux, de quel personnel est-elle composée ?

De heer Vandoren verwijst naar het voorbeeld van de aanslagen op de geldtransportauto's. Zelfs in Brussel waar er verschillende aanslagen zijn geweest, werden de dossiers niet gegroepeerd bij één enkele onderzoeksrechter. Ze zijn bij verschillende rechters gebleven die elk alle informatie ontvangen die is ingewonnen op basis van het misdaadonderzoek.

Bij dit onderzoek is het noodzakelijk dat de politiediensten en de magistraten samenwerken. Het onderzoek geeft de dossiers een toegevoegde waarde en het feit dat ze niet gecentraliseerd worden, verhindert een blokkering ingevolge de grote omvang van het dossier.

Dit betekent evenwel niet dat het soms niet nodig is te groeperen.

Een lid vraagt of de nationaal magistraat, wanneer het dossier niet gecentraliseerd is en verschillende rechters zich met de zaak bezighouden, geen suggesties kan doen aan de betrokken onderzoeksrechters rekening houdend met het werk waarin de ene of de andere rechter doortastend en doeltreffend kan optreden. Hoe worden die suggesties beoordeeld ?

De heer Vandoren verduidelijkt dat er op dit punt geen problemen zijn en dat met suggesties gewoonlijk rekening wordt gehouden.

Een andere spreker vraagt of de nationaal magistraten vinden dat ze voldoende talrijk zijn en of zij niet wensen te beschikken over een permanent operationele structuur die rechtstreeks in verbinding staat met de politie-infrastructuur.

De heer Vandoren verduidelijkt dat wanneer de nationaal magistraten om bijkomende middelen gevraagd hebben, zowel aan de Gerechtelijke Politie als aan de rijkswacht, het Centraal Opsporingsbureau en het Bijzonder Interventie-escadron, zij die middelen onmiddellijk gekregen hebben en er zelfs in geslaagd zijn de manschappen te laten samenwerken.

Daarenboven stelt hij vast dat ze zelfs meer inlichtingen kregen dan ze gevraagd hadden.

Er bestaat een direct verbindingssysteem; zodra het C.B.O. of de B.N.B. een dossier hebben, sturen ze het naar de nationaal magistraat.

Het lid vraagt of de nationaal magistraten directe toegang hebben tot de informatie die zich bijvoorbeeld bij de politiediensten bevindt.

De heer Vandoren antwoordt ontkennend. Er bestaat geen directe toegang tot de gerechtelijke politie noch tot de Algemene Politiesteundienst.

Hij vindt het evenwel absoluut noodzakelijk dat het openbaar ministerie en de politiediensten op basis van een soort partnerschap samenwerken. Ze kunnen niet zonder elkaar.

Een ander lid wenst te weten hoe groot de vaste cel van de nationaal magistraten is en uit hoeveel personeelsleden ze is samengesteld.



M. Vandoren répond que les magistrats nationaux ont un secrétaire-adjoint temps plein, un commis-secrétaire mi-temps et un secrétaire mi-temps.

Un membre souligne qu'à l'article 5, le ministre demande que l'on accorde au magistrat fédéral le pouvoir de créer un secrétariat.

Il renvoie ensuite à l'article 2, § 9, qui dispose que le Roi règle le mode de collaboration entre le collège des procureurs généraux et les services qui sont placés sous l'autorité des magistrats fédéraux. Il se demande s'il ne serait pas préférable de régler en même temps la collaboration entre ces services et les magistrats fédéraux et de fournir ainsi une base légale à cette collaboration.

Le ministre est d'avis qu'il faut effectivement donner toute latitude aux magistrats fédéraux. Il craint toutefois qu'en inscrivant tout dans la loi, on ne risque d'en modifier la philosophie judiciaire, avec le danger que les magistrats nationaux ne reçoivent des informations que lorsqu'ils les sollicitent.

Les services et le magistrat national se complètent très bien et un excès d'organisation pourrait anéantir la dynamique qui existe actuellement entre les deux.

L'intervenant précise qu'il ne désire rien changer aux situations qui fonctionnent bien, mais uniquement intervenir dans les dysfonctionnements.

Un membre estime qu'il est exceptionnel de réaliser la fonction de coordination de magistrat national avec si peu de moyens. Dans ce cadre, elle se demande si la 23<sup>e</sup> brigade travaille bien avec eux et si un renforcement de cette brigade conviendrait aux magistrats nationaux.

M. Vandoren précise que la 23<sup>e</sup> brigade travaille en effet très bien et qu'elle soutient les magistrats nationaux. De même, les magistrats ont toujours eu un soutien correct du B.C.R. de la gendarmerie. Les magistrats nationaux essayent d'être un pont entre ces deux services et de les faire travailler ensemble. Un renforcement de la 23<sup>e</sup> brigade serait extrêmement bénéfique pour la police judiciaire à condition que certains commissaires en chef veuillent bien le comprendre.

Un membre revient sur le problème des écoutes téléphoniques et des perquisitions. De manière automatique, les magistrats nationaux doivent, pour ces cas, passer par un juge d'instruction. Ceci signifie que le problème est localisable et que le procureur du Roi est saisi.

Par rapport au but national, qui est d'assurer une coordination et une efficacité plus rapide, c'est le juge d'instruction et le procureur du Roi qui deviennent compétents. L'initiative du magistrat national passe

De heer Vandoren antwoordt dat de nationaal magistraten een voltijdse adjunct-secretaris hebben, een halftijdse klerk-secretaris en een halftijdse secretaresse.

Daarbij aansluitend duidt een lid op de machtiging om een secretariaat uit te bouwen die door de minister wordt gevraagd in artikel 5.

De spreker verwijst vervolgens naar artikel 2, § 9, waar de wijze van samenwerking wordt geregeld tussen het college van procureurs-generaal en de diensten die onder het gezag staan van de nationaal magistraten. Hij vraagt zich af of het niet beter zou zijn ook ineens de samenwerking tussen de nationaal magistraten en de diensten te regelen en aldus een wettelijke grondslag van samenwerking te bepalen.

De minister is van oordeel dat de nationaal magistraten inderdaad alle mogelijkheden moeten krijgen. Als men dit echter allemaal expliciet in de wet vastlegt, loopt men het risico dat men de rechterlijke filosofie gaat veranderen en dat de nationaal magistraten slechts informatie zullen ontvangen als ze erom vragen.

Tot op heden is er een soort complementariteit die zeer goed functioneert. Overorganisatie zou kunnen leiden tot vernieling van de dynamiek.

Het lid preciseert dat hij niet wenst te raken aan goed werkende situaties, maar wel een ingrijpen vraagt voor niet-werkende situaties.

Een lid is van mening dat het uitzonderlijk is dat een coördinatiefunctie als die van nationaal magistraat met zo weinig middelen kan worden ingevoerd. In dit kader vraagt zij zich af of de 23<sup>e</sup> brigade goed met hen samenwerkt en of een versterking van die brigade geen goede zaak zou zijn voor de nationaal magistraten.

De heer Vandoren beaamt dat de 23<sup>e</sup> brigade zeer goed werk levert en de nationaal magistraten veel steun biedt. De magistraten hebben ook steeds voldoende hulp gekregen van het Centraal Bureau Opsporingen van de rijkswacht. De nationaal magistraten proberen een brug te slaan tussen deze twee diensten en ze te doen samenwerken. De gerechtelijke politie zou enorm gebaat zijn met een versterking van de 23<sup>e</sup> brigade, als bepaalde hoofdcommissarissen dit maar zouden begrijpen.

Een lid komt terug op het probleem van de telefoontaps en huiszoekingen. De nationaal magistraten moeten zich in deze gevallen steeds tot de onderzoeksrechter wenden. Dat betekent uiteraard dat het probleem lokaliseerbaar is en voor de procureur des Konings wordt gebracht.

De onderzoeksrechter en de procureur des Konings worden dan ook bevoegd voor de doelstelling op nationaal niveau, namelijk een betere coördinatie verzekeren en tot snellere resultaten komen. Zo gaat

ainsi chez le procureur du Roi et le juge d'instruction. Est-ce que ceci est un frein pour le rôle du magistrat national ?

Un autre membre pose la même question qui vaut aussi pour l'ensemble du problème de la position du juge d'instruction et du ministère public.

Si l'enquête doit être poursuivie par les magistrats nationaux, il convient de modifier la position du juge d'instruction et de faire de lui un juge de l'instruction.

Le ministre estime qu'il est essentiel, pour ce qui est du rôle des magistrats nationaux, qu'ils ne conservent pas une affaire. Il faut qu'ils aient toujours à s'adresser à une personne chargée d'examiner l'affaire.

Un membre précise qu'il s'agit d'un problème d'efficacité. Il existera, à un certain moment, un conflit de compétence, éventuellement réglé par la loi, et une réduction de l'efficacité par rapport à l'initiative du juge d'instruction.

M. Vandoren est d'avis que le procureur du Roi rencontre le même problème, vu que le juge d'instruction peut dire oui ou non. Il croit qu'il faut faire une distinction entre deux sortes d'affaires.

Ou bien l'affaire a, depuis le départ, une certaine ampleur. On essaiera dans ce cas de la concentrer auprès d'un seul juge.

Une seconde hypothèse est qu'il y a certains liens entre ces différentes affaires. Dans ces cas, la possibilité existe d'une part de rassembler les dossiers chez un juge, ou d'autre part de garder les dossiers dans les différents parquets et de donner une valeur ajoutée.

Les magistrats essayent d'appliquer cette deuxième solution.

Le problème du magistrat national vis-à-vis du juge d'instruction est le même que celui du procureur du Roi local.

M. Duinslaeger précise que le juge d'instruction et le procureur du Roi poursuivent la même finalité que le magistrat national et ils disposent des mêmes instruments, prévus par le Code d'instruction criminelle.

La seule chose que le magistrat peut ainsi ajouter est son expérience, sa vue d'ensemble.

Un membre souhaite connaître la portée exacte du terme «actes d'instruction», mentionnée à l'article 10, alinéa 2.

het initiatief over van de nationaal magistraat naar de procureur des Konings en de onderzoeksrechter. Is dit geen rem op het optreden van de nationaal magistraat ?

Een ander lid sluit zich aan bij deze vraag die meteen de ganse vraag naar de positie van de onderzoeksrechter schetst en de positie van het openbaar ministerie.

Indien het onderzoek moet worden verdergezet door de nationaal magistraten, moet men de positie van de onderzoeksrechter herzien en er een rechter van het onderzoek van maken.

De minister is van oordeel dat het essentieel is in de rol van de nationaal magistraten dat het niet de bedoeling is dat zij de zaak behouden. Zij moeten zich aldus steeds oriënteren naar iemand die de zaak behandelt.

Een lid merkt op dat het in de eerste plaats om een efficiëntieprobleem gaat. Op een bepaald ogenblik zal onvermijdelijk een bevoegdheidsconflict opduiken, eventueel geregeld door de wet, met als gevolg minder efficiëntie dan bij het optreden van de onderzoeksrechter.

De heer Vandoren is van mening dat de procureur des Konings met hetzelfde probleem zal worden geconfronteerd, aangezien de uiteindelijke beslissing bij de onderzoeksrechter ligt. Volgens hem moet een onderscheid worden gemaakt tussen twee types van zaken.

Ofwel heeft de zaak van meet af aan een zekere omvang. In dat geval tracht men de zaak bij één rechter te houden.

Een tweede mogelijkheid is dat er bepaalde banden bestaan tussen verschillende zaken. In dat geval kan men ofwel alle dossiers samenbrengen bij één rechter, ofwel de dossiers bij de verschillende parketten laten en door samenwerking de efficiëntie trachten te verhogen.

De magistraten trachten momenteel de tweede oplossing toe te passen.

Het probleem van de nationaal magistraat ten opzichte van de onderzoeksrechter is hetzelfde als dat van de plaatselijke procureur des Konings.

De heer Duinslaeger onderstreept dat de onderzoeksrechter en de procureur des Konings dezelfde doelstellingen nastreven als de nationaal magistraat, en dat zij daarvoor over dezelfde instrumenten beschikken, vastgelegd in het Wetboek van Strafvordering.

Het enige dat de magistraat hieraan kan toevoegen is zijn ervaring, zijn overzicht op het geheel.

Een lid wenst de precieze strekking te kennen van de term «daden van gerechtelijk onderzoek» in artikel 10, tweede lid.

M. Duinslaeger estime que le terme ne couvre pas la possibilité de saisir le juge d'instruction; l'on vise les actes que le procureur du Roi peut accomplir en cas de flagrant délit.

Selon un autre membre, il faudrait adapter le texte sur ce point.

En outre, ce membre renvoie au problème qu'a soulevé le Conseil d'État en ce qui concerne les magistrats coordinateurs. En effet, le statut de ces derniers n'a pas été réglé par la loi.

Ne serait-il pas préférable, pour la sécurité juridique, de régler également le statut des magistrats coordinateurs, comme le conseille le Conseil d'État?

M. Vandoren confirme que la coopération entre le magistrat national et le magistrat coordinateur est très bonne. Le magistrat coordinateur met au point la stratégie à suivre dans les diverses affaires, tandis que le magistrat national exécute et coordonne.

Le ministre précise qu'il est donc question, non pas de trois magistrats nationaux, mais de deux magistrats nationaux et d'un magistrat coordinateur, et il souligne qu'il faut dissiper l'ambiguïté qui subsiste à cet égard. Le ministre fait allusion au fait que les avocats généraux peuvent se voir confier d'autres missions de soutien.

Il importe de savoir comment le magistrat coordinateur et d'autres magistrats organiseront ces activités de soutien, pour ce qui est de certaines missions, jusqu'à ce que les choses arrivent devant le collègue et devant les magistrats nationaux, qui pourront à leur tour y ajouter un volet opérationnel.

Une membre se demande s'il existe un schéma des flux d'informations dont disposent les magistrats nationaux. Pour une bonne administration, il convient, en effet, que ces flux d'informations soient nationalisés. La future loi devrait être rédigée sur la base d'un schéma d'information analysé en profondeur.

M. Duinslaeger répond qu'un tel schéma existe déjà.

Les partenaires des magistrats nationaux sont les services de police. Selon l'article 29 du Code d'instruction criminelle, les services de police doivent transmettre l'information qu'ils reçoivent du procureur du Roi en cas de localisation et aux magistrats nationaux en cas de non-localisation. Outre les dispositions légales en question, il existe également des accords avec le B.C.R., la 23<sup>e</sup> brigade et le S.G.A.P.

Il existe une espèce de carré magique composé de la base de l'unité territoriale et de l'unité centrale supérieure (qui coopèrent au niveau policier); les organes

De heer Duinslaeger meent dat deze term geen betrekking heeft op de mogelijkheid de zaak voor de onderzoeksrechter te brengen; het gaat enkel in niet-lokaliseerbare zaken om de bevoegdheden die de procureur des Konings heeft bij ontdekking op heterdaad.

Volgens een andere spreker zou de tekst op dit vlak moeten worden aangepast.

Bovendien verwijst dit lid naar het probleem dat werd opgeworpen door de Raad van State in verband met de magistratuur-coördinatoren. Het statuut van deze laatste is immers niet wettelijk geregeld.

Zou het niet beter zijn ook het statuut van magistratuur-coördinator te regelen, zoals de Raad van State meent, in het belang van de rechtszekerheid.

De heer Vandoren bevestigt de zeer goede samenwerking van de nationaal magistratuur met de magistratuur-coördinator. De magistratuur-coördinator treedt naar voor als degene die de zaken strategisch uitwerkt, terwijl de nationaal magistratuur uitvoert en coördineert.

De minister preciseert dat er dus wel degelijk geen sprake is van drie nationaal magistraten, maar wel van twee nationaal magistraten en één magistratuur-coördinator en dat deze dubbelzinnigheid dient te worden opgeheven. De minister verwijst naar het feit dat advocaten-generaal andere beleidsondersteunende opdrachten kunnen krijgen.

Het is belangrijk om te kijken op welke manier de magistratuur-coördinator, en ook anderen, voor bepaalde opdrachten dat soort beleidsondersteunende activiteiten gaan organiseren, tot het college en ook tot de nationaal magistraten, die er op hun beurt het operationele luik aan kunnen toevoegen.

Een lid stelt zich de vraag of er een schema bestaat van de informatiestromen voor de nationaal magistraten. Een goede administratie veronderstelt immers het nationaliseren van deze informatiestromen. De wet zou moeten geschreven zijn op basis van een goed geanalyseerd informatieschema.

De heer Duinslaeger antwoordt dat zulk schema inderdaad bestaat.

De partners van de nationaal magistraten zijn de politiediensten. Artikel 29 van het Wetboek van Strafvordering bepaalt dat de politiediensten de informatie die zij ontvangen, moeten doorgeven, in geval van lokalisatie aan de procureur des Konings, in geval van niet-lokalisatie aan de nationaal magistraten. Behoudens deze wettelijke bepalingen zijn er ook een aantal afspraken met het C.B.O., met de 23<sup>e</sup> brigade en met de A.P.S.D.

Er bestaat als het ware een magisch vierkant dat bestaat uit de basis van de territoriale eenheid en overkoepelende eenheid (die werken op het politieni-

centraux s'adressent au magistrat national, les unités territoriales au procureur du Roi, le procureur du Roi au magistrat national et vice versa.

Le ministre précise qu'il s'agit, en l'espèce, d'un schéma général, qui sera également utilisé, par exemple, pour ce qui est de la criminalité organisée.

Un membre précise que l'article 29 concerne uniquement le procureur du Roi.

Un autre membre estime que le problème principal se situe plutôt au niveau du contrôle des services de police. Le magistrat national reçoit, certes, l'information qu'il demande, mais peut-il encore se faire une idée de la réalité qui existe en dehors de cette information?

Un membre rappelle que les magistrats nationaux n'ont pas d'accès direct aux informations des services de police et que ce droit devrait être réglé législativement.

M. Vandoren estime qu'il s'agit d'un problème auquel tous les magistrats sont confrontés et que la police judiciaire sait, comme la gendarmerie, que les sanctions suivront si tout n'est pas communiqué.

Un membre demande s'il ne serait pas utile de prévoir des actions disciplinaires dans ce cadre.

Un autre membre se demande s'il n'existe pas de cas où un dessaisissement du juge d'instruction serait nécessaire en vue de la coordination d'une enquête; quels sont les critères qui pourraient être retenus pour le dessaisissement?

Un membre rappelle qu'il importe d'avoir d'office l'information sur toute enquête entamée (qui, si elle est entamée suite à une enquête proactive de la gendarmerie a nécessairement une ampleur significative), et non seulement à leur demande, ce qui constitue une collaboration minimale avec un échelon supplémentaire.

Un membre constate qu'il s'agit surtout d'un problème de communication entre les forces de police et entre les parquets. Le projet de loi qui établit le statut du magistrat national ne crée cependant aucune obligation de communication et d'information. Le risque de confusion devient encore plus important.

Un autre intervenant se demande si le magistrat national ne peut pas exercer la tutelle de la police judiciaire.

Le président résume les questions posées, la première portant sur le droit de recevoir ou l'obligation d'informer les magistrats de certains types d'enquête, notamment les recherches proactives; la deuxième concernant la possibilité de vérification

veau met elkaar samen); de centrale organen gaan naar de nationaal magistraat, de territoriale eenheden gaan naar de procureur des Konings en de procureur des Konings gaat naar de nationaal magistraat en omgekeerd.

De minister bepaalt dat het hier gaat om een algemeen schema dat bijvoorbeeld ook wordt gebruikt in de georganiseerde criminaliteit.

Een lid preciseert dat artikel 29 alleen over de procureur des Konings handelt.

Volgens een ander lid situeert het belangrijkste probleem zich eerder op het vlak van de controle van de politiediensten. Inderdaad krijgt de nationaal magistraat de informatie die hij vraagt, maar heeft hij wel een zicht op wat daarbuiten nog bestaat?

Een lid brengt in herinnering dat de nationaal magistraten geen directe toegang hebben tot de gegevens van de politiediensten en dat dit recht wettelijk zou moeten worden geregeld.

De heer Vandoren denkt dat dit een probleem is van iedere magistraat, en dat zowel de gerechtelijke politie als de rijkswacht weten dat er sancties worden getroffen indien zij niet alles meedelen.

Een lid vraagt of het niet wenselijk is op dit vlak te voorzien in disciplinaire sancties.

Een lid vraagt zich af of er geen gevallen denkbaar zijn waarin de onttrekking van de zaak aan de onderzoeksrechter noodzakelijk kan zijn met het oog op de coördinatie van het onderzoek; welke criteria kunnen worden gehanteerd om te rechtvaardigen dat de zaak onttrokken wordt aan de onderzoeksrechter?

Een lid meent dat de nationaal magistraten ambts-halve moeten kunnen beschikken over informatie betreffende elk nieuw onderzoek (dat indien het geopend is ten gevolge van pro-actief onderzoek door de rijkswacht in ieder geval een zekere omvang heeft), en niet alleen op hun verzoek. In dit laatste geval is de samenwerking immers minimaal.

Een lid stelt vast dat het hier vooral om een communicatieprobleem tussen de politiediensten en de parketten gaat. Dit wetsontwerp, dat aan de nationaal magistraat een wettelijke grondslag geeft, voorziet nochtans niet in een plicht tot communicatie of informatie. Het risico op verwarring wordt er alleen maar groter door.

Een andere spreker vraagt zich af of de nationaal magistraat niet het toezicht moet uitoefenen op de gerechtelijke politie.

De voorzitter vat de vragen van de commissieleden samen. Eerst is er het probleem van het recht van de magistraten op informatie over bepaalde types van onderzoek en de plicht hen die informatie te verschaffen, met name bij proactief onderzoek. Daar-

d'informations données; la troisième concernant le pouvoir disciplinaire éventuel des magistrats nationaux sur la gendarmerie en cas de manquements commis à des instructions données.

M. Duinslaeger répond d'abord sur le dessaisissement du juge d'instruction. Tout comme le procureur du Roi, ils ne peuvent qu'examiner le dossier et le soumettre, sur base d'une réquisition et par l'intermédiaire du procureur du Roi, à la chambre du conseil. Ils n'ont donc qu'une possibilité de suggestions, un droit d'avis.

Un membre demande si leur avis est verbalisé et versé au dossier.

M. Duinslaeger précise qu'il faut distinguer deux hypothèses. La première est que le procureur du Roi suit l'avis du magistrat national. Dans ce cas, l'avis du ministère public, par définition indivisible, apparaît dans les réquisitions écrites. Si le procureur du Roi ne suit pas l'avis du magistrat national, un problème existe.

M. Duinslaeger se déclare disposé à officialiser et formaliser l'avis du magistrat national.

Par ailleurs, ceci est quasi inévitable par le fait que le magistrat national, qui veut imposer sa proposition, en cas de divergence de vue avec le procureur du Roi, doit nécessairement passer par le procureur général. Cette intervention auprès du procureur général est écrite, porte des effets judiciaires et sera dans le dossier répressif.

M. Duinslaeger passe ensuite à la question sur la recherche proactive. Il faut d'abord faire la comparaison entre la position du magistrat national envers le B.C.R et sa position envers la brigade nationale.

En ce qui concerne la brigade nationale, M. Duinslaeger précise que les magistrats nationaux ont, depuis l'arrêté royal du 30 mars 1995 concernant la restructuration du commissariat général, la direction juridique. Une possibilité d'intervention disciplinaire existe à ce sujet.

Il n'y a cependant aucune différence au niveau du résultat des informations reçues entre les interventions de la gendarmerie et de la police judiciaire, malgré la position différente.

naast zijn er vragen rond de mogelijkheden voor de nationaal magistraten om de verschaft informatie te controleren. Ten slotte is er de kwestie van de eventuele disciplinaire bevoegdheid van de nationaal magistraten ten opzichte van de rijkswacht, als deze te kort zou schieten in de uitvoering van de gegeven opdrachten.

De heer Duinslaeger wil eerst antwoorden op de vraag over de onttrekking van de zaak aan een onderzoeksrechter. Net als de procureur des Konings, kunnen de nationaal magistraten het dossier enkel onderzoeken en vervolgens, door middel van een vordering en via de procureur des Konings, voorleggen aan de raadkamer. Zij kunnen dus enkel voorstellen doen en adviezen geven.

Een lid vraagt of van hun advies een proces-verbaal wordt opgemaakt, en of dit wordt opgenomen in het dossier.

Volgens de heer Duinslaeger dient men twee hypothesen te onderscheiden. De eerste bestaat erin dat de procureur des Konings het advies van de nationaal magistraat overneemt. In dat geval staat het advies van het openbaar ministerie, per definitie ondeelbaar, in de schriftelijke vorderingen. Neemt de procureur des Konings het advies van de nationaal magistraat niet over, dan dreigen er problemen te komen.

De heer Duinslaeger verklaart bereid te zijn het advies van de nationaal magistraat te officialiseren en te formaliseren.

Dat is overigens bijna niet te voorkomen omdat de nationaal magistraat die zijn voorstel wil opdringen, bij onenigheid met de procureur des Konings noodzakelijkerwijze daarin de procureur-generaal moet kennen. Hij moet zich schriftelijk tot de procureur-generaal wenden, wat gerechtelijke gevolgen heeft en in het strafdossier terechtkomt.

Vervolgens snijdt de heer Duinslaeger de kwestie van het pro-actief onderzoek aan. Men dient eerst een vergelijking te maken tussen de positie van de nationaal magistraat tegenover het C.B.O. en vervolgens zijn positie tegenover de nationale brigade.

Wat de nationale brigade betreft, wijst de heer Duinslaeger erop dat de nationaal magistraten sedert het koninklijk besluit van 30 maart 1995 betreffende de herstructurering van het commissariaat-generaal, de juridische leiding waarnemen. Er bestaat een mogelijkheid om op dat punt disciplinair op te treden.

Wat het resultaat van de ontvangen informatie betreft, bestaat er evenwel geen enkel verschil tussen het optreden van de rijkswacht en dat van de gerechtelijke politie ofschoon die een verschillend statuut hebben.

Un membre rappelle la question de savoir s'il ne serait pas utile de prévoir une possibilité disciplinaire du magistrat national vis-à-vis de la gendarmerie.

Pourquoi les personnes qui interviennent dans une instruction judiciaire, ne sont-elles pas toutes soumises au même type de statut disciplinaire ?

M. Vandoren demande de ne pas perdre de vue que les moyens en matière de techniques particulières (observation active, passive ou statique) sont limités. Il arrive qu'il n'y a plus de capacité, ni à la gendarmerie, ni à la police judiciaire, pour faire une affaire supplémentaire. Il faut ainsi parfois faire des choix.

Le membre précise qu'il importe de savoir qui fait le choix.

M. Vandoren répond que c'est le magistrat national qui décide en symbiose avec les autres services.

Un membre estime que, sur cette question de définition des priorités, il serait utile d'entendre le ministre de l'Intérieur. Le réel problème se situe au niveau des différences de capacité disciplinaire sur les gendarmes et les polices judiciaires, bien qu'ils puissent être (...) de même type d'infractions par rapport à l'enquête.

Un autre intervenant trouve que les effectifs sont suffisants, mais qu'il y a un problème organisationnel. Il estime, par ailleurs, qu'il faut aborder la question du statut disciplinaire avec beaucoup de prudence, étant donné qu'il s'agit d'un point qui est très sensible au niveau des services concernés. Il lui semble donc préférable de ne pas y toucher.

Un commissaire renvoie à une déclaration de M. Duinslaeger concernant le contrôle judiciaire de l'application des accords de Schengen et il demande comment l'on voit les choses actuellement. Il fait référence, en second lieu, à une observation faite dans le cadre de l'étude concernant la fonction du magistrat national, selon laquelle celui-ci concentre ses contacts sur la police judiciaire et la gendarmerie. Qu'en est-il de la police communale ?

Pourquoi, si la gendarmerie et la police judiciaire disposent pas des capacités suffisantes, ne fait-on pas appel à la police communale ?

M. Vandoren précise que le manque de capacités se situe au niveau des unités spéciales. Il ajoute que la police communale intervient, dans la majorité des cas, dans des affaires parfaitement localisables, qui se situent sur le territoire communal, mais qu'il y a déjà eu des cas de parfaite collaboration avec la police communale (par exemple, police urbaine d'Anvers). Mais, vu la localisation de l'affaire, ce n'est pas le partenaire normal.

Een lid komt terug op de vraag of het niet nuttig zou zijn de nationaal magistraat de mogelijkheid te bieden disciplinair op te treden tegenover de rijkswacht.

Waarom vallen de personen die aan een gerechtelijk onderzoek meewerken, niet allen onder dezelfde tuchtregeling ?

Volgens de heer Vandoren mag men niet uit het oog verliezen dat de middelen inzake bijzondere technieken (actieve, passieve of statische observatie) beperkt zijn. Soms zijn er geen manschappen meer beschikbaar noch bij de rijkswacht, noch bij de gerechtelijke politie om een nieuwe zaak te beginnen. Zo wordt men soms voor de keuze gesteld.

Volgens het lid is het belangrijk te weten wie dan moet kiezen.

De heer Vandoren antwoordt dat de nationaal magistraat de beslissing neemt in overleg met de andere diensten.

Bij het bepalen van wat moet voorgaan, zou het volgens een lid nuttig zijn het advies van de minister van Binnenlandse Zaken te horen. Het echte probleem is de verschillende disciplinaire aanpak van de rijkswacht en van de gerechtelijke politie, ofschoon het om dezelfde overtredingen kan gaan bij het onderzoek.

Een andere spreker is van oordeel dat er voldoende manschappen voorhanden zijn, maar dat het gaat om een kwestie van organisatie. Ten tweede acht hij dat men zeer voorzichtig moet omspringen met het tuchtstatuut. Dit ligt zeer gevoelig bij de betreffende diensten. Het lijkt hem dus beter hier niet aan te raken.

Een lid verwijst naar een uitspraak van de heer Duinslaeger betreffende het gerechtelijk toezicht op de toepassing van het Schengen-akkoord en vraagt hoe hij dit nu ziet. Ten tweede verwijst hij naar een opmerking in de studie van de functie van de nationaal magistraat waarbij zij stellen dat deze zijn contacten toespitst op gerechtelijke politie en rijkswacht, maar wat met de gemeentepolitie ?

Als er niet voldoende capaciteit aanwezig is bij rijkswacht en gerechtelijke politie, waarom dan geen beroep doen op de gemeentepolitie ?

De heer Vandoren verduidelijkt dat het gebrek aan capaciteit zich situeert op het vlak van de speciale eenheden. Hoewel de gemeentelijke politie in het merendeel der gevallen tussenkomt voor zaken die perfect lokaliseerbaar zijn en zich situeren op het gebied van de gemeente zelf, meldt de heer Vandoren dat er toch reeds gevallen geweest zijn van perfecte samenwerking met de gemeentepolitie (bijvoorbeeld Stedelijke politie van Antwerpen). Dit is echter niet de normale partner, gezien de lokalisatie van de zaak.

En ce qui concerne le contrôle relatif aux accords de Schengen, M. Duinslaeger précise que le magistrat national est effectivement un magistrat de Schengen qui intervient au niveau de chaque observation transfrontalière (art. 40).

**AUDITION DE MME ANNE THILY, PROCUREUR GÉNÉRAL PRÈS LA COUR D'APPEL DE LIÈGE, ET DEM. FRANKSCHINS, PROCUREUR GÉNÉRAL PRÈS LA COUR D'APPEL DE GAND**

**1. Exposé du procureur général Schins**

Permettez-moi avant tout de dire à quel point nous apprécions, mes collègues et moi-même, le fait de pouvoir exposer, devant votre commission, notre point de vue concernant le projet de loi instituant le collège des procureurs généraux.

La société d'aujourd'hui exige, à juste titre, un meilleur fonctionnement de la justice et impose des critères de qualité tels que nous devons oser reconnaître que les structures actuelles nous permettent à peine de faire ce que l'on attend de nous.

Au sein de la magistrature aussi, de plus en plus de voix s'élèvent en faveur d'une modernisation de nos modes de fonctionnement, non pas parce que nous serions d'accord avec toutes les critiques qui sont émises à notre égard, loin s'en faut, même si elles sont parfois justifiées, mais parce que nous sommes convaincus depuis longtemps qu'il convient d'adapter d'urgence nos structures aux besoins de notre époque.

Ces adaptations sont nécessaires, ne fût-ce que si nous voulons réagir plus rapidement, plus efficacement et plus adéquatement aux diverses formes de criminalité cachée et de criminalité parfois brutale qui existaient à peine il y a quelque 20 ans, qui ont un caractère de plus en plus transfrontalier et qui ne peuvent pas être combattues efficacement, au seuil du XXI<sup>e</sup> siècle, avec les moyens d'une organisation judiciaire mise en place au XIX<sup>e</sup> siècle.

Si je m'en tiens au ministère public, je puis vous assurer que mes collègues et moi-même sommes prêts à nous engager dans la voie de la rénovation.

La question est de savoir comment nous devons envisager cette modernisation.

À mon avis, il convient de poursuivre un double objectif:

**1. Le premier ne nécessite pas de mesures législatives**

Les dispositions actuelles du Code judiciaire et du Code d'instruction criminelle autorisent déjà bien des

Wat het toezicht op de Schengen-akkoorden betreft, preciseert de heer Duinslaeger dat de nationaal magistraat inderdaad een Schengen-magistraat is, die tussenkomt in elke grensoverschrijdende observatie (art. 40).

**HOORZITTING MET MEVROUW ANNE THILY, PROCUREUR-GENERAAL BIJ HET HOF VAN BEROEP TE LUIK, EN DE HEER FRANKSCHINS, PROCUREUR-GENERAAL BIJ HET HOF VAN BEROEP TE GENT**

**1. Uiteenzetting van procureur-generaal Schins**

Het weze mij vooreerst toegestaan de waardering van mijn collega's en van mijzelf uit te drukken voor het feit dat wij in de gelegenheid worden gesteld voor uw commissie onze visie toe te lichten op het wetsontwerp tot instelling van het college van procureurs-generaal.

De samenleving van vandaag eist terecht een beter werkende justitie en stelt zodanige kwaliteitseisen dat we moeten durven toegeven dat we hieraan met de huidige structuren amper kunnen voldoen.

Ook binnen de magistratuur gaan van langsom meer stemmen op om onze werking te moderniseren, niét omdat we het eens zouden zijn met al de kritiek die op ons wordt uitgebracht, verre van, ook al is die soms terecht, maar wél omdat we er zelf reeds lang van overtuigd zijn dat onze structuren dringend moeten worden aangepast aan de noden van deze tijd.

Die aanpassingen zijn zonder meer noodzakelijk willen we tenminste op een snellere en meer efficiënte manier een passend antwoord bieden op allerlei vormen van verdoken en soms brutale criminaliteit, die we pakweg twintig jaar geleden amper kenden, die steeds meer grensoverschrijdend wordt en die niet afdoend kan worden bestreden met een rechterlijke organisatie die nog uit de vorige eeuw stamt alhoewel we nu reeds op de drempel van de volgende eeuw staan.

Wanneer ik mij beperk tot het openbaar ministerie, kan ik u verzekeren dat mijn collega's en ikzelf bereid zijn de weg van de vernieuwing in te slaan.

De vraag is hoe we die modernisering moeten aanpakken.

Naar mijn oordeel zijn er twee wegen die tegelijkertijd moeten worden bewandeld:

**1. De eerste behoeft géén wetgevend maatregelen**

De thans vigerende bepalingen van het Gerechtelijk Wetboek en van het Wetboek van Strafvordering

initiatives qui exigent essentiellement un changement d'attitude, une autre disposition d'esprit, une autre manière de remplir le cadre légal qui est à notre disposition.

Voici quelques exemples de mesures qui sont en préparation ou dont l'application a déjà été testée :

— une revalorisation des administrations du parquet;

— une autre manière d'envisager les services de police qui doivent devenir plus autonomes, mais qui doivent aussi être mieux contrôlés;

— une formation des jeunes magistrats du parquet, qui soit plus permanente et axée davantage sur la pratique;

— une plus grande ouverture à l'égard des autres parties à une procédure pénale et, surtout, un meilleur accueil des parties lésées;

— l'instauration d'un système d'évaluation permanente des jeunes magistrats du parquet;

— la transformation des comités d'avis en des institutions pouvant aussi émettre vraiment des avis valables, ce qui suppose la définition, après mûre réflexion, de profils auxquels les candidats doivent répondre;

— l'amélioration de la qualité des prestations de services publics, par la prise de mesures en vue de rétablir, dans la population, la confiance dans notre fonctionnement, et par le contrôle de l'application de ces mesures.

Toutes ces initiatives peuvent être prises sans qu'il ne faille modifier la loi, mais elles supposent un changement d'attitude de notre part.

## **2. Le deuxième objectif est d'ordre législatif**

Une modernisation par voie législative peut se faire de deux manières :

— ou bien l'on démantèle de fond en comble la structure existante et l'on reconstruit sur de nouvelles fondations, ce qui suppose de longues années de travail très intensif et complexe; j'ai bien peur que nous n'ayons plus le temps d'accomplir un tel effort;

— ou bien l'on apporte des améliorations aux structures existantes, ce qui suppose la préservation des principes qui sous-tendent les anciennes structures.

C'est dans le cadre de cette dernière possibilité, qui est, à mon avis, la plus réaliste à l'heure actuelle, qu'il convient de situer le projet de loi instituant le collège des procureurs généraux.

Cela intéressera peut-être votre commission d'apprendre que M. le ministre de la Justice nous a

laten reeds heel wat nieuwe initiatieven toe. De essentie daarvan is: een andere houding, een andere ingesteldheid, een andere invulling van het wettelijk kader dat thans ter beschikking staat.

Ik geef enkele voorbeelden van maatregelen die op het getouw staan of die reeds worden uitgetoetst :

— een revalorisatie van de parketadministraties;

— een andere ingesteldheid tegenover de politiediensten die enerzijds meer autonomie moeten krijgen, maar anderzijds beter moeten worden gecontroleerd;

— een meer permanente en op de praktijk gerichte opleiding van jonge parketmagistraten;

— meer openheid tegenover de andere partijen in een strafprocedure en vooral een betere opvang van de benadeelden;

— de invoering van een permanente evaluatie van de jonge parketmagistraten;

— het uitbouwen van de adviescomités tot instellingen die ook echt in staat zijn om degelijke adviezen uit te brengen, wat het opstellen van doordachte profielen veronderstelt waaraan de kandidaten dienen te beantwoorden;

— het opvoeren van de kwaliteit van openbare dienstverlening door het treffen én controleren van nieuwe maatregelen die de bevolking opnieuw vertrouwen moeten verschaffen in onze werking.

Al die initiatieven kunnen worden genomen zonder wetwijzigingen maar veronderstellen dat wij ons anders opstellen.

## **2. De tweede weg is van wetgevende aard**

Vernieuwing langs wetgevende weg laat twee mogelijkheden open :

— ofwel, wordt de bestaande structuur helemaal afgebroken en van bij de grondvesten opnieuw opgebouwd, wat een jarenlange en bijzonder intensieve en ingewikkelde arbeid veronderstelt; ik vrees dat daarvoor nu geen tijd meer is;

— ofwel, worden aan de bestaande structuren verbeteringen aangebracht, wat evenwel veronderstelt dat de principes die aan de oude structuren ten grondslag liggen, moeten worden gevrijwaard.

Het is binnen deze mogelijkheid, die mij nu het meest haalbaar voorkomt, dat naar mijn oordeel het wetsontwerp tot instelling van het college van procureurs-generaal moet worden gesitueerd.

Wellicht zal het uw commissie interesseren te vernemen dat de heer minister van Justitie met ons



consultés à diverses reprises à propos des problèmes que pose l'institutionnalisation du collège des procureurs généraux.

D'abord pour définir les principes généraux, puis à propos de la rédaction d'un projet de texte et, enfin, à propos de l'avis du Conseil d'État, qui nous a amenés à soumettre au ministre de la Justice un texte retravaillé qui est devenu finalement la base du projet en discussion.

Les principes fondamentaux sont les suivants :

**(1) Les cinq procureurs généraux constituent ensemble un collège, qui est placé sous l'autorité du ministre de la Justice.**

Le principe d'autorité ne soulève aucune difficulté, puisque les procureurs généraux se trouvent déjà sous l'autorité du ministre de la Justice.

**(2) Ce collège a une compétence nationale et ses décisions ont force obligatoire pour tous les membres du ministère public.**

Ce principe constitue en réalité l'essence du projet, mais il soulève certaines difficultés technico-juridiques, étant donné qu'actuellement, un procureur général n'est compétent que pour ce qui est de sa propre juridiction.

La disposition en question doit être lue, selon moi, en corrélation avec deux autres principes :

— selon le premier, les décisions devront être prises par consensus, de sorte que tous les membres du Collège seront censés adopter le même point de vue;

— selon le second, la participation à une décision consensuelle implique que tous les membres doivent s'engager à exécuter loyalement cette décision, qui a pour effet de lier tous les membres du ministère public.

Néanmoins, le principe de la force contraignante ne doit pas nuire à la règle selon laquelle chaque membre du ministère public restera libre d'y déroger, pour des raisons fondées, lors de son application concrète dans des cas concrets.

Par ailleurs, j'estime que l'article devrait quand même prévoir une réserve en ce qui concerne les problèmes de politique touchant à des matières régionales, comme la chasse et l'urbanisme.

**(3) La troisième ligne de force traduit dans le fait que, pour la première fois, les compétences du Collège sont définies dans un texte de loi.**

En résumé, il y a quatre groupes de compétences, à savoir celles concernant :

1. la concertation avec le ministre de la Justice concernant les projets de lignes directrices qui définissent la politique criminelle générale;

herhaaldelijk overleg heeft gepleegd over de problematiek die de institutionalisering van het college van procureurs-generaal stelt.

Eerst ging het om de algemene principes, dan over een ontwerptekst en tenslotte over het advies van de Raad van State dat er ons toe gebracht heeft aan de minister van Justitie een herwerkte tekst voor te leggen die dan uiteindelijk de basis is geworden voor het ontwerp dat thans ter discussie voorligt.

De basisbeginselen zijn de volgende :

**(1) Devijf procureurs-generaal vormen samen een college, dat onder het gezag van de minister van Justitie staat.**

Het principe van gezag stelt geen moeilijkheden vermits de procureurs-generaal ook nu reeds onder het gezag van de minister van Justitie staan.

**(2) Dat college heeft nationale bevoegdheid en zijn beslissingen hebben bindende kracht voor alle leden van het openbaar ministerie.**

Dit principe maakt eigenlijk de kern uit van het ontwerp, maar doet enige technisch-juridische moeilijkheden ontstaan, vermits tot nu toe elke procureur-generaal slechts bevoegdheid heeft in zijn eigen rechtsgebied.

Kwestieuze bepaling kan mijns inziens niet los gezien worden van twee andere beginselen, namelijk :

— dat de beslissingen bij consensus zullen moeten worden genomen, zodat elk lid van het college geacht zal worden hetzelfde standpunt in te nemen;

— dat de deelname aan een consensuele beslissing impliceert dat elk lid ook de verbintenis aangaat deze beslissing loyaal uit te voeren, wat dan weer tot gevolg heeft dat elk lid van het openbaar ministerie erdoor gebonden is.

Het principe van de bindende kracht doet nochtans geen afbreuk aan de regel dat het elk lid van het openbaar ministerie zal blijven vrijstaan om bij de concrete toepassing in concrete gevallen op een gefundeerde wijze ervan af te wijken.

Anderzijds meen ik dat het artikel toch een voorbehoud zou moeten omschrijven, namelijk wanneer het gaat om beleidsproblemen aangaande gewestelijke materies, zoals bijvoorbeeld jacht en stedenbouw.

**(3) De derde krachtlijn is terug te vinden in het feit dat voor het eerst de bevoegdheden van het college in een wettekst worden omschreven.**

Samengevat gaat het om vier takenpakketten :

1. overleg plegen met de minister van Justitie over ontwerpen van richtlijnen die het algemeen strafrechtelijk beleid vastleggen;

2. la coordination et le développement cohérent de la politique criminelle générale;

3. l'action en faveur du bon fonctionnement du ministère public;

4. l'information du ministre de la Justice et les conseils à lui donner sur toutes les matières qui concernent le ministère public.

En d'autres termes, il est question, en l'occurrence, de la confirmation légale des matières déjà traitées par le collège.

**(4) Un quatrième principe important concerne le processus décisionnel et la relation entre le collègue et le ministre de la Justice**

J'estime qu'il convient, en l'occurrence, d'établir des distinctions en fonction de la nature des matières traitées:

a) Certes, les règles générales de la politique répressive sont fixées en concertation, mais le ministre de la Justice dispose dès à présent d'une compétence, en ce qui les concerne.

Il est généralement admis que le ministre de la Justice peut faire des recommandations au ministère public ou lui donner des directives générales, étant entendu qu'il doit respecter à cet égard deux principes:

1<sup>o</sup> Il ne peut pas prendre la place du ministère public.

2<sup>o</sup> Ses recommandations ou ses directives ne peuvent viser qu'à l'application de la loi pénale et jamais à la non-application de celle-ci.

L'article 143<sup>ter</sup> du Code judiciaire, tel qu'il figure dans le projet, respecte ces principes et ne constitue qu'une confirmation légale de relations existantes.

b) La définition détaillée et concrète de ces directives générales et de l'exercice du ministère public auprès des cours et tribunaux est un domaine beaucoup plus délicat, parce que l'on risque de mettre en péril les compétences spécifiques des procureurs généraux.

C'est pourquoi le projet prévoit qu'en l'absence d'un consensus au sein du collège, le ministre de la Justice «prendra les mesures nécessaires» si — il y a lieu de le répéter — l'exécution des lignes directrices du ministre, qui ne peuvent viser qu'à l'application de la loi, est mise en péril.

Cela signifie que, dans de tels cas, le ministre de la Justice n'a pas une voix prépondérante et qu'il ne peut donc pas s'approprier des compétences qui ne lui

2. de coördinatie en de coherente uitwerking van dat algemeen strafrechtelijk beleid;

3. de goede werking van het openbaar ministerie bevorderen;

4. het inlichten en adviseren van de minister van Justitie over alle aangelegenheden die het openbaar ministerie aangaan.

Het gaat hier met andere woorden over de wettelijke bevestiging van de nu reeds door het college behandelde aangelegenheden.

**(4) Eenvierdebelangrijkbeginselfbetrekking op de besluitvorming en de verhouding van het college tot de minister van Justitie**

Ik denk dat het nuttig is hier een onderscheid te maken, naar gelang van de aard van de behandelde materies:

a) Wanneer het gaat om het vastleggen van de algemene richtlijnen van het strafrechtelijk beleid, gebeurt dit weliswaar in onderling overleg, maar oefent de minister van Justitie een eigen bevoegdheid uit die hem ook vandaag reeds toekomt.

Het wordt immers algemeen aanvaard dat de minister van Justitie het openbaar ministerie aanbevelingen kan doen of algemene richtlijnen kan verstrekken, met dien verstande dat hij daarbij twee principes in acht moet nemen:

1<sup>o</sup> Hij vermag zich niet in de plaats te stellen van het openbaar ministerie;

2<sup>o</sup> Zijn aanbevelingen of richtlijnen kunnen slechts strekken tot de toepassing van de strafwet en nooit tot de niet-toepassing van de strafwet.

Het ontworpen artikel 143<sup>ter</sup> van het Gerechtelijk Wetboek komt aan deze beginselen tegemoet en vormt slechts een wettelijke bevestiging van de bestaande verhoudingen.

b) Wanneer het gaat om de gedetailleerde en concrete uitwerking van die algemene richtlijnen en om de uitoefening van het openbaar ministerie bij hoven en rechtbanken, komen we op een terrein dat heel wat delicates is omdat op dat vlak de specifieke en eigen bevoegdheden van de procureurs-generaal in het gedrang zouden kunnen worden gebracht.

Daarom bepaalt het ontwerp dat bij gebrek aan consensus binnen het college, de minister van Justitie de «noodzakelijke maatregelen kan treffen» wanneer de uitvoering van de ministeriële, algemene, beleidslijnen die, het weze herhaald, enkel kunnen strekken tot toepassing van de wet, in het gedrang zouden kunnen komen.

In dergelijke gevallen heeft de minister van Justitie met andere woorden géén beslissende stem zodat hij zich ook geen bevoegdheden zal kunnen toe-eigenen

reviennent pas; il pourra néanmoins prendre toutes les mesures nécessaires pour que l'on puisse sortir d'une impasse.

En ce qui concerne les rapports entre le ministre de la Justice et le collègue, je tiens enfin à signaler que le ministre assiste aux réunions et qu'il les préside dans les cas suivants :

— lorsqu'il se concerta avec le collègue sur les lignes générales de la politique;

— lorsqu'il a convoqué le collègue pour se concerter sur la coordination et sur l'application cohérente de cette politique ou, encore, sur les mesures que l'on prendrait éventuellement pour assurer le bon fonctionnement du ministère public.

**(5) Le projet de loi contient en outre une série de dispositions importantes concernant divers points que j'énumérerai sans plus, pour être complet :**

— le collègue peut charger des membres des parquets généraux de fonctions de soutien;

— le collègue est assisté par des magistrats nationaux;

— le projet de loi assouplit le fonctionnement interne en permettant au Roi, après concertation avec le collègue des procureurs généraux, de confier à chaque procureur général des tâches spécifiques de préparation, de coordination, de constitution et de mise à jour de documentation, etc.;

— la loi en projet fixe la fréquence des réunions du collègue et indique qui en assure la présidence;

— le collègue est assisté par un secrétariat;

— le collègue a l'obligation de faire annuellement un rapport de ses activités;

— enfin, le Roi pourra régler le mode de collaboration entre le collègue et les services qui relèvent de l'autorité du ministre de la Justice.

Pour conclure, Monsieur le Président, chers membres de la commission, j'estime pouvoir affirmer que nous attachons beaucoup d'importance à l'institutionnalisation du collègue des procureurs généraux.

C'est à dessein que j'utilise le terme «institutionnalisation», et ce pour souligner à la fois les différences et les parallélismes par rapport à la situation actuelle.

En effet, le collègue existe en fait depuis longtemps et il s'est déjà réuni quelque 190 fois, soit à raison d'une réunion par mois en moyenne, pour chercher des solutions à toutes sortes de problèmes qui dépassent le cadre d'un ressort donné.

die de zijne niet zijn; wél zal hij alle nuttige maatregelen kunnen treffen om een patstelling uit de wereld te helpen.

Binnen het kader van de verhouding tussen de minister van Justitie en het college, wens ik nog aan te stippen dat de minister aan de vergaderingen deelneemt en ook de voorzittersrol vervult wanneer hij :

— overleg pleegt met het college over de algemene beleidslijnen;

— het college heeft samengeroepen om zich te beraden over de coördinatie en coherente uitwerking van dat beleid of over eventuele maatregelen om de goede werking van het openbaar ministerie te verzekeren.

**(5) Het ontwerp bevat tenslotte nog een aantal andere belangrijke bepalingen die ik volledigheidshalve slechts even opsom :**

— het college kan leden van de parketten-generaal met opdrachten van ondersteuning belasten;

— het wordt bijgestaan door nationaal magistraten;

— de interne werking wordt versoepeld nu bij koninklijk besluit en na voorafgaand overleg met het college aan elke procureur-generaal specifieke taken kunnen worden toevertrouwd van voorbereiding, coördinatie, verzamelen en bijhouden van documentatie, enz.;

— het voorzitterschap en de frequentie van de vergaderingen worden geregeld;

— er wordt voorzien in de bijstand van een secretariaat;

— het opstellen van een jaarlijks activiteitenverslag wordt opgelegd;

— en tenslotte, de Koning zal de wijze van samenwerking kunnen regelen tussen het college en de diensten die onder het gezag van de minister van Justitie ressorteren.

Bij wijze van slotbeschouwing, mijnheer de Voorzitter en geachte vergadering, meen ik te mogen zeggen dat wij bijzonder veel belang hechten aan het institutionaliseren van het college van procureurs-generaal.

Ik gebruik met opzet de term «institutionnalisering» om tegelijkertijd het verschil én het parallelisme te benadrukken met de huidige toestand.

Het college bestaat immers sedert lang in feite en heeft naar rata van gemiddeld één vergadering per maand reeds ongeveer 190 keer vergaderd om oplossingen te zoeken voor allerlei ressortoverschrijdende problemen.

Toutefois, l'absence de structure juridique et le manque de moyens font qu'il est particulièrement difficile d'être vraiment performant et de traiter efficacement le nombre sans cesse croissant de problèmes auxquels le ministère public se trouve confronté.

L'on a réellement besoin d'une superstructure, d'une organisation coordinatrice, d'une institution unique qui puisse représenter le ministère public, et s'exprimer d'une seule voix, et qui puisse imposer son autorité.

En donnant une base légale au collège, on consacre la situation actuelle et on lui confère une importante valeur ajoutée.

Ce nouveau concept permet d'appliquer désormais jusqu'au sommet le principe de l'unicité et de l'indivisibilité.

Il pose en outre les bases d'une dynamique nouvelle que le ministère public devra développer s'il veut pouvoir relever les défis particulièrement importants que représentent les divers aspects de la lutte contre la criminalité.

L'inscription dans la loi d'une disposition prévoyant l'institution du collège me paraît constituer la première et la plus importante de toutes les mesures que l'on pourrait prendre pour concrétiser cette dynamique nouvelle.

Pour pouvoir diriger efficacement, il faut en effet d'abord concevoir et installer un poste central de commandement à partir duquel l'on puisse ensuite prendre de nouvelles initiatives.

C'est pourquoi nous sommes convaincus, avec le ministre de la Justice, qu'une fois institutionnalisé, le collège pourra contribuer de manière significative, voire déterminante, à l'amélioration du fonctionnement du ministère public.

Nous sommes disposés, quant à nous, si l'on nous donne les moyens et les structures nécessaires, à remplir le mieux possible les obligations que nous avons vis-à-vis de la société.

Le projet à l'examen suscite par conséquent de grandes attentes.

## 2. Échange de vues

Un membre souhaite des précisions sur les cas où le ministre n'a pas de voix prépondérante, selon le procureur général Schins.

M. Schins renvoie ici aux lignes directrices du projet. Le Collège s'occupera, grosso modo, de quatre matières.

Maar het gebrek aan juridische onderbouw en een gebrek aan middelen en aan ondersteuning maken het bijzonder moeilijk om echt performant te zijn en om de problemen waarmee het openbaar ministerie steeds meer wordt geconfronteerd, op een efficiënte manier aan te kunnen.

De nood aan een bovenbouw, aan een overkoepelend orgaan, dat als één instelling het openbaar ministerie kan vertegenwoordigen, dat als één stem kan spreken en dat ook het nodige gezag kan afdwingen, is zeer reëel.

Het wettelijk instellen van het college betekent niet alleen de erkenning van de huidige toestand, maar voegt er ook een belangrijke meerwaarde aan toe.

Het nieuwe concept heeft tot gevolg dat het principe van eenheid en ondeelbaarheid nu ook tot aan de top wordt doorgetrokken.

Het legt eveneens de basis voor een nieuwe dynamiek die het openbaar ministerie zal moeten ontwikkelen om de bijzonder belangrijke uitdagingen aan te kunnen die door de verschillende facetten van de criminaliteitsbestrijding worden gesteld.

Van alle maatregelen die kunnen worden getroffen om die nieuwe dynamiek ook te verwezenlijken, lijkt mij de wettelijke instelling van het college de eerste, maar ook de belangrijkste stap.

Een efficiënte besturing vereist immers voorafgaandelijk het concipiëren en installeren van een «centrale commandopost», vanwaaruit verdere initiatieven mogelijk worden.

Samen met de minister van Justitie zijn wij er dan ook van overtuigd dat het geïnstitutionaliseerd college een wezenlijke en wellicht doorslaggevende bijdrage zal kunnen leveren tot het verbeteren van de werking van het openbaar ministerie.

Van onze kant zijn wij bereid de verplichtingen die wij tegenover de gemeenschap hebben, op een optimale wijze te vervullen, op voorwaarde dat ons daartoe ook de nodige middelen en structuren worden verschaft.

Het ontwerp dat nu voorligt, schept bijgevolg naar de toekomst toe heel wat verwachtingen.

## 2. Gedachtewisseling

Een lid wenst nadere toelichting over de gevallen waarin de minister volgens procureur-generaal Schins geen doorslaggevende stem heeft.

De heer Schins verwijst hier naar de krachtlijnen van het ontwerp. Er zijn grosso modo vier aangelegenheden waarmee het college zich zal inlaten.

L'un des ensembles de compétences donne lieu à une concertation avec le ministre de la Justice au sujet des lignes générales de la politique criminelle (art. 143<sup>ter</sup> du projet).

Jusqu'à ce jour, l'on admet que le ministre de la Justice peut fournir des directives générales et adresser des recommandations à tous les agents du ministère public. Le ministre exerce en l'occurrence une compétence qui lui est propre et il continuera à l'exercer à l'avenir. Le ministre consulte donc le collège au sujet de ces directives générales, mais il lui appartient de prendre les décisions. Le collège donne un avis.

Peu importe donc que les cinq procureurs généraux soient ou non d'accord puisque c'est le ministre de la Justice qui dispose finalement du pouvoir de décision.

La situation est différente pour ce qui est de l'application de ces directives générales. À cet égard, les procureurs généraux reprennent leurs compétences spécifiques de responsables de l'exercice du ministère public à l'intérieur de leur ressort.

Sous ce rapport, le ministre de la Justice ne peut pas se substituer à ces procureurs généraux, sinon il s'arrogerait, selon M. Schins, des compétences qui ne lui reviennent pas.

La loi prévoit qu'il faut un consensus pour que l'on puisse prendre des décisions en la matière.

Le ministre ne peut prendre aucune décision au nom du collège s'il constate qu'aucun consensus ne se dégage au sein de celui-ci en ce qui concerne l'exécution de ces directives générales. Il peut essayer, dans ce cas, de se poser en médiateur, il peut faire réexaminer le problème en question par l'administration, formuler de nouvelles propositions, et adapter éventuellement les directives générales qui semblent être inapplicables.

M. Schins illustre ces propos au moyen d'un exemple concret, à savoir celui du retrait immédiat du permis de conduire.

Le ministre de la Justice peut constater qu'une politique générale s'impose en la matière. Il lui appartient même de charger le collège, en termes généraux, d'élaborer des directives respectant certains critères généraux. Par contre, il ne lui appartient pas — selon l'interprétation personnelle de M. Schins — de décider qu'il faut retirer le permis de conduire pour une durée de huit jours en cas de dépassement du taux d'alcoolémie de x pour mille. Dans ce cas concret, il y a simplement lieu d'appliquer concrètement la loi pénale, pour laquelle seul le ministère public est compétent.

Le ministre de la Justice n'a pas le pouvoir de définir les modalités concrètes en question, lorsque les

Eén van deze takenpakketten is overleg met de minister van Justitie omtrent de algemene lijnen van het strafrechtelijk beleid (art. 143<sup>ter</sup> van het ontwerp).

Tot op heden wordt erkend dat de minister van Justitie aan alle ambtenaren van het openbaar ministerie algemene richtlijnen kan verstrekken en aanbevelingen kan doen. De minister oefent hier een eigen bevoegdheid uit en zal deze in de toekomst ook blijven uitoefenen. De minister consulteert dus het college over die algemene richtlijnen, maar het komt de minister toe de beslissingen te treffen. Het college geeft een advies.

Of de vijf procureurs-generaal het hiermee eens of oneens zijn, speelt dus geen enkele rol, vermits de minister van Justitie de uiteindelijke beslissingsbevoegdheid heeft.

De situatie ligt anders wanneer het gaat om de uitvoering van die algemene richtlijn. Dan hernemen de procureurs-generaal hun specifieke bevoegdheid als verantwoordelijken voor de uitoefening van het openbaar ministerie binnen hun ressort.

Hier kan de minister van Justitie zich niet in de plaats stellen van die procureurs-generaal, omdat hij zich dan, volgens de heer Schins, bevoegdheden zou toe-eigenen die hem niet toekomen.

Om tot besluitvorming te komen op die punten, bepaalt de wet dat er consensus moet bestaan.

Indien de minister zou vaststellen dat er voor de uitvoering van die algemene richtlijnen binnen het college geen consensus bestaat, kan hij niet beslissen in naam van het college. Hij kan dan trachten te bemiddelen, de problematiek opnieuw doen bestuderen door de administratie en nieuwe voorstellen formuleren, en de algemene richtlijnen die niet uitvoerbaar lijken, eventueel aanpassen.

De heer Schins verduidelijkt dit aan de hand van een concreet voorbeeld, met name de onmiddellijke intrekking van het rijbewijs.

De minister van Justitie kan vaststellen dat er nood is aan een algemeen beleid terzake. Het komt hem zelfs in algemene termen toe aan het college op te dragen richtlijnen uit te vaardigen die voldoen aan enkele algemene criteria. Het komt de minister van Justitie niet toe, volgens de persoonlijke interpretatie van de heer Schins, te bepalen dat er een intrekking van het rijbewijs moet zijn van acht dagen bij overschrijding van een alcoholemie van promille. Dit is de concrete toepassing van de strafwet, waarvoor enkel het openbaar ministerie bevoegd is.

Wanneer de procureurs-generaal het niet eens zijn over die concrete modaliteiten, dan krijgt de minister

procureurs généraux ne parviennent pas à s'accorder sur celles-ci. Il fera, dans ce cas, de nouvelles suggestions qu'il soumettra au collège.

Le membre estime que cette question est fondamentale et qu'elle s'inscrit dans la problématique plus générale de l'injonction négative. C'est une question de principe de connaître les limites du pouvoir d'injonction négative.

Il renvoie à ce sujet à la théorie de M. Hayoit de Termicourt, droit prétorien généralement admis, qui définit cette politique.

Il ressort de l'exemple précis que le ministre de la Justice n'a pas de droit d'injonction négative.

L'intervenant pose la question de savoir si le procureur général a ce droit, s'il a la possibilité d'interdire à un procureur du Roi ou un avocat-général de poursuivre.

M. Schins répond qu'il y a deux avis en la matière.

Selon l'avis dominant, la relation entre le ministre de la Justice et les procureurs généraux est identique à la relation entre les procureurs généraux et les procureurs du Roi. Cela signifie concrètement que le procureur général ne peut pas adresser d'injonction négative au procureur du Roi. C'est, toutefois, un point de vue que l'on critique sur la base des arguments suivants.

Aux termes de l'article 143 du Code judiciaire, le procureur général est responsable de l'exercice des fonctions du ministère public près les cours et tribunaux de son ressort. L'on pourrait en déduire qu'il disposerait également, dans certains cas, du pouvoir d'interdire l'exercice de l'action publique.

M. Schins privilégie le point de vue habituel et estime qu'un pouvoir d'interdire ne serait pas une chose saine, étant donné que les procureurs généraux sont en fin de compte responsables de l'application de la loi pénale et non pas de sa non-application.

Le membre étend ce débat aux tâches spécifiques (par exemple toxicomanie) qui peuvent être attribuées à certains membres du collège, ce qui résulte en une interférence du procureur général dans une politique d'extension nationale, qui dépasse donc le cadre de son ressort.

Le procureur général pourrait ainsi prendre des décisions vis-à-vis des magistrats nationaux.

Le membre se demande si le procureur général a besoin d'une décision du collège, par consensus, pour ces interventions. Si cela n'est pas le cas, il aurait des prérogatives que le ministre de la Justice n'a pas.

van Justitie niet de bevoegdheid die leemte op te vullen, maar zal hij wel nieuwe suggesties formuleren en deze voorleggen aan het college.

Het lid meent dat deze kwestie fundamenteel is en dat zij in de meer algemene problematiek van de negatieve injunctie past. Het bepalen van de grenzen van de negatieve injunctie is een principiële aangelegenheid.

Hij verwijst in dit verband naar de theorie van de heer Hayoit de Termicourt die dit beleid definieert: het zou een algemeen aanvaarde rechterlijke bevoegdheid betreffen.

Uit het aangehaalde voorbeeld blijkt dat de minister geen negatief injunctierecht heeft.

Spreker vraagt of de procureur-generaal dit recht heeft, of hij de mogelijkheid heeft om een procureur des Konings of een advocaat-generaal te verbieden vervolging in te stellen.

De heer Schins antwoordt dat hierover twee meningen bestaan.

De overheersende mening luidt dat de verhouding tussen de minister van Justitie en de procureurs-generaal dezelfde is als die tussen de procureurs-generaal en de procureurs des Konings. Dit betekent concreet dat de procureur-generaal geen negatief injunctierecht heeft tegenover de procureur des Konings. Deze mening wordt echter aangevochten op basis van volgende argumenten.

Artikel 143 van het Gerechtelijk Wetboek stelt dat de procureur-generaal de verantwoordelijkheid draagt voor de uitoefening van het openbaar ministerie bij de hoven en rechtbanken van zijn ressort, waaruit men zou kunnen afleiden dat hij in bepaalde gevallen ook de bevoegdheid zou hebben verbod uit te oefenen om de strafvordering in te stellen.

De heer Schins verkiest de gangbare mening en vindt het niet gezond verbod op te leggen omdat de procureurs-generaal uiteindelijk verantwoordelijkheid dragen voor de toepassing van de strafwet en niet voor de niet-toepassing van de strafwet.

Het lid verruimt dit debat tot de specifieke taken (bijvoorbeeld drugsverslaving) die aan bepaalde leden van het college toegekend kunnen worden, wat meebrengt dat de procureur-generaal zich mengt in een beleid van nationale omvang dat dus het kader van zijn rechtsgebied overschrijdt.

De procureur-generaal zou zo beslissingen kunnen nemen ten aanzien van de nationaal magistraten.

Het lid vraagt zich af of de procureur-generaal voor dit optreden een bij consensus genomen beslissing van het college nodig heeft. Indien dat niet het geval is, zou hij bevoegdheden hebben waarover de minister van Justitie niet beschikt.

S'il y a, au sein du collège des procureurs généraux, des répartitions de compétences qui font qu'un procureur général doit veiller à l'application d'une politique nationale, quelles seront exactement les prérogatives de ce magistrat? Quelles sont les limites de sa compétence?

Selon Mme Thily, le procureur général reviendrait devant le collège.

La répartition des tâches est uniquement une question de préparation du dossier. Les décisions sont prises par le collège, par consensus.

M. Schins établit un parallélisme avec l'état actuel des choses.

Il n'est plus efficace que chaque procureur général s'occupe chaque jour des mêmes problèmes; il faut dès lors que les cinq procureurs généraux répartissent les divers domaines entre eux. En fait, il leur appartient de recueillir de la documentation, d'élaborer un projet d'avis, d'assurer la gestion journalière, d'accomplir un travail préparatoire.

Le procureur général en question ne dispose cependant pas du pouvoir de décision; il soumettra une proposition élaborée à l'assemblée plénière du collège.

Dans le cas, par exemple, de la politique en matière de stupéfiants, le procureur général chargé de cette matière ne pourra pas se permettre de déterminer à l'extérieur quelle politique le collège suivra en la matière, à moins qu'il n'y ait eu concertation préalable avec le collège et que celui-ci ait donné son accord et ait chargé le procureur général de faire savoir cette politique au public.

Un membre fait ensuite les deux remarques suivantes:

L'intervenant estime en premier lieu qu'il faudra préciser le dernier alinéa de l'article 2, § 5, plus particulièrement les termes «après concertation avec le collège». C'est surtout le texte français qui est confus parce qu'il donne l'impression que l'arrêté royal peut être pris «après concertation avec le collège».

Sa deuxième remarque s'adresse à la procureur générale, Mme Thily, à laquelle il précise que le rapport annuel ne constitue qu'un élément documentaire du contrôle externe. D'après l'intervenant, il faudra encore débattre longuement du contenu de ce contrôle externe.

L'intervenant pose encore deux questions spécifiques.

Il remarque en premier lieu que, dans l'énumération des mesures qui peuvent être prises par le ministre de la Justice, M. Schins est passé assez vite sur le mot «nécessaires» (art. 2, § 3). L'intervenant aimerait

Indien binnen het college van procureurs-generaal overgegaan wordt tot een verdeling van bevoegdheden zodat een procureur-generaal moet toezien op de uitvoering van een nationaal beleid, welke zijn dan juist de bevoegdheden van deze magistraat? Waar liggen de grenzen van zijn bevoegdheid?

Volgens mevrouw Thily zou de procureur-generaal opnieuw voor het college komen.

De taakverdeling is slechts een kwestie van voorbereiding van het dossier. De beslissingen worden bij consensus genomen door het college.

De heer Schins verwijst naar een parallellisme met de huidige gang van zaken.

Het is niet meer efficiënt dat elke procureur-generaal dagelijks met dezelfde problematiek bezig is; de domeinen moeten aldus onder de vijf procureurs-generaal worden afgebakend. In werkelijkheid komt dit neer op het verzamelen van documentatie, op het uitwerken van een ontwerp van standpunt, het dagelijks beheer, de voorbereiding.

De betrokken procureur-generaal heeft echter geen beslissingsbevoegdheid, hij zal een uitgewerkt voorstel voorleggen aan de voltallige vergadering van het college.

In bijvoorbeeld het beleid inzake verdovende middelen zal de met deze problematiek belaste procureur-generaal zich niet kunnen veroorloven naar buiten uit te bepalen welk beleid het college terzake zal voeren, zonder voorafgaand overleg en akkoord van het college en de opdracht van het college dit beleid openbaar kenbaar te maken.

Vervolgens maakt een lid volgende twee opmerkingen:

Ten eerste is deze spreker van oordeel dat het laatste lid van artikel 2, § 5, «na overleg met het college» zal moeten worden verduidelijkt. Vooral de Franse tekst, waar men de indruk heeft dat het koninklijk besluit kan worden getroffen «na overleg met het college» is verwarrend.

Een tweede opmerking t.a.v. mevrouw de procureur-generaal Thily is dat het jaarlijks verslag slechts één documentair element is van de externe controle. Volgens dit lid zal nog een lang debat volgen over de inhoud van die externe controle.

Tevens stelt dit lid nog twee specifieke vragen.

Ten eerste merkt hij op dat de heer Schins bij de opsomming van de maatregelen die door de minister van Justitie kunnen worden genomen, nogal snel over het woord «noodzakelijke» is gestapt (art. 2, § 3).

savoir quelle est, ici, la finalité exacte de ce mot. Selon l'interprétation de M. Schins, ce terme implique que l'on essaie malgré tout d'aboutir à un consensus.

L'intervenant estime cependant que les « mesures nécessaires » peuvent également être des mesures traduisant la finalité des lignes directrices visées à l'article 143<sup>ter</sup>.

La dernière question que pose l'intervenant concerne les rapports qu'entretiennent le collège des procureurs généraux et le procureur général près la Cour de cassation (voir l'art. R.W. — arrêt Vermeulen). De quelle façon les procureurs généraux présents conçoivent-ils ces rapports ?

Selon un autre membre, il s'agit, du point de vue politique, des principes qui sous-tendent la réforme. L'interprétation qu'il donne de l'exposé de M. Schins est que le projet de loi institutionnalise en fait essentiellement la pratique existante, et que cette institutionnalisation fournit une base juridique suffisante et donne davantage de possibilités pour soutenir la mise en œuvre du processus décisionnel.

C'est sur ce point qu'a lieu la discussion politique : certains estiment en effet que, si le ministre de la Justice est responsable politiquement devant le Parlement, cela signifie qu'il a la responsabilité politique en ce qui concerne la politique de recherche et de poursuite; or, l'on ne peut être responsable d'un point de vue politique si l'on ne dispose pas de la compétence en la matière.

La même discussion a lieu aux Pays-Bas, où elle s'est très largement traduite en un droit d'injonction négative, également à l'égard de cas individuels.

L'intervenant estime qu'il n'est pas nécessaire d'en arriver là et que le ministère public doit conserver, dans les cas individuels, son rôle de magistrat.

Le problème se pose toutefois sur le plan des lignes directrices générales relatives à la politique criminelle et à l'instruction. L'exposé de M. Schins était extrêmement nuancé et l'intervenant a compris que, sur le plan politique, c'est le ministre de la Justice qui détermine la politique générale, mais qu'un consensus doit se dégager au sein du collège des procureurs généraux concernant l'exécution concrète de celle-ci; si aucun consensus ne se dégage, le ministre peut jouer le rôle de médiateur pour essayer d'atteindre ce consensus.

Se pose, inévitablement, le problème de la responsabilité politique. En effet, en l'absence de consensus, une politique de poursuite déterminée ne peut être exécutée, de sorte que le Parlement n'a pas la possibilité de demander des comptes aux procureurs généraux.

L'intervenant est d'accord sur cette conclusion, mais se demande s'il ne faut pas la préciser.

Het lid wenst te weten welke hier de precieze finaliteit is van het woord « noodzakelijke ». Volgens de interpretatie van de heer Schins slaat dit op de poging om toch een consensus te bereiken.

Volgens het lid kunnen dit echter ook maatregelen zijn om de finaliteit van de richtlijnen die in artikel 143<sup>ter</sup> worden bedoeld tot uiting te brengen.

De laatste vraag van dezelfde spreker betreft de verhouding tussen het college van procureurs-generaal en de procureur-generaal bij het Hof van Cassatie (zie art. R.W. — arrest Vermeulen). Hoe zien de aanwezige procureurs-generaal deze verhouding ?

Volgens een ander lid gaat het, politiek gesproken, over de achterliggende uitgangspunten van de hervorming. Hij interpreteert de uiteenzetting van de heer Schins zodanig dat het wetsontwerp in feite hoofdzakelijk de bestaande praktijk institutionaliseert; door die institutionalisering komt er een voldoende juridische onderbouw en worden de mogelijkheden om de uitvoering van de besluitvorming verder te ondersteunen vergroot.

Op dit vlak situeert zich het punt waarover politieke discussie ontstaat, omdat volgens sommigen de politieke verantwoordelijkheid van de minister van Justitie voor het Parlement betekent dat hij de politieke verantwoordelijkheid heeft voor het opsporings- en vervolgingsbeleid en dat er geen sprake van politieke verantwoordelijkheid kan zijn indien men niet de bevoegdheid dienaangaande heeft.

In Nederland bestaat dit discussiepunt ook en wordt dit zeer ruim verwoord in een negatief injunctierecht ook ten aanzien van individuele gevallen.

Volgens spreker is dit niet nodig en moet de magistraat-rechtelijke rol van het openbaar ministerie in individuele gevallen worden behouden.

Op het vlak van de algemene richtlijnen in verband met het strafbeleid en het strafonderzoek stelt de problematiek zich wel. De uiteenzetting van de heer Schins was bijzonder genuanceerd en politiek vertaald heeft dit lid begrepen dat de minister van Justitie het algemeen beleid vaststelt, terwijl over de concrete uitvoering een consensus moet bestaan binnen het college van procureurs-generaal, en als deze niet wordt bereikt, kan de minister bemiddelend optreden om te zien hoe hij die consensus kan bereiken.

Dit stelt onvermijdelijk het probleem van de politieke verantwoordelijkheid. Een bepaald vervolgingsbeleid is aldus immers niet uitvoerbaar, wegens een gebrek aan consensus, waarvoor het Parlement de procureurs-generaal niet ter verantwoording kan roepen.

Het lid gaat hiermee akkoord, maar vraagt zich af of dit niet moet worden gepreciseerd.



Un autre membre revient sur l'exemple de M. Schins en ce qui concerne le retrait immédiat du permis de conduire.

Qu'est-ce qui se passe en cas de non-accord d'un procureur général sur le degré d'alcool nécessaire pour le retrait; quel en est le suivi?

Est-ce que chaque ressort suit sa politique?

Mme Thily réplique que la politique criminelle doit être en danger pour que le ministre prenne des mesures nécessaires (art. 143bis, § 3), donc pas nécessairement s'il n'y a pas de consensus.

Dans le cas de l'exemple cité, un membre pousse plus loin le raisonnement du préopinant et constate que l'on pourrait en arriver à une situation où le ministre définit les lignes directrices générales, selon lesquelles il est nécessaire de retirer le permis de conduire à partir d'un taux à préciser d'alcool dans le sang, sans que ce taux soit défini concrètement; si bien qu'en l'absence de consensus, il se pourrait que, dans le ressort d'un procureur général, il faille un taux d'alcool double par rapport aux autres ressorts avant que l'on ne procède au retrait du permis.

L'intervenant répète que Mme Thily répond à cela que le ministre peut uniquement prendre des mesures si la politique criminelle est en danger. Faisant suite aux propos du préopinant, l'intervenant pose cependant le problème de la responsabilité politique du ministre à l'égard du Parlement, étant donné que l'alcoolisme a une grande influence sur le comportement des conducteurs. Le ministre devra-t-il rendre des comptes au Parlement, et peut-il, dans ce cas, invoquer le fait qu'il a élaboré des lignes directrices générales, qui n'ont toutefois pas été appliquées par manque de consensus?

D'après le ministre, ce débat est bien entendu crucial, et il estime que l'exposé de M. Schins présente un intérêt tout d'abord en ce qui concerne la méthode. Celle qui consiste à laisser le ministre de la Justice élaborer les lignes directrices générales et à en confier le contenu aux procureurs généraux, est bonne. Il n'appartient pas au ministre de mettre le schéma au point, mais il vaut mieux, dans une vision politique élargie, charger le collège de mettre au point les lignes directrices arrêtées par le politique.

Ici se pose, bien entendu, la question de la ligne de démarcation entre la politique générale et la politique individuelle. Selon le ministre, le fait que le ministre fixe la politique générale et ne doit pas intervenir dans les affaires liées aux dossiers ne donne lieu à aucune discussion. Le problème se situe dans la détermination de la catégorie: générale ou individuelle.

Le ministre estime qu'actuellement deux raisonnements l'emportent. D'une part, l'hypothèse de l'absence de consensus au sein du collège. Le ministre

Een ander lid komt terug op het voorbeeld van de heer Schins betreffende de onmiddellijke intrekking van het rijbewijs.

Wat gebeurt er indien een procureur-generaal niet akkoord gaat met het vereiste alcoholgehalte om het rijbewijs in te trekken; op welke wijze wordt hieraan gevolg gegeven?

Volgt elke rechtsgebied zijn beleid?

Mevrouw Thily antwoordt dat het strafrechtelijk beleid in gevaar moet zijn vooraleer de minister de nodige maatregelen neemt (art. 143bis, § 3), dus niet noodzakelijk wanneer er geen consensus bestaat.

Een lid trekt de redenering van het vorig lid in het gegeven voorbeeld door en stelt vast dat men tot een situatie zou kunnen komen waarbij de minister richtlijnen geeft waarbij hij in een algemene visie oordeelt dat het intrekken van het rijbewijs vanaf een nader te bepalen alcoholpercentage in het bloed noodzakelijk is, zonder het gehalte concreet te bepalen, en dat, bij gebrek aan consensus, in het ressort van één procureur-generaal slechts tot intrekking wordt overgegaan bij een dubbel gehalte dan in de andere ressorten.

De spreker herhaalt dat mevrouw Thily hierop antwoordt dat de minister slechts maatregelen kan nemen indien het strafbeleid gevaar loopt. Maar aansluitend bij het vorig lid, stelt de spreker dan de vraag naar de politieke verantwoordelijkheid van de minister t.o.v. het Parlement met betrekking tot de grote invloed van het alcoholisme op het weggedrag. Zal de minister ter verantwoording worden geroepen voor het Parlement en kan hij dan verwijzen naar het feit dat hij algemene richtlijnen heeft uitgevaardigd, die niet werden toegepast bij gebrek aan consensus.

Volgens de minister is dit uiteraard een cruciaal debat en acht hij de uiteenzetting van de heer Schins in eerste instantie belangrijk naar de methode toe. De methode, de algemene richtlijnen te laten uitwerken door de minister van Justitie en de invulling te laten gebeuren door de procureurs-generaal, is goed. Het is niet aan de minister het schema uit te werken, maar vanuit een brede politieke visie is het best opdracht te geven aan het college, de politiek bepaalde richtlijnen uit te werken.

Uiteraard stelt zich hier de vraag naar de grens tussen het algemeen en het individueel beleid. Er bestaat, volgens de minister, geen discussie over het feit dat de minister het algemeen beleid bepaalt, noch over het feit dat de minister niet moet tussenkomen in dossiergebonden zaken. Het probleem situeert zich op het vlak van het bepalen van de categorie, algemeen of individueel.

De minister is van oordeel dat er op dat ogenblik twee redeneringen op de voorgrond treden. Enerzijds is er de hypothese waar er geen consensus is binnen

a alors le droit d'initiative, la mission de prendre les mesures nécessaires. D'autre part, il peut également intervenir dans l'hypothèse du consensus, lorsqu'il constate que la politique criminelle est mise en péril.

Il s'agit ici de peser en permanence le pour et le compte, d'appliquer le système des freins et contrepoids, car une règle satisfaisante n'existe pas. Il est, d'après lui, impossible de tracer avec précision la ligne de démarcation exacte; l'ensemble est mouvant.

Le ministre assume alors chaque fois la responsabilité politique.

Le ministre explique ensuite son point de vue concernant la définition des « mesures nécessaires ».

Il estime que cette notion doit être interprétée au sens large, c'est plus qu'une médiation. Le ministre peut aller plus loin et une sanction frappant un des procureurs généraux sur le plan disciplinaire peut même en résulter. L'intervention du ministre peut être active chaque fois qu'elle est nécessaire pour réaliser la politique criminelle.

Mme Thily intervient dans le sens qu'il s'agit ici du pouvoir d'injonction positive du ministre. Il peut intervenir et obliger un procureur général à suivre une certaine directive.

Un membre estime qu'il n'est pas toujours facile de définir le champ d'injonction positive et négative, (par exemple, si le procureur intervient nettement trop vite pour le retrait du permis de conduire en cas d'alcoolémie de, par exemple, 0,5 pour mille).

Enfin, le ministre précise encore qu'il aura une compétence plus explicite si ces « mesures nécessaires » sont rendues contraignantes à l'égard de tous les membres du ministère public.

Un commissaire réitère ensuite sa question relative aux relations entre le collège des procureurs généraux et le procureur général près la Cour de cassation.

M. Schins répond que le projet de loi en discussion ne prévoit aucune modification de l'article 400 du Code judiciaire, ce qui implique que les relations juridiques actuelles subsisteront.

L'article 400 du Code judiciaire ne dispose pas, par exemple, que le procureur général près la Cour de cassation exerce sa surveillance sur le collège des procureurs généraux.

Le même commissaire ajoute une nuance, à savoir que les décisions du collège seront obligatoires pour tous les membres du ministère public et que si l'article 400 reste inchangé, le procureur général près la Cour

het college. Dan heeft de minister het initiatiefrecht, de opdracht om de noodzakelijke maatregelen te treffen. Anderzijds is de minister ook van oordeel dat hij eveneens kan tussenkomen indien er wel consensus is, maar als hij vaststelt dat het strafrechtelijk beleid in het gedrang komt.

Het betreft hier een voortdurend afwegen, een spel van checks en balances; een sluitende regel bestaat er niet. De juiste scheidingslijn haarfijn vastleggen is volgens de minister onmogelijk; het is een bewegend geheel.

De minister heeft dan telkens de politieke verantwoordelijkheid.

Vervolgens verduidelijkt de minister zijn standpunt met betrekking tot de definitie van de « noodzakelijke maatregelen ».

De minister meent dat dit ruim te interpreteren is, het is meer dan een bemiddeling. De minister kan verder gaan en het kan zelfs leiden tot een sanctie van één van de procureurs-generaal op tuchtrechtelijk vlak. De tussenkomst van de minister kan actief zijn, telkens deze noodzakelijk is om het strafrechtelijk beleid te verwezenlijken.

Volgens mevrouw Thily gaat het hier om een positief injunctierecht van de minister. Hij kan ingrijpen en een procureur-generaal ertoe verplichten een of andere richtlijn te volgen.

Een lid meent dat het niet altijd gemakkelijk is het toepassingsgebied van de positieve en negatieve injunctie te bepalen (bijvoorbeeld wanneer de procureur duidelijk te snel optreedt om bij een alcoholgehalte van bijvoorbeeld 0,5 promille het rijbewijs in te trekken).

Tenslotte preciseert de minister nog dat hij een explicietere bevoegdheid krijgt door het afdwingbaar maken van die « noodzakelijke maatregelen » ten opzichte van alle leden van het openbaar ministerie.

Een lid herhaalt vervolgens zijn vraag naar de verhouding tussen het college van procureurs-generaal en de procureur-generaal bij het Hof van Cassatie.

De heer Schins antwoordt dat het voorgelegde wetsontwerp geen wijziging bevat van artikel 400 van het Gerechtelijk Wetboek, hetgeen impliceert dat de actuele juridische verhoudingen zullen blijven bestaan.

Artikel 400 van het Gerechtelijk Wetboek bepaalt bijvoorbeeld niet dat de procureur-generaal van het Hof van Cassatie toezicht uitoefent op het college van procureurs-generaal.

Hetzelfde lid voegt hier volgende nuance aan toe, met name dat de beslissingen van het college bindend zullen zijn voor alle leden van het openbaar ministerie en dat, indien artikel 400 niet wordt gewijzigd, de

de cassation ne pourra plus exercer sa surveillance sur les procureurs généraux dans la mesure où ceux-ci exécutent les décisions du collège.

Un autre membre revient sur la répartition des tâches entre les différents procureurs généraux en vue de la préparation des dossiers.

Il craint à ce sujet l'influence prépondérante du procureur général qui prépare le projet: la personnalité de ce dernier va se sentir très fort dans la décision finale. On risque ainsi de méconnaître la diversité de la réflexion.

L'intervenant suivant se réjouit que l'on fasse la clarté sur le fonctionnement du collège des procureurs généraux. Il a par ailleurs le sentiment qu'on laisse passer en l'occurrence une chance d'établir plus clairement les responsabilités du pouvoir exécutif. Il estime que le projet en discussion devrait aller plus loin et que la responsabilité devrait être assumée par un élu, de préférence un membre du pouvoir exécutif, étant donné que la politique en matière de poursuites concerne tous les citoyens. Le contrôle externe à exercer à l'occasion du rapport annuel visé à l'article 2, § 7, ne suffit pas. L'intervenant renvoie, à cet égard, au dossier «Rebel».

Un sénateur demande des éclaircissements sur ce qui se produirait en cas de tensions entre le ministre et le collège des procureurs généraux.

Il estime qu'il ne sera pas toujours facile, pour le ministre, de prendre des mesures contraignantes.

Il demande d'abord aux procureurs généraux présents s'ils peuvent imaginer que l'on puisse mener, dans une circonscription, une politique différente de la politique qui est suivie dans une autre.

Ensuite, il formule une remarque politique concernant le projet dans son ensemble. Il reste un secteur très étendu dans le cadre duquel les autorités doivent elles-mêmes être contrôlées, d'une part, et les dirigeants, l'ordre judiciaire ou le monde politique peuvent avoir des points de vue opposés, d'autre part. L'intervenant estime qu'il y a lieu de prévoir une exception à cet égard et d'accorder au collège des procureurs généraux une très large compétence, même si elle ne correspond pas en tout point à la vision politique.

Enfin, le sénateur pose une question concernant le domaine des compétences régionales et l'autorité que le ministre fédéral de la Justice peut avoir en ce qui concerne ces matières régionales.

Un membre demande comment les procureurs généraux estiment pouvoir être le mieux informés des

procureur-général van het Hof van Cassatie geen toezicht meer kan uitoefenen op de procureurs-generaal, in zoverre zij beslissingen van het college uitvoeren.

Een ander lid komt terug op de taakverdeling tussen de verschillende procureurs-generaal met het oog op de voorbereiding van de dossiers.

Hij vreest in dit verband de doorslaggevende invloed van de procureur-generaal die het ontwerp voorbereidt: de persoonlijkheid van deze laatste zal zeer sterk doorwegen in de uiteindelijke beslissing. Het gevaar bestaat dat de verschillende facetten van de bezinning miskend worden.

Een volgend lid meent dat het een goede zaak is dat er klaarheid wordt geschapen over de werking van het instituut van het college van procureurs-generaal. Anderzijds heeft hij het gevoel dat men hier een kans laat liggen om de verantwoordelijkheid van de uitvoerende macht duidelijker vast te leggen. Dit ontwerp zou volgens deze spreker verder moeten gaan en de verantwoordelijkheid moet, aangezien het vervolgingsbeleid alle burgers raakt, gedragen worden door een verkozene, voornamelijk van de uitvoerende macht. De externe controle naar aanleiding van het jaarlijks verslag, als bepaald in artikel 2, § 7, is niet voldoende. In dit kader verwijst het lid naar het dossier «Rebel».

Een senator vraagt verduidelijking over wat gebeurt bij spanningen tussen de minister en het college van procureurs-generaal.

Het zal volgens deze spreker niet altijd gemakkelijk zijn voor de minister afdwingbare maatregelen op te leggen.

Hij vraagt aan de aanwezige procureurs-generaal of zij het zich kunnen inbeelden dat er in het ene rechtsgebied een ander beleid wordt gevoerd dan in het andere.

Ten tweede uit de senator een politieke opmerking over het ontwerp in zijn geheel. Er blijft het zeer brede vlak waar de overheid zelf moet worden gecontroleerd en waar men tegengestelde standpunten kan krijgen vanuit het beleid, vanuit de rechtsorde, dan wel in de politieke wereld. Volgens deze spreker moet hier een uitzondering worden gemaakt en moet men aan het college van procureurs-generaal een zeer brede bevoegdheid geven die niet altijd overeenkomt met de politieke visie.

In de derde plaats stelt de senator een vraag over het domein van de gewestbevoegdheden en het mogelijke gezag van de federale minister van Justitie over deze gewestmateries.

Een lid vraagt hoe de procureurs-generaal naar eigen mening het best geïnformeerd kunnen worden

éléments de la politique criminelle. Sont-ils en mesure d'avoir tous les éléments pour prendre des mesures en connaissance de cause et quels sont leurs moyens ?

Un autre membre renvoie dans cette optique à sa question sur les possibilités des procureurs généraux d'avoir une information convenable, notamment en matière de classement sans suite des affaires.

Mme Thily répond qu'il existe dans chaque ressort la conférence avec les procureurs du Roi. À Liège, une réunion est prévue chaque mois. Mme Thily confirme que le procureur général reçoit de cette manière également l'information statistique des classements de dossiers.

Un membre demande comment on pourrait assurer une conjonction de toutes les informations au niveau fédéral, vu que le collège des procureurs généraux constitue une structure fédérale.

Le ministre précise que l'information n'est pas seulement transmise par les procureurs du Roi, mais qu'il existe également des statistiques (par exemple au sein des services de la politique criminelle), des études faites par les avocats généraux, etc.

Un membre demande quels sont les rapports du collège des procureurs généraux avec les magistrats nationaux, et plus précisément si cette collaboration se déroule dans de bonnes conditions et si le texte du projet est suffisamment explicite à cet égard.

Mme Thily estime que cette collaboration ne pose aucun problème et que les magistrats nationaux ont des contacts privilégiés avec le doyen du collège des procureurs généraux.

Le problème le plus crucial était, selon Mme Thily, de connaître les relations entre les procureurs du Roi et les magistrats nationaux. Jusqu'à présent aucun problème ne s'est posé.

Le texte lui semble suffisant au niveau des rapports entre le collège des procureurs généraux et les magistrats nationaux.

Un autre membre souhaite obtenir des précisions concernant l'article 2, § 4, qui prévoit que le collège peut charger des avocats généraux de fonctions de soutien. Il se demande s'il est utile de limiter ces possibilités aux avocats généraux et s'il ne faudrait pas pouvoir charger de ces fonctions d'autres membres du ministère public, au niveau des arrondissements.

M. Schins déclare qu'il ne voit aucune objection à ce que l'on étende le champ d'application du texte à l'ensemble des membres du ministère public. Selon lui, le texte se fonde sur la situation actuelle, et ce paragraphe permet de faire la distinction entre, d'une part, les magistrats nationaux et, d'autre part, une

over de gegevens van het strafrechtelijk beleid. Kunnen ze alle gegevens verkrijgen om met kennis van zaken maatregelen te nemen? En wat zijn hun middelen?

Een ander lid verwijst in dit verband naar zijn vraag over de mogelijkheden van de procureurs-generaal om juiste informatie te ontvangen, met name inzake het seponeren van dossiers.

Mevrouw Thily antwoordt dat in elk rechtsgebied de vergadering met de procureurs des Konings bestaat. Te Luik wordt maandelijks een vergadering belegd. Mevrouw Thily bevestigt dat de procureur-generaal op deze wijze eveneens statistische informatie ontvangt over het seponeren van dossiers.

Een lid vraagt hoe men al deze informatie op nationaal vlak kan samenbrengen aangezien het college van procureurs-generaal een federale structuur is.

De minister merkt op dat de informatie niet alleen doorgezonden wordt door de procureurs des Konings maar dat er eveneens statistieken bestaan (bijvoorbeeld binnen de diensten van het strafrechtelijk beleid), studies van de advocaten-generaal, enz.

Een lid vraagt hoe de verhouding is tussen het college van procureurs-generaal en de nationaal magistraten, en in het bijzonder of deze samenwerking in gunstige omstandigheden verloopt. Ook vraagt hij of de tekst van het ontwerp dienaangaande voldoende duidelijkheid verschaft.

Mevrouw Thily meent dat deze samenwerking geen enkel probleem meebrengt en dat de nationaal magistraten geprivilegieerde contacten onderhouden met de deken van het college van procureurs-generaal.

De cruciale vraag is volgens mevrouw Thily welke relaties er bestaan tussen de procureurs des Konings en de nationaal magistraten.

De tekst volstaat naar haar mening wat de verhouding tussen de procureurs-generaal en de nationaal magistraten betreft.

Een ander lid wenst verduidelijking over artikel 2, § 4, dat bepaalt dat het college advocaten-generaal kan belasten met beleidsondersteunende opdrachten. Hij vraagt zich af of het nuttig is deze mogelijkheden te beperken tot de advocaten-generaal en of er geen andere leden van het openbaar ministerie, op het niveau van de arrondissementen, hiermee zouden kunnen worden belast.

De heer Schins oppert geen enkel bezwaar de tekst uit te breiden tot alle leden van het openbaar ministerie. Volgens hem is de tekst gebaseerd op de huidige toestand en biedt die paragraaf een uitweg om een onderscheid te maken tussen enerzijds de nationaal magistraten en anderzijds een aantal mensen die een

série de personnes ayant une expertise particulière au niveau national (par exemple, M. Timperman en matière d'hormones).

Selon le ministre, l'on a rédigé cet article en tenant compte de la volonté de responsabiliser le personnel des parquets généraux et de le faire participer à cette politique. L'on a fait volontiers une distinction et la prochaine étape sera d'organiser l'enquête et les poursuites au niveau de la première instance.

Le membre comprend les propos du ministre, mais il constate que l'on pourrait tout aussi bien tenir compte de la spécialisation de certains arrondissements, par exemple, dans les trafics des pourvoyeurs de main-d'œuvre ou dans le trafic d'hormones.

Le ministre répond ensuite au membre qui estime que le présent projet de loi ne va pas suffisamment loin et que le ministre devrait intervenir davantage et plus directement. Tout résulte d'un choix politique selon lequel le ministre ne doit pas suivre de dossiers individuels. Le ministre estime que ce choix est généralement accepté. La référence à «Rebel» est à situer dans le cadre de la législation relative aux services spéciaux de police et le ministre estime que le problème ne peut pas être résolu dans le contexte en question.

Concernant la remarque d'un sénateur relative aux compétences régionales, le ministre précise que le collègue conserve sa compétence régionale et qu'il ne doit tenir compte que des divergences qui peuvent apparaître entre les législations des différentes régions.

Le sénateur précise que sa question concerne plutôt la concurrence avec le pouvoir du ministre fédéral de la Justice.

D'après M. Schins, il s'agit évidemment d'un problème technico-juridique.

Les lignes directrices de la politique criminelle sont arrêtées par le ministre de la Justice en concertation avec le Collège des procureurs généraux, et ce, dans tous les domaines. L'article 1<sup>er</sup> de l'arrêté royal du 14 janvier 1994 créant un service de la politique criminelle consacre également ce principe en ajoutant toutefois «sans préjudice des compétences attribuées aux Communautés et aux Régions».

Il n'empêche que la voie qui mène au collègue devrait quand même passer par le ministre de la Justice, même pour ce qui est des matières d'intérêt exclusivement régional. La politique régionale doit en effet pouvoir s'intégrer dans une certaine mesure dans le cadre de la politique fédérale globale en matière de justice. Il doit donc continuer à y avoir une certaine interaction entre la politique fédérale et la politique régionale, pour ce qui est des matières très spécifiques.

bijzondere expertise hebben op nationaal vlak (bijvoorbeeld de heer Timperman in verband met hormonen).

Volgens de minister werd dit artikel aldus bepaald vanuit de keuze de mensen van de parketten-generaal te responsabiliseren en in dat beleid te betrekken. Een bewust onderscheid werd gemaakt en het zal een volgende stap zijn de aanpak van het onderzoek en de vervolging op het niveau van de eerste aanleg te organiseren.

Het lid begrijpt dit, maar stelt vast dat men evenzeer rekening kan houden met de specialisatie op het vlak van bepaalde arrondissementen, zoals bijvoorbeeld koppelbazerij of hormonenzwendel.

De minister antwoordt vervolgens op de tussenkomst van het lid, dat oordeelt dat dit ontwerp niet voldoende vergaand is en dat de minister directer en meer zou moeten tussenkomen. Dit is een politieke keuze, waarbij de minister geen individuele dossiers moet opvolgen. De minister is van oordeel dat deze keuze over het algemeen wordt aanvaard. De verwijzing naar «Rebel» situeert zich op het vlak van de wetgeving in verband met de bijzondere politiediensten en dit debat moet volgens de minister niet hier worden opgelost.

Ten aanzien van de opmerking van de senator over de gewestelijke bevoegdheden, preciseert de minister dat het college zijn gewestelijke bevoegdheid behoudt en dat zij enkel rekening moeten houden met de divergenties die kunnen bestaan in de wetgeving van de verschillende gewesten.

De senator verduidelijkt dat zijn vraag eerder de confrontatie met de bevoegdheid van de federale minister van Justitie betreft.

Volgens de heer Schins is dit uiteraard een technisch-juridisch probleem.

De algemene lijnen van het strafrechtelijk beleid, op welk vlak dan ook, worden vastgelegd door de minister van Justitie in overleg met het college van procureurs-generaal. Het huidig artikel 1 van het koninklijk besluit van 1994 houdende de oprichting van de dienst voor het strafrechtelijk beleid legt eveneens dit principe vast, maar voegt hieraan toe «onverminderd de bevoegdheden van de gewestelijke minister».

Dit verhindert niet dat de weg naar het college toch zou moeten worden gevonden via de tussenkomst van de minister van Justitie, ook voor bepaalde materies die enkel de gewesten aanbelangen. Het regionaal beleid moet immers ook in zeker mate haalbaar zijn in het globale federale beleid, op het vlak van de justitie. Er moet dus een zekere wisselwerking blijven tussen het federaal en het gewestelijk beleid, indien het gaat om zeer specifieke materies.

Un membre note que l'on est, en fait, en train d'analyser le fonctionnement de la démocratie.

La Constitution définit les compétences et désigne ceux qui sont chargés de les exercer, et la démocratie est organisée au bénéfice de la population au travers des divers pouvoirs exécutifs.

Il ressort de l'analyse de M. Schins qu'il convient d'examiner d'un œil critique la qualité du travail législatif. En effet, il appert souvent que les hommes de terrain de la justice n'appliquent plus les lois, parce qu'ils n'y croient plus, qu'ils estiment pouvoir se faire une meilleure idée d'une problématique grâce à leur propre expérience, et qu'ils négligent dès lors certaines lignes directrices et adoptent une attitude autonome. C'est ainsi qu'il se pourrait que quelqu'un refuse de se conformer au consensus. Si c'est par entêtement, des sanctions doivent être prises, mais il convient également de se poser des questions à propos du suivi des effets d'une loi. La loi a-t-elle des effets réels sur le terrain? C'est une question de feed-back. Les hommes de terrain devront rendre compte au collègue, qui fera rapport au ministre, et celui-ci devra tirer les conclusions politiques. Si une loi ne correspond pas à ce que l'on en attend, le suivi devra être assuré, sous forme de rapport, jusqu'au niveau du Parlement.

Il appartient au Parlement de faire les lois et nous devons éviter que l'on vide la fonction du Parlement de sa substance. Les flux d'informations sont importants car ils permettent de savoir comment le travail législatif est perçu sur le terrain. Ce feed-back dans le cadre duquel le travail législatif est évalué en fonction de la réalité, devrait être assuré jusqu'au niveau du Parlement. Si tel était le cas, les problèmes de répartition des compétences disparaîtraient.

M. Schins souligne à cet égard qu'il y a lieu de fournir des précisions concernant un aspect important des choses, que constitue la coopération très étroite avec le ministre de la Justice. Il s'ensuit qu'une série de problèmes sont transmis par le Parlement au collègue des procureurs généraux et vice versa, par le biais du ministre de la Justice.

Les contacts réguliers que prévoit la loi en projet ne peuvent qu'améliorer le fonctionnement du suivi. Il s'agit d'un aspect secondaire mais important du projet de loi.

Un membre souhaite des précisions sur les mesures non législatives énumérées par M. Schins, dont notamment l'autonomie plus grande des services de police liée à un contrôle plus efficace.

M. Schins attire, à cet égard, l'attention de la commission sur un projet en cours d'expérimentation dans l'arrondissement judiciaire de Bruges depuis avril 1996. Si le bilan est positif, on l'étendra à l'ensemble de la juridiction.

Een lid stelt dat hier eigenlijk de analyse van de werking van een democratie wordt gemaakt.

De Grondwet bepaalt wie bevoegd is voor wat en via de diverse uitvoeringsmachten wordt die democratie eigenlijk georganiseerd naar de bevolking toe.

Uit de analyse van de heer Schins blijkt dat we de kritiek moeten maken van de kwaliteit van het wetgevend werk. Vaak blijkt immers dat de mensen op het terrein in justitie de wetten niet meer toepassen, omdat zij er zelf niet in geloven en dat zij menen vanuit hun eigen ervaring meer zicht te hebben op een bepaalde problematiek en gaan ze aldus bepaalde richtlijnen naast zich neerleggen en een eigen houding aannemen. Aldus zou het mogelijk zijn dat iemand niet bereid is die consensus toe te passen. Ofwel is dit uit eigenzinnigheid en dan zijn er sancties, maar men moet zich ook de vraag stellen naar de rapportering van het effect van een wet. Wordt dit effect op het terrein ook bereikt? Dit is een kwestie van feedback. Deze zal vanuit het terrein naar het college komen, dat zal rapporteren aan de minister, die dan de politieke besluiten dient te trekken. Indien de wet niet aansluit met wat men ervan verwacht, dan moet ook de rapportering komen naar het Parlement.

Het is aan het Parlement om wetten te maken en we moeten beletten dat die functie van het Parlement wordt uitgehold. De informatiestromen zijn belangrijk om te evalueren hoe het wetgevend werk op het terrein overkomt. Die feedback, waarbij het wetgevend werk wordt getoetst aan zijn realiteit, zou moeten doorstromen naar het Parlement. Dan worden ook die problemen met de bevoegdheidsverdeling uit de weg gegaan.

De heer Schins preciseert dat in dit opzicht een belangrijk aspect moet worden toegelicht, namelijk de hele nauwe samenwerking met de minister van Justitie. Dit heeft tot gevolg dat een aantal problemen vanuit het Parlement via de minister van Justitie doorstromen naar het college van procureurs-generaal en omgekeerd.

De in het ontwerp voorziene geregelde contacten kunnen de werking van die feedback alleen maar verbeteren. Dat is een zijdelings maar belangrijk aspect van het ontwerp.

Een lid ontving graag meer inlichtingen over de niet-wetgevende maatregelen die de heer Schins opgesomd heeft, waaronder met name de grotere autonomie van de politiediensten die gepaard moet gaan met een efficiëntere controle.

De heer Schins vestigt in dit opzicht de aandacht van de commissie op een project lopend in het gerechtelijk arrondissement Brugge, sinds april 1996. Indien de evaluatie positief is, zal dit worden uitgebreid tot het ganse ressort.

Sa raison d'être est que, pour les formes les plus simples de criminalité, on perd énormément de temps et d'énergie dans les échanges entre parquets et services de police.

C'est par exemple le cas quand, pour une bagarre de bistrot en présence de témoins, il s'avère que les témoins habitent dans d'autres arrondissements. Il faut des mois avant que le magistrat du parquet ne puisse prendre une décision dans un dossier aussi simple. La thèse de M. Schins est que ce genre de problème peut se résoudre facilement dans le cadre de la législation existante et que les services de police peuvent prendre l'initiative d'entendre les témoins, tout en étant tenus d'informer les parquets. On pourrait mener très rapidement à bien les simples informations.

Cette méthode implique toutefois que le magistrat du parquet n'aura plus le contrôle direct de ces enquêtes. C'est pourquoi M. Schins estime que cette plus grande autonomie des services de police doit aller de pair avec une autre conception du contrôle.

Le projet en cours à Bruges prévoit une réunion hebdomadaire entre le responsable de l'enquête dans les services de police et le magistrat du parquet.

Une autonomie plus grande, mais contrôlée davantage, des services de police permettra de libérer le parquet pour d'autres formes, nécessaires, de contrôle, que M. Schins résume par le terme «concertation sur la recherche (par exemple, la recherche «proactive», la discussion des problèmes généraux de criminalité, etc.).

M. Schins a appris par expérience qu'une bonne concertation en matière de recherche empêchait la guerre des polices de se produire.

Une membre est d'accord sur le dégagement des parquets par une plus grande autonomie des services de police et un contrôle plus efficace. Elle se demande si le contrôle mentionné par M. Schins est bien suffisant, étant donné que l'on ne donne que les informations que l'on veut bien donner.

Elle partage également l'opinion de M. Schins concernant les nécessités de concertation et les effets de cette concertation sur les guerres de police.

Elle estime cependant que c'est une lacune du projet de ne faire travailler que le collège des procureurs généraux, alors qu'il y a toute cette implication avec les services de police en ce qui concerne la grande criminalité et la politique criminelle.

Comment travailler avec eux et comment exercer le contrôle sur les services de police? Comment faire jouer les interactions entre les services de police et le collège des procureurs généraux?

De bestaansreden is het feit dat er enorm veel tijd en energie verloren gaat in de wisselwerking tussen parketten en politiediensten bij de meest eenvoudige vormen van criminaliteit.

Zo bijvoorbeeld wanneer, naar aanleiding van een slaande ruzie in een herberg, in aanwezigheid van getuigen, blijkt dat de getuigen in andere arrondissementen wonen. Hier gaan maanden voorbij vooraleer de parketmagistraat een beslissing kan nemen in zulk eenvoudig dossier. De stelling van de heer Schins is dat zulke toestanden gemakkelijk binnen de bestaande wetgeving kunnen worden opgelost en dat de politiediensten de getuigen uit eigen beweging kunnen horen, met een meldingsplicht aan de parketten. Aldus kunnen eenvoudige opsporingsonderzoeken zeer snel worden opgelost.

Deze methode impliceert echter dat de parketmagistraat geen rechtstreeks toezicht meer heeft op deze onderzoeken. Daarom stelt de heer Schins dat de grotere autonomie van de politiediensten moet gepaard gaan met een andere conceptie van de wijze van toezicht.

Het lopend project te Brugge voorziet in een wekelijkse vergadering tussen de verantwoordelijke bij de politiediensten enerzijds en de parketmagistraat anderzijds.

Door een grote autonomie van de politiediensten met meer toezicht, creëert men meer ruimte en tijd binnen het parket om aandacht te besteden aan andere vormen van toezicht die noodzakelijk zijn, hetgeen de heer Schins samenbrengt onder de term «recherche-overleg» (bijvoorbeeld pro-actieve recherche, bespreking van de algemene criminaliteitsproblemen, enz.).

De ervaring van de heer Schins leert hem dat een goed recherche-overleg de politie-oorlog belet.

Een lid gaat akkoord met de vermindering van de werkdruk van de parketten door een grotere autonomie van de politiediensten en een efficiënte controle. Zij vraagt zich af of de door de heer Schins aangehaalde controle wel toereikend is aangezien men slechts de informatie verschaft die men wil geven.

Zij deelt ook de mening van de heer Schins met betrekking tot de noodzaak van overleg en de weerslag van dit overleg op de «politieoorlog».

Zij meent echter dat het ontwerp een leemte vertoont in die zin dat alleen het college van procureurs-generaal in werking wordt gesteld, terwijl er ook een hele verwevenheid met de politiediensten bestaat voor de zware criminaliteit en het strafrechtelijk beleid in ruime zin.

Hoe met hen werken en hoe controle uitoefenen op de politiediensten? Hoe de wisselwerking tussen de politiediensten en het college van procureurs-generaal laten verlopen?

Mme Thily répond que c'est la tâche du collège de répartir les contrôles et les attributions aux services de police et que cela se fera dans le cadre des réunions du collège.

M. Schins ajoute que l'un des points positifs du projet est justement qu'il ne s'agit plus de cinq individus, mais bien d'un seul organe.

Il est effectivement difficile, dans la situation actuelle, que cinq procureurs généraux soient confrontés par exemple à un seul état-major, à un seul commissaire général, à un seul individu qui porte la responsabilité vis-à-vis de tout un corps.

Selon M. Schins, il faut d'abord que le collège soit doté d'une existence légale et ensuite on pourra établir des liens légalement plus fondés entre le collège et, par exemple, l'état-major de la gendarmerie.

Il va de soi que l'une des missions principales du collège est de s'attaquer à la problématique policière.

C'est un bloc de tâches qui peut être attribué à un seul procureur général, qui organisera alors les contacts entre le collège et les responsables des services de police.

Dès que l'on disposera d'une structure, la coopération s'en trouvera facilitée.

### SUITE DE LA DISCUSSION GÉNÉRALE

Selon un membre, l'ambiguïté de toute la discussion est soulignée en permanence par le fait que, d'une part, le ministère public ne peut être un fonctionnaire du pouvoir exécutif et que, d'autre part, le Code judiciaire dispose que ses diverses missions doivent être accomplies sous l'autorité du ministre de la Justice. Dans quelle mesure est-ce conciliable ?

D'après l'intervenant, le ministère public a une double fonction: d'une part, il peut être considéré comme un élément du pouvoir exécutif et, d'autre part, il a également un rôle de magistrat. Cette situation doit être éclaircie si l'on veut connaître la portée des articles 143*bis*, § 3 et 143*ter*.

Un membre estime qu'il importe en effet de préciser la portée des «mesures nécessaires», telles que prévues à l'article 143*bis*, § 3.

Le ministre fixe les lignes directrices, les procureurs généraux doivent les exécuter. S'il y a un consensus à ce sujet au sein du collège, le problème ne se pose pas.

Mevrouw Thily antwoordt dat het college van procureurs-generaal tot taak heeft de controles en de bevoegdheden binnen de politiediensten te verdelen en dat dit zal geschieden binnen het raam van de vergaderingen van het college.

De heer Schins voegt hieraan toe dat het juist één van de positieve punten is van het ontwerp dat het niet meer gaat over vijf individuen, maar wel over één orgaan.

Het is inderdaad moeilijk in de huidige situatie dat vijf procureurs-generaal geconfronteerd worden met bijvoorbeeld één generale staf, met één commissaris-generaal, met één individu dat verantwoordelijkheid draagt t.o.v. een gans korps.

Volgens de heer Schins moet het college eerst een wettelijke hoedanigheid krijgen en achteraf is het de bedoeling meer wettelijk gefundeerde banden te kunnen leggen tussen het college enerzijds en bijvoorbeeld de generale staf van de Rijkswacht anderzijds.

Het is evident dat één van de belangrijkste opdrachten van het college de aanpak van de politieproblematiek is.

Dit is een takenpakket dat kan worden toegewezen aan één procureur-generaal, die alsdan de contacten onderhoudt tussen het college en de verantwoordelijken van de politiediensten.

Zodra men over een structuur beschikt, zal de samenwerking worden vergemakkelijkt.

### VERVOLG VAN DE ALGEMENE BESPREKING

Een lid acht dat de dubbelzinnigheid van de ganse discussie permanent wordt onderlijnd door het feit dat het openbaar ministerie enerzijds geen ambtenaar kan zijn van de uitvoerende macht en dat anderzijds de teksten van het Gerechtelijk Wetboek bepalen dat de diverse taken worden uitgeoefend onder het gezag van de minister van Justitie. In welke mate is dit verzoenbaar ?

Volgens dit lid is er een dubbele functie weggelegd voor het openbaar ministerie; enerzijds kan het als een element van de uitvoerende macht worden beschouwd en anderzijds heeft het ook een magistraat-rechtelijke rol. Dit moet worden opgehelderd om de precieze draagwijdte te kennen van de artikelen 143*bis*, § 3 en 143*ter*.

Volgens een lid dient men inderdaad de inhoud van het begrip «noodzakelijke maatregelen» als bedoeld in artikel 143*bis*, § 3, nader te bepalen.

De minister stelt de richtlijnen vast en de procureurs-generaal moeten die uitvoeren. Bestaat er consensus bij het college, dan krijgt men met die moeilijkheid niet af te rekenen.



Si, par contre, le consensus n'est pas atteint, quelle est la force des mesures à prendre par le ministre ?

L'exemple cité par M. Schins au sujet du retrait immédiat du permis de conduire est ambigu selon M. Lallemand. Il donne l'impression que les procureurs généraux ont un pouvoir d'appréciation et qu'ils peuvent refuser d'exécuter les lignes directrices du ministre.

Le ministre réplique que, selon lui, par mesures nécessaires, l'on entend des instructions décisives, si la politique criminelle est en danger.

Le membre se réfère dans ce cadre à la comparaison du texte de l'avant-projet et du projet actuel.

L'avant-projet stipulait que le ministre «décide». Conformément à l'avis du Conseil d'État, ce mot a été remplacé par les mots «prendre les mesures nécessaires». Il importe de connaître la portée exacte de ces mots.

Un autre membre souligne que le texte initial de l'avant-projet ne comportait pas d'article 143<sup>ter</sup>. Seul y figurait un article 143<sup>bis</sup>, rédigé comme suit :

*«Le ministre de la Justice détermine en collaboration avec le collègue des procureurs généraux les lignes directrices de la politique criminelle et notamment de la politique de recherche et de poursuite. À défaut de consensus, le ministre statue.»*

Le Conseil d'État a fait référence, dans son avis, à la séparation des pouvoirs.

L'intervenant a l'impression que l'on a ensuite consacré deux articles à la question, ce qui pourrait soulever un problème en ce qui concerne le champ d'application des lignes directrices. Ce problème pourrait aussi être axé, par exemple, sur la politique en matière de stupéfiants; le ministre ne pourrait pas dire, dans ce cas, que des mesures alternatives doivent être appliquées à partir d'un moment déterminé. Il n'est pas dit clairement que le ministre peut imposer la concrétisation des mesures, s'il n'y a pas de consensus.

Un commissaire constate qu'il existe un consensus général au sein de la commission pour que l'on donne un contenu à l'article 143<sup>ter</sup>. Selon le Conseil d'État, les lignes directrices dont il y est question ne sont pas suffisamment spécifiées pour qu'une application automatique en soit possible (voir l'avis du Conseil d'État, doc., Sénat, n° 1-447/1, note en bas de page, p. 24). Si c'était possible, les lignes directrices pourraient tenir lieu de textes de loi.

L'intervenant demande s'il s'agirait alors d'une déclaration d'intention.

Komt het daarentegen niet tot een consensus, welke draagwijdte hebben de maatregelen van de minister dan?

Volgens spreker is het voorbeeld van de heer Schins over de onmiddellijke intrekking van het rijbewijs dubbelzinnig. Het wekt de indruk dat de procureurs-generaal over een beoordelingsbevoegdheid beschikken en dat zij kunnen weigeren de richtlijnen van de minister uit te voeren.

Volgens de minister dient men onder «noodzakelijke maatregelen» te verstaan dwingende onder-richtingen wanneer het strafrechtelijk beleid in gevaar komt.

Het lid vergelijkt op dit punt de tekst van het voorontwerp met die van voorliggend ontwerp.

In het voorontwerp stond dat de minister beslist. Volgens het advies van de Raad van State heeft men dat woord vervangen door de woorden «neemt ... de noodzakelijke maatregelen». Het komt er nu op aan te weten welke inhoud die woorden precies dekken.

Een ander lid wijst op het feit dat in de oorspronkelijke tekst van het voorontwerp geen artikel 143<sup>ter</sup> voorkwam. Men had enkel het artikel 143<sup>bis</sup>, § 2, luidend als volgt :

*«De minister van Justitie legt in samenwerking met het college van procureurs-generaal de richtlijnen vast van het strafrechtelijk beleid waaronder deze van het opsporings- en vervolgingsbeleid. Bij gebreke van consensus beslist de minister.»*

Het advies van de Raad van State verwees naar de scheiding der machten.

Dit lid heeft de indruk dat deze problematiek vervolgens werd uitgesplitst in twee artikelen, waardoor het probleem van het toepassingsgebied van de richtlijnen zou kunnen ontstaan. Dit probleem zou bijvoorbeeld ook kunnen worden toegespitst op het drugsbeleid; de minister zou dan niet kunnen zeggen dat alternatieve maatregelen moeten worden toegepast vanaf een bepaald ogenblik. Het blijkt niet duidelijk dat de minister bij gebrek aan consensus de concretisering van de maatregelen kan opleggen.

Een lid stelt vast dat er in de commissie een algemene consensus bestaat om inhoud te geven aan artikel 143<sup>ter</sup>. De richtlijnen daarin bedoeld zijn volgens de Raad van State niet zodanig gespecificeerd dat ze een automatische toepassing mogelijk maken (zie advies van de Raad van State, Gedr. St., Senaat, nr. 1-447/1, voetnoot p. 24), waarbij zij als wetteksten zouden fungeren.

Deze spreker stelt de vraag of het dan zou gaan om een intentieverklaring.

Il déduit de la discussion et de la manière dont le problème est posé que la commission est unanime à vouloir donner plus de contenu aux lignes directrices, visées à l'article 143ter, qui constituent, en fait, la délimitation de la politique que le ministre développe pour lutter contre la criminalité.

Pour ce qui est du contenu, ces lignes directrices font plus qu'esquisser un cadre ou développer des considérations générales. Selon l'intervenant, ce qui est inscrit dans ce cadre est plus concret que l'exemple donné par M. Schins à propos du retrait immédiat du permis de conduire.

Pour ce qui est du contenu de l'article 143bis, § 3, le membre estime, en tenant compte de l'article 143ter et de l'historique du projet, que le législateur a en vue davantage qu'une simple tentative de médiation du ministre.

Les mesures nécessaires doivent avoir pour finalité une coordination et un développement cohérent de la politique criminelle au sens de l'article 143ter (art. 143bis, § 2, 1<sup>o</sup>).

Le ministre estime que cette interprétation est effectivement la seule à être exacte et que la seule chose à dire, c'est que l'article 143bis est subordonné à l'article 143ter. La compétence évidente du ministre est définie séparément à l'article 143ter et tout ce qui est purement instrumental et mécanique est inscrit à l'article 143bis, § 2.

Le ministre ne peut pas modifier la règle proprement dite par le biais de la politique criminelle. Le ministre renvoie à cet égard à l'avis du Conseil d'État (doc. Sénat, n<sup>o</sup> 1-447/1, p. 24):

«Par ailleurs, on s'interroge sur ce qu'il convient exactement d'entendre par l'expression «les lignes directrices de la politique criminelle».

La formulation utilisée donne à penser que les auteurs du texte visent par là les directives générales de politique criminelle que le ministre de la Justice a le pouvoir d'adresser au ministère public.

Mais la politique criminelle du ministre ne peut pas non plus être modifiée en cascade par les procureurs généraux. Chacun doit s'en tenir à sa compétence. La fixation des limites auxquelles le ministre est soumis soulève un débat politique permanent et permet d'assurer un contrôle continu — matière par matière (par exemple politique en matière de stupéfiants). Il s'agit ici en l'espèce de la création de catégories et non pas d'interventions individuelles dans un dossier.

La finalité est indubitablement la politique criminelle.

Un autre membre cite un exemple concret. Est-ce que le fait de déterminer qu'en matière de consommation de hasj, il est hors de question d'emprisonner et qu'il importe à veiller à des mesures de substitution, constitue une directive générale?

Hij leidt uit de bespreking en de vraagstelling af dat de commissie eensluidend meer inhoud wenst te geven aan deze richtlijnen, bedoeld in artikel 143ter, die eigenlijk de afbakening zijn van de politiek gevolgd door de minister met betrekking tot de criminaliteit.

Inhoudelijk gaan deze richtlijnen verder dan een kader schetsen, dan algemene beschouwingen geven. Het is volgens dit lid concreter ingevuld dan het voorbeeld gegeven door de heer Schins betreffende de onmiddellijke intrekking van het rijbewijs.

Wat betreft de inhoud van artikel 143bis, § 3, en gelet op artikel 143ter en de historiek van het ontwerp, acht deze spreker dat de wetgever meer op het oog heeft dan een loutere bemiddelingspoging van de minister.

De finaliteit van de noodzakelijke maatregelen bestaat in de coördinatie en de coherente uitwerking van het strafrechtelijk beleid, als bedoeld in artikel 143ter (art. 143bis, § 2, 1<sup>o</sup>).

De minister is van oordeel dat deze interpretatie inderdaad de enige juiste is en de enige mogelijke toelichting is dat artikel 143bis ondergeschikt is aan artikel 143ter. De evidente bevoegdheid van de minister wordt afgezonderd in artikel 143ter en het louter instrumentele, het mechanische, wordt opgenomen in artikel 143bis, § 2.

De regel zelf kan door de minister niet worden gewijzigd door de strafrechtelijke politiek. De minister verwijst in dat verband naar het advies van de Raad van State (Gedr. St., Senaat, nr. 1-447/1, p. 24):

«Bovendien rijst de vraag wat juist dient te worden verstaan onder de uitdrukking «de richtlijnen van het strafrechtelijk beleid».

De gebruikte formulering wekt de indruk dat de stellers van de tekst daarmee verwijzen naar de algemene richtlijnen inzake strafrechtelijk beleid die de minister van Justitie aan het openbaar minister kan geven.

Maar in cascade kan ook het strafrechtelijk beleid van de minister niet worden gewijzigd door de procureurs-generaal. Elk moet binnen zijn bevoegdheid blijven. Het vastleggen van de grenzen van de minister vormt een permanent politiek debat en een permanente toetsing — materie per materie (bij voorbeeld drugsbeleid). Het betreft hier het creëren van categorieën, geen individuele tussenkomsten in een dossier.

De finaliteit is ontegensprekelijk het strafrechtelijk beleid.

Een ander lid haalt een concreet voorbeeld aan. Wanneer men bij hasjverbruik besluit de betrokkenen niet op te sluiten en een behandeling met vervangingsmiddelen op te leggen, heeft men dan met een algemene richtlijn te maken?

Selon le ministre, il peut donner, dans le cadre d'une directive générale, des instructions que ces dossiers soient préparés d'une certaine manière pour que des peines alternatives soient appliquées.

Il ne peut, par contre, pas interdire aux procureurs généraux d'appliquer les peines prévues par la loi.

Il ne peut pas changer la loi. Ceci met également en cause la problématique de l'injonction négative.

Le membre rappelle que l'exemple cité par M. Schins en matière de retrait immédiat du permis de conduire est très ambigu.

Le ministre estime que l'exemple n'est pas clair, mais que les procureurs généraux sont bel et bien responsables de l'exécution des lignes directrices, et que le ministre doit chercher en premier lieu un consensus. Il ne faut pas perdre de vue que les lignes directrices du ministre sont contraignantes pour tous les membres du ministère public et que le ministre a beaucoup de moyens de les faire respecter (mesures d'injonction, mesures disciplinaires).

Une membre estime qu'il faut tout simplement tenir compte du fait qu'une directive ne peut pas modifier une règle précise de droit. Fixer des priorités (par exemple appliquer la peine maximale pour l'alcoolémie au volant) et rester ainsi dans les fourchettes de peines prévues par la loi ne constitue, selon elle, nullement la substitution à une règle de droit.

L'intervenante ne juge pas utile d'établir des lignes directrices trop larges et de laisser ainsi trop de liberté aux procureurs généraux dans l'appréciation de l'exécution, d'où le risque de différences entre les ressorts.

Un membre conclut que le débat est en effet de connaître les limites du pouvoir du ministre et donc de savoir, d'une part, ce qu'est une directive générale et, d'autre part, jusqu'où le ministre peut aller dans les mesures nécessaires.

Un commissaire signale une différence entre le texte néerlandais et le texte français de l'article 143ter.

Dans le texte néerlandais, il est question de «richtlijnen», ce qui n'évoque pas l'idée d'un cadre général, du tracé de schémas.

Dans le texte français, par contre, il est question de «lignes directrices», ce qui fait plutôt penser à la fixation de contours généraux.

Le mot «directives» traduirait mieux le mot «richtlijnen».

L'intervenant demande, par ailleurs, si le ministre peut prendre un arrêté ministériel, dans le cadre des mesures nécessaires visées à l'article 143bis, § 3.

Volgens de minister kan hij in het kader van een algemene richtlijn opdracht geven de dossiers zo voor te bereiden dat er alternatieve straffen worden opgelegd.

Daar staat tegenover dat hij de procureurs-generaal niet kan verbieden de wettelijke straffen op te leggen.

De wet kan hij niet wijzigen. En zo komt het probleem van de negatieve injunctie opnieuw aan de orde.

Het lid herinnert eraan dat het voorbeeld van de heer Schins, te weten de onmiddellijke intrekking van het rijbewijs, zeer dubbelzinnig is.

De minister meent dat het voorbeeld weliswaar niet duidelijk is, maar dat de procureurs-generaal toch verantwoordelijk zijn voor de uitvoering van de richtlijnen en dat de minister in de eerste plaats op zoek moet gaan naar een consensus. Men mag niet uit het oog verliezen dat de richtlijnen van de minister dwingend zijn voor alle leden van het openbaar ministerie en dat de minister over een heel arsenaal middelen beschikt om die te doen naleven (injustie-maatregelen, tuchtmaatregelen).

Volgens een ander lid dient men er rekening mee te houden dat een richtlijn een duidelijke rechtsregel niet kan wijzigen. Bepalen wat prioritair is (bij voorbeeld de maximumstraf opleggen bij dronkenschap achter het stuur) en zo rekening houden met de minima en de maxima waarin de strafwet voorziet, komt volgens haar geenszins neer op het vervangen van een rechtsregel.

Spreker acht het niet wenselijk te ruime richtlijnen vast te stellen en te veel vrijheid te laten aan de procureurs-generaal bij het beoordelen van de uitvoering, omdat er dan te veel verschil dreigt te ontstaan tussen de verschillende rechtsgebieden.

Een lid besluit dat het debat draait rond de vraag wat de grenzen zijn van de bevoegdheid van de minister, met andere woorden wat een algemene richtlijn is, en anderzijds rond de vraag hoever de minister kan gaan met zijn noodzakelijke maatregelen.

Een lid wijst op een verschil tussen de Nederlandstalige en de Franstalige tekst van artikel 143ter.

De Nederlandse tekst vermeldt «richtlijnen», hetgeen, volgens dit lid, niet kan duiden op een algemeen kader, het uittekenen van schema's.

De Franse tekst daarentegen vermeldt «lignes directrices», hetgeen wel eerder wijst op het vastleggen van algemene contouren.

«Directives» zou een betere vertaling zijn.

Verder vraagt het lid of de minister, in het kader van de noodzakelijke maatregelen bepaald in artikel 143bis, § 3, een ministerieel besluit kan nemen.

Le ministre répond par l'affirmative.

L'intervenant suivant attire l'attention sur le fait que le Conseil d'État ne part pas nécessairement d'une conception du ministère public qui soit parallèle à la conception dominante au sein de la commission, laquelle estime que le ministre doit obtenir tous les moyens nécessaires pour mettre en œuvre sa politique criminelle. Il renvoie, à cet égard, au texte où il est clairement question de «lignes directrices de la politique criminelle», ce qui est clair.

Le ministre craint que l'explicitation et la définition des «mesures nécessaires», dans le texte de loi, ne risque d'entraîner une limitation des attributions du ministre. Une énumération pourrait en effet exclure d'autres possibilités.

Il estime qu'il faut interpréter le plus largement possible les mots «mesures nécessaires», notamment, en ce sens que l'ultime mesure nécessaire serait une nouvelle ligne directrice.

À cet égard, le ministre renvoie également à l'exposé des motifs de l'article 2 (doc. Sénat, n° 1-447/1, p. 6), qui dit ceci :

*«Le § 3 prévoit que le collège délibère par consensus. Si l'absence de consensus est de nature à mettre en péril l'exécution des lignes directrices fixées par le ministre de la Justice, celui-ci peut prendre les mesures qui s'imposent pour remédier à toute éventuelle carence. Il peut par exemple éclaircir ou préciser ses lignes directrices, convoquer à nouveau le collège, exercer son autorité sur les procureurs généraux individuellement sans toutefois pouvoir exercer l'action publique lui-même.»*

Le ministre précise que ce n'est pas à lui d'assigner devant le tribunal, mais que toute autre mesure est possible.

Un membre réplique que l'exposé des motifs cité stipule que le ministre peut prendre les mesures qui s'imposent pour remédier à toute éventuelle carence, donc en cas de déficience; qu'en est-il cependant si le ministre ne constate pas de carence, mais qu'il souhaite imposer certaines mesures en vue de fixer des priorités (par exemple s'il donne, en matière de toxicomanie la préférence aux peines de substitution)?

Un membre fait remarquer que le mot «carence» n'est pas rendu comme tel dans le texte néerlandais qui parle de lacunes («leemten»).

Le fait qu'il n'y a pas de consensus constitue, selon lui, automatiquement une lacune dans l'exécution.

L'intervenant précédent confirme ce problème de traduction, mais estime que ceci n'empêche que sa question demeure; notamment qu'en est-il du respect

De minister beantwoordt dit positief.

Een volgend lid vestigt de aandacht op het feit dat de Raad van State niet noodzakelijk vertrekt van een opvatting over het openbaar ministerie die gelijklopend is met de dominerende visie in de commissie, die oordeelt dat de minister alle nodige middelen moet kunnen krijgen om zijn strafrechtelijk beleid uit te voeren. Hij verwijst in dit opzicht ook naar de tekst die het duidelijk heeft over «algemene lijnen van strafrechtelijk beleid».

De minister vreest dat het expliciteren en het definiëren van de «noodzakelijke maatregelen» in de wettekst een risico inhouden van beperking voor de minister. Een opsomming zou immers andere mogelijkheden kunnen uitsluiten.

De «noodzakelijke maatregelen» vragen volgens hem wel om een zo ruim mogelijke invulling met als uitiem noodzakelijke maatregel een nieuwe richtlijn.

In dit verband verwijst de minister ook naar de memorie van toelichting betreffende artikel 2 (Gedr. St., Senaat, nr. 1-447/1, blz. 6), die luidt als volgt :

*«De derde paragraaf bepaalt dat het college bij consensus beraadslaagt. Indien een consensus uitblijft en daardoor de uitvoering van de richtlijnen die door de minister van Justitie zijn vastgesteld in het gedrang komt, kan deze laatste de maatregelen treffen die vereist zijn om eventuele leemten op te vullen. Hij kan bijvoorbeeld zijn richtlijnen verduidelijken en preciseren, het college terug bijeenroepen, zijn gezag over de procureurs-generaal afzonderlijk uitoefenen, zonder evenwel zelf de strafvordering te kunnen uitoefenen.»*

De minister wijst erop dat het zijn taak niet is iemand voor de rechtbank te dagen maar dat alle andere maatregelen mogelijk blijven.

Een lid antwoordt dat in de aangehaalde passage uit de memorie van toelichting te lezen staat dat de minister de maatregelen kan treffen die vereist zijn om eventuele leemten op te vullen. Wat moet er evenwel gebeuren wanneer de minister geen leemte vaststelt, maar gewoon een aantal maatregelen wenst op te leggen om de prioriteiten te bepalen (bijvoorbeeld wanneer hij bij drugsgebruik alternatieve straffen verkiest)?

Een lid merkt op dat het woord «carence» niet als dusdanig wordt vertaald in de Nederlandse tekst, daar heeft men het over leemten, «lacunes».

Dat er geen consensus wordt bereikt, betekent volgens hem automatisch dat er een leemte bij de uitvoering ontstaat.

Het voorgaande lid bevestigt dat de vertaling problemen oplevert doch dat neemt niet weg dat zijn vraag onbeantwoord is gebleven onder meer wat

des priorités accordées par une politique? Est-ce que le fait de donner priorité aux peines alternatives en matière de toxicomanie constitue une injonction négative dans ce sens que l'on empêche l'application des peines de prison?

Pour mener une politique criminelle, il est nécessaire, selon l'intervenant, de pouvoir faire des choix. Est-ce que ceci peut constituer une ligne directrice ou faire partie des mesures nécessaires?

Selon un membre, il est impossible de demander de ne pas appliquer une norme, mais il est tout à fait envisageable de conseiller, dans un éventail prévu par la loi, d'appliquer une modalité d'exécution.

Le ministre se déclare entièrement d'accord avec cette interprétation.

Le membre pose ensuite une question sur le rôle du procureur général dans l'application des lignes directrices. L'article 3 prévoit que les procureurs généraux veillent à l'exécution de ces lignes directrices au sein de leur ressort. Le commentaire stipule que ces lignes directrices ne sont pas de simples recommandations mais sont contraignantes pour tous les membres du ministère public.

Est-ce que cela implique que le procureur général n'a aucun pouvoir personnel d'appréciation? Il ressort de l'exposé des motifs que la décision ne dépend nullement de son intervention.

Or, le Conseil d'État donne l'impression de dire que le procureur général doit lui-même établir la norme dans son ressort, pour qu'elle soit opérationnelle.

L'intervenant déclare ne pas partager l'avis du Conseil d'État, mais demande de clarifier.

Selon un membre, lors de la discussion précédente, un consensus s'est dégagé au sein de la commission pour conférer au ministre de la Justice une part plus active dans la définition de la politique criminelle.

D'après lui, il convient dès lors de mieux délimiter le rôle du ministre de la Justice vis-à-vis du collège des procureurs généraux.

L'intervenant partage la critique de certains membres selon laquelle le projet à l'examen présente des lacunes, non seulement sur ce point-ci, mais sur d'autres également.

Il cite l'exemple de l'article 143bis, § 5, quatrième alinéa, proposé, du Code judiciaire, aux termes duquel le Roi peut, dans le cadre de l'exercice des compétences mentionnées au § 2 et à l'article 143ter, et après concertation avec le collège des procureurs généraux, confier *des tâches spécifiques* aux membres du collège.

betreft het naleven van de door het beleid bepaalde prioriteit. Als men bij drugsgebruik prioriteit geeft aan alternatieve straffen, is dat dan een geval van negatieve injunctie in die zin dat men de uitvoering van de gevangenisstraffen verhindert?

Om een strafrechtelijk beleid te voeren moet men volgens spreker keuzen kunnen maken. Kan men dan wel spreken van een richtlijn of maakt dat wel deel uit van de noodzakelijke maatregelen?

Volgens een ander lid kan men niet vragen een regel niet toe te passen, maar is het wel mogelijk een bepaalde uitvoeringswijze aan te bevelen binnen de mogelijkheden waarin de wet voorziet.

De minister verklaart het volstrekt eens te zijn met die zienswijze.

Vervolgens stelt hetzelfde lid een vraag over de taak van de procureur-generaal bij de uitvoering van de richtlijnen. Volgens artikel 3 staan de procureurs-generaal bij de hoven van beroep in voor de tenuitvoerlegging van deze richtlijnen binnen hun rechtsgebied. Volgens de memorie van toelichting zijn deze richtlijnen geen loutere aanbevelingen, maar zijn ze dwingend voor alle leden van het openbaar ministerie.

Houdt dat in dat de procureur-generaal over geen enkele persoonlijke beoordelingsbevoegdheid beschikt? De memorie van toelichting wijst uit dat de beslissing helemaal niet van hem afhangt.

Het advies van de Raad van State wekt echter de indruk dat de procureur-generaal in zijn ressort zelf de regels moet bepalen opdat die uitwerking kunnen krijgen.

Spreker verklaart het niet eens te zijn met het advies van de Raad van State, doch vraagt dat standpunt nader toe te lichten.

Volgens een lid is er tijdens de vorige discussie van de commissie een consensus gegroeid om de minister van Justitie een actievere rol toe te bedelen bij de uitstippeling van het strafrechtelijk beleid.

Zijns inziens verdient het dan ook aanbeveling de rol van de minister van Justitie ten opzichte van het college van procureurs-generaal nader af te lijnen.

Spreker deelt de kritiek van sommige leden dat het voorliggende wetsontwerp niet alleen op dit, maar ook op andere punten lacunair is.

Als voorbeeld haalt hij het voorgestelde artikel 143bis, § 5, vierde lid, van het Gerechtelijk Wetboek aan luidens hetwelk de Koning in het kader van de uitoefening van de bevoegdheden bedoeld in § 2 en in artikel 143ter *specifieke taken* kan toevertrouwen aan de leden van het college na overleg met het college.

À défaut de définition légale, il s'agirait seulement d'une mission d'étude et de recherche, et non de l'exécution de la politique criminelle ou de certains de ses aspects. Le procureur général près la Cour d'appel de Liège n'est donc pas habilité à prendre pour l'ensemble du pays des mesures générales de lutte antidrogue.

L'intervenant souligne qu'il n'a quant au fond aucune objection au projet de loi. Il n'en reste pas moins que le texte doit être précisé sur certains points. Il n'est pas très opportun, du point de vue légistique, de devoir constamment se reporter à l'exposé des motifs ou au rapport de la commission pour interpréter un texte de loi.

Enfin, l'intervenant aimerait encore savoir si le ministre fera partie ou non du collège des procureurs généraux.

Un membre réplique qu'il a été remédié à l'objection de l'intervenant précédent en corrigeant le projet initial en ce sens que l'article 2, § 1<sup>er</sup>, précise clairement que «ses décisions engagent les procureurs généraux près les cours d'appel».

Un membre confirme que le problème se situe au niveau du consensus et que l'on retombe dans la même discussion sur la portée des mesures nécessaires et la définition des lignes directrices.

L'interprétation susmentionnée d'un membre est à l'opposé de l'exemple donné par M. Schins.

C'est en effet le ministre qui préside le collège lorsqu'il est question de compétences pour lesquelles il est le responsable final, par exemple les projets de lignes directrices de la politique criminelle (art. 143bis, § 5, deuxième et troisième alinéas, Code judiciaire). A-t-il, dans ces cas, voix consultative ou voix prépondérante au sein du collège, lequel statue par consensus? Est-il associé ou non à cette procédure de prise de décision par consensus? Quel rôle attribue-t-on exactement au ministre dans cette matière?

Le ministre répond que le ministre de la Justice ne fait pas partie du Collège des procureurs généraux dont la tâche est définie à l'article 143bis, § 2, proposé, du Code judiciaire. Il ne dispose dès lors pas d'une voix prépondérante au sein du collège, lequel statue par consensus, comme le prévoit le § 3 de ce même article.

Le ministre ne peut pas porter atteinte à la règle du consensus, même lorsqu'il assiste à la réunion et la préside. Ce n'est que lorsqu'aucun consensus ne peut être dégagé au sein du collège et que l'exécution des lignes directrices du ministre de la Justice en matière de politique criminelle est mise en péril qu'il prend les mesures nécessaires.

Bij gebreke van wettelijke omschrijving zou het hier blijkens de bespreking enkel om studie- en onderzoeksopdrachten gaan, niet om de uitvoering van het strafrechtelijk beleid of van bepaalde aspecten ervan. De procureur-generaal bij het Hof van Beroep te Luik is dus niet gemachtigd om voor het ganse land algemene maatregelen uit te vaardigen inzake drugsbestrijding.

Spreker beklemtoont dat hij ten gronde geen bezwaren heeft tegen het wetsontwerp. Dat neemt niet weg dat de voorgestelde tekst op bepaalde punten moet worden gepreciseerd. Het is vanuit legistiek oogpunt niet erg raadzaam dat men voor de interpretatie van een wettekst steeds moet terugvallen op de memorie van toelichting of het commissieverslag.

Tot slot wenst het lid nog te weten of de minister dan niet deel uitmaakt van het college van procureurs-generaal.

Volgens een lid is men tegemoetgekomen aan het bezwaar van de vorige spreker door de oorspronkelijke tekst van artikel 2, § 1, te verduidelijken als volgt: «... zijn beslissingen hebben bindende kracht voor de procureurs-generaal bij de hoven van beroep ...».

Een ander lid bevestigt dat de moeilijkheid ligt bij het uitblijven van een consensus en dat men opnieuw terecht komt bij de discussie over de draagwijdte van de noodzakelijke maatregelen en de inhoud van de richtlijnen.

De interpretatie die door een lid is aangevoerd, staat haaks op het voorbeeld van de heer Schins.

De minister zit namelijk het college voor wanneer bevoegdheden worden besproken waarvoor hij de eindverantwoordelijkheid draagt, bijvoorbeeld de ontwerpen van richtlijnen van het strafrechtelijk beleid (artikel 143bis, § 5, tweede en derde lid van het Gerechtelijk Wetboek). Heeft hij in dat geval een raadgevende of een beslissende stem ten aanzien van het college dat bij consensus beslist? Wordt hij al of niet ingeschakeld in deze consensuele besluitvormingsprocedure? Welke rol wordt er in dit verband juist aan de minister toebedeeld?

De minister antwoordt dat de minister van Justitie geen deel uitmaakt van het college van procureurs-generaal waarvan de opdracht is vastgelegd in het voorgestelde artikel 143bis, § 2, van het Gerechtelijk Wetboek. Hij heeft derhalve geen beslissende stem binnen het college, dat, zoals § 3 van hetzelfde artikel bepaalt, bij consensus beslist.

Zelfs wanneer de minister de vergadering bijwoont en haar voorzigt, kan hij geen afbreuk doen aan de consensusregel. Pas als er binnen het college geen consensus heerst en de uitvoering van de richtlijnen van de minister van Justitie inzake het strafrechtelijk beleid in het gedrang komt, neemt hij de noodzakelijke maatregelen.

Il faut faire une distinction claire entre la réglementation visée à l'article 143*bis* du Code judiciaire et celle qui est définie à l'article 143*ter* du Code judiciaire.

Conformément à ce dernier article, le ministre consulte le collège à propos des projets de lignes directrices de la politique criminelle. Il lui appartient toutefois de prendre la décision finale, que le collège ait donné un avis positif ou un avis négatif.

La règle du consensus visée à l'article 143*bis*, § 3, du Code judiciaire ne concerne que les compétences attribuées au collège.

Pour éviter tout malentendu, un membre conseille de prévoir, à l'article 143*bis*, § 5, proposé, du Code judiciaire, que le ministre ne doit pas être associé au consensus lorsqu'il préside la réunion du collège.

Il y a des exemples d'une telle disposition aux articles 74 à 77 de la loi spéciale du 12 janvier 1989 relative aux institutions bruxelloises. En vertu de ces articles, le ministre-président du Gouvernement bruxellois préside le collège réuni avec voix consultative. L'ou évite ainsi de rompre la parité entre les deux ministres néerlandophones et les deux ministres francophones. Le collège prend ses décisions collégialement selon la procédure du consensus, sans préjudice des délégations qu'il accorde.

Le ministre estime que le texte proposé n'est pas ambigu.

Conformément à l'article 143*bis*, § 1<sup>er</sup>, proposé, du Code judiciaire, les procureurs généraux près les cours d'appel forment ensemble le Collège des procureurs généraux. Ce collège statue par consensus. La disposition selon laquelle c'est le ministre de la Justice qui préside la réunion ne change rien à la règle du consensus. Le ministre ne peut donc pas rompre le consensus. Il n'en reste pas moins que le collège est placé sous son autorité.

En ce qui concerne les tâches spécifiques, qui, en vertu de l'article 143*bis*, § 5, quatrième alinéa, du Code judiciaire, peuvent être confiées aux membres du collège, un membre est d'avis que la charge de travail des cinq procureurs généraux est tellement lourde qu'ils n'auront pas la possibilité matérielle de se spécialiser dans la lutte contre certaines formes de criminalité, comme la traite des êtres humains, la drogue, les pratiques de blanchiment d'argent, etc.

Elle propose dès lors de confier ces tâches aux avocats généraux ou aux magistrats nationaux qui agiraient sous l'autorité du procureur général

Deze in artikel 143*bis* van het Gerechtelijk Wetboek vervatte regeling moet duidelijk worden onderscheiden van die omschreven in artikel 143*ter* van het Gerechtelijk Wetboek.

Krachtens dit laatste artikel consulteert de minister het college over de ontwerpen van richtlijnen van het strafrechtelijk beleid. Hij neemt echter de eindbeslissing, ongeacht of het college een positief of een negatief advies heeft verstrekt.

De regel van de consensus bepaald in artikel 143*bis*, § 3, van het Gerechtelijk Wetboek betreft uitsluitend de aan het college toegewezen bevoegdheden.

Om elk misverstand te voorkomen, verdient het volgens een lid toch aanbeveling in het voorgestelde artikel 143*bis*, § 5, van het Gerechtelijk Wetboek te bepalen dat, wanneer de minister de vergadering van het college voorzigt, hij niet participeert in de consensus.

Een voorbeeld van een dergelijke bepaling is terug te vinden in de artikelen 74 tot en met 77 van de bijzondere wet van 12 januari 1989 met betrekking tot de Brusselse instellingen. Krachtens deze artikelen zit de minister-president van de Brusselse Regering het verenigd college voor met raadgevende stem. Aldus wordt de pariteit tussen de twee Nederlandstalige en de twee Franstalige ministers niet verbroken. Het college neemt zijn beslissingen collegiaal volgens de procedure van de consensus, onverminderd de delegaties die het verleent.

De minister is van oordeel dat de voorgestelde tekst geen ruimte voor dubbelzinnigheid laat.

Overeenkomstig het voorgestelde artikel 143*bis*, § 1, van het Gerechtelijk Wetboek vormen de procureurs-generaal bij de hoven van beroep samen het college van procureurs-generaal. Dit college beslist bij consensus. De bepaling dat de minister van Justitie de vergadering voorzigt, doet geen afbreuk aan deze consensusregel. Hij kan de consensus dus niet doorbreken. Hij oefent wel het gezag uit over het college.

Met betrekking tot de specifieke taken die overeenkomstig het voorgestelde artikel 143*bis*, § 5, vierde lid, van het Gerechtelijk Wetboek aan de leden van het college kunnen worden toevertrouwd, is een lid de mening toegedaan dat het werkvolume van de vijf procureurs-generaal dermate zwaar is dat ze materieel niet de gelegenheid zullen hebben zich te specialiseren in de bestrijding van bepaalde criminele fenomenen zoals de mensenhandel, drugs, witwaspraktijken enzovoort.

Daarom stelt ze voor deze taken aan de advocaten-generaal toe te wijzen of aan de nationaal magistraten die onder het gezag van de betrokken procureur-

concerné. L'on pourrait éventuellement créer une structure à placer sous l'autorité du collège, qui leur fournirait le soutien scientifique nécessaire.

Le ministre déclare que l'article précité prévoit que chaque membre du collège est chargé d'une matière déterminé et prépare les décisions de politique. Les décisions définitives, elles, sont prises par le collège.

Pour remplir sa mission, le collège peut faire appel à un secrétariat permanent. Ce secrétariat comprendra des juristes qui se spécialiseront dans le traitement de formes spécifiques de criminalité et assisteront les procureurs généraux compétents. Il ne comprendra pas de personnel détaché au ministère public.

Conformément à l'article 143bis, § 4, proposé, du Code judiciaire, le collège peut, en outre, dans le cadre de l'exécution de ses missions, charger des membres du ministère public près les cours d'appel de fonctions de soutien, consistant, par exemple, à effectuer certaines missions d'étude, à assurer le suivi de problèmes particuliers (la mafia des hormones), etc.

L'on étend de la sorte le réseau du collège aux avocats généraux.

Le ministre déclare qu'il n'est pas favorable à la proposition visant à confier des tâches supplémentaires aux magistrats nationaux.

Ces derniers ont une mission opérationnelle spécifique, qui est définie par l'article 144bis, § 3, proposé, du Code judiciaire. Concrètement, cela veut dire qu'ils coordonnent l'exercice de l'action publique et qu'ils facilitent la coopération internationale, en concertation avec un ou plusieurs procureurs du Roi. Les magistrats nationaux prennent toutes les mesures urgentes qui sont nécessaires dans le cadre de l'exercice de l'action publique, aussi longtemps que la compétence d'un procureur du Roi n'est pas déterminée.

C'est pourquoi le ministre juge qu'il n'est pas opportun de confier de nouvelles missions générales à ces magistrats, car en le faisant on réduit leur rôle à celui d'assistant du collège des procureurs généraux.

Il défend la méthode de travail définie dans la loi en projet et dans le cadre de laquelle les avocats généraux peuvent être chargés du suivi de certaines formes de criminalité. Lorsqu'il y a lieu, dans certaines affaires, d'intervenir, ils peuvent faire appel aux magistrats nationaux qui prendront les mesures nécessaires.

generaal zouden optreden. Eventueel zou er onder het gezag van het college een structuur kunnen worden uitgebouwd die de nodige wetenschappelijke ondersteuning levert.

De minister verklaart dat de leden van het college krachtens het voormelde artikel elk een bepaalde materie in hun portefeuille nemen en beleidsvoorbereidend werk verrichten. De definitieve beslissingen worden echter door het college genomen.

Het college kan voor zijn opdrachten een beroep doen op een permanent secretariaat. Hiervoor zullen juristen in dienst worden genomen, die zich in de aanpak van specifieke misdaadfenomenen zullen specialiseren en de bevoegde procureurs-generaal hierin zullen bijstaan. Er zullen geen leden van het openbaar ministerie naar dit secretariaat worden gedetacheerd.

Bovendien kan het college overeenkomstig het voorgestelde artikel 143bis, § 4, van het Gerechtelijk Wetboek in het kader van de uitvoering van zijn opdrachten leden van het openbaar ministerie bij de hoven van beroep belasten met opdrachten van ondersteuning zoals het uitvoeren van bepaalde studieopdrachten, het opvolgen van bepaalde problemen (de hormonenmafia) enzovoort.

Op deze wijze wordt het netwerk van het college uitgebreid tot de advocaten-generaal.

De minister betoont zich geen voorstander van de suggestie om aan de nationaal magistraten bijkomende opdrachten te geven.

Deze laatsten hebben een specifieke operationele opdracht die wordt omschreven in het voorgestelde artikel 144bis, § 3, van het Gerechtelijk Wetboek. *In concreto* zorgen zij voor de coördinatie van de uitoefening van de strafvordering en vergemakkelijken zij de internationale samenwerking in overleg met één of meer procureurs des Konings. Zij nemen alle dringende maatregelen die met het oog op de uitoefening van de strafvordering noodzakelijk zijn, zolang de bevoegdheid van een procureur des Konings niet is bepaald.

De minister acht het derhalve niet opportuun om de nationaal magistraten nog met bijkomende opdrachten van algemene aard te belasten. Hun rol zou daardoor worden herleid tot die van assistent van het college van procureurs-generaal.

Hij pleit voor de in het ontwerp vervatte werkwijze waarbij de advocaten-generaal kunnen worden gelast bepaalde misdaadfenomenen op te volgen. Indien in bepaalde zaken effectief moet worden opgetreden, kunnen zij een beroep doen op de nationaal magistraten die dan de nodige maatregelen nemen.



Le ministre est d'avis que les tâches sont réparties de manière équilibrée entre le collège des procureurs généraux et les avocats généraux d'une part, et les magistrats nationaux, d'autre part.

Pour conclure, l'on souligne que, lorsque l'article 143bis, § 5, quatrième alinéa, proposé, du Code judiciaire permet de confier des tâches spécifiques aux procureurs généraux, ceux-ci sont compétents pour l'ensemble du territoire, tout en restant sous l'autorité du collège. Ils ne peuvent prendre aucune initiative sans l'autorisation de celui-ci. C'est le collège qui donne les directives nécessaires. Lorsque des mesures concrètes s'imposent dans des cas spécifiques, ils doivent faire appel aux magistrats nationaux.

En ce qui concerne les fonctions de soutien qui peuvent être confiées en vertu de l'article 143bis, § 4, proposé, du Code judiciaire, aux membres du ministère public près la cour d'appel, un membre souligne qu'il serait judicieux, pour garantir la transparence, d'intégrer ces avocats généraux dans une structure permanente. Elle envisage de déposer un amendement en ce sens.

Le ministre se dit hostile à une telle mesure.

La même membre désire savoir si le collège des procureurs généraux pourra déléguer des compétences aux avocats généraux. Le collège pourra-t-il, par exemple, autoriser un avocat général chargé de suivre une forme de criminalité donnée, de veiller à l'exécution des lignes directrices de la politique criminelle ?

Le ministre répond par la négative. Les avocats généraux préparent les décisions sous l'autorité du procureur général qui est territorialement compétent ou qui est chargé d'une matière déterminée. Le procureur général qui est compétent pour une matière déterminée ne peut transmettre ses compétences et sa responsabilité à un avocat général. Le pouvoir de décision appartient au collège des procureurs généraux.

Il y a encore un manque de précision en ce qui concerne la portée des articles 143bis, § 3, et 143ter, du Code judiciaire.

Le premier de ces deux articles dispose que le collège des procureurs généraux statue par consensus. Si aucun consensus ne peut être dégagé au sein du collège concernant les compétences visées au § 2, 1<sup>o</sup> et 2<sup>o</sup> et si l'exécution des lignes directrices du ministre de la Justice en matière de politique criminelle est ainsi mise en péril, le ministre de la Justice prend les mesures nécessaires.

Le deuxième dispose que le ministre de la Justice soumet à la discussion du collège des procureurs généraux les projets de lignes directrices de politique

De minister oordeelt dat de taakverdeling tussen enerzijds het college van procureurs-generaal en de advocaten-generaal en anderzijds de nationaal magistraten evenwichtig is. Hij acht het niet nodig een en ander nog nader in de wet te expliciteren.

Bij wijze van conclusie wordt beklemtoond dat, wanneer krachtens artikel 143bis, § 5, vierde lid, van het Gerechtelijk Wetboek aan de procureurs-generaal specifieke taken worden toevertrouwd, zij bevoegd zijn voor het gehele grondgebied, maar onder het gezag van het college blijven staan. Zij kunnen zonder toestemming van het college geen initiatieven nemen. Het is het college dat de nodige richtlijnen verstrekt. Indien zich specifieke concrete maatregelen opdringen, moeten zij een beroep doen op de nationaal magistraten.

Inzake de opdrachten van ondersteuning die krachtens het voorgestelde artikel 143bis, § 4, van het Gerechtelijk Wetboek aan de leden van het openbaar ministerie bij de hoven van beroep kunnen worden toevertrouwd, merkt een lid op dat deze advocaten-generaal ter wille van de transparantie in een permanente structuur zouden moeten worden opgenomen. Zij overweegt daartoe een amendement in te dienen.

De minister verklaart hiertegen gekant te zijn.

Hetzelfde lid wenst te weten of het college van procureurs-generaal bepaalde bevoegdheden aan de advocaten-generaal kan delegeren. Bijvoorbeeld wanneer een advocaat-generaal belast is met de opvolging van een bepaald strafrechtelijk fenomeen, mag het college hem dan ook machtigen te waken over de tenuitvoerlegging van de richtlijnen van het strafrechtelijk beleid ?

De minister antwoordt ontkennend. De advocaten-generaal verrichten het beleidsvoorbereidend werk onder het gezag van de procureur-generaal die territoriaal bevoegd is of een bepaalde materie in zijn portefeuille heeft. De procureur-generaal die voor een bepaalde materie bevoegd is, kan zijn bevoegdheid en verantwoordelijkheid niet naar een advocaat-generaal doorschuiven. De beslissingsbevoegdheid ligt bij het college van procureurs-generaal.

Omtrent de draagwijdte van de artikelen 143bis, § 3, en 143ter van het Gerechtelijk Wetboek heerst er toch nog enige onduidelijkheid.

Het eerste artikel bepaalt dat het college van procureurs-generaal bij consensus beslist. Indien met betrekking tot de bevoegdheden bedoeld in § 2, 1<sup>o</sup> en 2<sup>o</sup> het college geen consensus bereikt en daardoor de uitvoering van de richtlijnen van de minister inzake het strafrechtelijk beleid in het gedrang komt, neemt de minister van Justitie de noodzakelijke maatregelen.

Luidens het tweede artikel overlegt de minister van Justitie met het college van procureurs-generaal de ontwerpen van richtlijnen van het strafrechtelijk

criminelle, en ce compris les lignes directrices en matière de politique de recherche et de poursuite. Il arrête les lignes directrices. Ces lignes directrices sont contraignantes pour tous les membres du ministère public. Les procureurs généraux près les cours d'appel veillent à l'exécution de ces lignes directrices au sein de leur ressort.

Le ministre accepte d'inscrire, à l'article 143*bis*, § 3, du Code judiciaire, le principe suivant lequel il y a lieu de prendre toutes les mesures nécessaires à l'exécution des directives.

Un autre membre aimerait savoir si, dans le cadre de la lutte contre l'arriéré judiciaire en matière pénale, l'on peut décréter par une ligne directrice que les affaires ne soient plus déferées aux juridictions de jugement — pour autant que la loi l'autorise — mais qu'on recoure à la conciliation et à la médiation pénale.

Le ministre répond que cette manière de faire s'inscrit parfaitement dans l'éventail des possibilités d'une politique criminelle.

L'on se demande si le ministre peut imposer sa volonté lorsque les parquets font fi des mesures qui ont été prises en exécution des lignes directrices arrêtées par lui, par exemple si une ligne directrice définit des modalités quant à l'application de la loi en ce qui concerne la détention de certains drogués.

Le ministre répond par l'affirmative. En effet, l'article 143*ter* proposé du Code judiciaire prévoit que les lignes directrices arrêtées par le ministre de la Justice sont contraignantes pour tous les membres du ministère public.

On lui rétorque que, lorsque le ministre de la Justice contraint le ministère public à appliquer, pour certains délits, la conciliation ou la médiation pénale, il modifie en fait la loi parce que sa décision empêche le parquet d'intenter l'action publique en vue de l'application des sanctions pénales.

Le ministre répond que l'on inaugure une ère nouvelle dans l'évolution de notre droit en accordant au ministre de la Justice le pouvoir d'aller, dans cette matière, au-delà de ce qui est admis actuellement, sur la base de sa responsabilité politique vis-à-vis du Parlement et en concertation avec le collège des procureurs généraux.

Deux limites ne sauraient toutefois être dépassées. Premièrement, le ministre ne peut pas modifier la loi (*cf.* l'art. 108 de la Constitution). Deuxièmement, il ne peut pas intervenir dans les dossiers individuels. Il ne dispose donc pas d'un droit d'injonction négative.

À la lumière de ce qui précède, un membre aimerait savoir si une politique de tolérance a sa place ou non

beleid, waaronder deze inzake het opsporings- en het vervolgingsbeleid. Hij legt deze vast. Deze richtlijnen zijn bindend voor alle leden van het openbaar ministerie. De procureurs-generaal bij de hoven van beroep staan in voor de tenuitvoerlegging van deze richtlijnen binnen hun rechtsgebied.

De minister stemt ermee in om in artikel 143*bis*, § 3, van het Gerechtelijk Wetboek het principe in te schrijven dat voor de uitvoering van de richtlijnen alle maatregelen moeten worden genomen die noodzakelijk zijn.

Een ander lid wenst te weten of in het kader van de strijd tegen de gerechtelijke achterstand in strafzaken, een richtlijn kan worden uitgevaardigd om, voor zover de wet het toestaat, zaken niet meer naar de vonnisgerechten te verwijzen maar gebruik te maken van de minnelijke schikking en de strafbemiddeling.

De minister antwoordt dat deze werkwijze perfect binnen de waaier van mogelijkheden van een strafrechtelijk beleid past.

De vraag rijst of de minister zijn wil kan opdringen wanneer de parketten de maatregelen negeren die genomen zijn ter uitvoering van zijn richtlijnen. Bij voorbeeld wanneer een richtlijn vaststelt op welke wijze de wet moet worden toegepast wat de opsluiding van bepaalde drugsverslaafden betreft.

De minister antwoordt bevestigend. Het voorgestelde artikel 143*ter* van het Gerechtelijk Wetboek, bepaalt immers dat de richtlijnen die de minister van Justitie vastlegt, bindend zijn voor alle leden van het openbaar ministerie.

Hiertegen wordt opgeworpen dat, wanneer de minister van Justitie het openbaar ministerie verplicht voor bepaalde misdrijven de minnelijke schikking of de strafbemiddeling toe te passen, hij eigenlijk de wet wijzigt omdat zijn beslissing het parket verhindert een strafvordering in te stellen met het oog op de toepassing van strafrechtelijke sancties.

De minister repliceert dat de bevoegdheid van de minister van Justitie om in deze materie op grond van zijn politieke verantwoordelijkheid tegenover het Parlement en in overleg met het college van procureurs-generaal, verder te gaan dan thans aanvaard wordt, een nieuwe etappe inluidt in de evolutie van ons recht.

Twee grenzen mogen echter niet worden overschreden. In de eerste plaats mag de minister de wet niet wijzigen (*cf.* art. 108 van de Grondwet). Ten tweede mag hij niet in individuele dossiers tussenkomen. Hij beschikt dus niet over een negatief injunctie-recht.

In het licht van het voorgaande wenst een lid te weten of een gedoogbeleid al dan niet binnen de hier-

à l'intérieur des limites précitées. Il cite l'exemple du ministère public auquel on demande, pour certains délits, de ne pas engager de poursuites.

Le ministre se demande si la personne qui contesterait, devant le tribunal, la politique de tolérance en matière de casinos n'obtiendrait pas gain de cause. Le ministre se trouverait dans une position vulnérable si ladite politique était mise à mal.

En ce qui concerne la hiérarchie des textes de loi et des lignes directrices, un membre est tenté — afin de préciser la nouvelle ligne adoptée — par la suggestion de compléter les articles 398, 399 et 400 du Code judiciaire par une disposition du style « sans préjudice des dispositions des articles 143bis et 143ter ». L'on indique ainsi que ces deux articles continuent à s'appliquer dans les situations visées aux articles 398 à 400 du Code judiciaire.

À ce jour, ces articles constituent le fondement de la théorie de la hiérarchie des cours et tribunaux, ainsi que de l'autorité et de la surveillance du ministre de la Justice sur les membres du ministère public.

Le ministre souligne que, conformément à l'article 399, deuxième alinéa, du Code judiciaire, le procureur général, le procureur du Roi et les auditeurs du travail veillent, sous l'autorité du ministre de la Justice, au maintien de la discipline, à la régularité du service et à l'exécution des lois et des règlements dans les tribunaux.

Un membre attire l'attention sur le fait que, si l'on discute de la nécessité de compléter les articles 398 à 400 du Code judiciaire, c'est parce que l'on fait de ces articles une lecture qui ne correspond pas à leur contenu.

D'après une autre membre, toute la discussion porte sur la question de savoir quelle est la distinction entre les termes « lignes directrices » et « instructions ». Suivant le communiqué de presse distribué après le Conseil des ministres, le ministre de la Justice pourrait, dans le cadre de sa responsabilité politique et après concertation avec le collège des procureurs généraux, donner des instructions, par exemple l'instruction de retirer le permis de conduire en cas de certaines infractions au Code de la route. Ces instructions seraient contraignantes pour tous les membres du ministère public.

Eu égard à leur caractère contraignant, il est absurde, d'après l'intervenante, d'utiliser les termes « lignes directrices ».

C'est uniquement parce que les procureurs généraux peuvent exiger l'application de ces instructions que le ministre de la Justice peut être tenu pour politiquement responsable de sa politique criminelle devant le Parlement.

Il ressort de l'exposé de M. Schins, procureur général près la Cour d'appel de Gand, que l'application

pour vermeldde grenzen valt. Bijvoorbeeld wanneer voor bepaalde misdrijven aan het openbaar ministerie wordt gevraagd geen vervolging in te stellen.

De minister vraagt zich af of degene die het gedoogbeleid inzake casino's voor de rechtbank zou aanvechten, geen gelijk zou halen. Indien dit beleid zou worden doorprikt, zou de minister in een kwetsbare positie verkeren.

Met betrekking tot de hiërarchie van wetteksten en richtlijnen voelt een lid veel voor de suggestie om ter verduidelijking van de nieuwe koers de artikelen 398, 399 en 400 van het Gerechtelijk Wetboek aan te vullen met een bepaling in de stijl van « onverminderd het bepaalde in de artikelen 143bis, en 143ter ». Zo wordt aangegeven dat deze twee artikelen hun gelding behouden in de situaties geïllustreerd door de artikelen 398-400 van het Gerechtelijk Wetboek.

Tot op heden vormen deze artikelen de grondvesten van de theorie van de hiërarchie van de hoven en rechtbanken en van het gezag en het toezicht van de minister van Justitie op de leden van het openbaar ministerie.

De minister wijst erop dat overeenkomstig artikel 399, tweede lid, van het Gerechtelijk Wetboek de procureur-generaal, de procureur des Konings en de arbeidsauditeurs, onder het gezag van de minister van Justitie, waken over de handhaving van de tucht, de regelmatige uitoefening van de dienst en de uitvoering van de wetten en verordeningen in de rechtbanken.

Een lid vestigt er de aandacht op dat de discussie over de aanvulling van de artikelen 398 tot en met 400 van het Gerechtelijk Wetboek te berde wordt gebracht omdat aan deze artikelen een lezing wordt gegeven die niet strookt met wat er feitelijk staat.

Volgens een ander lid draait de ganse discussie over de vraag wat het onderscheid is tussen de termen richtlijn en onderrichting. Volgens het perscommuniqué, verspreid na de ministerraad, zou de minister van Justitie in het kader van zijn politieke verantwoordelijkheid, na overleg met het college van procureurs-generaal, onderrichtingen kunnen geven, bijvoorbeeld om in geval van bepaalde verkeers-overtredingen het rijbewijs in te trekken. Deze onderrichtingen zouden bindend zijn voor alle leden van het openbaar ministerie.

Gelet op hun bindend karakter gaat het volgens spreker niet op de term richtlijn te hanteren.

Het is slechts omdat de uitvoering van deze onderrichtingen door de procureurs-generaal kan worden afgedwongen, dat de minister van Justitie tegenover het Parlement politiek verantwoordelijk kan worden gesteld voor zijn strafrechtelijk beleid.

Uit de uiteenzetting van de heer Schins, procureur-generaal bij het Hof van Beroep te Gent, is gebleken

des instruments légaux est déficiente, non pas tant en raison de la qualité de ceux-ci que parce que certains domaines n'ont pas de responsable final.

C'est pourquoi la responsabilité finale doit incomber au ministre de la Justice, ce que permet l'article 143<sup>ter</sup> proposé du Code judiciaire. Le ministre peut, sur la base de cet article, exiger que ses instructions soient mises en œuvre.

C'est à dessein que l'intervenante utilise le terme «instructions», parce qu'une ligne directrice définit un cadre général à l'intérieur duquel les membres du ministère public conservent leur liberté d'action. Cela ne cadre pas avec l'économie du projet.

Si le Parlement arrête les fondements d'une politique criminelle, il appartiendra au ministre de la Justice, en tant que membre du pouvoir exécutif, d'appliquer cette politique. L'article 143<sup>ter</sup> proposé du Code judiciaire lui fournit l'instrument approprié pour ce faire et constitue en même temps le fondement juridique de sa responsabilité politique à l'égard du Parlement.

Obliger le ministre à se concerter avec le collège des procureurs généraux sur les projets de lignes directrices de la politique criminelle vise à établir une interaction entre les opinions professées au Parlement et les idées ayant cours sur le terrain.

Si l'on proposait au Parlement de retirer le permis de conduire à toutes les personnes qui se sont rendues coupables d'une infraction routière donnée, on pourrait faire valoir, dans le cadre de la concertation avec le ministre de la Justice, qu'une telle mesure va trop loin, par exemple, parce qu'elle frappe sans distinction toutes les personnes, y compris celles qui ont impérativement besoin de leur voiture pour leur profession. Cette confrontation avec le terrain peut déboucher sur une situation de non-consensus entre le ministre et le collège des procureurs généraux.

On donnerait ainsi un signal comme quoi il doit informer le Parlement des objections formulées à l'encontre de la politique envisagée. Cet échange garantit l'élaboration d'instruments légaux de qualité, applicables et contrôlables.

Le ministre répond que cette vision des choses va dans le sens qu'il souhaite.

Concernant la question de savoir s'il faut préférer le terme «instruction» au terme «directive», il rappelle qu'il a déjà accepté de remplacer, dans le texte français, la notion de «ligne directrice» par le mot «directive». C'était déjà un durcissement. Faut-il aller plus loin?

dat bij de toepassing van het wettelijk instrumentarium een en ander scheef loopt. Dat heeft niet zozeer te maken met de kwaliteit van dit instrumentarium, dan wel met het feit dat niemand voor bepaalde domeinen de eindverantwoordelijkheid draagt.

Om deze reden dient de eindverantwoordelijkheid bij de minister van Justitie te liggen. Het voorgestelde artikel 143<sup>ter</sup> van het Gerechtelijk Wetboek vormt daartoe de sleutel. Op grond van dit artikel kan de minister de tenuitvoerlegging van zijn onderrichtingen afdwingen.

Spreekster gebruikt met opzet de term onderrichtingen omdat met een richtlijn een algemeen kader wordt vastgelegd binnen hetwelk de leden van het openbaar ministerie hun handelingsvrijheid behouden. Dit spoort niet met het opzet van het ontwerp.

Indien in het Parlement de grondslagen van een strafrechtelijk beleid worden vastgelegd, zal de minister van Justitie als lid van de uitvoerende macht dit beleid moeten toepassen. Het voorgestelde artikel 143<sup>ter</sup> van het Gerechtelijk Wetboek biedt hem daarvoor het gepaste instrument en vormt tegelijkertijd de rechtsgrond voor zijn politieke verantwoordelijkheid tegenover het Parlement.

De verplichting voor de minister om overleg te plegen met het college van procureurs-generaal over de ontwerpen van richtlijnen van strafrechtelijk beleid, heeft tot doel een wisselwerking tot stand te brengen tussen de in het Parlement verkondigde opvattingen en de ideeën die op het terrein leven.

Indien in het Parlement wordt voorgesteld het rijbewijs in te trekken van alle personen die een bepaalde verkeersovertreding hebben begaan, kan in het overleg met de minister van Justitie worden opgeworpen dat een dergelijke maatregel te verregaand is, bijvoorbeeld omdat hij zonder enig onderscheid ook de personen treft die hun wagen absoluut nodig hebben voor de uitoefening van hun beroep. Deze toetsing aan het terrein kan ertoe leiden dat er geen consensus wordt bereikt tussen de minister en het college van procureurs-generaal.

Op deze wijze wordt aan de minister het signaal gegeven dat hij het Parlement moet informeren over de bezwaren die tegen de voorgestelde beleidslijn zijn geformuleerd. Deze wisselwerking staat garant voor de totstandkoming van een degelijk wettelijk instrumentarium dat toepasbaar en controleerbaar is.

De minister antwoordt dat de hiervoor geschetste visie zijn richting uitgaat.

Met betrekking tot de vraag of de term onderrichting de voorkeur verdient op die van richtlijn, herinnert hij eraan dat hij ermee heeft ingestemd in de Franse tekst het begrip «lignes directrices» te vervangen door het woord «directives». Dit is een verstrakking. Moet men verder gaan?

Selon le ministre, une instruction revêt un caractère plus direct et plus concret qu'une directive. Une instruction se rapproche déjà d'un ordre.

Il ne cache pas que la portée du terme directive est déterminée principalement par la signification qu'elle a en droit européen.

Conformément à l'article 189 du traité instituant les Communautés européennes, conclu à Rome le 25 mars 1957, une directive lie tout État membre destinataire quant au résultat à atteindre, tout en laissant aux instances nationales la compétence quant à la forme et aux moyens.

Une directive implique donc que l'on laisse aux responsables une marge d'appréciation pour son exécution. Il s'ensuit que le ministre de la Justice n'est pas obligé d'élaborer chaque mesure jusque dans les moindres détails.

Le ministre juge cette méthode de travail beaucoup plus adéquate. Il appartient au ministre de la Justice de définir l'objectif final et les limites dans lesquelles les membres du ministère public évalueront quelles sont les mesures nécessaires pour atteindre cet objectif.

Il ne faut, en outre, pas perdre de vue que le ministre de la Justice a d'autres moyens à sa disposition pour imposer son autorité et prendre la direction des opérations. Il peut faire usage de son droit d'injonction positive (article 143 du Code judiciaire et article 274 du Code d'instruction criminelle), il peut convoquer quelqu'un, il peut engager une procédure disciplinaire, etc. Le ministre dispose donc de tout un éventail de mesures qui lui permettent de réagir beaucoup plus vite aux événements.

Il souligne enfin que toute directive qui règlera la politique criminelle sera toujours confrontée aux dossiers individuels. Si le ministre donne trop d'instructions, il risque de donner l'impression qu'il s'immisce dans ces dossiers, ce qui n'est évidemment pas le but. C'est pourquoi il préfère au système rigide des instructions celui des directives définissant le cadre dans lequel un objectif bien délimité doit être atteint.

Un membre désire savoir si l'hypothèse suivante peut être considérée comme illustrant bien la vision du ministre.

Le ministre de la Justice émet une directive visant, pour certains délits, à appliquer des peines alternatives. Comme il s'agit d'une directive, le parquet dispose d'une marge d'appréciation lui permettant, dans certains cas, de poursuivre malgré tout en vue de faire appliquer une peine privative de liberté. Si toutefois le procureur général autorisait toujours les membres du parquet à tenter l'action publique et à refuser systématiquement de proposer une transac-

Volgens de minister heeft een onderrichting een directer en concreter karakter dan een richtlijn. Een onderrichting neigt al in de richting van een bevel.

Hij verheelt niet dat de draagwijdte van de term richtlijn hoofdzakelijk wordt bepaald door de betekenis die hij in het Europees recht heeft.

Overeenkomstig artikel 189 van het Verdrag tot oprichting van de Europese Gemeenschap, gesloten te Rome op 25 maart 1957, is een richtlijn verbindend ten aanzien van het te bereiken resultaat voor elke Lid-Staat waarvoor zij bestemd is, doch aan de nationale instanties wordt de bevoegdheid gelaten vorm en middelen te kiezen.

Een richtlijn impliceert dus dat er bij de uitvoering aan de verantwoordelijken een appreciatiemarge wordt gelaten. De minister van Justitie is derhalve niet verplicht om elke maatregel tot in de kleinste details uit te werken.

De minister acht deze werkmethode veel geschikter. Het komt de minister van Justitie toe het einddoel en de krijtlijnen vast te leggen binnen welke de leden van het openbaar ministerie evalueren welke de nodige maatregelen zijn om het einddoel te realiseren.

Bovendien mag men niet uit het oog verliezen dat de minister van Justitie nog andere middelen te zijner beschikking heeft om zijn gezag af te dwingen en de leiding te nemen. Hij kan zijn positief injunctierecht uitoefenen (art. 143 van het Gerechtelijk Wetboek en art. 274 van het Wetboek van Strafvordering), hij kan iemand convoceren, hij kan een tuchtprocedure instellen enzovoort. Hij heeft dus de keuze uit een heel gamma maatregelen waarmee hij veel korter op de bal kan spelen.

Tot slot stipt hij aan dat elke richtlijn die inzake het strafrechtelijk beleid wordt uitgevaardigd, steeds aan individuele dossiers zal worden getoetst. Indien de minister van Justitie te veel onderrichtingen geeft, zou dat wel eens de indruk kunnen wekken dat hij zich in die dossiers mengt, hetgeen uiteraard niet de bedoeling is. Om die reden verkiest hij niet het rigide systeem van de onderrichtingen, maar wel dat van de richtlijn die het kader scheidt binnen hetwelk een specifiek afgebakend doel moet worden bereikt.

Een lid wenst te weten of de volgende hypothese illustratief kan zijn voor de door de minister geschetste visie.

De minister van Justitie vaardigt een richtlijn uit om voor bepaalde misdrijven alternatieve straffen toe te passen. Aangezien het een richtlijn betreft, beschikt het parket over de appreciatievrijheid om in bepaalde gevallen toch nog de vervolging in te stellen met het oog op de toepassing van een vrijheidsstraf. Indien de procureur-generaal echter toestaat dat de leden van het parket steevast de strafvordering op gang brengen en systematisch weigeren een minnelijke schikking of

tion ou une médiation pénale, lui comme les membres du parquet saperaient manifestement la directive. Dans cette hypothèse, le ministre pourra difficilement exercer son droit d'injonction positive dans chaque cas. Faut-il en conclure qu'il devra appliquer une politique disciplinaire pour faire respecter par les membres de ce parquet les lignes directrices qu'il a définies ?

L'intervenant rappelle qu'en vertu de l'article 138, premier alinéa, du Code judiciaire, sous réserve des dispositions de l'article 141, le ministère public exerce l'action publique selon les modalités déterminées par la loi.

Or, le présent projet de loi définit précisément ces modalités.

Le ministre clôt la discussion en énumérant les quatre points du projet de loi qui pourraient être modifiés :

1. L'article 143bis, § 3, du Code judiciaire proposé, peut être complété par une disposition qui en précise la finalité.

2. Dans le texte français, les mots « lignes directrices » sont remplacés par le mot « directives ».

3. On examinera si, au vu des articles 143bis et 143ter proposés du Code judiciaire, il y a lieu de modifier les articles 398 à 400 du Code judiciaire.

4. Les mots « magistrats fédéraux » peuvent être remplacés par les mots « magistrats nationaux ».

Un membre signale que, conformément à une observation du Conseil d'État, il y a lieu de remplacer, dans le texte français de l'article 144bis, § 3, 2<sup>o</sup>, du Code judiciaire, par analogie à la modification apportée au texte néerlandais, les mots « dans le cadre de » par les mots « en vue de ».

Il faudrait également indiquer, dans le texte néerlandais de l'article 186 du Code judiciaire proposé, que le siège du collège des procureurs généraux et des magistrats nationaux est fixé, non pas « in Brussel » mais « te Brussel ».

L'intervenant souligne qu'il s'agit en l'occurrence de la ville de Bruxelles et non la Région de Bruxelles-Capitale.

Il propose par ailleurs de prévoir, à l'article 11, que le nombre des magistrats nationaux peut être porté jusqu'à 5 maximum. On n'est donc pas obligé de porter directement leur nombre de 3 à 5.

Le ministre approuve cette suggestion.

Le préopinant formule également des réserves à propos des conditions à remplir pour pouvoir être désigné à la fonction de magistrat national. Selon

een strafbemiddeling voor te stellen, ondergraven zowel hij als de leden van dat parket op manifeste wijze de richtlijn. In een dergelijk geval kan de minister moeilijk voor elk geval afzonderlijk zijn positief injunctierecht uitoefenen. Betekent dit dan dat hij een disciplinair beleid moet voeren om de leden van dat parket binnen de door hem uitgezette lijnen te doen lopen ?

Spreker wijst erop dat luidens artikel 138, eerste lid, van het Gerechtelijk Wetboek, het openbaar ministerie, onverminderd de bepalingen van artikel 141, de toepassing van de strafwet vordert, overeenkomstig de regels die de wet stelt.

Met dit wetsontwerp worden deze regels juist vastgesteld.

Tot slot van deze discussie stipt de minister de vier punten aan die in het wetsontwerp kunnen worden gewijzigd :

1. Het voorgestelde artikel 143bis, § 3, van het Gerechtelijk Wetboek kan worden aangevuld met een bepaling die de finaliteit ervan verduidelijkt.

2. In de Franse tekst worden de woorden « *lignes directrices* » vervangen door het woord « *directives* ».

3. In het licht van de voorgestelde artikelen 143bis en 143ter van het Gerechtelijk Wetboek zal worden nagegaan of de artikelen 398 tot en met 400 van het Gerechtelijk Wetboek al dan niet moeten worden gewijzigd.

4. De woorden « nationaal magistraten » kunnen worden vervangen door de woorden « nationaal magistraten ».

Een lid merkt op dat overeenkomstig een opmerking van de Raad van State in de Franse tekst van het voorgestelde artikel 144bis, § 3, 2<sup>o</sup>, van het Gerechtelijk Wetboek de woorden « *dans le cadre de* » in navolging van de Nederlandse tekst moeten worden vervangen door de woorden « *en vue de* ».

Voorts zou in de Nederlandse tekst van het voorgestelde artikel 186 van het Gerechtelijk Wetboek moeten worden bepaald dat de zetel van het college van procureurs-generaal en van de nationaal magistraten zich niet « in » maar « te » Brussel bevindt.

Er wordt beklemtoond dat het hier de stad Brussel betreft en niet het Hoofdstedelijk Gewest.

Spreker stelt ook voor in artikel 11 te bepalen dat het aantal nationaal magistraten kan worden uitgebreid tot maximum 5. Men is dus niet verplicht hun aantal direct te verhogen van 3 naar 5.

De minister stemt hiermee in.

De vorige spreker heeft tevens bedenkingen bij de voorwaarden om tot nationaal magistraat te worden aangesteld. Luidens het voorgestelde artikel 144bis,

l'article 144*bis*, § 2, proposé du Code judiciaire, les candidats doivent être membres du ministère public auprès des cours d'appel et des tribunaux de première instance et avoir exercé des fonctions de magistrat du ministère public ou du juge pendant au moins cinq ans.

Pour commencer, il ne comprend pas pourquoi les candidats doivent avoir exercé la fonction de juge pendant cinq ans. Cette condition implique que les juges des tribunaux de commerce, qui n'ont aucune expérience en matière pénale, peuvent également entrer en ligne de compte.

Le ministre partage l'avis du membre selon lequel il ne faut prendre en considération que les candidats qui disposent d'une expérience opérationnelle, comme les juges d'instruction. Il faudrait dès lors remplacer le mot «juge» par les mots «juge d'instruction».

Deuxièmement, d'aucuns ont suggéré de ne requérir qu'une expérience professionnelle de trois ans.

Cette suggestion n'est pas appuyée par plusieurs membres ni par la ministre.

Troisièmement, il y aurait lieu, pour assurer la concordance avec d'autres articles du Code judiciaire, de remplacer les mots «les membres du ministère public/de leden van het openbaar ministerie» par les mots «les magistrats du ministère public/de magistraten van het openbaar ministerie».

En ce qui concerne le rôle linguistique des magistrats nationaux, un autre membre estime qu'il y a lieu de modifier la deuxième phrase de l'article 43*bis*, § 4, premier alinéa, de la loi du 15 juin 1935 concernant l'emploi des langues en matière judiciaire, proposé à l'article 12.

En effet, selon la disposition qu'elle renferme, un magistrat national au moins doit justifier par son diplôme avoir subi des examens du doctorat ou de licencié en droit en langue française et un magistrat national au moins doit justifier par son diplôme avoir subi ces examens en langue néerlandaise.

Cette proportionnalité n'est acceptable que lorsqu'il n'y a que trois magistrats nationaux. Dès le moment où l'on porte leur nombre à cinq, il faut que deux d'entre eux au moins appartiennent au rôle francophone et deux autres au rôle néerlandophone.

Plusieurs membres jugent cette remarque pertinente.

Un membre propose d'inclure, dans les compétences du collège des procureurs généraux, définies à l'article 143*bis*, § 2, du Code judiciaire, la coordination des services de police et le contrôle sur le Service général d'appui policier.

§ 2, van het Gerechtelijk Wetboek moeten de kandidaten leden zijn van het openbaar ministerie bij de hoven van beroep en de rechtbanken van eerste aanleg die gedurende ten minste vijf jaar het ambt van magistraat van het openbaar ministerie of van rechter hebben uitgeoefend.

In de eerste plaats ziet hij niet in waarom de kandidaten vijf jaar het ambt van rechter moeten hebben uitgeoefend. Dit betekent dat ook rechters uit de rechtbank van koophandel, zonder ervaring in strafzaken, in aanmerking komen.

De minister is het met het lid eens dat uitsluitend kandidaten met een operationele ervaring, zoals onderzoeksrechters, in aanmerking kunnen worden genomen. Het woord «rechter» moet dus worden vervangen door het woord «onderzoeksrechter».

Ten tweede hebben sommigen gesuggereerd de vereiste beroepservaring terug te brengen van vijf jaar naar drie jaar.

Verschillende leden noch de minister betonen zich hier voorstander van.

Ten derde moeten omwille van de overeenstemming met andere artikelen uit het Gerechtelijk Wetboek de woorden «de leden van het openbaar ministerie/les membres du ministère public» worden vervangen door de woorden «de magistraten van het openbaar ministerie/les magistrats du ministère public».

Met betrekking tot het taalstelsel van de nationaal magistraten, is een ander lid van oordeel dat de tweede volzin van het in artikel 12 voorgestelde artikel 43*bis*, § 4, eerste lid, van de wet van 15 juni 1935 betreffende het gebruik der talen in gerechtszaken moet worden gewijzigd.

Hierin wordt namelijk bepaald dat ten minste één nationaal magistraat aan de hand van zijn diploma moet bewijzen dat hij het examen van doctoraat of licentiaat in de rechten in het Frans heeft afgelegd en tenminste één nationaal magistraat moet door zijn diploma bewijzen deze examens in het Nederlands te hebben afgelegd.

Deze verhouding is slechts aanvaardbaar als er drie nationaal magistraten zijn. Indien hun aantal tot vijf wordt opgetrokken, moeten er ten minste twee tot de Franse taalrol en ten minste twee tot de Nederlandse taalrol behoren.

Verschillende leden achten dit een pertinente opmerking.

Een lid stelt voor het in artikel 143*bis*, § 2, van het Gerechtelijk Wetboek omschreven takenpakket van het college van procureurs-generaal uit te breiden met de coördinatie van de politiediensten en het toezicht op de Algemene Politie-eenheden.

Le ministre déclare que ces deux tâches sont incluses dans les compétences attribuées au collège par l'article précité, pour autant qu'il s'agit de l'exécution de la politique criminelle. Pour le S.G.A.P., le collège ne paraît pas, selon le ministre, être l'autorité indiquée.

Si l'on ajoutait ici deux points spécifiques, toutes les compétences seraient énumérées point par point. Cela mènerait trop loin, avec le risque de perdre de vue certains éléments.

### III. DISCUSSION DES ARTICLES

#### *Intitulé*

Le Gouvernement dépose un amendement (doc. Sénat, n° 1-447/2, amendement n° 10), libellé comme suit :

*« Dans l'intitulé du projet de loi, remplacer les mots « magistrat fédéral » par les mots « magistrat national ».*

*Remplacer l'intitulé du chapitre III par l'intitulé suivant : « Le magistrat national ».*

*Dans les articles 4 et 6 à 11 du projet, remplacer les mots « magistrats fédéraux » par les mots « magistrats nationaux ».*

*À l'article 12 du projet, remplacer les mots « magistrat fédéral » par les mots « magistrat national ».*

#### Justification

*Dans la mesure où la qualification de « fédéral » attribuée aux magistrats visés ne reflète pas de façon fidèle l'organisation judiciaire en droit belge, il est préférable de conserver l'appellation actuelle de « magistrats nationaux » qui est plus conforme.*

Le ministre précise que l'on remplace, dans l'intitulé, ainsi qu'à d'autres endroits du texte proposé (art. 4, 6 à 11, 12 et intitulé du chapitre III), les mots « fédéral » par « national », étant donné que « fédéral » s'oppose à « régional ».

Le Gouvernement dépose encore d'autres amendements aux articles 4, 6 à 11 et 12 (*cf. infra*, doc. Sénat, n° 1-447/2 - amendements n°s 34 à 42, et doc. Sénat, n° 1-447/3 - amendement n° 55).

L'amendement et l'intitulé ainsi modifiés sont adoptés à l'unanimité des 9 membres présents.

De minister verklaart dat deze twee taken besloten liggen in de bevoegdheden die krachtens het voormelde artikel aan het college zijn toegekend voor zover het de uitvoering betreft van het strafrechtelijk beleid. Voor de A.P.S.D. lijkt het college volgens de minister niet de aangewezen gezagsdrager.

Indien men hier twee specifieke punten aan zou toevoegen, zouden alle bevoegdheden punctueel worden opgesomd. Dit zou te ver leiden en houdt het gevaar in dat men bepaalde aangelegenheden uit het oog verliest.

### III. ARTIKELSGEWIJZE BESPREKING

#### *Opschrift*

De Regering dient een amendement in (Gedr. St., Senaat, nr. 1-447/2, amendement nr. 10), luidend als volgt :

*« In het opschrift van het wetsontwerp, de woorden « federale magistraat » vervangen door de woorden « nationaal magistraat ».*

*Het opschrift van hoofdstuk III vervangen door het volgende opschrift : « De nationaal magistraat. »*

*In de artikelen 4 en 6 tot en met 11 van het ontwerp, de woorden « nationaal magistraten » vervangen door de woorden « nationaal magistraten ».*

*In het artikel 12 van het ontwerp, de woorden « nationaal magistraat » vervangen door de woorden « nationaal magistraat ».*

#### Verantwoording

*Aangezien de kwalificatie van « federaal » toegekend aan de bedoelde magistraten niet op adequate manier de rechterlijke organisatie in het Belgische recht weergeeft, is het wenselijk dat de reeds bestaande benaming van « nationaal magistraten » behouden blijft, die meer conform is.*

De minister verduidelijkt dat, in het opschrift, alsook elders in de voorgelegde tekst (art. 4, 6 tot 11, 12 en opschrift van hoofdstuk III) de woorden « federaal » worden vervangen door « nationaal », aangezien « federaal » staat tegenover « regionaal ».

Voor de artikelen 4,6 tot 11 en 12 worden andere amendementen door de regering ingediend (*cf. infra* Gedr. St. Senaat, nr. 1-447/2 — amendementen nr. 34 tot en met 42 en Gedr. St. Senaat, nr. 1-447/2-amendement nr. 55).

Dit amendement en het aldus gewijzigde opschrift worden eenparig aangenomen door de 9 aanwezige leden.



## Article premier

Cet article ne fait l'objet ni d'amendements ni d'observations.

Il est adopté à l'unanimité des 9 membres présents.

## Article 2

Article 143bis, § 1<sup>er</sup>

Un membre se pose des questions quant à l'emploi du terme « membres » du ministère public, alors que le Code judiciaire emploie le terme « magistrats » du ministère public. Ne vaut-il dès lors pas mieux suivre la terminologie usitée dans le Code judiciaire ?

D'après un autre membre, l'on ne peut considérer cette modification comme une pure correction de forme puisque l'on mène actuellement une discussion importante relative au statut du ministère public, dans laquelle les termes de « magistrats » et de « membres » du ministère public ont valeur de symbole.

Si cet article venait malgré tout à être modifié, l'intervenant estime que tous les autres articles devraient également l'être dans ce sens.

Le ministre souligne que l'on vise, à cet article, un éventail aussi large que possible (par exemple, les stagiaires). Aussi propose-t-il de maintenir le texte initial.

La Commission se rallie à ce point de vue.

Aucun amendement n'est déposé à ce paragraphe.

L'article 143bis, § 1<sup>er</sup>, est dès lors adopté à l'unanimité des 9 membres présents.

## Article 143bis, §§ 2 et 3

Le Gouvernement dépose des amendements (doc. Sénat, n° 1-447/2, amendements n°s 8 et 9), libellés comme suit :

« Au § 3 de l'article 143bis proposé et à l'article 143ter proposé, remplacer dans le texte français les mots « lignes directrices » par le mot « directives ».

## Justification

L'amendement vise à assurer la conformité entre le texte français et le texte néerlandais. Le texte néerlandais contient le terme « richtlijnen », qui est traduit

## Artikel 1

Er worden geen amendementen ingediend, noch opmerkingen geformuleerd.

Dit artikel wordt eenparig aangenomen door de 9 aanwezige leden.

## Artikel 2

## Artikel 143bis, § 1

Een lid stelt zich vragen over het gebruik van de term « leden » (« membres ») van het openbaar ministerie, aangezien het Gerechtelijk Wetboek de term « magistraten » (« magistrats ») van het openbaar ministerie vermeldt. Is het aldus niet beter de terminologie van het Gerechtelijk Wetboek te blijven volgen ?

Volgens een ander lid kan deze wijziging niet worden beschouwd als een loutere tekstwijziging, aangezien er thans een belangrijke discussie wordt gevoerd over het statuut van het openbaar ministerie, waarbij de termen magistraten enerzijds en leden van het openbaar ministerie anderzijds een symboolfunctie hebben.

Indien dit artikel toch wordt gewijzigd, zouden volgens deze spreker ook alle andere artikelen in die zin moeten worden gewijzigd.

De minister wijst erop dat men in dit artikel een zo breed mogelijke waaier beoogt (bijvoorbeeld, stagiairs). De minister stelt dan ook voor de oorspronkelijke tekst te behouden.

De commissie sluit zich aan bij dit standpunt.

Er worden op dit artikel geen amendementen ingediend.

Artikel 143bis, § 1, wordt aldus eenparig aangenomen door de 9 aanwezige leden.

## Artikel 143bis, §§ 2 en 3

De Regering dient amendementen in (Gedr. St., Senaat, nr. 1-447/2, amendementen nrs. 8 en 9), luidend als volgt :

« In § 3 van het voorgestelde artikel 143bis, en in het voorgestelde artikel 143ter, in de Franse tekst de woorden « lignes directrices » vervangen door het woord « directives ».

## Verantwoording

Het amendement beoogt de gelijkvormigheid te waarborgen tussen de Nederlandse en de Franse tekst. De Nederlandse tekst bevat de term « richtlijnen », die

*adéquatement par le mot « directives ». Les termes « lignes directrices » donnent à tort une connotation plus vague et moins contraignante à l'instrument visé.*

Amendement n° 9:

*« Compléter le § 3 de l'article 143bis proposé par les mots suivants :*

*« pour assurer l'application de ses directives. »*

#### Justification

*L'ajout proposé vise à préciser la portée des mesures nécessaires que le ministre de la Justice peut prendre en cas d'absence de consensus au sein du collège, en indiquant la finalité de telles mesures, qui est l'application des directives du ministre. Toutes les mesures nécessaires à la réalisation de ce but pourront être prises par le ministre conformément à cette disposition.*

M. Vandenberghe et consorts déposent un amendement (doc. Sénat, n° 1-447/2, amendement n° 3), libellé comme suit:

*« Compléter le § 3 de l'article 143bis proposé du Code judiciaire par les mots « pour assurer l'application des lignes directrices. »*

#### Justification

*Cet amendement traduit la finalité des « mesures nécessaires » à prendre par le ministre de la Justice. Il précise que le ministre peut, s'il y a lieu, prendre toutes les mesures nécessaires en exécution des lignes directrices arrêtées par lui.*

Un membre demande des explications quant à l'utilisation du mot « général » à l'article 143bis, § 2, 2°. Pourquoi ne pas simplement laisser « bon fonctionnement ».

Le ministre précise qu'il est utile de garder ce mot, vu qu'il indique la différence entre le fonctionnement dans tout le pays et le fonctionnement dans un ressort.

Un autre membre envisage de déposer un amendement qui précise que le collège doit également coordonner le travail effectué par les différents services de police et notamment contrôler le bon fonctionnement du Service général d'appui policier.

*passend vertaald wordt door het woord « directives ». De bewoordingen « lignes directrices » geven ten onrechte een te vage connotatie en een minder dwingend karakter aan het beoogde instrument.*

Amendement nr. 9:

*« Het voorgestelde artikel 143bis, § 3, aanvullen met de volgende woorden :*

*« om de toepassing van zijn richtlijnen te verzekeren. »*

#### Verantwoording

*De voorgestelde aanvulling beoogt het belang van de nodige maatregelen te verduidelijken die de minister van Justitie kan nemen in geval er geen consensus is binnen het college, door aan te geven wat het doel van deze maatregelen is, namelijk de toepassing van de richtlijnen van de minister. Alle nodige maatregelen ter verwezenlijking van dat doel kunnen door de minister genomen worden overeenkomstig deze bepaling.*

De heer Vandenberghe c.s. dient een amendement in (Gedr. St. Senaat, nr. 1-447/2, amendement nr. 3), luidend als volgt:

*« Paragraaf 3 van het voorgestelde artikel 143bis van het Gerechtelijk Wetboek aanvullen met de woorden « om de toepassing van de richtlijnen te verzekeren. »*

#### Verantwoording

*Het amendement geeft de finaliteit weer van de door de minister van Justitie te nemen « noodzakelijke maatregelen ». Het maakt duidelijk dat de minister indien nodig alle noodzakelijke maatregelen kan nemen ter uitvoering van de door hem vastgelegde richtlijnen.*

Een lid wenst een toelichting bij het gebruik van het woord « algemene » in artikel 143bis, § 2, 2°. Hij vraagt zich af waarom de term « goede werking » niet voldoende is.

De minister verduidelijkt dat het raadzaam lijkt dit woord te behouden, aangezien er een onderscheid is tussen de werking in het hele land en de werking in een rechtsgebied.

Een ander lid overweegt een amendement in te dienen waarin wordt verduidelijkt dat het college ook de werkzaamheden van de verschillende politiediensten moet coördineren en met name de goede werking van de algemene politiesteundienst moet controleren.

Un membre estime qu'il serait également utile de préciser la mission du collège d'exercer la direction juridique sur la police judiciaire. Si le collège coordonne et développe la politique criminelle, ne doit-il pas avoir une autorité sur les différents corps de police exerçant une fonction de police judiciaire ?

Un autre membre estime que les deux préopinants ont souligné un point extrêmement important, mais il ne peut se rallier à la suggestion de confier la direction des services de police aux procureurs généraux. Comment va-t-on définir les termes « direction juridique » en ce qui concerne les services de police ? L'intervenant estime qu'il est impossible de le faire.

Il est cependant convaincu de la nécessité de réformer le ministère public en fonction de la restructuration des services de police. Il est vrai que les services de police doivent être réformés, mais cela ne doit pas se faire, selon l'intervenant, dans le cadre de la présente discussion et certainement pas de la façon proposée par la préopinante.

Un autre membre partage le point de vue de l'intervenant précédent. Il faut veiller à restructurer les rapports existants, mais l'intervenant ne souhaite pas glisser dans un système où la responsabilité politique de la direction des services de police par les procureurs généraux incomberait au ministre.

En ce qui concerne le texte de l'article proposé, l'intervenant estime que celui-ci présente une lacune parce qu'il ne mentionne pas la coordination entre les différents parquets.

Il pense ensuite pouvoir donner l'interprétation suivante des termes « bon fonctionnement général » : le collège peut obliger les parquets ou les parquets généraux à charger certains magistrats d'une tâche spécifique, mais ne peut par exemple pas déterminer le nombre de ces magistrats. C'est là que signifient, selon l'intervenant, les termes « fonctionnement général ».

Il souligne une fois de plus qu'il faudrait insérer dans la loi la notion de la coordination entre les différents parquets, ce qui confirmerait également l'autorité du collège sur les membres du ministère public. À cet égard, MM. Erdman et Coveliers déposent un amendement (Doc. Sénat, n° 1-447/2, amendement n° 17), libellé comme suit :

*« Au § 2, 2°, de l'article 143bis proposé, insérer, entre les mots « fonctionnement général » et les mots « du ministère public », les mots « et d'une coordination ».*

En ce qui concerne les premières remarques, le ministre estime qu'il serait erroné d'insérer, dans le texte relatif au collège des procureurs généraux, des règles relatives à la structure ayant autorité sur les services

Een lid meent dat het eveneens nodig is expliciet te stellen dat het college de juridische leiding heeft over de gerechtelijke politie. Indien dit college een strafrechtelijk beleid moet coördineren en ontwikkelen, is het dan niet logisch dat het een zeker gezag heeft over de verschillende politiekorpsen die taken van gerechtelijke politie uitoefenen ?

Een volgend lid acht dat beide vorige sprekers een bijzonder belangrijk punt hebben aangeraakt, maar gaat niet akkoord met het feit de leiding van de politiediensten te leggen bij de procureurs-generaal. Hoe gaat men de term « direction juridique » in functie van de politiediensten definiëren ? Het lid acht dit onmogelijk.

Wel is hij ervan overtuigd dat het openbaar ministerie hervormd zou moeten worden in functie van de herstructurering van de politiediensten. De politiediensten moeten inderdaad worden hervormd maar volgens het lid niet in het kader van deze bespreking en zeker niet op de door het vorige lid voorgestelde wijze.

Een ander lid sluit zich aan bij het standpunt van de voorgaande spreker. Men moet uitzien naar een herstructurering van de verhouding, maar hij wenst niet in een systeem te vervallen waar de minister politiek verantwoordelijk zou zijn voor de leiding van de procureurs-generaal t.o.v. de politiediensten.

Wat de tekst van het voorgestelde artikel betreft, ontbreekt volgens dit lid de coördinatie tussen de verschillende parketten.

Vervolgens denkt hij de terminologie « goede algemene werking » als volgt te interpreteren : het college kan aan de parketten of parketten-generaal opleggen bepaalde magistraten te gelasten met een bijzondere opdracht, maar bijvoorbeeld niet het aantal daarvan te bepalen. Dit wordt volgens dit lid uitgedrukt door het begrip « algemene werking ».

Hij onderlijnt nogmaals dat het begrip van coördinatie tussen de verschillende parketten zou moeten worden opgenomen, hetgeen tevens de autoriteit van het college op de leden van het openbaar ministerie bekrachtigt. De heren Erdman en Coveliers dienen in dit verband een amendement in (Gedr. Senaat, nr. 1-447/2, amendement nr. 17) luidend als volgt :

*« In § 2, 2°, van het voorgestelde artikel 143bis, de woorden « en gecoördineerde » invoegen tussen het woord « algemene » en het woord « werking ».*

Wat de eerste opmerkingen betreft, is de minister van oordeel dat het fout zou zijn in de tekst van het college van procureurs-generaal de regeling in te lassen van de gezagsstructuur met de politiediensten.

de police. Ce problème est réglé et doit être suivi ailleurs (loi sur la fonction de police, loi sur la gendarmerie, loi sur la police judiciaire).

Il convient en effet de faire toute la clarté dans ce débat, mais le projet à l'examen ne constitue pas, d'après le ministre, l'endroit idéal du point de vue de la technique législative. En outre, il n'est aucunement convaincu du fait que le collège des procureurs généraux constituerait l'organe indiqué pour diriger les services de police.

Les relations qui existent entre le ministère public et les services de police sont toutefois fondamentales et l'on peut préciser ce partenariat dans le cadre du projet à l'examen. Font partie de la politique criminelle le rôle que doit jouer le ministère public et la façon dont il collabore avec les services de police.

À propos de la remarque concernant les précisions à fournir au sujet de la coordination entre les différents parquets, le ministre estime que celle-ci est déjà contenue dans la notion de «fonctionnement général».

Un membre admet qu'il y a de grands risques à définir la collaboration entre les services de police et le ministère public. Il devra en tout cas ressortir de l'amendement qui sera éventuellement déposé qu'il s'agit d'une collaboration et que l'on ne peut en déduire un lien hiérarchique.

Le ministre insiste sur le fait qu'il faut préciser qu'il s'agit d'une coordination des «missions judiciaires» des services de police. Il ne s'agit pas de guider les services de police en général, mais bien leurs missions judiciaires.

Le membre demande s'il ne serait pas utile d'ajouter au § 2 un 4<sup>o</sup> et d'ajouter une mission d'organiser les modalités de collaboration entre le ministère public et les services de police en ce qui concerne l'exercice de la fonction de police judiciaire.

Suite à cette discussion, un membre suggère le texte suivant conformément à l'idée du Gouvernement :

*«2<sup>o</sup> de prendre les mesures utiles en vue d'une bonne coordination des mesures judiciaires des services de police et d'un bon fonctionnement ... »*

Un sénateur souhaite que l'on clarifie les choses; les missions de la police judiciaire englobent-elles ou non la politique de recherche proactive? Dans l'affirmative, le collège peut-il arrêter à ce propos des directives contraignantes, en particulier pour les services de police? L'intervenant estime qu'il convient de prendre position à cet égard.

Un commissaire se demande s'il y a vraiment lieu de régler les rapports entre le collège des procureurs

Dit is elders geregeld en moet elders worden opgevolgd (wet op het politieambt, wet op de rijkswacht, wet op de gerechtelijke politie).

Dit debat moet inderdaad worden uitgeklaard, maar volgens de minister is het hier niet de legistiek-technisch aangewezen plaats en bovendien is hij geenszins overtuigd van het feit dat het college van procureurs-generaal de aangewezen instelling is om de politiediensten te leiden.

De relatie tussen het openbaar ministerie en de politiediensten is echter wel fundamenteel en dit partnership kan hier wel worden geëxpliciteerd. In het strafrechterlijk beleid is inbegrepen de rol van het openbaar ministerie en de wijze waarop zij met de politiediensten werken.

Wat betreft de opmerking in verband met het expliciteren van de coördinatie tussen de verschillende parketten, acht de minister dat deze coördinatie reeds vervat zit in het begrip «algemene werking».

Een lid beaamt dat er grote risico's verbonden zijn aan het vastleggen van de samenwerking tussen de politiediensten en openbaar ministerie. In ieder geval moet uit het eventueel amendement blijken dat het gaat om samenwerking en dat hieruit geen hiërarchisch verband mag blijken.

De minister benadrukt dat duidelijk moet worden gesteld dat het hier gaat om de coördinatie van de «gerechtelijke opdrachten» van de politiediensten. De bedoeling is niet de politiediensten in het algemeen te leiden, maar enkel in hun gerechtelijke opdrachten.

Het lid stelt voor aan § 2 een 4<sup>o</sup> toe te voegen dat het college de opdracht geeft een kader voor de samenwerking tussen het openbaar ministerie en de politiediensten te creëren wat betreft de uitoefening van de functie van gerechtelijke politie.

Naar aanleiding van deze discussie stelt een lid, in overeenstemming met de visie van de Regering, de volgende tekst voor:

*«2<sup>o</sup> het treffen van de nodige maatregelen met het oog op een goede coördinatie van de gerechtelijke maatregelen van de politiediensten en op een goede werking ... »*

Een senator wenst naar duidelijkheid te streven; omvatten de opdrachten van de gerechtelijke politie ook al dan niet het pro-actieve recherchebeleid? Zo ja, kan het college daaromtrent bindende richtlijnen treffen, die tevens bindend zijn voor de politiediensten? Volgens deze spreker moet hierover een standpunt worden ingenomen.

Een lid vraagt zich af of de verhouding tussen het college van procureurs-generaal en de politiediensten

généraux et les services de police dans le cadre du projet en discussion, et ce en dehors de toute concertation et en l'absence de toute analyse des diverses constructions. En effet, on parle, en l'espèce, de la coordination de services qui possèdent tous des structures distinctes.

Le ministre déclare que c'est justement pour cette raison qu'il essaie d'éviter le terme « coordination ».

Un membre souligne qu'il est particulièrement dangereux de réglementer les rapports entre ces différents corps.

Le ministre fait observer qu'il ne demande pas que l'on modifie le texte existant. Il tient néanmoins à préciser, à la demande générale, que l'aspect criminel concerne, notamment, l'organisation de l'exécution de missions judiciaires, mais ajoute qu'il n'est pas partisan de la chose, quant à lui, parce qu'il part de la mission la plus générale, à savoir la politique criminelle.

À ses yeux, la recherche proactive constitue un élément des missions judiciaires.

Un commissaire signale que même l'interprétation la plus large laisse subsister des zones de problèmes; c'est ainsi que l'on ne dit rien de la relation entre les membres de la police qui participent à la recherche proactive, au contrôle de celle-ci, etc. Il craint de voir l'ensemble de la problématique se compliquer, précisément en raison de la mention fragmentaire de certaines choses.

C'est pourquoi il faut préciser, à son avis, *de lege ferende* que ces choses doivent encore être réglées par la loi.

Un membre rejoint cette position, qui démontre à quel point le projet en discussion est intimement lié à d'autres réformes et qu'il semble de par ce fait prématuré, étant qu'il devra être intégré dans l'ensemble.

Ceci explique le fait qu'elle est favorable à une formule générale. Suite à cela, Mmes Milquet et Delcourt-Pêtre déposeront un amendement (Doc. Sénat, n° 1-447/2, amendement n° 18), libellé comme suit :

« Au § 2, 2<sup>o</sup>, de l'article 143bis proposé, insérer les termes « en vue de superviser et de coordonner l'exercice des missions de police judiciaire des corps de police, et ... » entre les termes « mesures utiles » et les termes « en vue de. »

#### Justification

*Il est indispensable d'exprimer l'importance du rôle du collègue des procureurs généraux à l'égard des services de police.*

wel in het kader van het voorgelegde ontwerp moet worden geregeld, zonder overleg en analyse van de onderscheiden constructies. Men spreekt hier immers over coördinatie, en dit van diensten die ieder een verscheidene structuur bezitten.

De minister preciseert dat hij juist daarom de term coördinatie probeert te vermijden.

Een lid benadrukt dat de regeling van de verhoudingen tussen die diverse korpsen bijzonder gevaarlijk is.

De minister onderlijnt dat hij geen vragende partij is om de bestaande tekst te wijzigen. Wel wil hij, op algemeen verzoek, verduidelijken dat het strafrechtelijk aspect onder meer betrekking heeft op het organiseren van de uitvoering van gerechtelijke opdrachten. De minister is er echter geen voorstander van, omdat hij uitgaat van de meest algemene opdracht, met name het strafrechterlijk beleid.

Volgens de minister is de pro-actieve recherche een element van de gerechtelijke opdrachten.

Een lid wijst op het feit dat zelfs een zo ruim mogelijke interpretatie niet uitsluit dat er nog probleemvelden overblijven; zo wordt er niets gezegd over de relatie tussen leden van de politie die deelnemen aan de pro-actieve recherche, controle erop, enz. Hij vreest dat de hele problematiek wordt bemoeilijkt, juist door het fractionair vermelden van bepaalde zaken.

Het is volgens hem dan ook noodzakelijk te vermelden, *de lege ferende*, dat deze zaken nog wettelijk moeten worden geregeld.

Een lid sluit zich aan bij deze stelling, die duidelijk aantoonde dat het besproken ontwerp in feite verbonden is met andere hervormingen en bijgevolg voorbarig, aangezien het toch zal moeten worden geïntegreerd in het geheel.

Daarom is het lid voorstander van een algemene formulering. Dientengevolge dienen de dames Milquet en Delcourt-Pêtre een amendement in (Gedr. St., Senaat, nr. 1-447/2, amendement nr. 18), luidend als volgt :

« In § 2, 2<sup>o</sup>, van het voorgestelde artikel 143bis tussen de woorden « alle nodige maatregelen » en de woorden « met het oog op » invoegen de woorden « met het oog op het toezicht en de coördinatie van de taken van gerechtelijke politie die door de politiekorpsen worden uitgeoefend en ... »

#### Verantwoording

*Er moet worden gewezen op de belangrijke taak die het college van procureurs-generaal uitoefent ten aanzien van de politiediensten.*

Le ministre estime que le terme «superviser» est difficile à retenir, étant donné qu'il donne l'impression que le collègue supervise les corps de police, alors qu'il faut un partenariat.

Mme Milquet précise que cette supervision n'opère que dans l'exercice des missions de police judiciaire.

Le ministre conclut qu'il faut également lire l'article 143ter, qui est plus explicite en mentionnant la politique de recherche et de poursuite, ce qui implique la collaboration avec les services de police. Il se pose donc la question s'il est vraiment utile de tout expliciter ici.

M. Erdman renvoie à son amendement (doc. Sénat, n° 1-447/2, amendement n° 17) et estime que celui-ci répond également à l'inquiétude exprimée dans l'amendement n° 18 de Mmes Milquet et Delcourt.

Il s'agit en effet d'un fonctionnement coordonné des parquets, qui dirigent la police judiciaire en tant que telle.

Un membre estime, en outre, que le texte de l'amendement n° 18 de Mmes Milquet et Delcourt entraîne une révision beaucoup plus poussée des structures existantes. Il faut dès lors prendre en considération le Code d'instruction criminelle, puisque celui-ci prévoit que le procureur du Roi exerce son autorité sur la police judiciaire et les fonctionnaires de police judiciaire. L'intervenant se dit, dès lors, partisan de la coordination plutôt que d'une définition fonctionnelle.

Plusieurs commissaires expriment en tout cas des réserves à propos de l'amendement de Mmes Milquet et Delcourt-Pêtre, à la lumière de la discussion des articles relatifs aux magistrats nationaux.

M. Desmedt demande ensuite une précision concernant les mots «auprès des cours et tribunaux».

S'agit-il uniquement d'une formule de style ou visent-ils uniquement le travail du ministère public dans une affaire évoquée devant les cours et tribunaux, ce qui constitue une restriction.

Le ministre précise qu'il s'agit d'une formule de style et qu'il s'agit du ministère public sur les différents niveaux.

Afin d'éviter toute confusion, et la spécification étant de nature à réduire le rôle du collègue, M. Desmedt dépose un amendement (doc. Sénat, n° 1-447/2, amendement n° 19).

«Au § 2, 2°, de l'article 143bis proposé, supprimer les mots «auprès des cours et tribunaux».

De minister meent dat de term «toezicht» niet op zijn plaats is, omdat zo de indruk wordt gewekt dat het college toezicht houdt op de politiekorpsen, terwijl eigenlijk een vorm van partnerschap moet worden nagestreefd.

Mevrouw Milquet verduidelijkt dat dit toezicht enkel wordt uitgeoefend op de taken van gerechtelijke politie.

De minister besluit dat ook artikel 143ter moet worden gelezen, waarin het opsporings- en het vervolgingsbeleid expliciet worden genoemd, wat samenwerking met de politiediensten veronderstelt. Het is dus zeer de vraag of het werkelijk nuttig is op dit punt hier in detail te treden.

De heer Erdman verwijst naar zijn amendement (Gedr. St., Senaat, nr. 1-447/2, amendement nr. 17). Hij meent dat dit amendement dezelfde bezorgdheid uitdrukt als verwoord in amendement nr. 18 van de dames Milquet en Delcourt.

Het betreft immers een gecoördineerde werking van de parketten, die leiding hebben op de gerechtelijke politie als dusdanig.

Bovendien brengt de tekst van amendement nr. 18 van de dames Milquet en Delcourt volgens een lid een veel verdergaande herziening mee van de bestaande structuren. Men moet dan ook het Wetboek van strafvordering onder ogen nemen, vermits daar de procureur des Konings autoriteit heeft over de gerechtelijke politie en ambtenaren van gerechtelijke politie. Hij is dan ook voorstander van de coördinatie, eerder dan een functionele omschrijving.

Verscheidene commissieleden maken in ieder geval voorbehoud over het amendement nr. 18 van mevrouw Milquet en Delcourt-Pêtre in functie van de bespreking van de artikelen over de nationaal magistraten.

De heer Desmedt verzoekt om een verduidelijking van de woorden «bij de hoven en rechtbanken».

Gaat het hier enkel om een stijlform of is het effectief een beperking en worden enkel de werkzaamheden van het openbaar ministerie bedoeld in zaken die gebracht zijn voor de hoven en rechtbanken.

De minister verduidelijkt dat het inderdaad om een stijlform gaat en dat men in het algemeen de werkzaamheden van het openbaar ministerie op de verschillende niveaus bedoelt.

Om verwarring te vermijden en omdat de specificatie een beperking van de rol van het college inhoudt, dient de heer Desmedt een amendement in (Gedr. St., Senaat, nr. 1-447/2, amendement nr. 19).

«In § 2, 2°, van het voorgestelde artikel 143bis de woorden «bij de hoven en rechtbanken» doen vervallen.»

Un membre demande une définition du mot «consensus» au § 3 de l'article 143bis proposé.

Le ministre répond qu'au sens du projet en discussion, le consensus signifie que le collège agit vis-à-vis de l'extérieur en adoptant un point de vue déterminé. Il faut qu'il y ait un point de vue commun, sans quoi il n'y a pas de point de vue du tout.

Il y a consensus, au sens de l'article 143bis, § 3 du présent projet, chaque fois qu'une proposition de décision soumise au collège est adoptée sans qu'une opposition ne soit exprimée par un ou plusieurs des membres. Il y a consensus non seulement dans le cas où il y a un accord unanime, éventuellement tacite, ou abstention de la part d'un ou plusieurs membres, mais également lorsque un ou plusieurs membres du collège qui sont, à titre personnel, en désaccord avec la proposition de décision, choisissent néanmoins de ne pas s'y opposer en prenant en compte d'autres éléments d'appréciation (tels que la nécessité d'une décision rapide par rapport à des circonstances déterminées, l'intérêt du collège ou du ministère public en général).

Un autre membre en déduit que l'on exige pas simplement des procureurs généraux qu'ils soient démocrates; ils doivent s'exprimer en toute unanimité vis-à-vis de l'extérieur. À défaut de consensus, il n'y a en effet pas de décision.

Il constate en second lieu que cette règle du consensus ne vaut que pour le § 2, 1<sup>o</sup> et 2<sup>o</sup>. Elle n'est donc pas applicable lorsqu'il s'agit d'informer le ministre et de lui donner avis, d'initiative ou à sa demande. Lorsque le ministre pose une question au collège, la réponse de celui-ci ne doit pas nécessairement faire l'objet d'un consensus.

Le ministre estime que le principe général veut que le collège respecte la règle du consensus, mais qu'il ne peut faire usage de ses possibilités d'action que pour les points 1 et 2. S'il y a des opinions divergentes concernant le point 3, concernant les avis, le ministre en prend acte, mais cela n'influence pas ses possibilités d'action.

Selon un commissaire, le collège doit décider en principe par consensus, mais, à défaut de consensus, le ministre peut poser sa question à un procureur général individuel, conformément au point 3.

Un autre membre rejoint cette opinion et estime que l'avis, mentionné au point 3, ne doit pas nécessairement être unanime. Plusieurs avis sont possibles.

Le ministre confirme cette possibilité, mais attire l'attention sur le fait que la valeur sera différente lorsqu'il s'agit d'un avis unanime ou non.

Een lid vraagt om een definitie van het woord «consensus» in § 3 van het voorgestelde artikel 143bis.

De minister antwoordt dat de consensus in het voorgelegd ontwerp betekent dat het college gemeenschappelijk naar buiten treedt met een bepaald standpunt. Een gemeenschappelijk standpunt moet worden ingenomen, zoniet is er geen standpunt.

Er is consensus, in de zin van het voorgestelde artikel 143bis, § 3, van dit ontwerp, wanneer een aan het college voorgelegd voorstel tot beslissing aangenomen wordt zonder dat een of meer leden zich daartegen verzetten. Er is niet alleen consensus in het geval van een eenparig akkoord, eventueel stilzwijgend, of wanneer een of meer leden zich onthouden, maar ook wanneer een of meer leden, al zijn zij het persoonlijk met de beslissing niet eens, toch verkiezen ze zich er niet tegen te verzetten omdat zij andere elementen van beoordeling inbrengen (zoals de noodzaak van een snelle beslissing ten aanzien van bepaalde omstandigheden, het belang van het college of dat van het openbaar ministerie in het algemeen).

Een ander lid leidt hieruit af dat men aan de procureurs-generaal meer vraagt dan democratisch te zijn, ze moeten volledig eensgezind naar buiten treden. Indien er geen consensus is, is er immers geen beslissing.

Ten tweede stelt dit lid vast dat deze consensusregel enkel geldt voor § 2, 1<sup>o</sup> en 2<sup>o</sup>. Wat betreft het inlichten en adviseren van de minister, ambtshalve of op diens verzoek, geldt de consensusregel dus niet. Indien de minister een vraag stelt aan het college, moet het antwoord niet bij consensus worden gegeven.

De minister is van oordeel dat het algemeen uitgangspunt bepaalt dat er met consensus wordt gewerkt, maar dat zijn actiemogelijkheden slechts in werking treden bij punt 1 en 2. Als er *dissenting opinions* zijn over punt 3, over de adviezen, neemt de minister er akte van, maar is dit niet relevant voor zijn actiemogelijkheden.

Volgens een lid luidt het principe dat het college bij consensus beslist, maar het de minister vrij staat, indien er geen consensus is, een vraag te stellen aan de individuele procureur-generaal, overeenkomstig punt 3.

Een ander lid sluit zich hierbij aan en vindt eveneens dat het advies uit punt 3 niet noodzakelijk eenparig moet zijn. Het is perfect denkbaar dat er verschillende adviezen zijn.

De minister bevestigt dat dit mogelijk is, maar wijst erop dat een andere waarde wordt toegekend aan een eenparig of een niet-eenparig advies.

M. Erdman dépose ensuite un amendement (doc. Sénat, n° 1-447/2, amendement n° 21) rédigé comme suit :

«A. Supprimer le 3<sup>o</sup> du § 2 de l'article 143bis proposé.

B. Compléter le même paragraphe par un deuxième alinéa, libellé comme suit :

«Le collège des procureurs généraux est également chargé d'informer le ministre de la Justice et de lui donner avis, d'initiative ou à sa demande, sur toute question en rapport avec les missions du ministère public.»

Le membre déduit de la discussion que l'idée du consensus est différente de l'accord ou de l'unanimité, puisque des personnes peuvent marquer des réserves ou s'abstenir, à condition qu'elles considèrent que leur abstention n'est pas de nature à empêcher le collège de formuler une décision.

Un autre membre demande ce qui se passe si trois personnes s'abstiennent.

Un membre évoque une difficulté supplémentaire, à savoir la possibilité que le consensus se fasse sur une finalité opposée à celle des directives voulues par le ministre.

S'il y a consensus, en effet, le ministre ne pourrait pas intervenir alors que consensus n'implique pas décision unanime et que, à la limite, ce consensus pourrait être une décision minoritaire, à défaut d'opposition de la majorité. Ne faut-il pas prévoir dès lors que le ministre puisse intervenir en l'occurrence, vu que le respect de la décision est compromis ?

En outre, la décision prise par consensus serait contraignante.

Selon le ministre, une phase conflictuelle est effectivement possible, mais cela fait partie de l'essence même d'un système basé sur l'équilibre par le contrôle mutuel (*checks and balances*).

S'il n'y a pas de consensus, il ne peut y avoir de décision et le ministre peut prendre des mesures.

Pour les informations et les avis, le consensus n'est pas nécessaire.

Un membre attire l'attention sur le fait que le recours au consensus affaiblit d'une certaine façon les pouvoirs du ministre.

En effet, si l'on exige l'unanimité, il y aurait plus facilement dissensus, d'où possibilité pour le ministre de prendre des mesures.

Que se passe-t-il lorsque le ministre de la Justice n'est pas d'accord avec le consensus dégagé par le collège des procureurs généraux sur la politique de coordination et de bon fonctionnement des services de police ?

De heer Erdman dient hier een amendement in (Gedr. St., Senaat, nr. 1-447/2, amendement nr. 21), luidend als volgt :

«A. Het 3<sup>o</sup> van § 2 van het voorgestelde artikel 143bis doen vervallen.

B. Dezelfde paragraaf aanvullen met een tweede lid, luidende :

«Het college van procureurs-generaal is ook belast met het inlichten en adviseren van de minister van Justitie, ambtshalve of op diens verzoek, over elke zaak die verband houdt met de opdrachten van het openbaar ministerie.»

Het lid leidt uit de bespreking af dat het concept consensus verschilt van het concept akkoord of eenparigheid, aangezien het de leden vrij staat voorbehoud te maken of zich te onthouden, op voorwaarde dat hun onthouding het college niet belet tot een besluit te komen.

Een ander lid vraagt zich af wat gebeurt wanneer drie personen zich onthouden.

Een volgend lid wijst op een bijkomende verwikkeling, namelijk indien de consensus leidt tot een tegenstrijdige finaliteit met deze van de door de minister uitgevaardigde richtlijnen.

De minister zou immers niet kunnen tussenkomen indien er consensus is, terwijl de consensus geen unanieme beslissing moet zijn en in het extreem geval zelf een minoritaire beslissing zou kunnen zijn bij gebreke van verzet van de meerderheid. Moet dan niet voorzien worden dat de minister kan optreden, omdat de naleving van de beslissing gevaar loopt.

De consensusbeslissing wordt bovendien bindend verklaard.

Volgens de minister is daar inderdaad een conflictmoment mogelijk, maar maakt dit het wezen uit van checks en balances.

Indien er geen consensus is, kan er geen beslissing zijn en kan de minister maatregelen treffen.

Voor het inlichten en adviseren is consensus niet noodzakelijk.

Een lid wijst erop dat het instellen van de consensus de macht van de minister in zekere zin beperkt.

Indien men immers de eenparigheid eist, zal er vaker sprake zijn van onenigheid, wat ruimte laat voor de minister om maatregelen te nemen.

Wat gebeurt er wanneer de minister van Justitie niet akkoord gaat met de consensus die in het college van procureurs-generaal bereikt is rond het te volgen beleid inzake coördinatie en goede werking van de politiediensten ?



Le ministre estime qu'il est important de donner au collège la responsabilité de chercher le consensus. Si ce consensus mène à une divergence entre le ministre et le collège, le ministre a les possibilités offertes par l'article 143<sup>ter</sup> (aller plus loin dans les directives) et si l'opposition persiste, le litige sera soumis au Parlement.

Un membre souligne le caractère imprécis et l'incohérence du point de vue législatif. Comment le Parlement va-t-il intervenir ?

Le ministre précise qu'il faudra alors avoir recours à la création d'une loi.

Il précise également qu'il s'agit uniquement de l'exécution des directives, et que la définition de la politique générale est de sa compétence.

Le même membre pose la question précise de savoir ce que le ministre pourrait faire exactement en cas de consensus qui ne lui convient pas; peut-il redéfinir la politique générale, la préciser, et par conséquent court-circuiter la décision du collège des procureurs généraux en imposant une autre manière d'exécution de cette politique.

Selon le ministre, il s'agirait d'une injonction positive et cette injonction est possible.

Un autre membre s'interroge sur la possibilité d'une injonction négative. Le risque existe surtout là où le ministre ne veut pas de poursuites.

Selon le ministre, ce n'est pas un problème et au niveau de l'exécution, la finalité doit être respectée.

Dans cette optique, M. Erdman dépose un amendement (doc. Sénat, n° 1-477/2, amendement n° 22), rédigé comme suit :

*« Au § 2, 1<sup>o</sup>, de l'article 143bis proposé, remplacer les mots « telle qu'elle est visée à l'article 143ter » par les mots « telle qu'elle est définie dans les lignes directrices visées à l'article 143ter et dans le respect de leur finalité. »*

M. Desmedt dépose un autre amendement (doc. Sénat, n° 1-477/2, amendement n° 23) :

*« Dans le texte français du § 2, 1<sup>o</sup>, de l'article 143bis proposé, remplacer les mots « du développement cohérent » par les mots « de la cohérence de la mise en œuvre. »*

Un membre souhaite revenir sur un point déjà soulevé. Ne faudra-t-il pas que les avis des différents procureurs généraux soient recueillis, et explicités s'il n'y a pas de consensus à leur sujet ?

Le ministre renvoie à l'amendement n° 21 de M. Erdman, qui résout partiellement le problème, en prévoyant une autre division du paragraphe.

De minister meent dat het belangrijk is het college de verantwoordelijkheid op te leggen een consensus te zoeken. Indien die consensus zou leiden tot een meningsverschil tussen de minister en het college, beschikt de minister over de mogelijkheden die hem geboden worden in artikel 143<sup>ter</sup> (verder gaan in zijn richtlijnen). Indien de tegenstelling blijft bestaan, zal het geschil worden voorgelegd aan het Parlement.

Een lid wijst op het gebrek aan precisie en samenhang op wetgevend vlak. Op welke wijze moet het parlement tussenbeide komen ?

De minister antwoordt dat in dat geval een wet zou moeten worden uitgewerkt.

Hij benadrukt eveneens dat het hier enkel gaat om de uitvoering van de richtlijnen, en dat het vastleggen van een algemeen beleid zijn bevoegdheid blijft.

Hetzelfde lid wenst precies te weten wat de minister kan doen wanneer hij niet akkoord gaat met de bereikte consensus. Kan hij het algemene beleid opnieuw definiëren, verder uitwerken, en de beslissing van het college van procureurs-generaal omzeilen, door een andere manier van uitvoeren van het beleid op te leggen ?

Dit is volgens de minister een positieve injunctie, die mogelijk is.

Een ander lid vraagt dan naar de mogelijkheid van de negatieve injunctie. Het risico situeert zich voornamelijk op het vlak waar de minister de vervolging niet wil.

Volgens de minister vormt dit geen probleem en moet op het niveau van de executie de finaliteit worden geëerbiedigd.

In dit kader dient de heer Erdman een amendement in (Gedr. St., Senaat, nr. 1-477/2, amendement nr. 22), luidend als volgt :

*« In § 2, 1<sup>o</sup>, van het voorgestelde artikel 143bis de woorden « zoals bedoeld in artikel 143bis » vervangen door de woorden « zoals omschreven in de richtlijnen bedoeld in artikel 143ter en met eerbiediging van de finaliteit ervan. »*

De heer Desmedt dient een volgend amendement in (Gedr. St., Senaat, nr. 1-477/2, amendement nr. 23) :

*« In de Franse tekst van § 2, 1<sup>o</sup>, van het voorgestelde artikel 143bis de woorden « du développement cohérent » vervangen door de woorden « de la cohérence de la mise en œuvre ».*

Een lid wenst terug te komen op een reeds besproken punt. Moeten de adviezen van de verschillende procureurs-generaal niet worden ingewonnen met de toelichting dat er geen consensus is.

De minister verwijst naar het amendement nr. 21 van de heer Erdman, dat dit probleem gedeeltelijk opvangt, door een andere indeling van de paragraaf voor te stellen.

Un membre propose de prendre pour exemple le système du Conseil économique, qui reflète les différents avis sans que l'on ait à compter les voix.

Un autre membre estime qu'il serait plus clair d'intégrer la procédure d'avis au § 3.

La commission conclut qu'une restructuration du texte doit être faite.

MM. Hotyat et Erdman déposent un amendement en ce sens (doc. Sénat, n° 1-447/2, amendement n° 24):

«A) Remplacer les §§ 2 et 3 de l'article 143bis proposé par ce qui suit:

«§ 2. Le collège des procureurs généraux décide, par consensus, de toutes les mesures utiles en vue:

1° de la mise en œuvre cohérente et de la coordination de la politique criminelle déterminée par les directives visées à l'article 143ter, et dans le respect de leur finalité.

2° du bon fonctionnement général et de la coordination du ministère public.

Si aucun consensus ne peut être dégagé au sein du collège, et si l'exécution des directives du ministre relatives à la politique criminelle est ainsi mise en péril, le ministre de la Justice prend les mesures nécessaires pour assurer leur application.

§ 3. Le collège des procureurs généraux est en outre chargé d'informer le ministre de la Justice et de lui donner avis, d'initiative ou à sa demande, sur toute question en rapport avec les missions du ministère public.

À défaut de consensus, les avis expriment les différentes opinions exposées au sein du collège.»

B) Au § 5, alinéa 2, de l'article 143bis proposé, supprimer les références « 1° et 2° »

C) À l'article 143bis proposé, remplacer l'alinéa 4 du § 5 par ce qui suit:

«Pour l'exercice des compétences du collège, et après concertation avec celui-ci, le Roi peut confier à chacun de ses membres des tâches spécifiques.»

#### Justification

A) Il importe de distinguer entre les missions du collège qui doivent faire l'objet d'une décision consensuelle contraignante, et la mission d'information, qui ne peut être paralysée par l'absence de consensus.

Het lid stelt voor het systeem van de Economische Raad over te nemen, waarbij men de verschillende meningen weergeeft, zonder de stemmen en de meningen te tellen.

Een ander lid is van mening dat het duidelijker zou zijn de adviesprocedure op te nemen in § 3.

De commissie besluit tot een herstructurering van tekst.

De heren Hotyat en Erdman dienen in dit opzicht een amendement in (Gedr. St., Senaat, nr. 1-447/2, amendement nr. 24):

«A) De paragrafen 2 en 3 van het voorgestelde artikel 143bis vervangen als volgt:

«§ 2. Het college van procureurs-generaal beslist bij consensus over alle maatregelen die nodig zijn voor:

1° de coherente uitwerking en de coördinatie van het strafrechtelijk beleid vastgelegd door de in artikel 143ter beoogde richtlijnen, en met inachtneming van de finaliteit ervan;

2° de goede algemene en gecoördineerde werking van het openbaar ministerie.

Indien het college geen consensus bereikt en indien de uitvoering van de ministeriële richtlijnen van het strafrechtelijk beleid daardoor in het gedrang komt, neemt de minister van Justitie de noodzakelijke maatregelen om de toepassing ervan te waarborgen.

§ 3. Het college van procureurs-generaal heeft daarenboven tot taak de minister van Justitie in te lichten en te adviseren, ambtshalve of op diens verzoek, over elke zaak die verband houdt met de opdrachten van het openbaar ministerie.

Bij gebreke van consensus worden de verschillende standpunten in het advies vermeld.»

B) In § 5, tweede lid, van het voorgestelde artikel 143bis de verwijzingen « 1° en 2° » doen vervallen.

C) In het voorgestelde artikel 143bis het vierde lid van § 5 vervangen als volgt:

«Met het oog op de uitoefening van de bevoegdheden van het college kan de Koning, na overleg met dat college, specifieke taken opdragen aan elk lid van het college.»

#### Verantwoording

A) Het is van belang een onderscheid te maken tussen de taken van het college waarvoor een bindende beslissing bij consensus vereist is en de informatietaak die niet in het gedrang mag komen wanneer er geen consensus kan worden bereikt.

Dès lors, en cas de points de vue divergents entre les procureurs généraux dans l'exercice de leur mission d'information, les avis communiqués au ministre doivent refléter l'ensemble des opinions exprimées au sein du collège.

B) et C) Le § 5 de l'article 143bis est adapté aux modifications effectuées aux §§ 2 et 3.

Un membre demande s'il y a une différence entre la coordination et la mise en œuvre cohérente de la politique criminelle.

M. Erdman précise que la cohérence est globale tandis que la coordination vise les actions individuelles des parquets.

Ensuite, un membre fait remarquer qu'au § 2, 2<sup>o</sup>, les mots «l'exécution de la politique criminelle» sont remplacés par les mots «l'exécution des directives du ministre relatives à la politique criminelle».

Le ministre est d'accord avec cette modification, vu que la formulation proposée «directives du ministre» est plus concrète que la notion «politique criminelle».

#### **Vote sur l'article 143bis, § 2**

Les amendements n<sup>os</sup> 17, 21, 22 et 23 de M. Erdman (doc. Sénat, n<sup>o</sup> 1-447/2) sont retirés au bénéfice de l'amendement n<sup>o</sup> 24A de MM. Hotyat et Erdman.

L'amendement n<sup>o</sup> 18 de Mmes Milquet et Delcourt-Pêtre est rejeté par 9 voix et 1 abstention.

L'amendement n<sup>o</sup> 24A de MM. Hotyat et Erdman et l'amendement n<sup>o</sup> 19 de M. Desmedt sont adoptés par 9 voix et 1 abstention.

#### **Article 143bis, § 3**

L'amendement n<sup>o</sup> 24A de MM. Hotyat et Erdman (doc. Sénat, n<sup>o</sup> 1-447/2), adopté, tient compte des amendements n<sup>os</sup> 8, 9 et 3, qui deviennent ainsi sans objet (*cf. supra*, art. 2, art. 143bis, § 2).

Le § 3 ainsi amendé est adopté par 9 voix et 1 abstention.

#### **Article 143bis, § 4**

Un membre souhaite savoir ce que le ministre entend par fonctions de soutien.

Le ministre précise qu'il s'agit, en l'espèce, de missions de soutien de la politique à mener, de prépa-

Wanneer de procureurs-generaal bij de uitoefening van hun informatieopdracht uiteenlopende meningen hebben, moeten de adviezen die aan de minister worden meegedeeld derhalve alle in het college uiteengezette meningen weerspiegelen.

B) en C) Paragraaf 5 van artikel 143bis wordt aangepast aan de wijzigingen in de §§ 2 en 3.

Een lid vraagt of er een verschil is tussen de coördinatie en de coherente uitwerking van het strafrechtelijk beleid.

De heer Erdman verduidelijkt dat de coherente uitwerking slaat op de totaalaanpak terwijl de coördinatie betrekking heeft op het individuele optreden van de parketten.

Vervolgens merkt een lid op dat in § 2, 2<sup>o</sup>, de woorden «de uitvoering van het strafrechtelijk beleid» vervangen moeten worden door de woorden «de uitvoering van de ministeriële richtlijnen van het strafrechtelijk beleid».

De minister is het eens met deze wijziging daar de voorgestelde formulering («ministeriële richtlijnen») concreter is dan het begrip «strafrechtelijk beleid».

#### **Stemming over artikel 143bis, § 2**

De amendementen met de nummers 17, 21, 22 en 23 van de heer Erdman (Gedr. St. Senaat, nr. 1-447/2) worden ingetrokken ten voordele van amendement nr. 24A van de heren Hotyat en Erdman.

Amendement nr. 18 van mevrouw Milquet en mevrouw Delcourt-Pêtre wordt verworpen met 9 stemmen bij 1 onthouding.

Amendement nr. 24A van de heren Hotyat en Erdman en amendement nr. 19 van de heer Desmedt worden aangenomen met 9 stemmen bij 1 onthouding.

#### **Artikel 143bis, § 3**

Het aangenomen amendement nr. 24A van de heren Hotyat en Erdman (Gedr. St. Senaat, nr. 1-447/2) houdt rekening met de amendementen nrs. 8, 9 en 3, die aldus overbodig worden (*cf. supra*, art. 2, art. 143bis, § 2).

De aldus geamendeerde § 3 wordt aangenomen met 9 stemmen bij 1 onthouding.

#### **Artikel 143bis, § 4**

Een lid wenst te weten wat de minister verstaat onder ondersteunende opdrachten.

De minister verduidelijkt dat het hier gaat om beleidsondersteunende opdrachten, om beleidsvoor-

ration de la politique (cf. le magistrat coordinateur, qui est supprimé), comme celles qui concernent l'analyse des phénomènes. Il ne s'agit donc pas d'activités opérationnelles, pour lesquelles l'on fait appel aux magistrats nationaux.

Un autre membre signale que, lors de la première lecture, il a eu du mal à cerner la relation entre ces magistrats *ad hoc* désignés et les magistrats nationaux.

Ne vaudrait-il pas mieux dès lors de prévoir explicitement dans la loi que les magistrats nationaux accomplissent les activités opérationnelles et de renvoyer à l'article 144*bis*?

Le ministre attire l'attention sur le fait que le collège constitue le lien entre eux et que c'est le collège qui attribue les missions.

Un membre rappelle que le mot «soutien» est une notion très ambiguë, et préférerait l'utilisation du mot «assistance».

Un membre estime qu'il est souhaitable d'insérer le terme «beleidsondersteunend» dans le texte néerlandais.

Un autre membre renvoie aux observations du Conseil d'État (doc. Sénat, n° 1-447/1, p. 26), selon lesquelles il convient d'instaurer une réglementation légale, étant donné que l'on charge les magistrats concernés de missions à mener en dehors de leur arrondissement; il retient également que la fonction de magistrat coordinateur est supprimée.

Selon lui, le terme «missions» qui figure dans le premier membre de phrase du § 4 suffit, puisqu'il inclut toutes les missions s'inscrivant dans le cadre des missions du collège.

L'aspect fonctionnel est, en effet, réglé par les magistrats nationaux.

M. Lallemand dépose donc un amendement (doc. Sénat, n° 1-447/2, amendement n° 27), rédigé comme suit:

*«Remplacer le § 4 de l'article 143bis proposé par ce qui suit:*

*«§ 4. Pour l'exécution de ses missions, le collège peut requérir l'aide de membres du ministère public près les cours d'appel.»*

Un membre retient de la discussion générale que ces missions sont réservées aux membres du parquet général. Qu'en est-il si le collège désigne un membre dont le procureur général, soit le chef de corps, ne peut pas se passer?

D'après un autre membre, ce problème se pose moins souvent, puisque le procureur général en question siège au collège et est donc présent lorsque l'on prend la décision de désigner quelqu'un; cette décision sera prise en concertation.

bereitend werk (cf. de magistraat-coördinator, die thans wegvalt), zoals fenomeenanalyse. Het betreft dus geen operationele activiteiten, waarvoor beroep wordt gedaan op nationaal magistraten.

Een ander lid meldt dat hij bij een eerste lezing problemen had met de relatie tussen deze aangeduide magistraten *ad hoc* en de nationaal magistraten.

Is het aldus niet beter in de wet expliciet te stellen dat de operationele activiteiten door de nationaal magistraten worden verricht en verwijzen naar artikel 144*bis*?

De minister wijst hier op het feit dat het verbindingspunt het college is en dat het college de opdracht geeft.

Een lid merkt op dat het woord «soutien» een zeer dubbelzinnig begrip is en zou de voorkeur geven aan het woord «assistance».

Een lid acht het wenselijk de term «beleidsondersteunend» te hernemen.

Een ander lid verwijst naar de opmerkingen van de Raad van State (Gedr. St., Senaat, nr. 1-447/1, blz. 26), die bepalen dat een wettelijke regeling moet worden ingevoerd omdat de betreffende magistraten opdrachten krijgen buiten hun arrondissement, en onthoudt tevens dat de magistraat-coördinator wordt geschrapt.

Volgens hem volstaat de term «opdrachten», opdrachten binnen het kader van de opdrachten van het college.

Het functionele wordt immers geregeld door de nationaal magistraten.

De heer Lallemand dient aldus een amendement in (Gedr. St., Senaat, nr. 1-447/2, amendement nr. 27), luidend als volgt:

*«Paragraaf 4 van het voorgestelde artikel 143bis vervangen als volgt:*

*«§ 4. Voor de uitvoering van zijn opdrachten kan het college zich laten bijstaan door leden van het openbaar ministerie bij de hoven van beroep.»*

Een lid onthoudt uit de algemene bespreking dat deze opdrachten worden voorbehouden aan leden van het parket-generaal. Wat indien het college een lid aanwijst dat de procureur-generaal, de korps-overste, niet kan missen.

Volgens een volgend lid komt dit probleem minder voor, gezien de betreffende procureur-generaal zitting heeft in het college en dus aanwezig is als een beslissing iemand aan te wijzen wordt genomen; dit zal in overleg gebeuren.

Un membre veut savoir si les personnes désignées aident le procureur général de façon compartimentée ou si elles constituent plutôt un pool général d'aide permanente. Il lui semble logique que ces personnes soient détachées en travaillant dans une structure permanente, qui, à son avis, est indispensable (voir *infra*, amendement déposé à ce sujet, doc. Sénat, n° 1-447/2, amendement n° 25).

Un autre membre se rallie à cette observation et se demande s'il faut encore, au niveau de la cour d'appel, organiser le ministère public de façon territoriale ou de façon fonctionnelle. L'intervenant estime que le projet à l'examen offre une solution intermédiaire, avec tous les désavantages qui en découlent.

Le ministre rappelle que le fait de ne mentionner que les membres du parquet général fut un choix délibéré (*cf. supra*, discussion générale).

Le même membre demande si le collègue peut également désigner des membres du ministère public près la Cour de cassation.

Le ministre répond par la négative et répète qu'il s'agit d'un choix délibéré.

Mme Milquet dépose un amendement, libellé comme suit (doc. Sénat, n° 1-447/5, amendement n° 42).

« Compléter le § 2 de l'article 143bis proposé par ce qui suit :

« et les détacher auprès du secrétariat visé à l'article 185 du présent Code. »

#### Justification

*Il est indispensable de prévoir le détachement des personnes visées auprès d'un secrétariat permanent.*

#### **Vote sur l'article 143bis, § 4**

L'amendement n° 48 de Mme Milquet est rejeté par 8 voix et 2 abstentions.

L'amendement n° 27 de M. Lallemand et l'article 143bis, § 4, ainsi amendé, sont adoptés par 9 voix et 1 abstention.

#### Article 143bis, § 5

Il convient de renvoyer à l'amendement n° 24 précité de MM. Hotyat et Erdman (doc. Sénat, n° 1-447/2, amendement n° 24, points B et C).

Le point B fait suite aux modifications proposées à l'article 143bis, § 2, proposé (point A de ce même amendement).

Een lid wenst te weten of de aangewezen personen de procureur-generaal helpen bij specifieke taken dan wel of zij veeleer een pool vormen die op permanente wijze hulp biedt. Het lijkt haar logisch dat die personen gedetacheerd worden en in een vaste structuur werken die volgens het lid onontbeerlijk is (zie *infra*, amendement ingediend over dit punt, Gedr. St., Senaat, nr. 1-447/2, amendement nr. 25).

Een ander lid sluit hierbij aan en stelt de vraag of het openbaar ministerie op het niveau van het Hof van beroep nog territoriaal moet worden georganiseerd, dan wel of het functioneel moet worden georganiseerd. Volgens dit lid biedt het voorgelegde ontwerp een tussenoplossing, met alle nadelen vandien.

De minister herinnert eraan dat het een bewuste keuze is geweest enkel de leden van het parket-generaal te vermelden (*cf. supra*, algemene bespreking).

Hetzelfde lid stelt de vraag of het college ook leden van het openbaar ministerie bij het Hof van cassatie kan aanduiden.

De minister antwoordt negatief en herhaalt dat het om een bewuste keuze gaat.

Mevrouw Milquet dient een amendement in, (Gedr. St., Senaat, nr. 1-447/5, amendement nr. 48) luidende:

« Paragraaf 4 van het voorgestelde artikel 143bis aanvullen als volgt :

« ... en ze detacheren naar het secretariaat bedoeld in artikel 185 van dit Wetboek. »

#### Verantwoording

*Het is onontbeerlijk te voorzien in de detachering van de betrokken personen naar een vast secretariaat.*

#### **Stemming over artikel 143bis, § 4.**

Amendement nr. 48 van mevrouw Milquet wordt verworpen met 8 stemmen bij 2 onthoudingen.

Amendement nr. 27 van de heer Lallemand en het aldus geamendeerde artikel 143bis, § 4, worden aangenomen met 9 stemmen bij 1 onthouding.

#### Artikel 143bis, § 5

Hier moet in eerste instantie worden verwezen naar hogervermeld amendement nr. 24 van de heren Hotyat en Erdman (Gedr. St., Senaat, nr. 1-447/2, amendement nr. 24, punten B en C).

Punt B sluit aan bij de voorgestelde wijzigingen in het voorgestelde artikel 143bis, § 2 (punt A van hetzelfde amendement).

Le point C vise à reformuler le § 5.

Cet amendement ne suscite pas d'autres observations.

M. Hotyat dépose un amendement (doc. Sénat, n° 1-447/2, amendement n° 20):

«À l'article 143bis, § 5, alinéa 2, insérer les mots «avec voix consultative» entre les mots «assiste» et les mots «aux réunions du collège.»

#### Justification

*Il importe d'éviter toute ambiguïté sur les rapports entre le ministre de la Justice et le collège des procureurs généraux, ainsi que sur sa présence aux réunions du collège.*

L'auteur de cet amendement précise qu'il veut éviter toute confusion. Le ministre préside le collège, participe, mais n'est pas membre du collège.

Un membre se demande si cette précision ne risque pas d'affaiblir la position du ministre.

La commission estime qu'il est en effet préférable de ne pas préciser dans le texte que le ministre ne fait pas partie du collège.

Un membre demande quelle est la portée des termes «durant l'année judiciaire».

L'année judiciaire couvre-t-elle la période du 1<sup>er</sup> septembre au 30 juin? Il aimerait qu'on lui donne des précisions quant à la continuité de la fonction.

Un membre renvoie à l'article 334 du Code judiciaire, qui prévoit que l'année judiciaire commence le 1<sup>er</sup> septembre et se termine le 30 juin.

La commission est d'accord que la fonction doit couvrir l'ensemble de l'année; les membres du collège peuvent en tout cas se faire remplacer (art. 143bis, § 8).

M. Lallemand dépose un amendement (doc. Sénat, n° 1-447/2, amendement n° 28), libellé comme suit:

«Au § 5, alinéa 1<sup>er</sup>, de l'article 143bis proposé, supprimer les mots «durant l'année judiciaire.»

Dans ce cadre, MM. Erdman et Bourgeois déposent également un amendement (doc. Sénat, n° 1-447/2, amendement n° 30).

«Remplacer le premier alinéa du § 5 de l'article 143bis proposé par ce qui suit:

«Le collège des procureurs généraux se réunit au moins une fois par mois, de sa propre initiative ou à la demande du ministre de la Justice.»

Punt C beoogt een herformulering van § 5.

Op dit amendement zijn er geen verdere opmerkingen.

De heer Hotyat dient een amendement in (Gedr. St., Senaat, nr. 1-447/2, amendement nr. 20).

«In § 5, tweede lid, van het voorgestelde artikel 143bis tussen het woord «neemt» en het woord «deel» invoegen de woorden «met raadgevende stem.»

#### Verantwoording

*Er mag geen enkele onduidelijkheid bestaan over de betrekkingen tussen de minister van Justitie en het college van procureurs-generaal en over de aanwezigheid van de minister op de vergaderingen van het college.*

De indiener van dit amendement verduidelijkt dat hij verwarring wil voorkomen. De minister zit het college voor, neemt eraan deel maar is geen lid van het college.

Een lid vraagt zich af of die verduidelijking de positie van de minister niet dreigt te verzwakken.

De commissie is van oordeel dat het inderdaad verkieslijk is in de tekst niet te vermelden dat de minister geen deel uitmaakt van het college.

Een lid vraagt welke de draagwijdte is van de termen «tijdens het gerechtelijk jaar».

Loopt het gerechtelijk jaar van 1 september tot 31 augustus of van 1 september tot 30 juni? Hij wenst klaarheid over de continuïteit van de functie.

Een lid verwijst naar artikel 334 van het Gerechtelijk Wetboek dat bepaalt dat het gerechtelijk jaar loopt van 1 september tot 30 juni.

De commissie is het erover eens dat de functie moet doorlopen; zij kunnen zich in ieder geval laten vervangen (art. 143bis, § 8).

De heer Lallemand dient een amendement in (Gedr. St., Senaat, nr. 1-447/2, amendement nr. 28), luidend als volgt:

«In het eerste lid van § 5 van het voorgestelde artikel 143bis de woorden «tijdens het gerechtelijk jaar» doen vervallen.»

In dit kader dienen ook de heren Erdman en Bourgeois een amendement in (Gedr. St., Senaat, nr. 1-447/2, amendement nr. 30).

«Het eerste lid van § 5 van het voorgestelde artikel 143bis vervangen als volgt:

«Het college van procureurs-generaal vergadert minstens eenmaal per maand, op eigen initiatief of op verzoek van de minister van Justitie.»

Ensuite, M. Lallemand dépose lui aussi un amendement visant à améliorer le texte (doc. Sénat, n° 1-447/2, amendement n° 29).

«Au § 5 de l'article 143bis proposé, remplacer l'alinéa 3 par ce qui suit: «Le ministre préside les réunions du collège auxquelles il assiste.»

Le ministre cite quelques exemples de tâches spécifiques que le Roi peut confier aux membres du collège, comme le prévoit l'article 143bis, § 5, troisième alinéa, proposé.

1. Les problèmes généraux en matière de politique criminelle, dont la politique de recherche et la politique de poursuite.

L'organisation des cours et tribunaux.

La politique pénale et carcérale.

La politique relative aux victimes.

2. Le terrorisme et le grand banditisme.

Les relations internationales.

3. Les questions relatives aux services de police et à la sécurité du citoyen.

4. La protection de la jeunesse et les questions connexes relatives aux personnes (comme la traite des êtres humains, les sectes et la bioéthique).

La politique en matière de stupéfiants.

Les questions de droit civil.

5. La criminalité financière, économique et sociale.

Les questions de droit commercial.

En ce qui concerne le quatrième alinéa de l'article 143bis proposé, § 5, M. Desmedt dépose un amendement (doc. Sénat, n° 1-447/2, amendement n° 4), rédigé comme suit:

«Au § 5, de l'article 143bis proposé, remplacer le dernier alinéa par ce qui suit:

«Dans le cadre de l'exercice des compétences mentionnées au § 2 et à l'article 143ter et après concertation avec le collège des procureurs généraux, le Roi peut confier des tâches spécifiques de collecte d'informations et d'études aux membres ou à des membres du Collège.»

#### Justification

Le texte tel qu'il est présenté par le Gouvernement pourrait apparaître comme confiant à des membres

Vervolgens dient de heer Lallemand ook een amendement in dat een tekstverbetering beoogt (Gedr. St., Senaat, nr. 1-447/2, amendement nr. 29).

«Het derde lid van § 5 van het voorgestelde artikel 143bis vervangen als volgt: «De minister zit de vergaderingen van het college voor waarop hij aanwezig is.»

De minister geeft enkele voorbeelden van specifieke taken die door de Koning aan de leden van het college kunnen worden toevertrouwd, als bepaald in het voorgestelde artikel 143bis, § 5, vierde lid.

1. Algemene vraagstukken i.v.m. het strafrechtelijk beleid, waaronder het opsporings- en vervolgingsbeleid.

Organisatie van hoven en rechtbanken.

Straf- en gevangenisbeleid.

Slachtofferbeleid.

2. Terrorisme en groot banditisme.

Internationale betrekkingen.

3. Vraagstukken in verband met de politiediensten en de veiligheid van de burger.

4. Jeugdbescherming en aanverwante vraagstukken die betrekking hebben op de persoon (zoals mensenhandel, sekten en bio-ethiek).

Drugbeleid.

Vraagstukken betreffende burgerlijk recht.

5. Financiële, economische en sociale criminaliteit.

Vraagstukken betreffende handelsrecht.

Omtrent het vierde lid van het voorgestelde artikel 143bis, § 5, dient de heer Desmedt een amendement in (Gedr. St., Senaat, nr. 1-447/2, amendement nr. 4), luidend als volgt:

«In § 5 van het voorgestelde artikel 143bis, het laatste lid vervangen als volgt:

«In het kader van de uitoefening van de bevoegdheden bedoeld in § 2 en in artikel 143ter kan de Koning, na overleg met het college van procureurs-generaal, specifieke taken die betrekking hebben op het inwinnen van informatie en op studiewerk opdragen aan de leden of aan sommige leden van het college.»

#### Verantwoording

Uit de tekst die door de Regering wordt voorgesteld, zou geconcludeerd kunnen worden dat aan

*du Collège des missions et compétences dépassant leur ressort territorial, ce qui ne pourrait être fait que par la loi. Il paraît donc opportun de préciser dans le texte même que ces missions ne peuvent être que d'information ou de préparation de dossiers.*

L'auteur de l'amendement vise à préciser que les «tâches supra-territoriales» confiées au procureur général doivent être des tâches d'étude et rien de plus. Il lui semble qu'il n'est pas dans l'intention du ministre d'élargir par ce texte les compétences des procureurs généraux au-delà de leur ressort.

Le ministre estime qu'il serait dommage de limiter les possibilités en spécifiant les tâches. Il se réfère à la différence entre la gestion journalière et les actes posés par un Conseil d'administration.

M. Desmedt précise que cet amendement est tiré de l'exposé des motifs (doc. Sénat, n° 1-447/1, pp. 6-7), où est stipulé ce qui suit: «Il ne s'agit pas, comme dit le Conseil d'État, de confier aux membres du collège des pouvoirs qui leur seraient propres, ce qui relève de la loi, mais plutôt de leur confier une responsabilité quant à la préparation et au suivi de certaines matières, ceci impliquant un travail de collecte d'informations, documents, coordination,».

Le ministre estime que ces points sont cités à titre d'exemple, et que la tâche de «gestion journalière» va beaucoup plus loin qu'une simple collecte d'informations. Il est utile de préciser dans ce cadre que la relation du procureur général désigné avec le magistrat national est un point essentiel. Ceci implique que le procureur général désigné ait un pouvoir individuel au-delà du ressort. La compétence nationale collective du collège est ainsi déléguée à un de ses membres.

Un membre constate que ce point de vue confirme que le principe de la territorialité est de plus en plus transgressé.

Pour rendre le texte plus clair, MM. Erdman et Bourgeois déposent un amendement rédigé comme suit (doc. Sénat n° 1-447/2, amendement n° 30):

*«Remplacer le premier alinéa du § 5 de l'article 143bis proposé par ce qui suit:*

*«Le collège des procureurs généraux se réunit au moins une fois par mois, de sa propre initiative ou à la demande du ministre de la Justice.»*

*leden van het college opdrachten en bevoegdheden worden toegekend die de territoriale grenzen van hun ambtsgebied overschrijden. Zulks kan alleen bij wet worden geregeld. Het lijkt dus wenselijk in de tekst te verduidelijken dat die opdrachten enkel betrekking kunnen hebben op het inwinnen van informatie of het voorbereiden van dossiers.*

De indiener van het amendement wil verduidelijken dat de aan de procureur-generaal opgedragen taken die de territoriale grenzen van zijn ambtsgebied overschrijden, studietaken moeten zijn en niets meer. Volgens hem is het niet de bedoeling van de minister om via deze tekst de bevoegdheden van de procureurs-generaal uit te breiden door hen te laten optreden buiten hun ambtsgebied.

De minister is van mening dat het jammer zou zijn door het specificeren van de taken de mogelijkheden te beperken. Hij verwijst naar het verschil tussen het dagelijks bestuur en de daden die een raad van bestuur stelt.

De heer Desmedt verduidelijkt dat dit amendement ontleend is aan de memorie van toelichting (Gedr. St., Senaat, nr. 1-447/1, blz. 6-7) waarin het volgende te lezen staat: «Het gaat niet, zoals de Raad van State zegt, om 'het toevertrouwen aan de leden van het college van bevoegdheden die hun eigen zouden zijn', wat de taak van de wetgever is, maar eerder om het hun toevertrouwen van een verantwoordelijkheid voor de voorbereiding en de opvolging van bepaalde materies, wat een werk inhoudt van informatie-verzameling, documentatie, coördinatie.»

De minister meent dat die punten als voorbeeld worden aangehaald en dat de taken die verband houden met het «dagelijks bestuur» veel meer inhouden dan het louter inwinnen van informatie. Het is nuttig in dit verband te preciseren dat de betrekkingen tussen de aangewezen procureur-generaal en de nationaal magistraat een essentieel punt vormen. Dat houdt in dat de aangewezen procureur-generaal een individuele bevoegdheid buiten zijn rechtsgebied heeft. De collectieve nationale bevoegdheid van het college wordt aldus gedelegeerd aan een van zijn leden.

Een lid stelt vast dat dit standpunt beklemtoont dat de territorialiteit steeds meer opzij wordt geschoven.

Om de tekst te verduidelijken, dienen de heren Erdman en Bourgeois een amendement in, luidend als volgt: (Gedr. St., Senaat, nr. 1-447/2, amendement nr. 30):

*«Het eerste lid van § 5 van het voorgestelde artikel 143bis vervangen als volgt:*

*«Het college van procureurs-generaal vergadert minstens eenmaal per maand, op eigen initiatief of op verzoek van de minister van Justitie.»*



**Votes de l'article 143bis, § 5**

L'amendement n° 4 de M. Desmedt (doc. Sénat, n° 1-447/2) est rejeté par 9 voix contre 2.

L'amendement n° 20 de M. Hotyat est retiré.

Les amendements n°s 24, B) et C) de MM. Hotyat et Erdman, l'amendement n° 80 de MM. Erdman et Bourgeois, n°s 28 et 29, de M. Lallemand et l'article 143bis, § 5, ainsi amendé sont adoptés par 9 voix et 2 abstentions.

Article 143bis, § 6 (§ 8 du texte adopté)

Cet article organise les travaux.

M. Erdman dépose un amendement sur l'ordre des paragraphes (doc. Sénat, n° 1-447/2, amendement n° 33) libellé comme suit :

« *Modifier comme suit l'ordre des paragraphes de l'article 143bis proposé :*

- *le § 6 devient le § 8;*
- *le § 8 devient le § 9;*
- *le § 9 devient le § 6. »*

Cet amendement est adopté à l'unanimité des 9 membres présents.

Le § 6 devient ainsi le § 8.

Mme Milquet dépose un amendement (doc. Sénat, n° 1-447/3, amendement n° 31), libellé comme suit :

« *Au § 6, alinéa 1<sup>er</sup> de l'article 143bis proposé, supprimer la première phrase et le terme « Ensuite, » de la seconde phrase. »*

**Justification**

*Pour dynamiser le collège, il n'est sans doute pas opportun que ses débats se fassent sous l'égide du procureur le plus âgé.*

Cet amendement s'inscrit dans le but de dynamiser le parquet.

Le ministre réplique que le fait de faire assurer la présidence par le procureur général le plus ancien en rang est une solution d'ordre pratique pour la période provisoire entre la publication de la loi qui installe le collège et le 1<sup>er</sup> septembre.

**Stemming over artikel 143bis, § 5**

Amendement nr. 4 van de heer Desmedt (Gedr. St., Senaat, nr. 1-447/2) wordt verworpen met 9 tegen 2 stemmen.

Amendement nr. 20 van de heer Hotyat wordt ingetrokken.

De amendementen nr. 24 B) en nr. 24 C) van de heren Hotyat en Erdman, amendement nr. 30 van de heren Erdman en Bourgeois, nrs. 28 en 29 van de heer Lallemand en het aldus geamendeerde artikel 143bis, § 5, worden aangenomen met 9 stemmen bij 2 onthoudingen.

Artikel 143bis, § 6 (§ 8 van de aangenomen tekst)

Dit artikel regelt de werkzaamheden.

De heer Erdman dient een amendement in over de volgorde van de paragrafen (Gedr. St., Senaat, nr. 1-447/2, amendement nr. 33), luidende :

« *In het voorgestelde artikel 143bis de volgorde van de paragrafen wijzigen als volgt :*

- *§ 6 wordt § 8;*
- *§ 8 wordt § 9;*
- *§ 9 wordt § 6. »*

Dit amendement wordt eenparig aangenomen door de 9 aanwezige leden.

Paragraaf 6 wordt aldus paragraaf 8.

Mevrouw Milquet dient een amendement in (Gedr. St., Senaat, nr. 1-447/3, amendement nr. 31), luidende :

« *In het eerste lid van § 6 van het voorgestelde artikel 143bis de eerste volzin doen vervallen en de aanhef van de tweede volzin doen luiden als volgt : « Het voorzitterschap wordt voor de duur ... »*

**Verantwoording**

*Wil men dat het college doortastend optreedt, dan is het ongetwijfeld niet raadzaam dat het van start gaat onder het voorzitterschap van de oudste procureur in jaren.*

Dit amendement heeft tot doel het parket doortastender te laten optreden.

De minister merkt op dat de toekenning van het voorzitterschap aan de procureur-generaal die de oudste in rang is, een praktische oplossing is voor de overgangperiode tussen de dag waarop de wet die het college installeert, wordt bekendgemaakt en 1 september.

Un membre se demande si le fait de communiquer l'ordre du jour, comme le prévoit la première phrase du deuxième alinéa, ne constitue pas une publicité excessive.

Le ministre souligne que, dans l'état actuel des choses, cette manière de procéder transparente ne peut être considérée que comme positive.

Un membre fait une remarque relative à la technique législative utilisée pour ce qui est du § 6, la phrase liminaire de celui-ci, ne contenant, comme on l'a déjà dit, qu'une disposition transitoire.

Le Gouvernement dépose ensuite un amendement (doc. Sénat, n° 1-447/3, amendement n° 55):

*« 1<sup>o</sup> Au § 6, alinéa 1<sup>er</sup>, de l'article 143bis proposé, supprimer la première phrase et le mot « Ensuite » de la deuxième phrase.*

*2<sup>o</sup> À l'alinéa 2 du § 6 de l'article proposé, remplacer le mot « fédéraux » par le mot « nationaux. »*

Cet amendement vise à supprimer la disposition transitoire dans le cadre de ce paragraphe et de l'insérer sous le chapitre IV « Des dispositions diverses » (voir *infra*, art. 14 nouveau).

#### ***Vote sur l'article 143bis, § 6 (§ 8 du texte adopté)***

Ces amendements et le § 6, devenu § 8, ainsi amendé, sont adoptés par 12 voix et 1 abstention.

L'amendement n° 31 de Mme Milquet est devenu sans objet.

#### ***Article 143bis, § 7***

Le ministre constate que le mot « bilan » n'est peut-être pas le terme qui convient; il s'agit d'un aperçu, d'une évaluation.

Un membre précise qu'il y a trois éléments, notamment le rapport d'activités (un descriptif), le bilan (une évaluation) et les priorités pour l'année à venir.

Un autre membre estime que la première phrase vise un rapport relatif au fonctionnement du collège, un aperçu donné par le collège lui-même.

Par contre, la deuxième phrase concerne des informations qui sont fournies au collège par les parquets et les cours; il s'agirait donc apparemment de collecter des informations. Selon le membre, on vise plus qu'une simple collecte de statistiques et on attend une évaluation. Le texte n'est pas clair et va dans le sens contraire.

Een lid stelt zich de vraag of het meedelen van de dagorde, als bepaald in de eerste zin van het tweede lid, geen te hoge graad van publiciteit vormt.

De minister wijst erop dat dit reeds de huidige gang van zaken is en dat deze transparantie alleen maar positief kan worden genoemd.

Een lid uit een legistische opmerking over § 6, gezien de eerste zin van § 6, zoals vermeld, louter een overgangsbepaling uitmaakt.

De Regering dient aldus een amendement in (Gedr. St., Senaat, nr. 1-447/3, amendement nr. 55):

*« 1<sup>o</sup> In het eerste lid van § 6, van het voorgestelde artikel 143bis de eerste volzin doen vervallen en de aanhef van de tweede volzin doen luiden als volgt: « Het voorzitterschap wordt voor de duur... »*

*2<sup>o</sup> In het tweede lid van § 6, van het voorgestelde artikel het woord « federale » vervangen door het woord « nationale. »*

Dit amendement beoogt de schrapping van de overgangsbepaling in deze paragraaf en de invoeging ervan in hoofdstuk IV « Diverse bepalingen » (zie *infra*, art. 14 nieuw).

#### ***Stemming over artikel 143bis, § 6 (§ 8 van de aangenomen tekst)***

Deze amendementen en de aldus geamendeerde § 6, die § 8 geworden is, worden aangenomen met 12 stemmen bij 1 onthouding.

Amendement nr. 31 van mevrouw Milquet is zonder voorwerp.

#### ***Artikel 143bis, § 7***

De minister stelt vast dat « balans » misschien niet de goede vertaling is; het gaat om een overzicht, een evaluatie.

Een lid preciseert dat er drie gegevens zijn nl. het activiteitenverslag (beschrijving), de balans (evaluatie) en de prioriteiten voor het komende jaar.

Een ander lid is van oordeel dat de eerste zin een verslag over de werking van het college beoogt, een overzicht vanuit het college zelf.

De tweede zin daarentegen bevat informatie die aan het college vanuit de parketten en de hoven worden verstrekt; dit lijkt aldus een vergaren van informatie. Volgens deze spreker beoogt men echter meer dan vergaren van statistisch materiaal en wenst men een beoordeling. De tekst is niet duidelijk en wijst op het tegendeel.

Un sénateur objecte que le rapport ne doit pas être une simple analyse de son propre travail par le collège, mais qu'il doit comporter une évaluation du suivi de ce travail dans les différents parquets.

Un membre estime que le texte est trop directif, il serait suffisant de leur imposer la rédaction d'un rapport, sans préciser le contenu de celui-ci.

Un autre membre se réfère à l'exposé de Mme Thily, qui a affirmé que ce rapport était un élément du contrôle externe.

Le rapport doit donc être documenté et ne pas se composer exclusivement de données statistiques.

Un autre membre plaide lui aussi pour plus de précision. Il souhaite un rapport public, dont le contenu puisse servir de base à une discussion sur la politique menée et les priorités fixées.

Un membre souligne que le collège a certaines compétences touchant à des matières communautaires et régionales (par exemple l'environnement) et que le rapport est uniquement envoyé au ministre de la Justice.

Un sénateur demande que l'on prévienne aussi explicitement que le rapport sera rendu public.

D'autre part, il demande si le rapport, qui contiendra une évaluation, devra également faire l'objet d'un consensus. Si oui, il y a de fortes chances que l'on omette les points sensibles.

Un membre a des doutes à ce sujet. La rédaction d'un rapport est-elle une décision relative à la politique criminelle, qui se prend par consensus?

Selon le ministre, le législateur ne doit pas se prononcer sur la manière d'élaborer le rapport.

Un autre membre fait remarquer qu'aucun problème communautaire ne peut se poser si le rapport est explicitement rendu public. Les conseils des communautés et des régions pourront alors en disposer.

M. Hotyat dépose un amendement (doc. Sénat, n° 1-447/2, amendement n° 32), rédigé comme suit:

*« Remplacer le § 7 de l'article 143bis proposé par la disposition suivante :*

*« § 7. Le collège fait annuellement rapport au ministre. Ce rapport contient la description de ses activités, l'analyse et l'évaluation de la politique des recherches et des poursuites pour l'année écoulée, et les priorités pour l'année à venir.*

*Le rapport est communiqué aux Chambres législatives par le ministre et est rendu public. »*

Een senator werpt op dat het verslag niet alleen een analyse moet zijn van het eigen werk, maar ook een evaluatie moet inhouden van de opvolging van hun werk binnen de verschillende parketten.

Een lid is van mening dat de tekst te veel voorschriften bevat. Het is voldoende het opstellen van een verslag te eisen zonder daarbij te preciseren wat de inhoud van dat verslag moet zijn.

Een ander lid verwijst hier naar de uiteenzetting van mevrouw Thily, die beaamde dat dit verslag een element uitmaakt van de externe controle.

Het verslag dient dan ook gedocumenteerd te zijn, en niet louter statistisch materiaal.

Een ander lid is eveneens voorstander van precisering. Hij wenst een openbaar verslag, dat inhoudelijk de basis kan vormen voor discussie over het gevoerde beleid en de vastgestelde prioriteiten.

Een lid onderstreept dat het college bepaalde bevoegdheden heeft die raakvlakken hebben met gemeenschaps- en gewestaangelegenheden (bijvoorbeeld milieu) en dat het verslag uitsluitend naar de minister van Justitie wordt gestuurd.

Een senator verzoekt ook expliciet te stellen dat het verslag openbaar wordt gemaakt.

Ten tweede vraagt deze senator of het verslag, dat een evaluatie bevat, ook bij consensus wordt genomen. Zo ja, is er veel kans dat de pijnpunten worden weggeveegd.

Een lid heeft hierover zijn twijfels. Is het opmaken van een verslag een beslissing van strafrechtelijk beleid, die bij consensus wordt genomen?

De minister stelt dat de wetgever zich niet moet uitspreken over de manier waarop het verslag moet worden gemaakt.

Een ander lid merkt op dat er geen communautair probleem kan rijzen indien het verslag expliciet openbaar wordt gemaakt. De raden van gemeenschappen en gewesten kunnen er dan over beschikken.

De heer Hotyat dient een amendement in (Gedr. St., Senaat nr. 1-447/2, amendement nr. 32), luidend als volgt:

*« Paragraaf 7 van het voorgestelde artikel 143bis vervangen als volgt:*

*« § 7. Het college brengt jaarlijks verslag uit aan de minister. Dit verslag bevat een toelichting over zijn activiteiten, een analyse en een beoordeling van het onderzoeks- en vervolgingsbeleid in het voorbije jaar, alsook de prioritaire doelstellingen voor het komende jaar.*

*Het verslag wordt door de minister aan de Kamers medegedeeld en wordt openbaar gemaakt. »*

**Vote sur l'article 143bis, § 7**

L'amendement n° 32 de M. Hotyat et le § 7 ainsi amendé sont adoptés par 12 voix et 1 abstention.

Le Gouvernement souhaite apporter une correction au texte néerlandais et remplacer le mot «onderzoeksbeleid» par le mot «opsporingsbeleid» ainsi que le mot «minister» par les mots «minister van Justitie».

Cette correction de texte est adoptée.

Article 143bis, § 8 (§ 9 du texte adopté)

Aucun amendement n'a été déposé, sauf l'amendement n° 33 de M. Erdman (*cf. supra*, § 6).

**Vote sur l'article 143bis, § 8**

Le paragraphe 8, devenu § 9, est adopté par 11 voix et 1 abstention.

Article 143bis, § 9 (§ 6 du texte adopté)

M. Lallemand propose une correction de texte, notamment de remplacer les mots «le mode de collaboration directe» par les mots «les modalités de collaboration».

Le § 9, devenu § 6, ainsi amendé et corrigé, est adopté par 10 voix et 1 abstention.

**Vote sur l'article 2**

L'article 2, ainsi amendé, est adopté par 11 voix et 1 abstention.

*Seconde lecture*

Le Gouvernement dépose un amendement (doc. Sénat, n° 1-447/3, amendement n° 54), libellé comme suit :

«Au § 6, alinéa 2, de l'article 143bis proposé, remplacer la deuxième phrase par la phrase suivante :

«Sous son autorité, le secrétariat est dirigé par un directeur qui participe à toutes les réunions du collège». Et à la troisième phrase, le mot «il» est remplacé par le mot «celui-ci».

Un membre demande si le terme «directeur» se réfère à une fonction créée en vertu de l'article 185 du Code judiciaire, tel qu'amendé par le projet. Il s'agit donc d'une fonction nouvelle.

Le ministre répond qu'il en est bien ainsi et souhaite introduire un secrétariat d'une qualité particulière, avec des conditions d'expérience et de formation.

**Stemming over artikel 143bis, § 7**

Dit amendement en de aldus geamendeerde § 7 worden aangenomen met 12 stemmen, bij 1 onthouding.

De Regering wenst een tekstcorrectie in te voeren in de Nederlandse tekst, namelijk het woord «onderzoeksbeleid» te vervangen door het woord «opsporingsbeleid» en het woord «minister» te vervangen door «minister van Justitie».

Deze tekstcorrectie wordt aangenomen.

Artikel 143bis, § 8 (§ 9 van de aangenomen tekst)

Er werden geen amendementen op deze paragraaf ingediend, behalve amendement nr. 33 van de heer Erdman (*cf. supra*, § 6).

**Stemming over artikel 143bis, § 8**

Paragraaf 8, die § 9 geworden is, wordt aangenomen met 11 stemmen, bij 1 onthouding.

Artikel 143bis, § 9 (§ 6 van de aangenomen tekst)

De heer Lallemand stelt een tekstcorrectie voor, nl. de vervanging van de woorden «le mode de collaboration directe» door de woorden «les modalités de collaboration».

De aldus geamendeerde en gecorrigeerde paragraaf 9, die § 6 geworden is, wordt aangenomen met 10 stemmen, bij 1 onthouding.

**Stemming over artikel 2**

Het aldus geamendeerde artikel 2 wordt aangenomen met 11 stemmen, bij 1 onthouding.

*Tweede lezing*

De Regering dient een amendement in (Gedr. St., Senaat, nr. 1-447/3, amendement nr. 54), luidende :

«In het voorgestelde artikel 143bis, § 6, tweede lid, de tweede zin vervangen als volgt :

«Het secretariaat wordt onder zijn gezag geleid door een directeur die deelneemt aan alle vergaderingen van het college». En in de derde zin wordt het woord «hij» vervangen door «deze».

Een lid vraagt of de term «directeur» naar een ambt verwijst dat is ingesteld krachtens artikel 185 van het Gerechtelijk Wetboek, zoals geamendeerd door het ontwerp. Het betreft dan een nieuw ambt.

De minister antwoordt dat het wel degelijk zo is en wenst een vast secretariaat in te voeren, van een bijzondere kwaliteit, met voorwaarden op gebied van ervaring en opleiding.

L'amendement est adopté par 7 voix et 1 abstention.

L'article 2, ainsi amendé, est adopté en seconde lecture par le même vote.

#### Article 2bis (nouveau)

Mme Milquet dépose un amendement (doc. Sénat, n° 1-447/2, amendement n° 25), libellé comme suit :

« Insérer après l'article 2 un chapitre I<sup>er</sup>bis contenant un article 2bis nouveau, et libellé comme suit :

« Chapitre I<sup>er</sup>bis —

*De la création d'un Comité fédéral de politique criminelle*

Art. 2bis. — Un article 143ter, rédigé comme suit, est inséré dans le même code :

« Article 143ter. — § 1<sup>er</sup>. Il est créé, sous l'autorité du collège des procureurs généraux, un Comité fédéral de politique criminelle.

§ 2. Ce comité est dirigé par un procureur général assisté d'un procureur fédéral adjoint nommé sur l'avis du collège des procureurs généraux.

§ 3. Ce comité est composé des magistrats nationaux visés à l'article 4, de représentants du service de politique criminelle, de membres du ministère public près les cours d'appel détachés auprès de ce service par le ministre sur avis du collège des procureurs généraux, de représentants des officiers de police judiciaire des différents services de police désignés par le ministre, d'un représentant du service général d'appui policier et d'un secrétariat permanent.

§ 4. Ce comité est chargé de l'exécution journalière des décisions et lignes directrices établies par le collège des procureurs généraux, de l'aider dans la préparation ou l'exercice de ses missions, de lui soumettre des avis et des propositions de décisions.

Le collège des procureurs généraux peut charger le comité de missions déterminées ou déléguer au comité certaines de leurs missions. »

#### Justification

Il serait opportun, me semble-t-il, de créer un Comité fédéral de politique criminelle, sous l'autorité du ministre et du collège des procureurs généraux.

Het amendement wordt aangenomen met 7 stemmen, bij 1 onthouding.

Het aldus geamendeerde artikel wordt in tweede lezing aangenomen met dezelfde stemmenverhouding.

#### Artikel 2bis (nieuw)

Mevrouw Milquet dient een amendement in (Gedr. St., Senaat, nr. 1-447/2, amendement nr. 25), luidende :

« Na artikel 2 een hoofdstuk Ibis invoegen, bevattende een artikel 2bis (nieuw) en luidende :

« Hoofdstuk Ibis —

*Het federaal comité voor het strafrechtelijk beleid*

Art. 2bis. — In hetzelfde Wetboek wordt een artikel 143ter ingevoegd, luidende :

« Artikel 143ter. — § 1. Er wordt een federaal comité voor het strafrechtelijk beleid opgericht dat onder het gezag staat van het college van procureurs-generaal.

§ 2. Dit comité wordt geleid door een federaal procureur bijgestaan door een adjunct-federaal procureur, aangewezen op advies van het college van procureurs-generaal.

§ 3. Het comité is samengesteld uit de nationaal magistraten bedoeld in artikel 4, uit vertegenwoordigers van de Dienst voor het strafrechtelijk beleid, uit leden van het openbaar ministerie bij de hoven van beroep die door de minister van Justitie op advies van het college van procureurs-generaal bij die dienst gedetacheerd worden, uit vertegenwoordigers van de officieren van gerechtelijke politie van de verschillende door de minister van Justitie aangewezen politiediensten, uit een vertegenwoordiger van de Algemene Politie-eenheden en uit een vast secretariaat.

§ 4. Het comité wordt belast met de dagelijkse uitvoering van de beslissingen en de richtlijnen van het college van procureurs-generaal. Het moet het college bijstaan bij de voorbereiding of de uitoefening van zijn taken en het college adviezen en voorstellen van beslissing voorleggen.

Het college van procureurs-generaal kan het comité specifieke taken opdragen of sommige van zijn taken aan het comité delegeren. »

#### Verantwoording

Het lijkt opportuun een federaal comité voor het strafrechtelijk beleid op te richten dat onder het gezag staat van de minister van Justitie en van het college van procureurs-generaal.

*Cet organe devrait constituer la structure opérationnelle permanente qui manque cruellement au projet.*

*Cette structure fédérale opérationnelle permanente est dirigée par un procureur fédéral, ce qui est une nouveauté, comprenant les magistrats nationaux, certaines personnes détachées des parquets d'appel, des responsables du S.G.A.P. (service général d'appui policier), des responsables de la police criminelle (voir infra), de la gendarmerie et de la police communale. Cette structure fédérale opérationnelle devra exécuter les décisions finales prises par le collège des procureurs généraux, sur la base des avis de la structure d'impulsion, et par le ministre. Elle pourrait être chargée de certaines missions de délégation.*

*Cette structure devrait en outre permettre l'existence d'un partenariat entre les autorités judiciaires et les services de police qui ont un « know-how » et une spécialité en la matière indispensables et induire ainsi une nouvelle mentalité de coopération au-delà des corps et au-delà des frontières d'arrondissement.*

*À la tête de cette structure de politique criminelle fédérale opérationnelle et permanente, il est indispensable d'avoir un procureur fédéral, compétent pour l'ensemble du territoire, qui dirige, sous l'autorité du ministre et du collège, gère, et coordonne, à temps plein, l'exécution des décisions en matière de politique criminelle.*

*Ce procureur superviserait les actions notamment des magistrats nationaux.*

L'auteur de l'amendement précise que cet amendement part de l'idée d'avoir, sous l'autorité du collège, un service opérationnel permanent, dirigé par un procureur fédéral, qui n'est pas procureur général en même temps et peut donc se consacrer à temps plein à la gestion de ce service.

Ce service serait composé de représentants des parquets et de magistrats nationaux, de membres détachés du ministère public près les cours d'appel, mais également de représentants des différents corps de police, exerçant des fonctions judiciaires, et d'un représentant du service général d'appui policier.

Cette composition pluridisciplinaire vise à répondre au manque de synergie dans le projet à l'examen et vise ainsi à la meilleure coordination possible au niveau de l'action publique entre les parquets et les services de police.

Le procureur fédéral adjoint est instauré pour répondre aux éventuels problèmes linguistiques.

Le ministre accueille la création de cette structure permanente pour l'exécution journalière et l'assistance du collège de façon négative et ceci pour plusieurs raisons.

*Een dergelijk orgaan moet de vaste operationele structuur worden die thans in het ontwerp geheel ontbreekt.*

*Deze vaste operationele federale structuur wordt geleid door een federaal procureur, wat een nieuwheid is, en bestaat uit nationaal magistraten, personen die uit de parketten bij de hoven van beroep worden gedetacheerd, vertegenwoordigers van de Algemene Politie steundienst, vertegenwoordigers van de misdaadbestrijding (zie infra), van de rijkswacht en van de gemeentepolitie. Deze operationele federale structuur moet de eindbeslissingen uitvoeren die door het college van procureurs-generaal en door de minister genomen worden. Aan het comité kunnen bepaalde taken gedelegeerd worden.*

*Deze structuur zou daarenboven een « partnerschap » tot stand moeten brengen tussen de gerechtelijke instanties en de politiediensten die over onontbeerlijke knowhow en specifieke kennis ter zake beschikken zodat een nieuwe mentaliteit ontstaat waarin wordt samengewerkt over de korps- en arrondissementsgrenzen heen.*

*Het is onontbeerlijk dat aan het hoofd van die vaste operationele federale structuur voor het strafrechtelijk beleid een federaal procureur staat die bevoegd is voor het gehele grondgebied, die onder het gezag van de minister en van het college leiding geeft en die voltijds de uitvoering van de beslissingen inzake strafrechtelijk beleid beheert en coördineert.*

*Die procureur zou toezicht houden op onder meer het optreden van de nationaal magistraten.*

De indiener van het amendement verklaart dat dit amendement uitgaat van het idee dat er onder het gezag van het college een vaste operationele dienst moet bestaan, geleid door een federaal procureur, die niet terzelfdertijd een procureur-generaal is en zich dus voltijds kan wijden aan het bestuur van deze dienst.

Deze dienst zou samengesteld zijn uit vertegenwoordigers van de parketten en uit nationaal magistraten, uit gedetacheerde leden van het openbaar ministerie bij de hoven van beroep, maar eveneens uit vertegenwoordigers van de verschillende politiekorpsen die gerechtelijke ambten vervullen, en een vertegenwoordiger van de Algemene Politie steundienst.

Deze pluridisciplinaire samenstelling beoogt een antwoord te bieden op het gebrek aan synergie in het voorliggende wetsontwerp en beoogt aldus een optimale samenwerking tussen de parketten en de politiediensten.

De adjunct-federaal procureur wordt ingesteld om tegemoet te komen aan eventuele taalproblemen.

De minister kan niet instemmen met de oprichting van deze vaste structuur voor de dagelijkse uitvoering en bijstand aan het college, en dit om verschillende redenen.

Il est d'abord d'avis que cet amendement ne s'inscrit pas dans la logique du projet à l'examen, vu qu'il semble attribuer au collège, de par sa formulation et composition, une responsabilité dans l'élaboration de la politique criminelle, alors que le projet à l'examen attribue cette responsabilité au ministre.

Ensuite, le ministre estime que les compétences de la structure polymorphe créée par l'amendement empiètent sur celles des structures existantes ou prévues par le projet à l'examen.

Ces tâches prévues par l'amendement sont réparties par le projet à l'examen, comme suit :

— l'exécution quotidienne des décisions journalières relève de la responsabilité personnelle de chaque procureur général;

— l'aide dans la préparation et l'exercice des missions du collège est réalisée par l'attribution aux membres du collège de tâches spécifiques (*cf.* art. 143*bis* proposé, § 5, alinéa 4);

— l'appui logistique du collège est assuré par un secrétariat (*cf.* art. 6 du texte adopté), qui sera composé de juristes et du personnel d'exécution nécessaire.

En troisième lieu, l'amendement crée, selon le ministre, un nouveau niveau dans l'organisation judiciaire, un «parquet fédéral», qui ne peut s'intégrer dans la structure existante.

Il estime que le procureur fédéral serait dans une position ambivalente vis-à-vis des procureurs généraux, les relations hiérarchiques n'étant pas précisées. Placé sous l'autorité du collège, le procureur fédéral aurait pour mission de mettre en œuvre des décisions qui seraient contraignantes à l'égard des procureurs généraux à titre individuel.

Le quatrième argument en faveur du rejet de l'amendement est que ce dernier place les magistrats nationaux sous la direction du procureur fédéral et non du membre du collège désigné conformément à l'article 144*bis*, § 3, proposé.

Enfin, et à titre subsidiaire, le ministre estime que l'amendement subordonne le service de la politique criminelle au collège, alors que ce service est attaché au ministre de la Justice.

Le ministre conclut que l'amendement ne peut être retenu étant donné qu'il prive le collège de ses compétences et qu'il installe une nouvelle structure ambivalente et parallèle.

Un membre estime que l'amendement a en tout cas le mérite de mettre en évidence l'hiatus résultant du

Hij is op de eerste plaats van mening dat dit amendement niet strookt met de logica van het voorliggende ontwerp aangezien het door de formulering en de samenstelling ervan aan het college blijkbaar een verantwoordelijkheid toekent in het bepalen van het strafrechtelijk beleid, terwijl dit ontwerp deze verantwoordelijkheid toekent aan de minister.

Vervolgens is de minister van oordeel dat de bevoegdheden van de polymorfe structuur waarin dit amendement voorziet, afbreuk doen aan de bevoegdheden van de bestaande structuren of van die welke het ontwerp in het vooruitzicht stelt.

De door het amendement voorgestelde taken worden door het voorliggende ontwerp als volgt verdeeld:

— voor de dagelijkse uitvoering van de gewone beslissingen draagt elke procureur-generaal persoonlijk verantwoordelijkheid;

— de bijstand in de voorbereiding en de uitvoering van de opdrachten van het college geschiedt door aan de leden van het college specifieke taken op te dragen (*cf.* het voorgestelde art. 143*bis*, § 5, vierde lid);

— de logistieke steun aan het college wordt geleverd door een secretariaat (*cf.* art. 6 van de aangenomen tekst), dat zal bestaan uit juristen en het nodige uitvoerende personeel.

Ten derde brengt het amendement volgens de minister een nieuw niveau tot stand in de gerechtelijke organisatie, een «federaal parket» dat niet in de bestaande structuur ingepast kan worden.

Hij meent dat de federale procureur ten aanzien van de procureurs-generaal in een dubbelzinnige positie zou staan aangezien de hiërarchische verhoudingen niet duidelijk zijn. De federale procureur, die onder het gezag van het college staat, zou belast zijn met het uitvoeren van beslissingen die ten aanzien van de individuele procureurs-generaal dwingend zouden zijn.

Het vierde argument dat voor de verwerping van het amendement pleit, is dat de nationaal magistraten hierdoor onder de leiding van de federale procureur geplaatst worden en niet onder de leiding van het lid van het college dat overeenkomstig het voorgestelde artikel 144*bis*, § 3, aangewezen wordt.

Tenslotte, en subsidiair, meent de minister dat het amendement de dienst voor het strafrechtelijk beleid ondergeschikt maakt aan het college, terwijl deze dienst verbonden is aan de minister van Justitie.

De minister besluit dat het amendement niet aangenomen kan worden aangezien het college hierdoor zijn bevoegdheden volledig verliest en een nieuwe dubbelzinnige en parallelle structuur opgezet wordt.

Een lid acht dat het voorgelegde amendement in ieder geval de verdienste heeft de vinger te leggen op

fait que le ministère public ne pourra être réformé efficacement que si l'on procède à une réforme similaire et concomitante des services de police.

Le ministre déclare qu'il n'ignore pas que le débat crucial sur la relation entre le ministère public et les services de police reste ouvert et il renvoie à ce sujet à la discussion de l'article 2, au cours de laquelle cette question a déjà été abordée. Il lui paraît cependant exagéré d'intégrer *de facto* les services de police dans le collège.

Un autre membre rappelle que l'amendement accentue l'élément de permanence, le collège des procureurs généraux se réunissant périodiquement (min. 1 fois par mois). Il faut donc une structure permanente pour assurer le suivi de la politique criminelle édictée par le ministre.

L'auteur de l'amendement estime que la création du procureur fédéral ne change pas la philosophie du projet à l'examen. L'idée est simplement de mettre un outil d'exécution et de coordination dans les mains du collège, dirigé par le ministre. Ce n'est qu'un organe d'exécution. Elle est persuadée que la coordination d'une politique criminelle au niveau fédéral doit nécessairement être intégrée dans une unité de temps et de lieu, composée notamment des magistrats nationaux, qui ont une vue fédérale, et également les corps de police, qui sont indispensables en matière d'échange d'informations.

Elle pourrait cependant, dans un premier temps, concevoir d'écarter les représentants des corps de police de ce comité, en attendant les restructurations des services de police.

Elle persiste à dire que les tâches de ce comité se situent au niveau de l'exécution et souligne l'importance d'un « procureur fédéral », étant donné qu'elle est d'avis que les procureurs généraux donneront plutôt priorité aux préoccupations de leur ressort.

Le ministre rappelle que l'idée d'un secrétariat renforcé est défendable, mais qu'il s'oppose à la composition proposée, notamment en ce qui concerne les représentants des différents corps de police. Selon le ministre, il ne s'agit alors plus d'un secrétariat permanent, mais d'une structure parallèle.

La création d'un secrétariat indépendant, composé de juristes qui n'appartiennent pas au ministère public, fut un choix réfléchi du Gouvernement.

Ceci contribue à éviter la désorganisation au sein des parquets et stimule la stabilité d'une équipe permanente. Ils peuvent bien sûr avoir des contacts avec les avocats généraux ayant des missions spécifiques.

een hiaat, namelijk op het feit dat het openbaar ministerie slechts optimaal hervormd kan worden indien deze hervorming gepaard gaat met een gelijktijdige en gelijkaardige hervorming van de politiediensten.

De minister verklaart zich bewust van de blijvende cruciale discussie over de relatie tussen het openbaar ministerie en de politiediensten en verwijst naar de bespreking van artikel 2, waar deze problematiek reeds aan bod kwam. Een *de facto* opname van de politiediensten in het college gaat volgens hem echter te ver.

Een ander lid merkt op dat het amendement de nadruk legt op het vaste karakter, aangezien het college van procureurs-generaal op gezette tijden samenkomt (minimum eenmaal per maand). Er is dus een vaste structuur nodig om het strafbeleid dat de minister uitvaardigt, te begeleiden.

De indiener van het amendement meent dat de oprichting van de federale procureur de filosofie van het voorliggende ontwerp niet wijzigt. Het is gewoon de bedoeling het door de minister geleide college een instrument voor de uitvoering en de coördinatie in handen te geven. Het is slechts een uitvoeringsorgaan. Zij is ervan overtuigd dat de coördinatie van een federaal gevoerd strafbeleid noodzakelijk opgenomen moet zijn in een eenheid van plaats en tijd, door de samenstelling onder meer met nationaal magistraten, die een federale visie hebben, en eveneens met de politiekorpsen die op het vlak van de informatieuitwisseling onmisbaar zijn.

Het zou volgens haar evenwel denkbaar zijn in een eerste periode de vertegenwoordigers van deze politiekorpsen uit dit comité te weren, in afwachting van de herstructurering van de politiediensten.

Zij houdt vol dat de taken van dit comité verband houden met de uitvoering en zij onderstreept het belang van een « federaal procureur » aangezien zij de mening toegedaan is dat de procureurs-generaal veeleer aandacht zullen schenken aan wat in hun rechtsgebied leeft.

De minister merkt op dat men het idee van een versterkt secretariaat kan verdedigen maar hij verzet zich tegen de voorgestelde samenstelling, met name wat de vertegenwoordigers van de verschillende politiekorpsen betreft. Volgens de minister gaat het dan niet meer om een vast secretariaat maar om een parallelle structuur.

De oprichting van een onafhankelijk secretariaat, bestaande uit juristen en die geen lid zijn van het openbaar ministerie, was een weloverwogen keuze van de Regering.

Zo wordt verdere ontwrichting in de parketten voorkomen en wordt de stabiliteit van een vaste ploeg bevorderd. Zij kunnen natuurlijk contact onderhouden met de advocaten-generaal die specifieke taken hebben.



Un membre souligne que cet amendement tient imparfaitement compte du fait que, dans la structure en question, la compétence territoriale du procureur général est maintenue. Les magistrats nationaux font déjà exception au principe de la compétence territoriale.

Si l'on décide d'abandonner le système de magistrats disposant d'une compétence territoriale et d'opter pour un système de magistrats dotés de compétences fonctionnelles, alors il faut revoir l'ensemble du système.

L'auteur de l'amendement confirme que le projet à l'examen nous laisse dans une situation intermédiaire. D'une part, le principe de la territorialité et la structure du parquet sont maintenus, mais on se rend compte que ces éléments ne sont pas suffisants pour avoir une coordination de la politique criminelle.

D'autre part, le projet ne donne pas les moyens d'avoir une structure fédérale.

Il y a quand même une rupture de la territorialité dans le projet, notamment au niveau de la force contraignante des décisions du collège et au niveau des magistrats nationaux.

L'auteur de l'amendement ne peut pas rejoindre l'idée que le comité fédéral créerait une structure parallèle.

L'idée est simplement d'exécuter ce que les procureurs généraux ont décidé, de ne pas créer un échelon supérieur, mais d'avoir une personne disponible à temps plein. Une certaine structure fédérale ne lui semble pas incompatible.

Un membre estime que l'amendement en question est non pas un amendement, mais une nouvelle proposition, une autre option.

L'intervenant estime que l'auteur de l'amendement fait un procès d'intention si elle considère que les procureurs généraux s'occuperont d'autres questions que celles qui leur auront été confiées par la loi en projet devenue loi.

Il constate en outre que, dans tous les pays d'Europe occidentale, les procureurs généraux conservent des compétences territoriales, alors que ces pays sont, eux aussi, confrontés à la criminalité organisée. L'on recherche des formules intermédiaires, mais sans envisager la suppression ni des procureurs généraux, ni des cours d'appel.

L'intervenant estime par contre que la création éventuelle d'un secrétariat au service des procureurs généraux s'inscrirait parfaitement, quant à elle, dans les options de base à l'examen.

Il estime cependant que l'amendement constitue en fait, en tant que tel, une autre proposition.

Een lid wijst op het feit dat dit amendement niet past in de structuur waarbij de territoriale bevoegdheid van de procureur-generaal wordt behouden. De nationaal magistraten zijn daar reeds een uitzondering op.

Indien men gaat afstappen van de territoriaal bevoegde magistraten en opteert voor functioneel bevoegde magistraten, moet het gehele systeem veranderd worden.

De indiener van het amendement bevestigt dat het voorliggende ontwerp ons in een tussenstadium brengt. Enerzijds blijven het territorialiteitsbeginsel en de structuur van het parket behouden en men beseft dat ze ontoereikend zijn om het strafbeleid te coördineren.

Anderzijds biedt het ontwerp niet de middelen om tot een federale structuur te komen.

Toch wordt de territorialiteit in het ontwerp doorbroken, met name op het vlak van de dwingende kracht van de beslissingen van het college en op het vlak van de nationaal magistraten.

De indiener van het amendement is het niet eens met de mening dat het federaal comité een parallelle structuur tot stand zou brengen.

Het is eenvoudig de bedoeling uit te voeren wat de procureurs-generaal beslist hebben, niet een hoger echelon te creëren maar voltijds iemand ter beschikking te hebben. Een vorm van federale structuur is volgens haar daarmee te verzoenen.

Een lid meent dat het betreffende amendement geen amendement is, maar wel een andere optie, een ander voorstel.

Ten eerste voert de indiener van het amendement, volgens deze spreker, een intentieproces, indien zij *a priori* stelt dat de procureurs-generaal zich zullen bezighouden met andere zaken dan degene die hen door onderhavig ontwerp worden opgedragen.

Ten tweede stelt dit lid vast dat in alle landen in West-Europa procureurs-generaal territoriale bevoegdheden behouden, hoewel al deze landen eveneens te maken hebben met georganiseerde criminaliteit. Men zoekt wel tussenformules, maar wel zonder de procureurs-generaal en de hoven van beroep af te schaffen.

Het desgevallend inlassen van een secretariaat voor de procureurs-generaal past volgens het lid wel in de voorliggende basisopties.

Het amendement als dusdanig is volgens deze spreker echter een ander voorstel.

Il y a tout d'abord l'ambiguïté du paragraphe premier, qui prévoit la création d'un Comité fédéral de politique criminelle « sous l'autorité du collège des procureurs généraux », ce qui signifie que ce comité n'aura rien à dire.

En second lieu, l'intervenant estime que l'initiative en matière de politique criminelle et de poursuite appartient au ministre de la Justice. L'amendement vise en substance à instituer un comité disposant de compétences parallèles. « Le pouvoir, ça se ramasse ».

Face à un comité fédéral permanent, le collège des procureurs généraux, dépourvu de compétences permanentes, ne jouerait aucun rôle au niveau de la politique de recherche et de poursuite, surtout si l'on y associe les services de police.

L'intervenant estime que la création d'un comité fédéral n'est pas conciliable avec le point de vue du Gouvernement. Il peut en revanche partager le souci de doter le collège des procureurs de moyens substantiels pour lui permettre d'exercer ses activités, notamment en créant un secrétariat permanent.

L'auteur de l'amendement insiste sur le fait qu'elle ne souhaite faire aucun procès d'intention aux procureurs généraux, mais qu'elle craint qu'ils ne puissent pas toujours accomplir les tâches prévues par un manque de temps ou d'informations. L'idée était en premier lieu de les aider, de les assister.

Elle souligne que le comité était placé sous l'autorité du ministre, conformément à l'article 3 du projet.

De plus, elle précise qu'il n'était en rien question de compétences parallèles, étant donné que le comité se situe uniquement au niveau de l'exécution.

Enfin, en ce qui concerne la police, l'auteur de l'amendement ne voulait en rien les promouvoir, mais simplement établir un contact, la liaison du collège avec les corps de police concernés.

Un autre membre veut savoir comment vont se rencontrer les magistrats nationaux, les magistrats qui ont une fonction de soutien et le secrétariat permanent proprement dit.

Est-il concevable de créer une structure qui garantit la permanence dans l'exécution de la volonté du ministre ?

Le ministre répond que tous les outils se trouvent dans la loi et que la seule question est de savoir comment l'appliquer (voir possibilité de requérir l'assistance des membres du ministère public, secrétariat avec des juristes, liens entre le collège et les autres services).

Ten eerste is er de dubbelzinnigheid van § 1, er wordt een federaal comité opgericht dat « onder het gezag staat » van de procureurs-generaal. De interpretatie van deze termen is dat het niets te zeggen heeft.

Ten tweede oordeelt het lid dat het straf- en vervolgingsbeleid een initiatief is van de minister van Justitie. Het wezen van het amendement is een comité oprichten met parallelle bevoegdheden. « Le pouvoir, ça se ramasse ».

Het college van procureurs-generaal, zonder permanente bevoegdheden, zal tegenover een permanent federaal comité, geen enkele rol spelen in het opsporings- en vervolgingsbeleid, des te meer als men daar de politie gaat bij betrekken.

He lid meent dat het oprichten van een federaal comité niet verzoenbaar is met het standpunt van de Regering. Hij kan zich echter wel scharen achter de bezorgdheid aan het college van procureurs-generaal substantiële mogelijkheden te verlenen zijn activiteiten uit te oefenen, eventueel door de oprichting van een permanent secretariaat.

De indiener van het amendement verklaart met klem dat zij de procureurs-generaal geen vermeende bedoelingen wil toeschrijven maar zij vreest dat zij de bedoelde taken niet altijd zullen vervullen bij gebrek aan tijd of informatie. Het doel was op de eerste plaats hen te helpen en bijstand te verlenen.

Zij wijst erop dat het comité overeenkomstig artikel 3 van het ontwerp onder het gezag van de minister was geplaatst.

Zij merkt verder op dat er helemaal geen sprake was van parallelle bevoegdheden aangezien het comité zich uitsluitend op het vlak van de uitvoering bevindt.

De politiediensten, ten slotte, wilde de indiener van het amendement helemaal niet meer bevoegdheden geven maar ze wilde gewoon een verbinding instellen tussen het college en de betrokken politiekorpsen.

Een ander lid wenst te vernemen hoe de nationaal magistraten, de magistraten die een ondersteunende functie vervullen en het eigenlijke vast secretariaat elkaar zullen ontmoeten.

Is het mogelijk een structuur tot stand te brengen die permanentie kan waarborgen in die uitvoering van de wil van de minister ?

De minister antwoordt dat alle instrumenten in de wet vervat liggen en dat het alleen maar een kwestie is van ze toe te passen (zie de mogelijkheid om de hulp te vorderen van de leden van het openbaar ministerie, een secretariaat met juristen, banden tussen het college en de andere diensten).

Le ministre estime qu'il faut maintenir une certaine flexibilité et par exemple ne pas tout régler par organigrammes.

Ce membre demande si le chef du secrétariat ne devrait pas assister aux réunions du collège des procureurs généraux et si le chef du secrétariat ne devrait pas être un magistrat de la cour d'appel, en vue d'assurer la permanence.

Le ministre est d'accord de créer « un directeur » qui assiste aux réunions du collège, mais rejette l'idée de le choisir parmi les magistrats de la cour d'appel, vu que ceci pourrait impliquer une délégation des procureurs généraux.

L'auteur de l'amendement s'associe à l'idée d'un directeur qui assiste aux réunions.

Elle estime cependant qu'il serait préférable d'avoir, à côté des juristes, des magistrats détachés, qui ont plus d'autorité.

Le ministre n'est pas favorable au détachement, vu qu'il appartient aux procureurs généraux de prendre leurs responsabilités et que l'expérience démontre que les magistrats ont toujours certaines ambitions au niveau de leur carrière et que les relations humaines sont souvent délicates entre eux, ce qui influence souvent le fonctionnement d'un tel secrétariat de façon négative.

L'auteur de l'amendement demande ensuite quelle est la place du service de la politique criminelle au sein du secrétariat, ou conjointement avec celui-ci.

Le ministre réplique que le service de la politique criminelle est créé pour aviser le ministre et qu'il ne peut donc faire partie du secrétariat.

À la suite à cette discussion, M. Lallemand dépose un amendement (Doc. Sénat, n° 1-447/3, amendement n° 43) à l'article 5 du projet (texte *cf. infra* art. 5).

#### ***Vote de l'amendement n° 25***

L'amendement n° 25 du Mme Milquet est rejeté par 11 voix contre 1 et 1 abstention.

De minister meent dat men enige flexibiliteit moet behouden en niet alles regelen bijvoorbeeld met organigrammen.

Het lid vraagt of het hoofd van het secretariaat de vergaderingen van het college van procureurs-generaal niet zou moeten bijwonen en of het niet een magistraat van het hof van beroep zou moeten zijn teneinde de permanentie te waarborgen.

De minister gaat ermee akkoord een « directeur » te creëren die de vergaderingen van het college bijwoont, maar hij verwerpt het idee om die te kiezen onder de magistraten van het hof van beroep, daar dit zou kunnen overeenkomen met een delegatie van de procureurs-generaal.

De indiener van het amendement sluit zich aan bij het idee van een directeur die de vergaderingen bijwoont.

Zij meent echter dat het beter is, naast juristen, te beschikken over gedetacheerde magistraten die meer gezag genieten.

De minister is niet te vinden voor detachering want de procureurs-generaal moeten hun verantwoordelijkheid opnemen en de ervaring toont aan dat de magistraten in hun loopbaan altijd enige ambitie hebben en dat de menselijke verhoudingen onderling vaak gevoelig liggen, wat vaak negatieve invloed heeft op de werking van een dergelijk secretariaat.

De indiener van het amendement vraagt ten slotte welke plaats de dienst voor het strafrechtelijk beleid bekleeft binnen of samen met het secretariaat.

De minister antwoordt dat de dienst voor het strafrechtelijk beleid opgericht is om de minister te adviseren en dat hij dus geen deel kan uitmaken van het secretariaat.

Naar aanleiding van deze bespreking dient de heer Lallemand een amendement in op artikel 5 van het ontwerp (tekst *cf. infra* art. 5).

#### ***Stemming van amendement nr. 25***

Amendement nr. 25 van mevrouw Milquet wordt verworpen met 11 stemmen tegen 1 stem, bij 1 onthouding.

## Article 2ter (nouveau)

Mme Milquet dépose un amendement (doc. Sénat, n° 1-447/3, amendement n° 26), libellé comme suit :

« Insérer après l'article 2bis un Chapitre 1<sup>er</sup>ter contenant un article 2ter nouveau, et libellé comme suit :

« Chapitre 1<sup>er</sup>ter —

## Du collège des procureurs du Roi

Art. 2ter. — Un article 143quater, rédigé comme suit, est inséré dans le même code :

« Article 143quater. — § 1<sup>er</sup>. Les procureurs du Roi forment un collège appelé « collège des procureurs du Roi », présidé par un procureur élu par ses pairs.

§ 2. Ce collège est chargé d'émettre des avis d'initiative sur les matières visées à l'article 143bis, § 2, au collège des procureurs généraux et au Comité fédéral de politique criminelle. Le collège des procureurs généraux ou le Comité fédéral de politique criminelle peut demander des avis au collège des procureurs du Roi.

§ 3. Le collège des procureurs du Roi statue par consensus.

§ 4. En vue de l'exercice de ses missions, le collège peut organiser les auditions qu'il estime nécessaires.

§ 5. Le collège se réunit au moins une fois par mois, sur convocation de son président, durant l'année judiciaire.

§ 6. Le collège règle son organisation interne dans un règlement d'ordre intérieur. »

## Justification

La politique criminelle ne peut se faire qu'entre procureurs généraux, plus détachés du terrain, sans y associer étroitement les 27 procureurs du Roi qui sont les premiers responsables judiciaires en la matière dans leur arrondissement. Jusqu'à présent, il n'existe aucune structure qui leur permette de se rencontrer, d'échanger leurs informations et leurs expériences alors qu'ils devraient tous être les acteurs d'un projet de politique criminelle identique.

## Artikel 2ter (nieuw)

Mevrouw Milquet dient een amendement in (Gedr. St., Senaat, nr. 1-447/3, amendement nr. 26):

« Na artikel 2bis een hoofdstuk Iter invoegen, bevattende een artikel 2ter (nieuw) en luidende :

« Hoofdstuk Iter —

## Het college van de procureurs des Konings

Art. 2ter. — In hetzelfde Wetboek wordt een artikel 143quater ingevoegd, luidende :

« Artikel 143quater. — § 1. De procureurs des Konings vormen een college, college van de procureurs des Konings genaamd, onder het voorzitterschap van een procureur die door zijn collega's gekozen wordt.

§ 2. Dit college heeft tot taak uit eigen beweging adviezen uit te brengen aan het college van procureurs-generaal en aan het federaal comité voor het strafrechtelijk beleid over de materies bedoeld in artikel 2, § 2. Het college van de procureurs-generaal of het federaal comité voor criminele politie kan adviezen vragen aan het college van de procureurs des Konings.

§ 3. Het college van de procureurs des Konings beslist bij consensus.

§ 4. Het college kan, met het oog op de uitvoering van zijn taken, de hoorzittingen organiseren die het nodig acht.

§ 5. Het college komt tijdens het gerechtelijk jaar minstens eenmaal per maand bijeen op uitnodiging van zijn voorzitter.

§ 6. Het college stelt zelf zijn reglement van orde op. »

## Verantwoording

Het strafrechtelijk beleid kan niet uitsluitend worden opgedragen aan de procureurs-generaal, die minder direct contact hebben met de dagdagelijkse praktijk. De 27 procureurs des Konings, die in hun arrondissement de directe juridische verantwoordelijkheid terzake dragen, dienen hierbij nauw betrokken te worden. Tot nog toe bestond geen kader waarin zij elkaar konden ontmoeten en informatie en ervaringen uitwisselen, hoewel zij collectief zouden moeten meewerken aan een eenvormig strafrechtelijk beleid.

*L'institutionnalisation de ce collège des procureurs du Roi, ayant un rôle fondamental d'avis vis-à-vis du collège des procureurs généraux, devrait permettre d'améliorer les décisions de ce dernier, de décroïsonner les parquets et d'optimiser les coopérations et les visions.*

*Ce collège permanent devrait permettre de responsabiliser les procureurs du Roi dans l'élaboration d'une politique cohérente, d'être un lieu de dialogue, d'échanges d'informations et d'expériences indispensables pour l'élaboration d'une politique efficace, ce qui manque cruellement actuellement.*

L'auteur de l'amendement estime que les acteurs de base et les responsables sur le terrain sont les procureurs du Roi. Il lui semble donc indispensable que ces procureurs du Roi se rencontrent pour échanger leurs expériences et qu'ils puissent ainsi exprimer des avis en dehors de la présence des procureurs généraux.

Le ministre est conscient du fait que le projet à l'examen instaure une structure décisionnelle verticale et que la concertation horizontale n'y est pas explicitement prévue.

Par contre, la logique du projet ne s'oppose pas à ce que le collège des procureurs généraux favorise les contacts avec les parquets des tribunaux de première instance et organise des réunions périodiques.

De plus, il craint un éventuel antagonisme vis-à-vis du collège des procureurs généraux, notamment que le collège des procureurs généraux pourrait ressentir la création d'un tel collège comme un contre-pouvoir.

Le ministre est d'accord de stimuler les contacts avec les procureurs du Roi, mais estime qu'il n'est pas nécessaire de le prévoir dans le texte de la loi. Si l'explicitation dans la loi est tout de même retenue, la formulation devrait être prévue en profondeur.

Un membre souhaite faire tout d'abord une remarque formelle au sujet de la justification de cet amendement, qui affirme que l'on ne peut confier la politique criminelle aux seuls procureurs généraux. Il est dit dans l'exposé des motifs que la politique criminelle est définie par le ministre de la Justice en concertation avec le collège des procureurs généraux.

L'intervenant déduit dès lors de la justification de l'amendement que l'on créerait un collège des procureurs du Roi qui interviendrait dans la détermination de la politique criminelle. D'après lui, cela n'est pas

*De institutionalisering van het college van de procureurs des Konings, dat een fundamentele rol te vervullen heeft als adviesorgaan voor het college van procureurs-generaal, moet bijdragen tot een hogere kwaliteit van de beslissingen van dit laatste orgaan, tot een betere doorstroming van informatie tussen de parketten en tot een optimale samenwerking en uitwerking van ideeën.*

*Dit vaste college moet een middel zijn om de procureurs des Konings te betrekken bij de uitwerking van een coherent beleid en de nodige ruimte bieden voor dialoog en uitwisseling van informatie en ervaringen die broodnodig zijn voor de uitbouw van een efficiënt beleid, waarvan het gemis zich momenteel zo schrijnend doet voelen.*

De indiener van het amendement meent dat de basisactoren en de hoofdrolspelers op het terrein de procureurs des Konings zijn. Zij acht het dus onontbeerlijk dat deze procureurs des Konings elkaar ontmoeten om hun ervaringen uit te wisselen en om zo, buiten de procureurs-generaal om, adviezen te verstrekken.

De minister is er zich van bewust dat het voorliggende ontwerp een verticale beslissingsstructuur instelt en dat er niet uitdrukkelijk gedacht is aan horizontaal overleg.

De logische opbouw van het ontwerp staat evenwel niet in de weg dat het college van procureurs-generaal contacten bevordert met de parketten van de rechtbanken van eerste aanleg en dat het op gezette tijden vergaderingen belegt.

Hij vreest bovendien een eventueel antagonisme ten aanzien van het college van procureurs-generaal. Het college van procureurs-generaal zou de oprichting van een dergelijk college kunnen ervaren als een tegenmacht.

De minister gaat ermee akkoord dat de contacten met de procureurs des Konings gestimuleerd worden maar hij oordeelt dat het niet nodig is dit in de tekst van de wet te vermelden.

Een lid wenst eerst een formele opmerking te maken betreffende de verantwoording van dit amendement, waar dit stelt dat het strafrechtelijk beleid niet uitsluitend kan worden opgedragen aan de procureurs-generaal. In de memorie van toelichting staat dat het strafrechtelijk beleid wordt bepaald door de minister van Justitie in overleg met het college van procureurs-generaal.

Deze spreker leidt aldus af uit de verantwoording dat er een college van procureurs des Konings zal worden opgericht, dat mede het strafrechtelijk beleid gaat bepalen. Dit is volgens hem niet mogelijk. Het

possible. Le seul organe qui détermine cette politique c'est le ministre, lequel se fait assister par le collège des procureurs généraux et par le Service de la politique criminelle.

Dans sa deuxième remarque, l'intervenant souligne qu'en institutionnalisant un collège des procureurs du Roi, on déroge une deuxième fois au principe de la territorialité.

L'amendement encourage donc à déroger au principe de territorialité en regroupant fonctionnellement un certain nombre de personnes au niveau national.

Selon l'intervenant, c'est le magistrat national qui est la personne indiquée pour désigner telles ou telles membres de différents parquets, en fonction des sujets et des matières à traiter.

Il ne lui paraît en tout cas pas judicieux de créer deux collèges. Plutôt que cette éventualité, mieux vaudrait encore n'instituer qu'un collège des procureurs.

L'auteur de l'amendement maintient qu'il est utile d'inscrire le principe de la concertation avec les procureurs du Roi dans la loi. Même si cette concertation a lieu aujourd'hui, elle n'est pas suffisamment fréquente. Elle ne ressent nullement le collège des procureurs du Roi comme un pouvoir concurrent du collège des procureurs généraux, vu qu'il s'agit d'un organe totalement consultatif. Elle suggère de modérer le nom de celui-ci (p. ex. Conseil consultatif des procureurs du Roi) et de le formuler dans un article 181<sup>ter</sup>, au lieu d'un article 143<sup>quater</sup>.

Un membre se demande si l'amendement peut trouver sa place dans la discussion du projet à l'examen, et s'il ne s'agit pas plutôt d'une proposition distincte.

En deuxième lieu, il attire l'attention sur le problème de la praticabilité; il y a 27 procureurs du Roi et il ne sera donc pas évident de les faire statuer par consensus.

L'auteur de l'amendement estime que la discussion se situe bien dans le cadre du projet à l'examen, étant donné que le collège des procureurs du Roi ne serait qu'une modalité d'une meilleure coordination, visée explicitement par le projet. Elle est d'avis que dans le cadre d'une réforme où les mentalités doivent changer, il faut oser émettre des éléments novateurs.

Un membre estime que les arguments de fond avancés par l'auteur de l'amendement sont pertinents. Il craint toutefois que la création de deux collèges ne soit pas une solution et ne fasse au contraire que créer davantage de problèmes.

enige lichaam dat dit bepaalt is de minister, die zich laat bijstaan door het college van procureurs-generaal en de Dienst voor het strafrechtelijk beleid.

De tweede opmerking van hetzelfde lid wijst op het feit dat het institutionaliseren van een college van procureurs des Konings een tweede afwijking uitmaakt van het territorialiteitsbeginsel.

Dit amendement is aldus een aanmoediging van de afwijking van territorialiteit, het functioneel op nationaal niveau samenbrengen van een aantal mensen.

Volgens dit lid is de nationaal magistraat de aangevozen persoon om in functie van de onderwerpen en materies bepaalde personen aan te wijzen uit verschillende parketten.

Het lijkt hem in ieder geval niet zinvol twee colleges op te richten; dan is het eventueel nog beter slechts één college op te richten, een college van procureurs.

De indiener van het amendement houdt staande dat het nuttig is het overleg met de procureurs-generaal als principe in de wet op te nemen. Zelfs indien thans overleg wordt gepleegd, gebeurt dit niet voldoende. Zij ervaart het college van procureurs des Konings niet als een concurrerende macht ten opzichte van het college van procureurs-generaal, want het gaat om een exclusief adviserend orgaan. Zij stelt voor de naam ervan af te zwakken (bijvoorbeeld adviesraad van de procureurs des Konings) en het amendement te formuleren in een artikel 181<sup>ter</sup> in plaats van in artikel 143<sup>quater</sup>.

Een lid vraagt zich af of het amendement wel past in de bespreking van het ontwerp en of het integendeel niet om een apart voorstel gaat.

Op de tweede plaats vestigt hij de aandacht op het probleem van de uitvoerbaarheid; er zijn 27 procureurs des Konings en het zal dus niet vanzelfsprekend zijn dat er een uitspraak bij consensus tot stand komt.

De indiener van het amendement is van oordeel dat de bespreking wel degelijk thuishoort in het voorliggende wetsontwerp aangezien het college van procureurs-generaal slechts een van de vormen van een betere coördinatie is, hetgeen uitdrukkelijk door het ontwerp beoogd wordt. Zij meent dat men in het kader van een hervorming, waarin het om een mentaliteitsverandering gaat, vernieuwende elementen naar voren moet durven brengen.

Een lid is van oordeel dat de inhoudelijke argumenten van de indiener van het amendement juist zijn. Hij vreest echter dat de oprichting van twee colleges geen oplossing is, en integendeel nog meer problemen met zich zal meebrengen.

Un autre membre ne croit pas à un collège des procureurs du Roi. Si on en fait une institution, il faudra prévoir également un soutien administratif. En outre, l'intervenant n'est pas convaincu que cette idée soit accueillie favorablement par les procureurs du Roi eux-mêmes. Enfin, la pluralité d'avis poserait un problème supplémentaire au ministre de la Justice.

Il lui paraît suffisant d'acter que le ministre pourra interroger les procureurs du Roi sur les problèmes de leur ressort ou sur des matières spécifiques et qu'à cet égard leur tâche sera purement consultative.

Le ministre souligne combien il est important, tant pour lui-même que pour le collège et pour le procureur général dans chaque ressort, de pouvoir consulter les procureurs du Roi.

C'est une pratique qui existe (*cf.* par exemple le dossier des hormones). La prévoir explicitement dans la loi conduirait à une plus grande insécurité.

Un membre souligne que le ministre peut même prévoir par directive que les procureurs du Roi donnent un avis dans une matière bien déterminée. De plus, le Parlement a une certaine responsabilité d'interroger le ministre sur la concertation avec les procureurs du Roi dans certaines matières. Selon cet intervenant, l'idée de l'amendement est intéressante, mais il est également difficile de formaliser la périodicité des réunions.

Le ministre estime toutefois que la flexibilité est importante.

Il serait regrettable que, lorsqu'il souhaite consulter certains procureurs, le ministre doive toujours passer par l'intervention du collège.

Plusieurs commissaires concluent qu'une réglementation légale pourrait avoir un effet restrictif et sont partisans d'une flexibilité.

### **Vote**

L'amendement n° 26 de Mme Milquet est rejeté par 11 voix contre 1 et 1 abstention.

### **Article 3**

M. Desmedt dépose un amendement (doc. Sénat, n° 1-447/2, amendement n° 5), libellé comme suit :

*« Remplacer cet article par ce qui suit :*

*« Art. 143ter. — Le ministre de la Justice soumet à la discussion du collège des procureurs généraux les*

Een ander lid gelooft niet in het college van procureurs des Konings. Indien hiervan een instelling wordt gemaakt, is ook een administratieve ondersteuning nodig. Bovendien is hij er niet van overtuigd dat zulk college positief zou worden onthaald bij de procureurs des Konings zelf. Tenslotte stelt dit de minister voor een bijkomend probleem van pluraliteit van adviezen.

Het lijkt hem voldoende te noteren dat de minister de procureurs des Konings kan consulteren, in verband met problemen in hun ressort of in verband met specifieke materies, en dat hun taak alsdan louter adviserend is.

De minister dringt aan op het belang van de mogelijkheid van consultatie van de procureurs des Konings, zowel door de minister, als door het college, als door ieder procureur-generaal per ressort.

Dit is een bestaande praktijk (bijvoorbeeld hormonen). Het expliciet stellen in de wet zou een grotere onzekerheid met zich meebrengen.

Een lid merkt op dat de minister zelfs bij richtlijn kan bepalen dat de procureurs des Konings in een welbepaalde aangelegenheid advies moeten verstrekken. Bovendien draagt het Parlement enige verantwoordelijkheid wanneer het de minister overvraagt over het overleg met de procureurs des Konings in bepaalde aangelegenheden. Volgens deze spreker is het idee achter dit amendement interessant maar het is eveneens moeilijk de periodiciteit waarmee de vergaderingen plaatsvinden, een vaste vorm te geven.

De minister acht het belangrijk flexibel te blijven.

Het zou te betreuren vallen indien de minister, bij gewenste consultatie van bepaalde procureurs, steeds zou moeten terugvallen op tussenkomst van het college.

Verscheidene commissieleden besluiten dat een wettelijke regeling beperkend kan werken en zijn voorstander van flexibiliteit.

### **Stemming**

Amendement nr. 26 van mevrouw Milquet wordt verworpen met 11 stemmen tegen 1 stem bij 1 onthouding.

### **Artikel 3**

De heer Desmedt dient een amendement in, luidend als volgt (Gedr. St., Senaat, nr. 1-447/2, amendement nr. 5):

*« De Franse tekst van dit artikel vervangen als volgt :*

*« Art. 143ter. — Le ministre de la Justice soumet à la discussion du collège des procureurs généraux les*

*projets de lignes directrices de politique criminelle y compris en matière de recherche et de poursuite. Il arrête ces lignes directrices qui sont contraignantes pour tous les membres du ministère public. Les procureurs généraux près les cours d'appel veillent dans leur ressort à leur bonne exécution. »*

#### Justification

*Cet amendement ne touche en rien au contenu de l'article 3 mais vise à en assurer une meilleure lecture, le texte français proposé étant fort lourd et reprenant l'expression « les lignes directrices » à cinq reprises en neuf lignes.*

L'auteur de l'amendement est d'accord de remplacer le terme « ligne directrice » par « directive », suite à la discussion de tout à l'heure.

Il précise que cet amendement ne vise que le texte français, qui est mal rédigé. C'est un amendement de forme, de style.

Le ministre estime qu'il faudra modifier également la traduction néerlandaise. Il est important de distinguer nettement l'élément de consultation et la décision du ministre.

M. Lallemand dépose à l'amendement n° 5 de M. Desmedt un sous-amendement libellé comme suit (doc. Sénat, n° 1-447/3, amendement n° 44):

*« Remplacer l'article 143ter proposé par ce qui suit :*

*« Art. 143ter. — Le ministre de la Justice arrête les directives de politique criminelle, y compris en matière de politique de recherche et de poursuite, après avoir pris l'avis du collège des procureurs généraux.*

*Ces directives sont contraignantes pour tous les membres du ministère public.*

*Les procureurs généraux près les cours d'appel veillent à l'exécution de ces directives au sein de leur ressort. »*

#### **Vote sur l'article 3**

L'amendement n° 5 de M. Desmedt est retiré.

L'amendement n° 44 de M. Lallemand et l'article 3, ainsi amendé, sont adoptés par 11 voix et 1 abstention.

*projets de lignes directrices de politique criminelle y compris en matière de recherche et de poursuite. Il arrête ensuite ces lignes directrices qui sont contraignantes pour tous les membres du ministère public. Les procureurs généraux près les cours d'appel veillent dans leur ressort à leur bonne exécution. »*

#### Verantwoording

*Dit amendement beoogt geen inhoudelijke wijziging van artikel 3 maar wil het artikel leesbaarder maken. De voorgestelde Franse tekst is immers zeer stroef geformuleerd en gebruikt de woorden « les lignes directrices » tot vijfmaal toe op negen regels.*

De indiener van het amendement beaamt de term « lignes directrices », in functie van de hogere bespreking, te vervangen door « directives ».

Hij preciseert dat dit amendement enkel betrekking heeft op de Franse tekst die slecht geformuleerd is. Het is een loutere vorm- of stijlcorrectie.

De minister acht dat ook de Nederlandse vertaling zal moeten worden gewijzigd. Het is belangrijk het element van consultatie en de beslissing van de minister duidelijk gescheiden te houden.

De heer Lallemand dient een subamendement in op het amendement nr. 5 van de heer Desmedt, luidend als volgt (Gedr. St., Senaat, nr. 1-447/3, amendement nr. 44):

*« Het voorgestelde artikel 143ter vervangen als volgt :*

*« Art. 143ter. — De minister van Justitie legt de richtlijnen van het strafrechtelijk beleid vast, inclusief die van het opsporings- en vervolgingsbeleid, nadat hij het advies van het college van procureurs-generaal heeft ingewonnen.*

*Deze richtlijnen zijn bindend voor alle leden van het openbaar ministerie.*

*De procureurs-generaal bij de hoven van beroep zien toe op de tenuitvoerlegging van deze richtlijnen binnen hun rechtsgebied. »*

#### **Stemming over artikel 3**

Amendement nr. 5 van de heer Desmedt wordt ingetrokken.

Amendement nr. 44 van de heer Lallemand en het aldus geamendeerde artikel 3 worden aangenomen met 11 stemmen bij 1 onthouding.



## Article 3bis (nouveau) (art. 4 du texte adopté)

M. Vandenberghe dépose un amendement libellé comme suit (doc. Sénat, n° 1-447/2, amendement n° 2):

« Insérer un article 3bis rédigé comme suit :

« Art. 3bis. — § 1<sup>er</sup>. Les mots « Sans préjudice de l'application des articles 143bis et 143ter, » sont ajoutés au début de l'article 398 du Code judiciaire.

§ 2. Les mots « Sans préjudice de l'application des articles 143bis et 143ter, » sont ajoutés au début de l'article 399, premier alinéa, du même Code.

§ 3. Les mots « Sans préjudice de l'application des articles 143bis et et 143ter, » sont ajoutés au début de l'article 399, deuxième alinéa, du même Code.

§ 4. Les mots « Sans préjudice de l'application des articles 143bis et 143ter, » sont ajoutés au début de l'article 400 du même Code. »

## Justification

Compte tenu du pouvoir attribué au ministre de la Justice d'arrêter les lignes directrices de politique criminelle (art. 143ter) et de prendre les mesures nécessaires pour assurer l'application de ces lignes directrices (art. 143bis, § 3), il convient d'adapter les articles 398, 399 et 400 du Code judiciaire dans ce sens.

**Vote sur l'article 3bis (nouveau) (art. 4 du texte adopté)**

L'amendement n° 2 de M. Vandenberghe est adopté par 12 voix et 1 abstention.

## Artikel 3bis (nieuw) (art. 4 van de aangenomen tekst)

De heer Vandenberghe dient een amendement in, (Gedr. St., Senaat, nr. 1-447/2, amendement nr. 2):

« Een artikel 3bis invoegen, luidende :

« Art. 3bis. — § 1. In artikel 398 van het Gerechtelijk Wetboek worden de woorden « Het Hof van Cassatie heeft » vervangen door de woorden « Onverminderd de toepassing van de artikelen 143bis en 143ter heeft het Hof van Cassatie »;

§ 2. In artikel 399, eerste lid van hetzelfde Wetboek worden de woorden « De procureur-generaal bij het hof van beroep waakt » vervangen door de woorden « Onverminderd de toepassing van de artikelen 143bis en 143ter waakt de procureur-generaal bij het Hof van Beroep »;

§ 3. In hetzelfde artikel, tweede lid worden de woorden « De procureur-generaal, de procureur des Konings en de arbeidsauditeurs waken » vervangen door de woorden « Onverminderd de toepassing van de artikelen 143bis en 143ter waken de procureur-generaal, de procureur des Konings en de arbeidsauditeurs »;

§ 4. In artikel 400 van hetzelfde Wetboek worden de woorden « De minister van Justitie oefent » vervangen door de woorden « Onverminderd de toepassing van de artikelen 143bis en 143ter oefent de minister van Justitie. »

## Verantwoording

Gelet op de bevoegdheid die de minister van Justitie wordt toegekend tot het vastleggen van de richtlijnen van het strafrechtelijk beleid (art. 143ter) en de bevoegdheid tot het nemen van de noodzakelijke maatregelen om de toepassing van de richtlijnen te verzekeren (art. 143bis, § 3), dienen de artikelen 398, 399 en 400 van het Gerechtelijk Wetboek in die zin te worden aangepast.

**Stemming over artikel 3bis (nieuw) (art. 4 van de aangenomen tekst)**

Amendement nr. 2 van de heer Vandenberghe wordt aangenomen met 12 stemmen bij 1 onthouding.

## CHAPITRE III

## Article 4 (art. 5 du texte adopté)

Le Gouvernement présente les amendements suivants (doc. Sénat, n° 1-447/2, amendements n°s 34 et 35).

*Chapitre III — Intitulé*

« Remplacer l'intitulé du chapitre III par le suivant : « Le magistrat national ».

« À l'article 144bis proposé, remplacer les mots « magistrats fédéraux » par les mots « magistrats nationaux ».

Pour la discussion, voir l'amendement n° 10 présenté par le Gouvernement (doc. Sénat, n° 1-447/2 concernant l'intitulé du projet de loi).

Article 144bis, § 1<sup>er</sup>

L'article 144bis, § 1<sup>er</sup>, ainsi amendé, est adopté par 11 voix et 1 abstention.

## Article 144bis, § 2

Le Gouvernement présente un amendement, libellé comme suit (doc. Sénat, n° 1-447/2, amendement n° 11):

« Au § 2 de l'article 144bis proposé, remplacer le mot « juge » par les mots « juge d'instruction ».

## Justification

*Vu les responsabilités qui sont attribuées aux magistrats nationaux par le projet, il paraît souhaitable d'être plus exigeant en ce qui concerne les conditions auxquelles doivent satisfaire les magistrats du siège pour être désignés à cette fonction, afin de garantir que ceux-ci disposent d'une expérience de terrain suffisante pour l'assumer adéquatement. Seule l'expérience en qualité de juge d'instruction sera dès lors prise en considération.*

Le ministre estime qu'il est absolument indispensable d'avoir une expérience « de terrain ».

M. Desmedt dépose un amendement, libellé comme suit (doc. Sénat, n° 1-447/2, amendement n° 6):

« Au § 2 de l'article 144bis proposé, supprimer les mots « ou de juge ».

## HOOFDSTUK III

## Artikel 4 (art. 5 van de aangenomen tekst)

De Regering dient volgende amendenten in (Gedr. St. Senaat, nr. 1-447/2, amendementen nrs. 34 en 35).

*Hoofdstuk III — Opschrift*

« Het opschrift van hoofdstuk III vervangen als volgt: « De nationaal magistrat. »

« In het voorgestelde artikel 144bis de woorden « nationaal magistraten » vervangen door de woorden « nationaal magistraten ».

Bespreking (zie amendement nr. 10 van de Regering, Gedr. St. Senaat, nr. 1-447/2 betreffende het opschrift van het wetsontwerp).

## Artikel 144bis, § 1

Het aldus geamendeerde artikel 144bis, § 1, wordt aangenomen met 11 stemmen bij 1 onthouding.

## Artikel 144bis, § 2

De Regering dient een amendement in, luidend als volgt (Gedr. St. Senaat, nr. 1-447/2, amendement nr. 11):

« In § 2 van het voorgestelde artikel 144bis, het woord « rechter » vervangen door het woord « onderzoeksrechter ».

## Verantwoording

*Gezien de verantwoordelijkheden die het ontwerp aan de nationaal magistraten toekent, lijkt het aangevoelen om veeleisender te zijn wat betreft de voorwaarden waaraan de zittende magistraten moeten voldoen om in deze functie benoemd te worden, teneinde te waarborgen dat zij over een voldoende werkervaring beschikken om deze functie adequaat te vervullen. Enkel de ervaring als onderzoeksrechter zal bijgevolg in overweging worden genomen.*

De minister is van oordeel dat een ervaring « op het terrein » absoluut vereist is.

De heer Desmedt dient een amendement in, luidend als volgt (Gedr. St. Senaat, nr. 1-447/2, amendement nr. 6):

« In § 2 van het voorgestelde artikel 144bis de woorden « of van rechter » doen vervallen.

## Justification

*Les magistrats fédéraux sont des magistrats du ministère public à qui sont confiées d'importantes responsabilités au niveau national.*

*Il semble donc souhaitable qu'ils soient issus du ministère public lui-même et non de la magistrature assise. Il ne serait pas opportun de désigner des juges d'instruction, la fonction d'instruction n'étant pas une mission du ministère public.*

L'auteur de l'amendement souhaite connaître la justification de cette disposition, dérogeant au droit commun, étant donné qu'un magistrat passe du siège au parquet. Quel sera le statut de ce magistrat et quel est l'intérêt de désigner un juge d'instruction, vu que le nombre des magistrats nationaux est limité à 5?

Le ministre répond que les mots «ou de juge» s'inscrivent dans la condition supplémentaire d'avoir une expérience.

Les magistrats nationaux sont désignés parmi les membres du ministère public, mais doivent avoir exercé des fonctions de magistrat du ministère public ou de juge d'instruction pendant cinq ans.

À la suite de cette précision, M. Desmedt retire son amendement n° 6.

M. Lallemand dépose l'amendement suivant (doc. Sénat, n° 1-447/3, amendement n° 45):

*«Au § 2, alinéa 1<sup>er</sup>, de l'article 144bis proposé, supprimer les mots «auprès des cours d'appel et des tribunaux de première instance.»*

Un membre pose la question de savoir s'il ne serait pas mieux de préciser la période renouvelable (1 fois, 2 fois), afin d'éviter d'avoir des gens à vie.

Mme Delcourt-Pêtre dépose un amendement, libellé comme suit (doc. Sénat, n° 1-447/3, amendement n° 47):

*«Compléter le § 2 de l'article 144bis proposé par les termes «au maximum deux fois».*

Le ministre explique qu'il importe de faire le choix entre un mandat d'une période assez brève et renouvelable, et un mandat non renouvelable d'une période plus longue.

Le même problème se pose au niveau des mandats des chefs de corps. La Cour de cassation opte plutôt,

## Verantwoording

*De nationaal magistraten zijn magistraten van het openbaar ministerie aan wie belangrijke taken op nationaal vlak zijn opgedragen.*

*Het is dus wenselijk dat zij afkomstig zijn van het openbaar ministerie zelf en niet van de zittende magistratuur. Het zou niet raadzaam zijn onderzoeksrechters aan te wijzen aangezien het onderzoeksamtb niet tot de taken van het openbaar ministerie behoort.*

De indiener van het amendement zou graag weten hoe deze bepaling, die van het gemeen recht afwijkt, verantwoord wordt. Het gaat hier immers om een magistraat die overgaat van de zittende magistratuur naar het parket. Wat zal het statuut zijn van die magistraat en wat is het nut van de aanwijzing van een onderzoeksrechter, gelet op het feit dat het aantal nationaal magistraten beperkt is tot 5?

De minister antwoordt dat de woorden «of van rechter» verband houden met de bijkomende voorwaarde inzake ervaring.

De nationaal magistraten worden gekozen uit de leden van het openbaar ministerie, maar die moeten een ervaring hebben van vijf jaar als magistraat van het openbaar ministerie of van vijf jaar als onderzoeksrechter.

Na deze uitleg trekt de heer Desmedt zijn amendement nr. 6 in.

De heer Lallemand dient volgend amendement in (Gedr. St., Senaat, nr. 1-447/3, amendement nr. 45):

*«In § 2, eerste lid, van het voorgestelde artikel 144bis de woorden «bij de hoven van beroep en de rechtbanken van eerste aanleg» doen vervallen.*

Een lid wil weten of het niet beter zou zijn te preciseren hoe dikwijls de termijn hernieuwd kan worden (eenmaal, tweemaal), teneinde te voorkomen dat mensen levenslang hetzelfde ambt bekleden.

Mevrouw Delcourt-Pêtre dient een amendement in (Gedr. St., Senaat, nr. 1-447/3, amendement nr. 47), luidende:

*«De laatste volzin van § 2 van het voorgestelde artikel 144bis doen luiden als volgt: «Zij worden aangewezen voor een termijn van vijf jaar die ten hoogste tweemaal hernieuwd kan worden.»*

De minister legt uit dat het belangrijk is te kiezen tussen een ambt dat gedurende een vrij korte en hernieuwbare periode wordt uitgeoefend en een ambt dat gedurende een langere doch niet hernieuwbare periode wordt uitgeoefend.

Hetzelfde probleem rijst op het niveau van de ambten van korpschef. Het Hof van Cassatie kiest,

en ce qui concerne les chefs de corps, pour un mandat de sept ou huit ans, non renouvelable. Ceci stimule effectivement la prise de responsabilité.

Un membre attire l'attention sur le fait que le magistrat national n'est pas un chef de corps et que sa situation est donc fondamentalement différente.

Il est favorable à un mandat renouvelable. Il ne faut pas perdre de vue qu'un magistrat national a une fonction très technique et que l'expérience est primordiale.

Le tout est de savoir s'il faut limiter la durée totale.

L'auteur de l'amendement est d'accord avec la formule de renouvellement du mandat, mais veut préciser la durée des renouvellements, afin d'éviter l'immobilisme ou un monopole éventuel.

Un autre membre partage la crainte d'un éventuel immobilisme et suggère, comme solution possible, de maintenir le mandat d'une durée déterminée, et renouvelable, mais pas immédiatement.

Le ministre estime qu'il est à craindre que le magistrat ne puisse pas acquérir une connaissance suffisante du réseau en un temps aussi bref.

Un autre membre opte également pour la possibilité d'une carrière assez longue, afin que le magistrat national s'investisse à fond et ne prépare pas sa voie de sortie dès son entrée.

L'auteur de l'amendement conclut qu'il importe de choisir le juste milieu entre ces deux risques.

Un membre souligne qu'il est important de prévoir que le mandat ne sera pas renouvelé automatiquement et une évaluation sera nécessaire à la fin des cinq années en question.

Un autre membre estime que la durée du mandat des magistrats nationaux doit être identique à celle des juges d'instruction.

Le ministre répond qu'aucune décision n'a été prise à cet égard, que ce soit pour le juge d'instruction, pour le juge de la jeunesse, le juge des saisies ou pour les chefs de corps. En ce qui concerne les magistrats nationaux, le ministre est partisan d'une grande souplesse et souhaite dès lors que l'on n'introduise pas de limitation de temps, bien qu'il ne s'y oppose pas.

Un membre estime qu'un mandat de 15 ans est plus que suffisant et craint que si aucune disposition n'est inscrite dans la loi à la limitation du délai ne soit purement formelle.

wat de korpschefs betreft, veeleer voor een ambt van zeven of acht jaar waarvan de termijn niet hernieuwbaar is. Dit bevordert immers de verantwoordelijkheidszin.

Een lid vestigt de aandacht op het feit dat de nationaal magistraat geen korpschef is en dat hij dus in een fundamenteel andere positie verkeert.

Hij is voorstander van een ambt waarvan de termijn hernieuwbaar is. Men mag niet uit het oog verliezen dat een nationaal magistraat een zeer technisch ambt bekleedt, waarin de ervaring doorslaggevend is.

Het komt erop aan te weten of de totale duur beperkt moet worden.

De indiener van het amendement is het eens met de formule van de hernieuwbare termijn maar wil preciseren hoelang die hernieuwbare termijnen duren, teneinde verstarring of een eventueel monopolie te voorkomen.

Een ander lid sluit zich aan bij dit argument van eventuele verstarring en suggereert een mogelijke oplossing door een mandaat van een bepaalde duur te behouden, hernieuwbaar, maar niet onmiddellijk.

De minister is van oordeel dat hieruit het risico voortvloeit dat de magistraat op zulke korte periode niet de nodige kennis kan opdoen van het netwerk.

Een ander lid kiest eveneens voor de mogelijkheid van een vrij lange loopbaan om de nationaal magistraat in staat te stellen zich grondig in te werken en te verhinderen dat hij zijn afscheid reeds voorbereidt zodra hij in dienst treedt.

De indiener van het amendement besluit dat het van belang is de gulden middenweg te kiezen.

Een lid duidt op het feit dat het belangrijk is te stellen dat het mandaat niet automatisch wordt hernieuwd, en dat een evaluatie op het einde van die vijf jaar nodig is.

Een ander lid is van oordeel dat de duur van het mandaat van de nationaal magistraten gelijklopend moet zijn met deze van onderzoeksrechter.

De minister antwoordt dat op dit vlak geen enkele beslissing werd getroffen, noch voor de onderzoeksrechter, noch voor jeugdrechter, noch voor beslagrechter, noch voor korpsoversten. Wat betreft de nationaal magistraten is de minister voorstander van een grote souplesse en dus geen beperking in te voeren op het vlak van termijn, hoewel hij geen bezwaar uit.

Een lid acht 15 jaar meer dan voldoende en vreest, indien geen bepaling wordt ingevoerd, dat de termijn-bepaling louter formeel wordt.

Un autre membre pose la question de savoir quand le délai prend cours pour les magistrats nationaux actuellement en fonction.

Le ministre répond qu'il prendra cours au moment de l'entrée en vigueur de la nouvelle loi.

Ces limitations ne sont pas rétroactives.

### ***Vote sur l'article 144bis, § 2***

Les amendements sont adoptés à l'unanimité par les 13 membres présents.

L'article 144bis, § 2, ainsi amendé, est adopté par un vote identique.

### **Article 144bis, § 3**

Le Gouvernement dépose un amendement, libellé comme suit (doc. Sénat, n° 1-447/2, amendement n° 12):

*« Au 2° de l'article 144bis, § 3, proposé, remplacer, dans le texte français, les mots « dans le cadre de l'exercice de l'action publique » par les mots « en vue de l'exercice de l'action publique ».*

Le ministre précise qu'il s'agit en l'occurrence d'une simple correction du texte français.

Un membre demande si l'on peut déduire du point 1, qui prévoit que les magistrats nationaux sont chargés d'assurer la coordination de l'exercice de l'action publique, que les magistrats nationaux peuvent également organiser la concertation entre les parquets du tribunal de première instance sur certains thèmes (par exemple, les transports de fonds), sans nécessairement avoir pour but de faciliter la coopération internationale.

Le ministre répond par l'affirmative.

Un membre souhaite connaître la portée exacte de la notion « déterminée » au point 2. D'un point de vue formel, la compétence du procureur du Roi est déterminée par la loi.

Le ministre précise que l'on veut dire « aussi longtemps que le dossier n'est pas localisé ».

L'article vise principalement à régler les cas où une affaire qui est traitée par une autorité étrangère n'est pas encore localisable en Belgique et que, dès lors, aucun parquet n'a entamé une information. Le magistrat national peut alors prendre toutes les mesures urgentes et nécessaires, il dispose du même pouvoir que le procureur du Roi.

Un membre demande si le ministre vise uniquement les faits commis à l'étranger, qui n'ont pas encore été attribués à un magistrat belge, ou s'il inclut également les faits commis en Belgique.

Een ander lid wil weten wanneer de termijn ingaat voor de nationaal magistraten die thans het ambt uitoefenen.

De minister antwoordt dat de termijn ingaat op het ogenblik van de inwerkingtreding van de nieuwe wet.

Die beperkingen hebben geen terugwerkende kracht.

### ***Stemming over artikel 144bis, § 2***

De amendementen worden aangenomen bij eenparigheid van de 13 aanwezige leden.

Het aldus geamendeerde artikel 144bis, § 2, wordt met dezelfde stemmenverhouding aangenomen.

### **Artikel 144bis, § 3**

De Regering dient een amendement in, luidend (Gedr. St., Senaat, nr. 1-447/2, amendement nr. 12):

*In de Franse tekst, punt 2 van het voorgestelde artikel 144bis, § 3, de woorden « dans le cadre de l'exercice de l'action publique » vervangen door de woorden « en vue de l'exercice de l'action publique ».*

De minister preciseerd dat het hier een loutere verbetering betreft van de Franse tekst.

Een lid vraagt of men uit punt 1, met name waar dit bepaalt dat de nationaal magistraat belast is met het zorgen voor de coördinatie van de uitoefening van de strafvordering, kan afleiden dat de nationaal magistraten ook de parketten van de rechtbank van eerste aanleg kunnen samenbrengen rond bepaalde thema's (bv. geldtransporten), zonder noodzakelijk gericht te zijn op het vergemakkelijken van de internationale samenwerking.

De minister antwoordt bevestigend.

Een lid vraagt wat het begrip « bepaald » in het 2° betekent. Formeel gezien bepaalt de wet de bevoegdheid van de procureur des Konings.

De minister verduidelijkt dat bedoeld wordt « zolang het de dossier niet is gelokaliseerd ».

Het artikel beoogt voornamelijk de situatie te regelen waarbij een zaak die door een buitenlandse autoriteit wordt behandeld, nog niet in België lokaliseerbaar is en geen enkel parket derhalve een informatieonderzoek heeft gestart. De nationaal magistraat kan dan alle dringende en noodzakelijke maatregelen nemen, hij beschikt over dezelfde bevoegdheid als de procureur des Konings.

Een lid vraagt of de minister uitsluitend doelt op de in het buitenland gepleegde feiten die nog niet aan een Belgisch magistraat zijn toegewezen, dan wel of daar ook de in België gepleegde feiten onder vallen.

Le ministre précise qu'une interprétation large doit être donnée. L'application pratique pose moins de problèmes que la description théorique.

M. Desmedt dépose un amendement, libellé comme suit (doc. Sénat, n° 1-447/3, amendement n° 49):

*Au § 3, 2°, de l'article 144bis proposé, insérer le mot « territoriale » entre les mots « aussi longtemps que la compétence » et les mots « d'un procureur du Roi ».*

#### Justification

*Afin d'éviter toute équivoque, il est utile de préciser que la compétence du procureur du Roi, qui n'est pas encore déterminée, est uniquement la compétence territoriale, et non une compétence « ratione materiae ».*

Un membre demande si le magistrat national reste compétent s'il s'avère que deux procureurs du Roi sont compétents.

Un membre se rallie à ce qui précède et se demande qui va trancher si, en cas de concours de compétences, des avis opposés sont émis.

Ensuite, il se demande si un concours de compétence est tellement inconcevable. Cela signifie que le magistrat national poursuivrait son travail et ferait d'éventuelles réquisitions, alors que le procureur du Roi ferait de même.

Le Collège des procureurs généraux étant chargé de la coordination, aucun problème ne devrait se poser.

Le ministre répète que le magistrat national est compétent tant qu'aucun autre magistrat ne l'est. Selon lui, l'on ne peut régler totalement à l'avance le problème de la destination finale des dossiers « non localisés »; la pratique en décidera.

Le ministre cite alors quelques exemples de compétences du magistrat national, comme le prévoit l'article 144bis, § 3, 2°.

#### Exemple:

1. Un industriel français est enlevé. On croit qu'il est gardé prisonnier en Belgique. Il s'avère que les contacts se font par téléphone satellite. Des mesures s'imposent (p. ex. des écoutes téléphoniques). Aucun procureur du Roi n'est compétent à ce moment. Il faut que quelqu'un puisse donner les instructions nécessaires aux services de police, et ce, dans le délai le plus court. Les magistrats nationaux pourront donner de telles instructions.

2. Une livraison contrôlée de stupéfiants doit transiter des Pays-Bas vers la France en passant par la

Volgens de minister dient men dit ruim te interpreteren. De praktische toepassing gaat vlotter dan de theoretische beschrijving.

De heer Desmedt dient een amendement in, luidend (Gedr. St., Senaat, nr. 1-447/3, amendement nr. 49):

*In § 3, 2°, van het voorgestelde artikel 144bis tussen de woorden « zolang de » en de woorden « bevoegdheid van een procureur des Konings » invoegen het woord « territoriale ».*

#### Verantwoording

*Duidelijkheidshalve dient de bepaling te vermelden dat de nog niet bepaalde bevoegdheid van de procureur des Konings uitsluitend de territoriale bevoegdheid is en niet de bevoegdheid ratione materiae.*

Een lid vraagt of de nationaal magistraat bevoegd blijft wanneer blijkt dat er twee procureurs des Konings bevoegd zijn.

Een lid sluit zich hierbij aan en vraagt zich af wie tegenstrijdige adviezen bij samenloop van bevoegdheden gaat beslechten.

Vervolgens vraagt hij zich af of het zo ondenkbaar is dat er concurrerende bevoegdheid zou zijn. Dit betekent dat de nationaal magistraat zou voortdoen en eventuele opdrachten zou geven, terwijl ook de procureur des Konings opdrachten geeft.

Gezien het college van procureurs-generaal instaat voor de coördinatie, zou dit geen probleem moeten vormen.

De minister herhaalt dat de nationaal magistraat bevoegd is zolang geen andere magistraat bevoegd is. De eindbestemming van deze zwevende dossiers kan volgens hem niet 100 pct. vooraf worden geregeld, de praktijk moet het uitwijzen.

De minister citeert hier enkele voorbeelden van de bevoegdheid van de nationaal magistraat, zoals bepaald in artikel 144bis, § 3, 2°.

#### Voorbeeld:

1. Een Frans industrieel wordt ontvoerd. Men meent dat hij in België wordt vastgehouden. De contacten blijken te verlopen via satelietelefoons. Maatregelen dringen zich op (bijvoorbeeld telefoontap). Geen enkele procureur des Konings is op dat ogenblik bevoegd. Iemand moet binnen een fractie van tijd de nodige instructies aan de politiediensten kunnen geven. De nationaal magistraten zullen dergelijke instructies kunnen geven.

2. Een gecontroleerde levering drugs in transit van Nederland doorheen België naar Frankrijk. Een

Belgique. Un magistrat national est informé. Il doit pouvoir prendre les mesures utiles. À ce moment-là, il n'y a encore aucun procureur du Roi qui soit territorialement compétent, puisque les stupéfiants se trouvent encore aux Pays-Bas.

3. Exemple analogue d'une livraison contrôlée de stupéfiants, mais, en l'espèce, l'on ne peut pas encore déterminer quel est le parquet belge définitivement compétent. L'on sait donc que les stupéfiants sont destinés à la Belgique, mais l'on n'en connaît pas la destination finale précise.

4. Une organisation criminelle néerlandaise règle des transactions de stupéfiants par G.S.M. Les numéros de téléphone sont connus. Il faut localiser les utilisateurs. Or, aucun parquet n'est encore compétent. Quel est le parquet belge qui enverra une commission rogatoire aux autorités judiciaires néerlandaises? Les magistrats nationaux combleront cette lacune.

5. Un autocar arrive d'Espagne. Le siège social de la société d'autocars se trouve à Anvers. Le chauffeur habite à Nivelles. Il doit déposer des personnes à Gand et à Courtrai. L'autocar renferme des stupéfiants. Les magistrats nationaux sont informés de son arrivée. À ce moment-là il n'y a encore aucun procureur du Roi qui soit territorialement compétent. Les magistrats nationaux doivent pouvoir ordonner des mesures, comme l'observation de l'autocar depuis la frontière et une intervention à Nivelles, et non pas à Anvers, Gand ou Courtrai. Dorénavant, cette mesure sera fondée juridiquement sur la base de la compétence que leur octroie le projet de loi. La mesure doit également être contraignante pour les procureurs du Roi. Sinon, il se pourrait que le magistrat national ait pris toutes les mesures urgentes, mais que le procureur du Roi d'Arlon intercepte l'autocar dès son entrée dans le pays (car il devient territorialement compétent dès ce moment-là) sans se soucier des mesures arrêtées.

6. La justice allemande avertit des magistrats nationaux qu'il va y avoir, dans le cadre d'une instruction allemande, un contact entre un criminel et un informateur à l'hôtel Hilton de Bruxelles. Il y a lieu d'observer ce qui va se passer à l'hôtel Hilton. Qui doit donner son autorisation? La question se pose car il n'y a pas eu d'infraction en Belgique. Que faut-il faire si des coups de feu sont tirés? Qui a donné aux Allemands l'autorisation d'opérer chez nous? Cette lacune sera également comblée par les magistrats nationaux, grâce à la loi en projet.

Un autre membre estime également que le texte est trop vague. Deuxièmement, elle demande quelle est l'instance compétente si un procureur du Roi n'accepte pas l'instruction «contraignante» du

nationaal magistraat wordt ingelicht. Hij moet de nodige maatregelen kunnen treffen. Op dat ogenblik is er nog geen enkel procureur des Konings territoriaal bevoegd, gezien de drugs zich nog in Nederland bevinden.

3. Eenzelfde voorbeeld met een gecontroleerde levering drugs waar het eindparket in België nog niet bepaald kan worden. Men weet dus dat de drugs voor België zijn, maar men weet niet wat de exacte eindbestemming is.

4. Een Nederlandse criminele organisatie regelt drugtransacties via G.S.M. De telefoonnummers zijn bekend. De gebruikers dienen gelokaliseerd te worden. Evenwel is op dat ogenblik nog geen enkel parket bevoegd. Van welk Belgisch parket zal een rogatoire opdracht naar de Nederlandse gerechtelijke autoriteiten uitgaan? De nationaal magistraten zullen deze lacune invullen.

5. Een autocar komt van Spanje. De maatschappelijke zetel van de autocar is in Antwerpen. De chauffeur woont in Nijvel. Hij dient personen af te zetten in Gent en Kortrijk. In deze autocar steken drugs. De nationaal magistraten worden ingelicht van de komst van deze autocar. Op dat ogenblik is geen procureur des Konings territoriaal bevoegd. De nationaal magistraten moeten maatregelen kunnen bevelen: bijvoorbeeld observatie van de autocar vanaf de grens met tussenkomst in Nijvel, en niet in Antwerpen, Gent of Kortrijk. Thans zal deze maatregel juridisch gefundeerd zijn via de bevoegdheid hen toegekend in het wetsontwerp. De maatregel dient ook afdwingbaar te blijven aan de procureurs des Konings. Zoniet zou de nationaal magistraat alle dringende maatregelen kunnen genomen hebben, doch zou de procureur des Konings van Arlon bij binnenkomst van de bus onmiddellijk de bus kunnen onderscheppen (gezien hij op dat ogenblik territoriaal bevoegd wordt) en alle genomen maatregelen naast zich neerleggen.

6. Het Duitse gerecht contacteert nationaal magistraten. Er zal een contact zijn tussen een strafrechterlijk en een informant in het Hilton in Brussel in het kader van een Duits onderzoek. Er dient geobserveerd te worden in het Hilton. Wie geeft toestemming? In België is er immers geen misdrijf. Quid als er geschoten wordt? Wie gaf toelating dat de Duitsers hier mochten opereren? Deze lacune zal ook ingevuld worden via het wetsontwerp door de nationaal magistraten.

Ook een ander lid meent dat de tekst te vaag is. Voorts vraagt zij welke instantie bevoegd is ingeval een procureur des Konings «dwingend» onderzichten van de nationaal magistraat niet aanvaardt

magistrat national ou si le magistrat national n'est pas d'accord avec l'avis contraire du procureur général. Ne faut-il pas prévoir que le collège est compétent pour ce type de problèmes ?

Le ministre est conscient du problème. La fixation de limites implique toujours une discussion sur les limites.

Il est cependant d'avis qu'il ne faut pas l'explicitier dans la loi. La pratique est que le magistrat national doit limiter son intervention au minimum nécessaire, il doit chercher dès le début un procureur du Roi responsable.

S'il existe une contestation quant à la compétence entre le magistrat national et le procureur du Roi l'on s'adressera au procureur général du ressort ou au collège des procureurs généraux ou, le cas échéant, au procureur général délégué par le collège en la matière.

La tâche de coordination du magistrat national implique qu'il doit chercher un accord entre les personnes qui s'estiment compétentes, ceci est un travail de complémentarité, plutôt que de s'imposer et d'avoir une hiérarchie.

Un membre demande si le magistrat national peut, dans le cadre des mesures urgentes, procéder à l'arrestation.

Le ministre répond par l'affirmative, mais il souligne qu'il ne peut pas délivrer de mandat d'arrêt et qu'il ne peut pas davantage solliciter directement le juge d'instruction, pour que mandat d'arrêt soit délivré. Il doit en effet s'adresser pour ce faire directement au procureur du Roi compétent.

Ce membre estime que le critère pour indiquer la cessation des compétences du magistrat national n'est pas assez sûr.

Le ministre maintient le point de vue que cela doit se déterminer *in concreto*.

Il peut rejoindre l'idée de l'intervenant précédent en ce sens que le procureur du Roi qui est saisi de l'affaire doit le notifier au magistrat national, ou vice versa.

Un autre membre estime que toute la discussion est due au fait que l'on utilise une terminologie (« déterminée »/« bepaald ») inexacte. Il est question de la « compétence non exercée »/« niet-uitgeoefende bevoegdheid ».

of indien die magistraat het niet eens is met het andersluidend advies van de procureur-generaal. Dient de tekst niet te bepalen dat het college voor dergelijke problemen bevoegd is ?

De minister is zich terdege bewust van het probleem. Wanneer men grenzen wil vastleggen moet daarvoor steeds een discussie plaatshebben.

Hij meent evenwel dat men dat niet uitdrukkelijk in de wet moet opnemen. In de praktijk moet de nationaal magistraat zijn optreden tot het strikte minimum beperken en dient hij vanaf het begin een verantwoordelijke procureur des Konings aan te wijzen.

Bestaat er betwisting over de bevoegdheid tussen de nationaal magistraat en de procureur des Konings, dan richt men zich tot de bevoegde procureur-generaal van het rechtsgebied of tot het college van procureurs-generaal of, in voorkomend geval, tot de procureur-generaal die terzake door het college is afgevaardigd.

De coördinatie-opdracht van de nationaal magistraat houdt in dat hij een akkoord tot stand moet brengen tussen personen die zichzelf bevoegd achten. Het gaat dus veeleer om een aanvullende opdracht dan om de bedoeling zijn wil op te leggen en over een hiërarchie te beschikken.

Een lid vraagt of de nationaal magistraat in het kader van spoedmaatregelen tot een arrestatie kan laten overgaan.

De minister antwoordt bevestigend, maar onderstreept dat hij geen aanhoudingsbevel kan uitvaardigen en zich ook niet rechtstreeks tot de onderzoeksrechter kan richten om een aanhoudingsbevel te laten uitvaardigen. Hij moet zich daartoe immers rechtstreeks tot de bevoegde procureur des Konings richten.

Volgens hetzelfde lid is het criterium om aan te geven dat de bevoegdheden van de nationaal magistraat worden overgedragen, niet duidelijk genoeg.

De minister behoudt het standpunt dat dit *in concreto* dient bepaald te worden.

Hij verklaart het eens te kunnen zijn met de vorige spreker in zoverre dat de procureur des Konings bij wie de zaak aanhangig is gemaakt, dat moet meedelen aan de nationaal magistraat en andersom ook.

Een ander lid oordeelt dat de gehele discussie voortvloeit uit het feit dat de gebruikte terminologie « bepaald/déterminée » onjuist is. Het gaat om de niet « uitgeoefende » bevoegdheid, compétence... pas « exercée ».



MM. Lallemand et Erdman déposent un amendement rédigé comme suit (doc. Sénat, n° 1-447-3, amendement n° 50):

*«Au § 3, 2°, de l'article 144bis proposé, remplacer les mots «aussi longtemps que la compétence d'un procureur du Roi n'est pas déterminée» par les mots «aussi longtemps qu'un procureur du Roi n'exerce pas sa compétence légalement déterminée.»*

M. Lallemand dépose, à l'amendement n° 50 proposé par M. Erdman et lui-même, un sous-amendement, qui est rédigé comme suit (doc. Sénat, n° 1-447-3, amendement n° 51):

*«Remplacer les mots «n'exerce pas sa compétence déterminée par la loi» par les mots «légalement compétent n'est pas saisi.»*

#### Justification

*Le problème pourrait être le suivant :*

— *«l'exercice de la compétence» relève d'une appréciation subjective. Qu'en sera-t-il par exemple si un procureur du Roi est saisi du dossier et qu'un magistrat national estime qu'il n'exerce pourtant pas sa compétence. Pourra-t-il dès lors prendre des mesures contraignantes à l'égard du procureur du Roi.*

— *la saisine est un moment objectif plus facile à déterminer.*

Un membre estime qu'il est préférable d'écrire «aussi longtemps qu'un procureur du Roi n'exerce pas sa compétence légalement déterminée» que «aussi longtemps qu'un procureur du Roi légalement compétent n'est pas saisi».

En effet, le terme «saisi» soulève de nouvelles questions : saisi par qui ?, etc.

Un membre estime que le texte proposé à l'amendement n° 50 susmentionné pose un problème d'interprétation, à savoir qu'il peut arriver qu'un procureur du Roi exerce sa fonction et qu'après il ne l'exerce plus. Il faut préciser que le magistrat national n'a plus de compétence dès que le procureur du Roi se manifeste, donc depuis le début.

Un autre membre se dit partisan du texte proposé au moyen de cet amendement, étant donné qu'une fois qu'un procureur du Roi aura exercé ses compétences, les mesures urgentes éventuellement nécessaires seront prises en tout cas, non plus par le magistrat national, mais par le parquet général (voir la compétence de coordination).

De heren Lallemand en Erdman dienen volgend amendement in (Gedr. St., Senaat, nr. 1-447/3, amendement nr. 50):

*«In § 3, 2°, van het voorgestelde artikel 144bis de woorden «zolang de bevoegdheid... niet is bepaald» vervangen door de woorden «zolang een procureur des Konings zijn wettelijk bepaalde bevoegdheid niet uitoefent.»*

De heer Lallemand dient een subamendement in op het amendement nr. 50 van hemzelf en de heer Erdman, luidend als volgt (Gedr. St., Senaat, nr. 1-447/3, amendement nr. 51):

*«De woorden «zolang een procureur des Konings zijn wettelijk bepaalde bevoegdheid niet uitoefent» vervangen door de woorden «zolang de zaak niet aanhangig is gemaakt bij een wettelijk bevoegde procureur des Konings.»*

#### Verantwoording

*Het volgende probleem zou kunnen rijzen :*

— *het «uitoefenen van de bevoegdheid» is een subjectief begrip. Wat kan er gebeuren bijvoorbeeld wanneer een dossier bij een procureur des Konings aanhangig wordt gemaakt en een nationaal magistraat van oordeel is dat hij niettemin zijn bevoegdheid niet uitoefent? Kan hij dan dwangmaatregelen treffen tegen die procureur?*

— *het aanhangig maken van het dossier valt als tijdstip gemakkelijker objectief te bepalen.*

Een lid acht de woorden «zolang de procureur des Konings zijn wettelijk bepaalde bevoegdheid niet uitoefent» meer aangewezen dan de woorden «zolang de wettelijk bevoegde procureur des Konings niet is gevat».

De term «gevat» roept inderdaad verdere vragen op, zoals gevat door wie? enz.

Een lid meent dat de voorgestelde tekst van amendement nr. 50 tot interpretatiemoeilijkheden leidt omdat het kan gebeuren dat een procureur des Konings op een bepaald tijdstip zijn ambt uitoefent en nadien niet meer. De tekst zou moeten bepalen dat de nationaal magistraat geen bevoegdheid meer bezit zodra de procureur des Konings optreedt, dus vanaf het begin.

Een ander lid opteert voor de in dit amendement voorgestelde tekst, aangezien eventuele dringende maatregelen, nadat een procureur des Konings zijn bevoegdheid heeft uitgeoefend, in ieder geval niet meer door de nationaal magistraat zullen worden genomen, wel door het parket-generaal (zie bevoegdheid van coördinatie).

M. Vandenberghe dépose, à l'amendement n° 50 de MM. Lallemand et Erdman, un sous-amendement (doc. Sénat, n° 1-447-3, amendement n° 57) rédigé comme suit :

« Au § 3, 2°, de l'article 144bis proposé, remplacer les mots « aussi longtemps que la compétence d'un procureur du Roi n'est pas déterminée » par les mots « aussi longtemps qu'un procureur du Roi n'a pas exercé sa compétence légalement déterminée. »

Les mots « n'a pas exercé » indiquent clairement qu'un premier exercice, l'exercice initial, suffit à transférer définitivement la compétence du magistrat national.

M. Lallemand retire son amendement n° 51.

Un autre membre fait remarquer qu'une mesure d'instruction dans un endroit précis (par exemple : perquisition à Anvers) ne détermine pas nécessairement la compétence territoriale de fond.

Le ministre souligne que le magistrat national n'est pas un procureur du Roi qui exerce son métier partout dans le pays pour quoi que ce soit. Il importe de passer par le procureur du Roi territorialement compétent.

Un membre revient sur sa question concernant le 1° de l'article 144bis, § 3, proposé. Qu'en est-il en cas de conflit de compétence, en cas d'avis contraire du procureur général ou en cas de non-suivi d'un ordre contraignant par le procureur du Roi, parce qu'il estime que cet ordre n'est pas opportun ?

Le ministre répond qu'une hiérarchie est installée entre les différents pouvoirs; le procureur général territorialement compétent a le dernier mot.

Un membre demande ce qui se passe s'il y a plusieurs procureurs généraux compétents.

Le ministre répond que dans ce cas c'est le collègue qui est compétent.

Par ailleurs, un membre se demande s'il ne serait pas envisageable d'ajouter à l'article 144bis, § 3, 1°, la mission de coordination de l'exercice de l'action policière, ceci en conformité avec l'amendement n° 18 (doc. Sénat, n° 447/2) concernant le rôle du collège des procureurs généraux (discussion *cf. supra*).

Le ministre répond que le concept de l'action publique est très large et que l'exercice de l'action publique comprend différentes étapes, à savoir l'information, l'instruction, le règlement de la procédure et l'action policière.

Un membre s'étonne de la formulation suivante du 1° : « après en avoir informé le procureur général terri-

De heer Vandenberghe dient een subamendement in op amendement nr. 50 van de heren Lallemand en Erdman (Gedr. St. Senaat, nr. 1-447/3, amendement nr. 57), luidend als volgt :

« In § 3, 2°, van het voorgestelde artikel 144bis de woorden « zolang de bevoegdheid... niet is bepaald » vervangen door de woorden « zolang een procureur des Konings zijn wettelijk bepaalde bevoegdheid niet heeft uitgeoefend. »

De woorden « niet heeft uitgeoefend » wijzen duidelijk op het feit dat een eerste uitoefening, de initiële uitoefening, volstaat om de bevoegdheid van de nationaal magistraat definitief over te hevelen.

De heer Lallemand neemt zijn amendement nr. 51 terug.

Een ander lid merkt op dat een onderzoeksmaatregel op een bepaalde plaats, bijvoorbeeld een huiszoeking te Antwerpen, niet noodzakelijk bepalend is voor de territoriale bevoegdheid ten gronde.

De minister onderstreept dat de nationaal magistraat geen procureur des Konings is die zijn beroep zo maar over heel het land en in welke zaak ook kan uitoefenen. Hij moet via de territoriaal bevoegde procureur des Konings gaan.

Een lid komt terug op haar vraag over het 1° van het voorgestelde artikel 144bis, § 3. Wat staat er te gebeuren bij een bevoegdheidsconflict, wanneer de procureur-generaal een andersluidend advies uitbrengt of wanneer de procureur des Konings een dwingende onderrichting niet opvolgt omdat hij meent dat die niet terzake is ?

De minister antwoordt dat er een hiërarchie onder de verschillende bevoegdheidsniveaus wordt ingevoerd. De territoriaal bevoegde procureur-generaal hakt de knoop uiteindelijk door.

Een lid vraagt wat er gebeurt wanneer verschillende procureurs-generaal bevoegd zijn.

De minister antwoordt dat dan het college bevoegd is.

Voorts vraagt een lid of men in het 1° van het voorgestelde artikel 144bis, § 3, de coördinatie-opdracht inzake de uitvoering van het politieoptreden niet kan opnemen om de tekst in overeenstemming te brengen met amendement nr. 18 (Gedr. St. Senaat, nr. 447/2) betreffende de taak van het college van procureurs-generaal (bespreking zie hoger).

De minister antwoordt dat het begrip strafvordering zeer ruim is en dat de uitoefening van de strafvordering verschillende stappen omvat, namelijk opsporingsonderzoek, regeling van de rechtspleging en politieoptreden.

Een lid is verbaasd over de volgende formulering van het 1° : « na de territoriaal bevoegde procureur-

torialement compétent». En effet, il est fréquent que plusieurs procureurs généraux soient compétents. Qu'en est-il en cas de conflits entre deux procureurs généraux ?

Le ministre répond qu'il faut informer les procureurs généraux compétents. Il renvoie à l'article 143bis, § 2, (art. 2 du projet à l'examen) et à l'amendement n° 17 de MM. Erdman et Coveliers (doc. Sénat, n° 1-447-2), dont il résulte que le collège est chargé de prendre toutes les mesures utiles en vue d'un bon fonctionnement général et d'une coordination.

Le mot «*coordination*» inclut cette compétence en cas de conflit entre les procureurs généraux.

Un membre se demande s'il ne serait pas utile d'ajouter un § 4 à l'article 144bis proposé, qui stipule explicitement «qu'en cas de conflits avec les personnes citées au § 3, 1° et 2°, le collège des procureurs généraux est saisi sans délai de l'affaire et tranche le conflit par une décision prise ...»

Un autre commissaire estime qu'il n'est pas souhaitable que l'on ajoute ce paragraphe, puisque le Code d'instruction criminelle indique comment il y a lieu de régler la question.

Selon ce membre, il faut que le magistrat national reste compétent tant qu'aucun procureur ne se déclare compétent. L'inverse est beaucoup moins fréquent. Le texte peut dès lors être maintenu, car il convient que dans l'intérêt de l'affaire, quelqu'un, en l'espèce, le magistrat national, reste en tout cas compétent.

### ***Vote sur l'article 44bis, § 3***

Article 144bis, § 3

Les amendements nos 50 et 57 sont adoptés par 8 voix et 2 abstentions.

L'article 144bis, § 3, ainsi amendé est adopté par 8 voix et 1 abstention.

### ***Vote sur l'article 4*** (art. 5 du texte adopté).

Cet article est adopté à l'unanimité des 8 membres présents.

général te hebben ingelicht». Het komt immers vaak voor dat verschillende procureurs-generaal bevoegd zijn. Wat gebeurt er in geval van een conflict tussen twee procureurs-generaal ?

De minister antwoordt dat de bevoegde procureurs-generaal geïnformeerd moeten worden. Hij verwijst naar artikel 143bis, § 2, (art. 2 van het behandelde ontwerp) en naar amendement nr. 17 van de heren Erdman en Coveliers (Gedr. St. Senaat, nr. 1-447/2), waaruit blijkt dat het college tot taak heeft alle nuttige maatregelen te nemen met het oog op de goede werking in het algemeen en de coördinatie.

In geval van conflict tussen procureurs-generaal omvat het woord «*coördinatie*» die bevoegdheid.

Een lid vraagt zich af of het niet nuttig zou zijn een § 4 toe te voegen aan het voorgestelde artikel 144bis, waarin uitdrukkelijk wordt bepaald «dat bij conflicten met de in § 3, 1° en 2° vermelde personen, de zaak onverwijld aanhangig wordt gemaakt bij het college van procureurs-generaal, dat het conflict beslecht door een beslissing genomen ...».

Een ander lid acht het niet wenselijk deze paragraaf toe te voegen, aangezien het Wetboek van Strafvordering bepaalt hoe daaraan tegemoet te komen.

Volgens dit lid komt het erop aan dat de nationaal magistraat bevoegd blijft zolang geen enkele procureur zich bevoegd verklaart. Het omgekeerde komt veel minder voor. De tekst kan aldus worden behouden, gezien het in het belang van de zaak is dat er in ieder geval iemand bevoegd blijft, *in casu*, de nationaal magistraat.

### ***Stemming over artikel 44bis, § 3***

Artikel 144bis, § 3

De amendementen nrs. 50 en 57 worden aangenomen met 8 stemmen bij 2 onthoudingen.

Artikel 144bis, § 3, aldus geamendeerd, wordt aangenomen met 8 stemmen bij 1 onthouding.

***Stemming over artikel 4*** (art. 5 van de aangenomen tekst).

Dit artikel wordt eenparig aangenomen door de 8 aanwezige leden.

## Article 4bis

M. Coveliers dépose un amendement rédigé comme suit (doc. Sénat n° 1-447/2, amendement n° 1):

*« Sous le chapitre IV « Dispositions diverses » du projet, insérer un article 4bis (nouveau), libellé comme suit :*

*« Art. 4bis. — L'article 143 du Code judiciaire est complété par un second alinéa, rédigé comme suit :*

*« Il est nommé pour une période non renouvelable de cinq ans. »*

## Justification

*Il convient, pour plusieurs raisons, que les procureurs généraux soient nommés à temps.*

*Tout d'abord, on évitera ainsi un certain « enroulement » dans la fonction et l'intéressé pourra se ressourcer sur le terrain ordinaire après sa durée de fonctions.*

*Il va de soi que le lien avec les collaborateurs sera plus étroit que quand il s'agit d'un procureur général nommé à vie. Des déclarations de magistrats eux-mêmes confirment effectivement qu'un fossé se creuse progressivement entre certains procureurs généraux et leur parquet général.*

*Ensuite, on aura ainsi, à intervalles plus rapprochés, la possibilité de nommer chaque fois le candidat le plus approprié du moment.*

*Afin de prévenir les renominations pro forma de la même personne, l'amendement prévoit que la période de fonctions n'est pas renouvelable. Toutefois, rien n'exclut que le procureur général sortant fasse à nouveau acte de candidature après une période de viduité.*

Le ministre déclare qu'il n'est pas d'accord, non pas en raison du contenu de l'amendement, mais en raison de la méthode.

Si l'on rejette le principe du mandat, il faut changer tous les principes. En effet, le mandat du procureur général fait partie d'une discussion globale, pour ce qui est du procureur du Roi, du procureur général, du président du tribunal de première instance, etc.

Un membre rejoint l'idée du ministre et estime qu'il est préférable de prévoir une approche cohérente pour toute la fonction judiciaire.

L'auteur de l'amendement émet des réserves pour ce qui est de la manière dont il votera à propos de la

## Artikel 4bis

De heer Coveliers dient een amendement in, luidend als volgt (Gedr. St., Senaat, nr. 1-447/2, amendement nr. 1):

*« Onder het hoofdstuk IV, « Diverse bepalingen » van het ontwerp een nieuw artikel 4bis invoegen, luidende :*

*« Art. 4bis. — In artikel 143 van het Gerechtelijk Wetboek wordt een tweede lid ingevoegd, luidend als volgt :*

*« Hij wordt benoemd voor een niet-vernieuwbare termijn van vijf jaar. »*

## Verantwoording

*Om verschillende redenen is het verantwoord dat de procureurs-generaal voor een bepaalde termijn worden benoemd.*

*Eerstens vermijdt dit een zeker « vastroesten » in de functie en stelt het de betrokkene in staat zich na zijn ambtsperiode te herbronnen op het gewone werkveld.*

*Het spreekt voor zich dat de band met zijn medewerkers daardoor nauwer zal zijn dan wanneer het een voor het leven benoemde procureur-generaal betreft: recente berichten van magistraten zelf bevestigen inderdaad dat sommige procureurs-generaal geleidelijk vervreemden van hun parquet-generaal.*

*Vervolgens geeft het de mogelijkheid op kortere termijnen telkens de in die periode meest geschikte figuur te benoemen.*

*Om pro-forma herbenoemingen van telkens dezelfde figuur te voorkomen, bepaalt het amendement dat de termijn niet verlengbaar is. Niets sluit echter uit dat de uittredende procureur-generaal zich na een tussenperiode opnieuw kandidaat stelt.*

De minister verklaart zich niet akkoord, niet omwille van de inhoud van dit amendement, maar wel omwille van de methode.

Indien het mandaatprincipe hier wordt afgewezen, moeten alle principes worden gewijzigd. Het mandaat van de procureur-generaal is immers geïntegreerd in een globale discussie, zowel voor de procureur des Konings, als voor de procureur-generaal, als voor de voorzitter van de rechtbank van eerste aanleg, enz.

Een lid onderschrijft de gedachte van de minister en is van mening dat een coherente aanpak van het gerechtelijk ambt in zijn geheel verkieslijk is.

De auteur van het amendement formuleert voorbehoud over het stemmen van deze wet, indien hij niet

loi en projet s'il n'est pas assuré que les procureurs généraux, dont la position est particulièrement forte, ne seront nommés que pour cinq ans.

### **Vote sur l'article 4bis**

L'amendement n° 1 est rejeté par 7 voix contre 1 et 2 abstentions.

#### Article 5 (article 6 du texte adopté)

Le Gouvernement dépose un amendement, libellé comme suit (doc. Sénat, n° 1-447/2, amendement n° 14):

« Remplacer l'article 5 du projet par la disposition suivante :

« Il est inséré dans l'article 185 du Code judiciaire un deuxième alinéa rédigé comme suit :

« Le Roi peut également, conformément aux dispositions de l'alinéa précédent, créer des grades de qualification particulière afin d'assurer le secrétariat du collège des procureurs généraux et celui des magistrats nationaux. Les fonctions exercées dans ces secrétariats sont considérées comme des fonctions exercées dans un parquet. »

#### Justification

Le texte contenu dans le projet de loi à propos de l'article 185 du Code judiciaire est celui proposé par le Conseil d'État dans son avis. Toutefois, ce texte est redondant par rapport au premier alinéa de la même disposition et il ne tient pas compte par ailleurs de la modification apportée à ce premier alinéa dans le cadre des propositions de loi déposées par les sénateurs Erdman et Vandenberghe. Cet amendement propose un texte adapté en conséquence.

Un membre demande si le secrétariat du collège et le secrétariat des magistrats nationaux ne pourraient pas être le même.

Le ministre préfère que non, étant donné que les finalités sont différentes.

Un autre membre désire poser une question théorique. Selon lui, l'article 5 instaure effectivement des fonctions judiciaires. S'il s'agit d'employés, il est incontestable que leur direction est judiciaire. Ces fonctions judiciaires ne peuvent pas être réglementées par arrêté royal, ni sur le plan du traitement, ni sur celui de la nomination ou du cadre.

D'après le ministre, le secrétariat est permanent, et non détaché, et l'objectif n'est pas de créer des fonctions judiciaires.

zeker is dat de procureurs-generaal, die een bijzonder machtige positie bekleden, slechts voor vijf jaar worden benoemd.

### **Stemming over artikel 4bis**

Amendement nr. 1 wordt verworpen met 7 stemmen tegen 1 stem bij 2 onthoudingen.

#### Artikel 5 (artikel 6 van de aangenomen tekst)

De Regering dient een amendement in (Gedr. St. Senaat, nr. 1-447/2, amendement nr. 14), luidende :

« Artikel 5 van het ontwerp vervangen door de volgende bepaling :

« In artikel 185 van het Gerechtelijk Wetboek wordt een tweede lid ingevoegd, luidende :

« De Koning kan eveneens, overeenkomstig de bepalingen van het vorige lid, bijzondere graden instellen teneinde het secretariaat van het college van procureurs-generaal en dat van de nationaal magistraten te verzorgen. De in deze secretariaten beklede ambten worden beschouwd als ambten bekleed bij een parket. »

#### Verantwoording

De tekst vervat in het wetsontwerp betreffende het artikel 185 van het Gerechtelijk Wetboek is die voorgesteld door de Raad van State in zijn advies. Deze tekst bevat nagenoeg dezelfde bepaling als het eerste lid van hetzelfde artikel en houdt bovendien geen rekening met de wijziging aangebracht in het eerste lid in het kader van de wetsvoorstellen ingediend door de senatoren Erdman en Vandenberghe. Dit amendement stelt bijgevolg een aangepaste tekst voor.

Een lid vraagt of het secretariaat van het college en het secretariaat van de nationaal magistraten niet kunnen samenvallen.

De minister vindt van niet aangezien het doel verschillend is.

Een ander lid wenst een theoretische vraag te stellen. Volgens hem worden in artikel 5 inderdaad gerechtelijke ambten bepaald. Indien het gaat om bedienden, kan men niet tegenspreken dat de leiding gerechtelijk is. Deze gerechtelijke ambten kunnen niet bij koninklijk besluit worden geregeld, noch op het vlak van de wedde, noch de benoeming, noch het kader.

Volgens de minister is het secretariaat permanent en niet gedetacheerd en is het niet de bedoeling om gerechtelijke ambten te scheppen.

Le préopinant propose alors de préciser qu'il s'agit de grades « administratifs » particuliers.

L'article 185 traite, en effet, du personnel des greffes et parquets, dont le cadre a été modifié récemment par la loi.

Mme Milquet propose un amendement, libellé comme suit (doc. Sénat, n° 1-447/3, amendement n° 46):

« Remplacer cet article par ce qui suit :

« Art. 5. — Ajouter, dans le titre IV du Code judiciaire, un chapitre IV intitulé « Du service permanent du collège des procureurs généraux et des magistrats nationaux, et contenant un article 185bis, rédigé comme suit :

« Art. 185bis. — § 1<sup>er</sup>. Pour assister le collège des procureurs généraux visé à l'article 143bis et les magistrats nationaux visés à l'article 144bis dans l'exercice de leurs missions, il est créé un « service permanent du collège des procureurs généraux et des magistrats nationaux.

§ 2. Ce service est dirigé par un directeur désigné par le ministre soit parmi les magistrats du ministère public, soit parmi les personnes titulaires d'une licence en droit, ayant au moins 5 années d'expérience dans le domaine du droit pénal et ayant réussi un examen dont les modalités sont fixées par arrêté royal. Le directeur assiste aux réunions du collège.

§ 3. Le service est composé des membres du ministère public visés à l'article 143bis, § 4, et de titulaires d'une licence en droit désignés par le ministre, ayant réussi un examen dont les modalités sont fixées par arrêté royal.

§ 4. Le ministre de la Justice crée des grades de qualification particulière, dont il fixe le nombre d'emplois correspondants, le traitement et le statut, afin d'assurer ce service permanent. Les fonctions exercées dans ce service sont considérées comme des fonctions exercées dans un parquet. »

#### Justification

Afin d'assurer une aide permanente réelle du collège des procureurs généraux et des magistrats nationaux, il est indispensable de prévoir plus précisément l'existence d'une structure permanente composée de personnes compétentes dont une partie provient des parquets d'appel et la présence d'un directeur de ce service qui aura un rôle différent d'un simple secrétariat.

Mme Milquet explique qu'il importe de consacrer la création d'un service permanent du collège des

Dit lid stelt dan voor te verduidelijken dat het bijzondere « administratieve » graden betreft.

Artikel 185 heeft het immers over het personeel van griffies en parketten, waarvan het kader onlangs werd gewijzigd bij wet.

Mevrouw Milquet dient een amendement in (Gedr. St. Senaat, nr. 1-447/3, amendement nr. 46), luidende :

« Dit artikel vervangen als volgt :

« Art. 5. — In titel IV van het Gerechtelijk Wetboek wordt een hoofdstuk IV ingevoegd onder het opschrift « Vaste dienst van het college van procureurs-generaal en van de nationaal magistraten », dat een artikel 185bis bevat, luidende :

« Art. 185bis. — § 1. Om het in artikel 143bis bedoelde college van procureurs-generaal en de in artikel 144bis bedoelde nationaal magistraten bij te staan in de uitoefening van hun taken wordt een « Vaste dienst van het college van procureurs-generaal en van de nationaal magistraten » opgericht.

§ 2. Die dienst wordt geleid door een directeur die door de minister wordt aangewezen uit de magistraten van het openbaar ministerie of uit de licentiaten in de rechten die ten minste vijf jaar ervaring hebben op het gebied van het strafrecht en geslaagd zijn voor een examen waarvan de nadere regeling bij koninklijk besluit wordt bepaald. De directeur woont de vergaderingen van het college bij.

§ 3. De dienst is samengesteld uit de in artikel 143bis, § 4, bedoelde leden van het openbaar ministerie en uit de door de minister aangewezen licentiaten in de rechten die geslaagd zijn voor een examen waarvan de nadere regeling bij koninklijk besluit wordt bepaald.

§ 4. De minister van Justitie stelt bijzondere graden in, waarvan hij het aantal overeenkomstige betrekkingen, de wedde en het statuut bepaalt ten einde die vaste dienst te verzorgen. De ambten die in deze dienst bekleed worden, worden beschouwd als ambten bekleed bij een parket. »

#### Verantwoording

Om het college van procureurs-generaal en de nationaal magistraten reëel en op permanente basis bij te staan is het noodzakelijk een vaste structuur in te voeren die is samengesteld uit bekwame mensen die voor een deel uit de parketten bij de hoven van beroep komen en die wordt geleid door een directeur. Deze dienst krijgt immers een totaal andere rol te vervullen dan een gewoon secretariaat.

Mevrouw Milquet legt uit dat het van belang is de oprichting van een vaste dienst bij het college van

procureurs généraux et des magistrats nationaux dans le Code judiciaire. Le terme «service permanent» est moins réducteur que le terme «secrétariat». Il ne lui semble pas indispensable de créer deux services permanents distincts. Le service serait dirigé par un directeur, qui peut être un magistrat détaché, ce qui lui donnerait plus d'autorité morale, selon Mme Milquet, ou un fonctionnaire. L'amendement laisse l'option au ministre.

Un commissaire estime que l'on ne peut opter simultanément pour un secrétariat et un service permanent. L'amendement discuté n'est est au fond pas un amendement mais une option tout à fait différente.

Il lui semble être une pure reprise, sous une autre forme, de l'amendement de Mme Milquet insérant un article *2bis* (doc. Sénat, n° 1-447/2, amendement n° 25).

En outre, il estime qu'il n'appartient pas au ministre de choisir la composition du service permanent; le Parlement doit prévoir dans la loi quel sera l'encadrement ou le support du collège des procureurs généraux.

#### **Vote sur l'article 5** (article 6 du texte adopté)

L'amendement n° 46 de Mme Milquet est rejeté par 5 voix contre 1 et 1 abstention.

L'amendement n° 14 du Gouvernement et l'article 5, ainsi amendé, sont adoptés par 7 voix contre 1 et 1 abstention.

Le ministre renvoie à la discussion de l'article 2, § 8, (voir *supra*) en ce qui concerne l'élaboration d'un secrétariat permanent (doc. Sénat, n° 1-447/3, amendement n° 54).

#### Article 6

Le Gouvernement dépose un amendement, libellé comme suit (doc. Sénat, n° 1-447/2, amendement n° 36):

«À cet article, remplacer les mots «magistrats fédéraux» par les mots «magistrats nationaux.»

La commission n'émet aucune observation.

Dans le texte néerlandais le mot «in» est remplacé par le mot «te».

Il faut donc lire «*De zetel van het college van procureurs-generaal en van de nationaal magistraten bevindt zich te Brussel.*»

procureurs-generaal en bij de nationaal magistraten in het Gerechtelijk Wetboek te verankeren. Het begrip «vaste dienst» is ruimer dan het begrip «secretariaat». Het lijkt haar niet onontbeerlijk twee aparte vaste diensten op te richten. De dienst zou geleid worden door een directeur die een gedetacheerd magistraat kan zijn, wat de dienst volgens mevrouw Milquet meer moreel gezag zou geven, of een ambtenaar. De minister kan hier kiezen.

Een lid is van oordeel dat men niet tegelijkertijd kan kiezen voor een secretariaat en een permanente dienst. Het besproken amendement is in wezen geen amendement, maar een totaal andere optie.

Het lijkt hem de loutere herneming in een andere vorm van het amendement tot invoeging van een artikel *2bis* van mevrouw Milquet (Gedr. St., Senaat, nr. 1-447/2, amendement nr. 25).

Hij acht bovendien dat het niet aan de minister is te kiezen omtrent de samenstelling van de permanente dienst, het Parlement moet in de wet stellen wat de begeleiding of de ondersteuning is van het college van procureurs-generaal.

#### **Stemming over artikel 5** (artikel 6 van de aangenomen tekst)

Amendement nr. 46 van mevrouw Milquet wordt verworpen met 5 stemmen tegen 1 stem, bij 1 onthouding.

Amendement nr. 14 van de Regering en het aldus geamendeerde artikel 5 worden aangenomen met 7 stemmen tegen 1 stem bij 1 onthouding.

De minister verwijst naar de bespreking van artikel 2, § 8, (zie *supra*) wat betreft de oprichting van een vast secretariaat (Gedr. St., Senaat, nr. 1-447/3, amendement nr. 54).

#### Artikel 6

De Regering dient een amendement in (Gedr. St., Senaat, nr. 1-447/2, amendement nr. 36) luidende:

«In dit artikel de woorden «nationaal magistraten» vervangen door de woorden «nationaal magistraten.»

De commissie heeft geen opmerkingen in dit verband.

In de Nederlandse tekst wordt het woord «in» vervangen door «te».

Aldus leest men «*De zetel van het college van procureurs-generaal en van de nationaal magistraten bevindt zich te Brussel.*»

**Vote sur l'article 6** (article 7 du texte adopté)

Cet article, ainsi amendé et corrigé, est adopté par 7 voix et 1 abstention.

## Article 7 (article 8 du texte adopté)

Le Gouvernement dépose un amendement, libellé comme suit (doc. Sénat, n° 1-447-2, amendement n° 37):

«À l'article 327ter proposé, remplacer les mots «magistrats fédéraux» par les mots «magistrats nationaux.»

Un membre demande ce qu'il faut entendre exactement par «Bruxelles»; s'agit-il de la ville ou de l'arrondissement?

Le ministre répond qu'il s'agit de la ville de Bruxelles.

**Vote sur l'article 7** (article 8 du texte adopté)

Cet article, ainsi amendé, est adopté par 7 voix et 1 abstention.

## Article 8 (article 9 du texte adopté)

Le Gouvernement dépose un amendement, libellé comme suit (doc. Sénat, n° 1-447-2, amendement n° 38):

«À l'article 355bis proposé, remplacer les mots «magistrats fédéraux» par les mots «magistrats nationaux.»

La commission n'émet aucune observation.

**Vote sur l'article 8** (article 9 du texte adopté)

Cet article, ainsi amendé, est adopté par 7 voix et 1 abstention.

## Article 9 (article 10 du texte adopté)

Le Gouvernement dépose un amendement, libellé comme suit (doc. Sénat, n° 1-447-2, amendement n° 39):

«À cet article, remplacer les mots «magistrats fédéraux» par les mots «magistrats nationaux.»

La commission n'émet aucune observation.

**Stemming over artikel 6** (artikel 7 van de aangenomen tekst)

Het aldus geamendeerde en gecorrigeerde artikel wordt aangenomen met 7 stemmen, bij 1 onthouding.

## Artikel 7 (artikel 8 van de aangenomen tekst)

De Regering dient een amendement in (Gedr. St., Senaat, nr. 1-447/2, amendement nr. 37) luidende:

«In het voorgestelde artikel 327ter de woorden «nationaal magistraten» vervangen door de woorden «nationaal magistraten.»

Een lid vraagt welke de precieze betekenis is van «Brussel»; gaat het om de stad of om het arrondissement?

De minister antwoordt dat de stad Brussel wordt bedoeld.

**Stemming over artikel 7** (artikel 8 van de aangenomen tekst)

Het aldus geamendeerde artikel wordt aangenomen met 7 stemmen, bij 1 onthouding.

## Artikel 8 (artikel 9 van de aangenomen tekst)

De Regering dient een amendement in (Gedr. St., Senaat, nr. 1-447/2, amendement nr. 38), luidende:

«In het voorgestelde artikel 355bis de woorden «nationaal magistraten» vervangen door de woorden «nationaal magistraten.»

De commissie heeft geen opmerkingen in dit verband.

**Stemming over artikel 8** (artikel 9 van de aangenomen tekst)

Het aldus geamendeerde artikel wordt aangenomen met 7 stemmen, bij 1 onthouding.

## Artikel 9 (artikel 10 van de aangenomen tekst)

De Regering dient een amendement in (Gedr. St., Senaat, nr. 1-447/2, amendement nr. 39) luidende:

«In dit artikel, de woorden «nationaal magistraten» vervangen door de woorden «nationaal magistraten.»

De commissie heeft geen opmerkingen in dit verband.



**Vote sur l'article 9** (article 10 du texte adopté)

Cet article, ainsi amendé, est adopté par 7 voix et 1 abstention.

## Article 10 (article 11 du texte adopté)

Le Gouvernement dépose les amendements suivants (doc., Sénat, n° 1-447/2, amendements n°s 13 et 40):

« À cet article, remplacer les mots « magistrats fédéraux » par les mots « magistrats nationaux. »

« Au premier alinéa de l'article 47bis proposé, remplacer les mots « dans le cadre de l'exercice de l'action publique » par les mots « en vue de l'exercice de l'action publique. »

## Justification

Ces amendements visent à aligner le texte français de l'article 144bis, § 3, 2°, du Code judiciaire, et le texte de l'article 47bis du Code d'instruction criminelle sur le texte néerlandais de l'article 144bis, § 3, 2°, du Code judiciaire. Les termes « en vue de l'exercice de l'action publique » sont plus judicieux, dans la mesure où l'intervention du magistrat national qui est ici visée se situe en amont de l'exercice de l'action publique.

Un membre souligne avant tout qu'il convient de faire, à cet article, la même adaptation qu'à l'article 144bis, § 3, 2°, proposé, dont il a été question ci-dessus. Le mot « déterminée » doit être précisé.

Il dépose, à cet effet, un amendement (doc. Sénat, n° 1-447/3, amendement n° 52), libellé comme suit :

« À l'alinéa 1<sup>er</sup> de l'article 47bis proposé, remplacer les mots « aussi longtemps que la compétence d'un procureur du Roi n'est pas déterminée » par les mots « aussi longtemps qu'un procureur du Roi n'exerce pas sa compétence légalement déterminée. »

M. Vandenberghe dépose à l'amendement n° 52 de M. Erdman un sous-amendement rédigé comme suit (doc., Sénat, n° 1-447/3, amendement n° 58):

« À l'alinéa 1<sup>er</sup> de l'article 47bis proposé, remplacer les mots « aussi longtemps que la compétence d'un procureur du Roi n'est pas déterminée » par les mots « aussi longtemps qu'un procureur du Roi n'a pas sa compétence légalement déterminée. »

M. Erdman comprend que le magistrat national a la même compétence que le procureur du Roi.

**Stemming over artikel 9** (artikel 10 van de aangenomen tekst)

Het aldus geamendeerde artikel wordt aangenomen met 7 stemmen, bij 1 onthouding.

## Artikel 10 (artikel 11 van de aangenomen tekst)

De Regering dient de volgende amendementen in (Gedr. St., Senaat, nr. 1-447/2, amendementen nrs. 13 en 40):

« In dit artikel de woorden « nationaal magistraten » vervangen door de woorden « nationaal magistraten. »

« In het eerste lid van het voorgestelde artikel 47bis de woorden « in het kader van de uitvoering van de strafvordering » vervangen door de woorden « met het oog op de uitvoering van de strafvordering. »

## Verantwoording

Deze amendementen beogen de Franse tekst van artikel 144bis, § 3, 2°, van het *Gerechtigd Wetboek*, en van artikel 47bis van het *Wetboek van Strafvordering* op één lijn te plaatsen met de Nederlandse tekst van artikel 144bis, § 3, 2°. De bewoordingen « met het oog op de uitvoering van de strafvordering » zijn meer verantwoord aangezien de tussenkomst van de nationaal magistraat die hier wordt bedoeld, voorafgaat aan de uitoefening van de strafvordering.

Een lid wijst vooreerst op het feit dat in dit artikel dezelfde aanpassing moet gebeuren als in het hoger besproken voorgestelde artikel 144bis, § 3, 2°. Het woord « déterminée » moet nader worden bepaald.

De heer Erdman dient hiertoe een amendement in (Gedr. St., Senaat, nr. 1-447/3, amendement nr. 52, luidend als volgt:

« In het eerste lid van het voorgestelde artikel 47bis de woorden « zolang de bevoegdheid van een procureur des Konings niet is bepaald » vervangen door de woorden « zolang een procureur des Konings zijn wettelijk bepaalde bevoegdheid niet uitoefent. »

De heer Vandenberghe dient hier een subamendement in op het amendement nr. 52 van de heer Erdman, luidend als volgt (Gedr. St., Senaat, nr. 1-447/3, amendement nr. 58):

« In het eerste lid van het voorgestelde artikel 47bis de woorden « zolang de bevoegdheid van een procureur des Konings niet is bepaald » vervangen door de woorden « zolang een procureur des Konings zijn wettelijk bepaalde bevoegdheid niet heeft uitgeoefend. »

De heer Erdman begrijpt dat de nationaal magistraat dezelfde bevoegdheid heeft als de procureur des Konings.

Dans ce cadre, il renvoie à la discussion générale, au cours de laquelle sa question explicite relative à la possibilité, pour le magistrat national, d'accomplir des actes d'instruction judiciaire a reçu une réponse négative, à l'exception de l'hypothèse du flagrant délit.

M. Erdman peut difficilement tirer la même conclusion de cet article. Il propose, dès lors, de rédiger le texte plus clairement.

Il dépose un amendement, libellé comme suit (doc., Sénat, n° 1-447/3, amendement n° 53):

*«Au deuxième alinéa de l'article 47bis proposé, remplacer les mots «Dans l'exercice ... et» par les mots «Dans l'exercice des compétences visées à l'alinéa 1<sup>er</sup>, les magistrats nationaux disposent de tous les pouvoirs que la loi confère au procureur du Roi; dans le cadre de ceux-ci, ils ...».*

Un membre demande s'il est nécessaire de faire la transposition de la disposition de l'article 144bis, § 3, 1<sup>o</sup>, alors que l'article renvoie explicitement à cet article. Pourquoi cette reprise?

Le ministre précise que le but est purement pédagogique.

Un autre membre estime que la mention dans le Code d'instruction criminelle n'est pas superflue, si l'on considère les chapitres. Il existe, en effet, un chapitre relatif aux procureurs du Roi et à leurs substituts et une section sur la façon d'agir des procureurs du Roi dans l'exercice de leurs fonctions. Si l'on ne définit pas clairement ici les magistrats nationaux et leurs compétences, un conflit de compétences risque de se produire. En effet, les procureurs du Roi pourraient ne se baser, pour leurs compétences, que sur le Code d'instruction criminelle et prétendre que le Code judiciaire ne règle que la structure des magistrats.

#### **Vote sur l'article 10** (artikel 11 du texte adopté)

Les amendements n<sup>os</sup> 52 et 53 de M. Erdman et le sous-amendement n° 58 de M. Vandenberghe sont adoptés à l'unanimité des 8 membres présents.

L'article ainsi amendé est adopté par 7 voix et 1 abstention.

#### Article 11 (article 12 du texte adopté)

Le Gouvernement présente les amendements suivants (doc. Sénat, n° 1-447/3, amendements n<sup>os</sup> 15 et 41):

*«À cet article, remplacer les mots «magistrats fédéraux» par les mots «magistrats nationaux.»*

In dit kader verwijst hij naar de algemene bespreking waarbij hij uitdrukkelijk de vraag stelde naar de mogelijkheid van de nationaal magistraat daden van gerechtelijk onderzoek te stellen, waarop negatief werd geantwoord, met uitzondering van de hypothese van heterdaad.

De heer Erdman kan dit moeilijk afleiden uit dit artikel. Hij stelt dan ook voor de tekst duidelijker te stellen.

Hij dient een amendement in, luidend als volgt (Gedr. St., Senaat, nr. 1-447/3, amendement nr. 53):

*«In het tweede lid van het voorgestelde artikel 47bis de woorden «Bij de uitoefening ... en» vervangen door de woorden «Bij de uitoefening van de in het eerste lid bedoelde bevoegdheden beschikken de nationaal magistraten over alle wettelijke bevoegdheden van de procureur des Konings; in het kader daarvan ...».*

Een lid vraagt of het nodig is artikel 144bis, § 3, 1<sup>o</sup>, in extenso over te nemen. Het artikel verwijst immers uitdrukkelijk naar dit artikel.

De minister verduidelijkt dat zulks om louter pedagogische redenen gebeurt.

Een ander lid acht dat de vermelding in het Wetboek van Strafvordering niet overbodig is, als men de hoofdstukken bekijkt. Men heeft immers een hoofdstuk over de procureurs des Konings en hun substituten, en een afdeling over de wijze waarop de procureurs des Konings handelen in de uitoefening van hun ambt. Indien de nationaal magistraten en hun bevoegdheid hier niet duidelijk worden gesteld, bestaat het risico van bevoegdheidsconflict. De procureurs des Konings zouden zich immers voor hun bevoegdheid enkel op het Wetboek van Strafvordering kunnen baseren, en stellen dat het Gerechtelijk Wetboek enkel de structuur van de magistraten regelt.

#### **Stemming over artikel 10** (artikel 11 van de aangenomen tekst)

De amendementen nrs. 52 en 53 van de heer Erdman en het subamendement nr. 58 van de heer Vandenberghe worden eenparig aangenomen door de 8 aanwezige leden.

Het aldus geamendeerde artikel wordt aangenomen met 7 stemmen, bij 1 onthouding.

#### Artikel 11 (artikel 12 van de aangenomen tekst)

De Regering dient volgende amendementen in (Gedr. St., Senaat, nr. 1-447/3, amendementen nrs. 15 en 41):

*«In dit artikel de woorden «federale magistraten» vervangen door de woorden «nationaal magistraten.»*

Cet amendement ne donne lieu à aucune observation.

«À l'article 2 proposé de la loi du 3 avril 1953 d'organisation judiciaire, remplacer les mots «jusqu'à 5» par les mots «jusqu'à un maximum de 5.»

#### Justification

*Le but de la modification proposée par cet amendement est de rendre clair le fait que le nombre de magistrats nationaux pourra être porté par le Roi à quatre ou à cinq.*

Un membre demande quelle est la *ratio legis* de la mention explicite du nombre des magistrats nationaux de sa limitation à 5.

Le ministre précise que cette limitation est précise parce qu'un nombre plus élevé de magistrats nous situerait dans une autre philosophie, une nouvelle structure, avec d'autres éléments d'autorité; on aurait alors à faire à un parquet national.

Les derniers mots du texte français sont remplacés par ce qui suit: «*jusqu'à 5 au maximum*».

#### **Vote sur l'article 11** (article 12 du texte adopté)

L'article ainsi amendé est adopté par 7 voix et 1 abstention.

#### Article 12 (article 13 du texte adopté)

Le Gouvernement présente un amendement libellé comme suit (doc. Sénat, n° 1-447/2, amendement n° 16):

«*Compléter le § 4, alinéa premier, de l'article 43bis proposé, de la loi du 15 juin 1935 concernant l'emploi des langues en matière judiciaire, par la disposition suivante:*

«*Ces nombres sont portés à deux si le nombre des magistrats nationaux est augmenté par arrêté royal conformément à l'article 2 de la loi du 3 avril 1953 d'organisation judiciaire.*»

#### Justification

*Cet amendement vise à préserver autant que possible l'équilibre linguistique entre les magistrats nationaux, dans l'hypothèse où le nombre de ceux-ci serait porté par le Roi à quatre ou cinq. Dans ce cas, le texte proposé prévoit que le nombre minimal de magistrats de chaque rôle linguistique sera de deux.*

Op dit amendement worden geen verdere opmerkingen geuit.

«*In het voorgestelde artikel 2 van de wet van 3 april 1953 betreffende de rechterlijke inrichting de woorden «tot 5» vervangen door de woorden «tot maximum 5.»*

#### Verantwoording

*Het doel van de wijziging voorgesteld door dit amendement bestaat erin te verduidelijken dat het aantal nationaal magistraten door de Koning gebracht kan worden op vier of vijf.*

Een lid vraagt naar de *ratio legis* van de uitdrukkelijke vermelding van het aantal nationaal magistraten, en de beperking tot 5.

De minister verduidelijkt dat deze beperking wordt opgenomen, aangezien een hoger aantal magistraten zich zou situeren in een andere filosofie, een nieuwe structuur met andere gezagsmomenten; dan komt men tot een nationaal parket.

De laatste woorden van de Franse tekst worden vervangen als volgt: «*jusqu'à 5 au maximum*».

#### **Stemming over artikel 11** (artikel 12 van de aangenomen tekst)

Het aldus geamendeerde artikel wordt aangenomen met 7 stemmen bij 1 onthouding.

#### Artikel 12 (artikel 13 van de aangenomen tekst)

De Regering dient een amendement in, luidend als volgt (Gedr. St., Senaat, nr. 1-447/2, amendement nr. 16):

«*Het voorgestelde artikel 43bis, § 4, eerste lid, van de wet van 15 juni 1935 betreffende het gebruik der talen in gerechtszaken aanvullen met de volgende bepaling:*

«*Dit aantal wordt gebracht op twee als het aantal nationaal magistraten verhoogd wordt bij koninklijk besluit, overeenkomstig artikel 2 van de wet van 3 april 1953 betreffende de rechterlijke inrichting.*»

#### Verantwoording

*Dit amendement beoogt het taalevenwicht onder de nationaal magistraten zoveel mogelijk te beschermen in de hypothese dat hun aantal door de Koning gebracht wordt op vier of vijf. De voorgestelde tekst bepaalt dat in dat geval het minimum aantal magistraten van elke taalrol twee zal zijn.*

M. Desmedt dépose un amendement, libellé comme suit (doc. Sénat, n° 1-447/2, amendement n° 7):

« Compléter cet article par la phrase suivante :

« Si le nombre de magistrats nationaux est porté à cinq, au moins deux magistrats nationaux doivent justifier par leur diplôme avoir subi les examens du doctorat ou de licencié en droit en langue française et au moins deux magistrats nationaux doivent justifier par leur diplôme qu'ils ont subi ces examens en langue néerlandaise. »

#### Justification

L'article 12 précise qu'au moins un magistrat national doit être du rôle français et un du rôle néerlandais.

Cette exigence est normale s'il n'y a que 3 magistrats nationaux. Cependant, si leur nombre est porté à 5 comme le permet l'article 11, il est logique que chaque rôle linguistique en compte au moins 2.

M. Desmedt retire son amendement, étant donné que l'amendement du Gouvernement répond aux mêmes besoins.

Un commissaire demande que l'on précise si « justifier de la connaissance de l'autre langue » signifie bien réussir l'examen linguistique pour la magistrature.

Le ministre répond par l'affirmative.

Le Gouvernement dépose un amendement rédigé comme suit (doc. Sénat, n° 1-447/2, amendement n° 42):

« À cet article, remplacer les mots « magistrat fédéral » par les mots « magistrat national. »

Cet amendement ne donne lieu à aucune observation.

#### Vote sur l'article 12 (article 13 du texte adopté)

L'article ainsi amendé est adopté par 7 voix contre 1.

#### Article 13 (article 14 du texte adopté)

Le Gouvernement dépose un amendement suivant (doc. Sénat, n° 1-447/3, amendement n° 56), libellé comme suit:

« Insérer, à la place de l'article 13 qui devient l'article 14, un article 13 nouveau rédigé comme suit :

« Le collège des procureurs généraux est présidé par le procureur général le plus ancien en rang, lors de l'année judiciaire pendant laquelle le collège des procureurs généraux est installé. »

De heer Desmedt dient een amendement in (Gedr. St., Senaat, nr. 1-447/2, amendement nr. 7):

« Dit artikel aanvullen als volgt :

« Indien het aantal nationaal magistraten tot vijf wordt uitgebreid, moeten ten minste twee nationaal magistraten door hun diploma bewijzen dat zij het examen van doctoraat of licentiaat in de rechten in het Frans hebben afgelegd en moeten ten minste twee nationaal magistraten door hun diploma bewijzen dat zij deze examens in het Nederlands hebben afgelegd. »

#### Verantwoording

Artikel 12 bepaalt dat minstens één nationaal magistraat van de Franse taalrol en één van de Nederlandse taalrol moet zijn.

Indien hun aantal echter tot vijf wordt uitgebreid, een mogelijkheid waarin artikel 11 voorziet, telt elke taalrol logischerwijze minstens twee nationaal magistraten.

De heer Desmedt trekt zijn amendement in daar het regeringsamendement dezelfde leemte aanvult.

Een lid vraagt verduidelijking of « het bewijs leveren van de kennis van de andere taal » wel betekent « slagen in het taalexamen voor de magistratuur ».

De minister antwoordt bevestigend.

De Regering dient een amendement in, luidend als volgt (Gedr. St., Senaat, nr. 1-447/2, amendement nr. 42):

« In dit artikel de woorden « federaal magistraat » vervangen door de woorden « nationaal magistraat. »

Over dit amendement worden geen verdere opmerkingen geuit.

#### Stemming over artikel 12 (artikel 13 van de aangenomen tekst)

Het aldus geamendeerde artikel wordt aangenomen met 7 stemmen tegen 1 stem.

#### Artikel 13 (artikel 14 van de aangenomen tekst)

De Regering dient het volgende amendement in (Gedr. St., Senaat, nr. 1-447/3, amendement nr. 56):

« In de plaats van artikel 13, dat artikel 14 wordt, een nieuw artikel 13 invoegen, luidende :

« Tijdens het gerechtelijk jaar waarin het college van procureurs-generaal wordt ingesteld, wordt het college voorgezeten door de procureur-generaal die de oudste is in zijn rang. »

Cet amendement vise à insérer la disposition transitoire, supprimée à l'article 2, § 6 (devenue art. 2, § 8).

Cet amendement est adopté par 7 voix et 1 abstention.

Article 14 (article 15 du texte adopté)

Aucun amendement n'a été déposé.

Un commissaire précise que la loi entre en vigueur au plus tard six mois accomplis après sa publication au *Moniteur belge*.

Cet article est adopté à l'unanimité des 8 membres présents.

#### IV. VOTE FINAL

L'ensemble du projet de loi amendé a été adopté par 7 voix et 1 abstention.

Le présent rapport a été approuvé à l'unanimité des 10 membres présents.

*Les rapporteurs,*  
Hugo COVELIERS.  
Hugo VANDENBERGHE.

*Le Président,*  
R. LALLEMAND.

Dit amendement beoogt de invoeging van de overgangsbepaling die in artikel 2, § 6 (art. 2, § 8 geworden) geschrapt werd.

Dit amendement wordt aangenomen met 7 stemmen bij 1 onthouding.

Artikel 14 (artikel 15 van de aangenomen tekst)

Er werd geen enkel amendement op dit artikel ingediend.

Een lid preciseert dat de wet in werking treedt uiterlijk volle zes maanden na de bekendmaking ervan in het *Belgisch Staatsblad*.

Dit artikel wordt eenparig aangenomen door de 8 aanwezige leden.

#### IV. EINDSTEMMING

Het geamendeerde wetsontwerp in zijn geheel is aangenomen met 7 stemmen bij 1 onthouding.

Het verslag is eenparig aangenomen door de 10 aanwezige leden.

*De verslaggevers,*  
Hugo COVELIERS.  
Hugo VANDENBERGHE.

*De Voorzitter,*  
R. LALLEMAND.

**Projet de loi****Texte adopté par la Commission  
de la Justice du Sénat****Projet de loi instituant le collège des procureurs généraux et créant la fonction de magistrat fédéral****Projet de loi instituant le collège des procureurs généraux et créant la fonction de magistrat national**Article 1<sup>er</sup>

La présente loi règle une matière visée à l'article 77 de la Constitution.

Article 1<sup>er</sup>

La présente loi règle une matière visée à l'article 77 de la Constitution.

CHAPITRE I<sup>er</sup>CHAPITRE I<sup>er</sup>**Le collège des procureurs généraux****Du collège des procureurs généraux**

## Art. 2

## Art. 2

Un article 143*bis*, rédigé comme suit, est inséré dans le Code judiciaire:

Un article 143*bis*, rédigé comme suit, est inséré dans le Code judiciaire :

« Art. 143*bis*. § 1<sup>er</sup>. Les procureurs généraux près les cours d'appel forment ensemble un collège, appelé collège des procureurs généraux, qui est placé sous l'autorité du ministre de la Justice. La compétence du collège s'étend à l'ensemble du territoire du Royaume et ses décisions engagent les procureurs généraux près les cours d'appel et tous les membres du ministère public placés sous leur surveillance et leur direction.

« Art. 143*bis*. — § 1<sup>er</sup>. Les procureurs généraux près les cours d'appel forment ensemble un collège, appelé collège des procureurs généraux, qui est placé sous l'autorité du ministre de la Justice. La compétence du collège s'étend à l'ensemble du territoire du Royaume et ses décisions engagent les procureurs généraux près les cours d'appel et tous les membres du ministère public placés sous leur surveillance et leur direction.

§ 2. Le collège des procureurs généraux est chargé:

§ 2. Le collège des procureurs généraux décide, par consensus, de toutes les mesures utiles en vue :

1<sup>o</sup> de la coordination et du développement cohérent de la politique criminelle, telle qu'elle est visée à l'article 143*ter*;

1<sup>o</sup> de la mise en œuvre cohérente et de la coordination [...] de la politique criminelle déterminée par les directives visées à l'article 143*ter*, et dans le respect de leur finalité;

2<sup>o</sup> de prendre toutes les mesures utiles en vue d'un bon fonctionnement général du ministère public auprès des cours et tribunaux;

2<sup>o</sup> [...] du bon fonctionnement général et de la coordination du ministère public [...].

3<sup>o</sup> d'informer le ministre de la Justice et de lui donner avis, d'initiative ou à sa demande, sur toute question en rapport avec les missions du ministère public.

[...].

Si aucun consensus ne peut être dégagé au sein du collège, et si l'exécution des directives du ministre relatives à la politique criminelle est ainsi mise en péril, le ministre de la Justice prend les mesures nécessaires pour assurer leur application.

§ 3. Le collège des procureurs généraux statue par consensus. Si aucun consensus ne peut être dégagé au

§ 3. Le collège des procureurs généraux [...] est en outre chargé d'informer le ministre de la Justice et de

**Wetsontwerp****Wetsontwerp tot instelling van het college van procureurs-generaal en tot instelling van het ambt van federaal magistraat**

## Artikel 1

Deze wet regelt een aangelegenheid als bedoeld in artikel 77 van de Grondwet.

## HOOFDSTUK I

**Het college van procureurs-generaal**

## Art. 2

Een artikel 143*bis*, luidend als volgt, wordt in het Gerechtelijk Wetboek ingevoegd:

«Art. 143*bis*. § 1. De procureurs-generaal bij de hoven van beroep vormen samen een college, college van de procureurs-generaal genaamd, dat onder het gezag van de minister van Justitie staat. De bevoegdheid van het college strekt zich uit over het gehele grondgebied van het Rijk en zijn beslissingen hebben bindende kracht voor de procureurs-generaal bij de hoven van beroep en alle leden van het openbaar ministerie die onder hun toezicht en leiding staan.

§ 2. Het college van procureurs-generaal is belast met:

1° de coördinatie en de coherente uitwerking van het strafrechtelijk beleid zoals bedoeld in artikel 143*ter*;

2° het treffen van alle nodige maatregelen met het oog op een goede algemene werking van het openbaar ministerie bij de hoven en rechtbanken;

3° het inlichten en adviseren van de minister van Justitie, ambtshalve of op diens verzoek over elke zaak die verband houdt met de opdrachten van het openbaar ministerie.

§ 3. Het college van procureurs-generaal beslist bij consensus. Indien met betrekking tot de bevoegd-

**Tekst aangenomen door de Commissie voor de Justitie van de Senaat****Wetsontwerp tot instelling van het college van procureurs-generaal en tot instelling van het ambt van nationaal magistraat***(Nieuw opschrift)*

## Artikel 1

Deze wet regelt een aangelegenheid als bedoeld in artikel 77 van de Grondwet.

## HOOFDSTUK I

**Het college van procureurs-generaal**

## Art. 2

In het Gerechtelijk Wetboek wordt een artikel 143*bis* ingevoegd, luidende:

«Art. 143*bis*. — § 1. De procureurs-generaal bij de hoven van beroep vormen samen een college, college van de procureurs-generaal genaamd, dat onder het gezag van de minister van Justitie staat. De bevoegdheid van het college strekt zich uit over het gehele grondgebied van het Rijk en zijn beslissingen hebben bindende kracht voor de procureurs-generaal bij de hoven van beroep en alle leden van het openbaar ministerie die onder hun toezicht en leiding staan.

§ 2. Het college van procureurs-generaal beslist bij consensus over alle maatregelen die nodig zijn voor:

1° de coherente uitwerking en de coördinatie [...] van het strafrechtelijk beleid vastgelegd door de in artikel 143*ter* beoogde richtlijnen, en met inachtneming van de finaliteit ervan;

2° [...] de goede algemene en gecoördineerde werking van het openbaar ministerie [...].

[...]

Indien het college geen consensus bereikt en indien de uitvoering van de ministeriële richtlijnen van het strafrechtelijk beleid daardoor in het gedrang komt, neemt de minister van Justitie de noodzakelijke maatregelen om de toepassing ervan te waarborgen.

§ 3. Het college van procureurs-generaal [...] heeft daarenboven tot taak de minister van Justitie in te

### Projet de loi

sein du collège concernant les compétences visées au § 2, 1<sup>o</sup> et 2<sup>o</sup>, et si l'exécution des lignes directrices du ministre de la Justice en matière de politique criminelle est ainsi mise en péril, le ministre de la Justice prendra les mesures nécessaires.

§ 4. Dans le cadre de l'exécution de ses missions, le collège peut charger des membres du ministère public près les cours d'appel de fonctions de soutien.

§ 5. Le collège des procureurs généraux se réunit au moins une fois par mois, durant l'année judiciaire. Il peut se réunir de sa propre initiative ou à la demande du ministre de la Justice.

Le ministre de la Justice, ou en cas d'empêchement, son délégué, assiste aux réunions du collège lorsqu'elles portent sur des compétences visées à l'article 143<sup>ter</sup> et lorsque le collège se réunit à sa demande dans le cadre de l'exercice des compétences mentionnées au § 2, 1<sup>o</sup> et 2<sup>o</sup>.

Le ministre de la Justice préside s'il est présent lors d'une réunion du collège.

Dans le cadre de l'exercice des compétences mentionnées au § 2 et à l'article 143<sup>ter</sup>, et après concertation avec le collège des procureurs généraux, le Roi peut confier des tâches spécifiques aux membres du collège.

§ 6. Lors de l'année judiciaire pendant laquelle le collège est installé, la présidence de celui-ci est assurée par le procureur général le plus ancien en rang. Ensuite, la présidence est assurée, à tour de rôle, pour chaque année judiciaire, successivement par les procureurs généraux près les cours d'appel d'Anvers, de Mons, de Bruxelles, de Gand et de Liège. Avec l'accord de tous les membres du collège, il peut être dérogé à l'alternance entre procureurs généraux appartenant à un même régime linguistique.

Le procureur général qui assume la présidence fixe l'ordre du jour et l'organisation des réunions. Il dirige le secrétariat du collège des procureurs généraux. Il transmet les ordres du jour et les rapports des réunions du collège des procureurs généraux au ministre de la Justice, aux membres du collège, aux procureurs du Roi, aux auditeurs du travail et aux magistrats fédéraux.

§ 7. Le collège fait annuellement rapport de ses activités au ministre de la Justice. Ce rapport contient le

### Texte adopté par la Commission de la Justice du Sénat

lui donner avis, d'initiative ou à sa demande, sur toute question en rapport avec les missions du ministère public.

À défaut de consensus, les avis expriment les différentes opinions exposées au sein du collège.

§ 4. Pour l'exécution de ses missions, le collège peut requérir l'aide de membres du ministère public près les cours d'appel [...].

§ 5. Le collège des procureurs généraux se réunit au moins une fois par mois [...], de sa propre initiative ou à la demande du ministre de la Justice.

Le ministre de la Justice, ou en cas d'empêchement, son délégué, assiste aux réunions du collège lorsqu'elles portent sur des compétences visées à l'article 143<sup>ter</sup> et lorsque le collège se réunit à sa demande dans le cadre de l'exercice des compétences mentionnées au § 2 [...].

Le ministre préside [...] les réunions du collège auxquelles il assiste.

Pour l'exercice des compétences [...] du collège, et après concertation avec celui-ci, le Roi peut confier à chacun de ses membres des tâches spécifiques.

§ 6. [...]

Le Roi règle les modalités de collaboration entre le collège et les services placés sous l'autorité du ministre de la Justice.

§ 7. Le collège fait annuellement rapport au ministre de la Justice. Ce rapport contient [...] la descrip-



## Wetsontwerp

heden bedoeld in § 2, 1<sup>o</sup> en 2<sup>o</sup>, het college geen consensus bereikt en daardoor de uitvoering van de richtlijnen van de minister van Justitie inzake het strafrechtelijk beleid in het gedrang komt, neemt de minister van Justitie de noodzakelijke maatregelen.

§ 4. In het kader van de uitvoering van zijn opdrachten, kan het college leden van het openbaar ministerie bij de hoven van beroep belasten met opdrachten van ondersteuning.

§ 5. Het college van procureurs-generaal vergadert minstens éénmaal per maand tijdens het gerechtelijk jaar. Het kan samenkomen op eigen initiatief of op verzoek van de minister van Justitie.

De minister van Justitie, of in geval van verhindering zijn gemachtigde, neemt deel aan de vergaderingen van het college indien bevoegdheden, bedoeld in artikel 143<sup>ter</sup>, worden besproken en wanneer het college op zijn verzoek samenkomt in het kader van de uitoefening van de bevoegdheden bedoeld in § 2, 1<sup>o</sup> en 2<sup>o</sup>.

Indien de minister van Justitie aanwezig is op een vergadering van het college, zit hij voor.

In het kader van de uitoefening van de bevoegdheden bedoeld in § 2 en in het artikel 143<sup>ter</sup> kan de Koning specifieke taken toevertrouwen aan de leden van het college na overleg met het college.

§ 6. Tijdens het gerechtelijk jaar waarin het college wordt ingesteld, wordt het voorzitterschap ervan waargenomen door de procureur-generaal die de oudste in rang is. Vervolgens wordt het voorzitterschap voor de duur van een gerechtelijk jaar bij toerbeurt achtereenvolgens waargenomen door de procureur-generaal bij respectievelijk het hof van beroep te Antwerpen, te Bergen, te Brussel, te Gent en te Luik. Er kan met akkoord van alle leden van het college worden afgeweken van deze beurtwisseling tussen procureurs-generaal van een zelfde taalstelsel.

De procureur-generaal die het voorzitterschap bekleedt, bepaalt de dagorde en de organisatie van de vergaderingen. Hij leidt het secretariaat van het college van procureurs-generaal. Hij deelt de dagordes en de verslagen van de vergaderingen van het college van procureurs-generaal mee aan de minister van Justitie, aan de leden van het college, aan de procureurs des Konings, aan de arbeidsauditeurs en aan de nationaal magistraten.

§ 7. Het college brengt jaarlijks verslag over zijn activiteiten uit aan de minister van Justitie. Dit

## Tekst aangenomen door de Commissie voor de Justitie van de Senaat

lichten en te adviseren, ambtshalve of op diens verzoek, over elke zaak die verband houdt met de opdrachten van het openbaar ministerie.

Bij gebreke van consensus worden de verschillende standpunten in het advies vermeld.

§ 4. Voor de uitvoering van zijn opdrachten kan het college zich laten bijstaan door leden van het openbaar ministerie bij de hoven van beroep [...].

§ 5. Het college van procureurs-generaal vergadert minstens eenmaal per maand [...], op eigen initiatief of op verzoek van de minister van Justitie.

De minister van Justitie of, in geval van verhindering zijn gemachtigde, neemt deel aan de vergaderingen van het college indien bevoegdheden, bedoeld in artikel 143<sup>ter</sup>, worden besproken en wanneer het college op zijn verzoek samenkomt in het kader van de uitoefening van de bevoegdheden bedoeld in § 2. [...]

[...] De minister zit de vergaderingen van het college voor waarop hij aanwezig is.

Met het oog op de uitoefening van de bevoegdheden [...] van het college kan de Koning, na overleg met dat college, specifieke taken opdragen aan elk lid van het college.

§ 6. [...]

De Koning regelt de wijze van samenwerking tussen het college en de diensten die onder het gezag van de minister van Justitie staan.

§ 7. Het college brengt jaarlijks verslag uit aan de minister van Justitie. Dit verslag bevat [...] een

**Projet de loi**

bilan de la politique des recherches et des poursuites pour l'année écoulée et les priorités pour l'année à venir. Le rapport est communiqué aux Chambres par le ministre de la Justice.

§ 8. En cas d'absence ou d'empêchement d'un membre du collège des procureurs généraux, il est remplacé conformément à l'article 324, alinéa 1.

Sans préjudice de l'alinéa précédent, en cas d'absence ou d'empêchement du président, la présidence est assumée par le procureur général le plus ancien en rang du même régime linguistique.

§ 9. Le Roi règle le mode de collaboration directe entre le collège et les services sous l'autorité du ministre de la Justice.

**CHAPITRE II****La politique criminelle****Art. 3**

Un article 143<sup>ter</sup>, rédigé comme suit, est inséré dans le même Code:

« Art. 143 <sup>ter</sup>. Le ministre de la Justice soumet à la discussion du collège des procureurs généraux les projets de lignes directrices de politique criminelle, en ce compris les lignes directrices en matière de politique de recherche et de poursuite. Il arrête les lignes

**Texte adopté par la Commission  
de la Justice du Sénat**

tion de ses activités, l'analyse et l'évaluation de la politique des recherches et des poursuites pour l'année écoulée et les priorités pour l'année à venir.

Le rapport est communiqué aux Chambres législatives par le ministre de la Justice et est rendu public.

§ 8. [...]

La présidence est assurée, à tour de rôle, pour chaque année judiciaire, successivement par les procureurs près les cours d'appel d'Anvers, de Mons, de Bruxelles, de Gand et de Liège. Avec accord de tous les membres du collège, il peut être dérogé à l'alternance entre procureurs généraux appartenant à un même régime linguistique.

Le procureur général qui assume la présidence fixe l'ordre du jour et l'organisation des réunions. Sous son autorité, le secrétariat est dirigé par un directeur qui participe à toutes les réunions du collège. Celui-ci transmet les ordres du jour et les rapports des réunions du collège des procureurs généraux au ministre de la Justice, aux membres du collège, aux procureurs du Roi, aux auditeurs du travail et aux magistrats nationaux.

§ 9. [...]

En cas d'absence ou d'empêchement d'un membre du collège des procureurs généraux, il est remplacé conformément à l'article 324, alinéa 1<sup>er</sup>.

Sans préjudice de l'alinéa précédent, en cas d'absence ou d'empêchement du président, la présidence est assumée par le procureur général le plus ancien en rang du même régime linguistique.»

**CHAPITRE II****De la politique criminelle****Art. 3**

Un article 143<sup>ter</sup>, rédigé comme suit, est inséré dans le même Code:

« Art. 143<sup>ter</sup>. — Le ministre de la Justice [...] arrête les directives de politique criminelle, y compris en matière de politique de recherche et de poursuite après avoir pris l'avis du collège des procureurs généraux.

**Wetsontwerp**

verslag bevat de balans van het onderzoeks- en vervolgingsbeleid van het voorbije jaar en de prioriteiten voor het komende jaar. Het verslag wordt aan de Kamers medegedeeld door de minister van Justitie.

§ 8. In het geval een lid van het college van procureurs-generaal afwezig of verhinderd is, wordt het lid vervangen overeenkomstig artikel 324, eerste lid.

Onverminderd het bepaalde in het vorige lid wordt het voorzitterschap bij verhindering of afwezigheid van de voorzitter, bekleed door de oudste procureur-generaal in rang van hetzelfde taalstelsel.

§ 9. De Koning regelt de wijze van samenwerking tussen het college en de diensten die onder het gezag van de minister van Justitie staan.

**HOOFDSTUK II****Het strafrechtelijk beleid****Art. 3**

Een artikel 143<sup>ter</sup>, luidend als volgt, wordt in hetzelfde Wetboek ingevoegd:

«Art. 143<sup>ter</sup>. De minister van Justitie overlegt met het college van procureurs-generaal de ontwerpen van richtlijnen van het strafrechtelijk beleid, waaronder deze inzake het opsporings- en het vervolgingsbeleid. Hij legt deze vast. Deze richtlijnen zijn

**Tekst aangenomen door de Commissie voor de Justitie van de Senaat**

toelichting over zijn activiteiten, een analyse en een beoordeling van het opsporings- en vervolgingsbeleid in het voorbije jaar, alsook de prioritaire doelstellingen voor het komende jaar.

Het verslag wordt door de minister van Justitie aan de Kamers medegedeeld en openbaar gemaakt.

§ 8. [...]

Het voorzitterschap wordt door de duur van een gerechtelijk jaar bij toerbeurt achtereenvolgens waargenomen door de procureurs-generaal bij respectievelijk het hof van beroep te Antwerpen, te Bergen, te Brussel, te Gent en te Luik. Er kan met instemming van alle leden van het college worden afgeweken van deze beurtwisseling tussen procureurs-generaal van een zelfde taalstelsel.

De procureur-generaal die het voorzitterschap bekleedt, bepaalt de agenda en de organisatie van de vergaderingen. Het secretariaat wordt onder zijn gezag geleid door een directeur die deelneemt aan alle vergaderingen van het college. Deze deelt de agenda en de verslagen van de vergaderingen van het college van procureurs-generaal mee aan de minister van Justitie, aan de leden van het college, aan de procureurs des Konings, aan de arbeidsauditeurs en aan de nationaal magistraten.

§ 9. [...]

In het geval een lid van het college van procureurs-generaal afwezig of verhinderd is, wordt het lid vervangen overeenkomstig artikel 324, eerste lid.

Onverminderd het bepaalde in het vorige lid wordt het voorzitterschap, bij verhindering of afwezigheid van de voorzitter, bekleed door de oudste procureur-generaal in rang van hetzelfde taalstelsel.»

**HOOFDSTUK II****Het strafrechtelijk beleid****Art. 3**

In hetzelfde Wetboek wordt een artikel 143<sup>ter</sup> ingevoegd, luidende:

«Art. 143<sup>ter</sup>. — De minister van Justitie [...] legt de richtlijnen van het strafrechtelijk beleid vast, inclusief die van het opsporings- en vervolgingsbeleid, nadat hij het advies van het college van procureurs-generaal heeft ingewonnen.

**Projet de loi**

directrices. Ces lignes directrices sont contraignantes pour tous les membres du ministère public. Les procureurs généraux près les cours d'appel veillent à l'exécution de ces lignes directrices au sein de leur ressort.»

## CHAPITRE III

**Le magistrat fédéral**

## Art. 4

Un article 144*bis*, rédigé comme suit, est inséré dans le même code:

«Art. 144*bis*. § 1. Le collège des procureurs généraux est assisté par des magistrats fédéraux dont la mission s'étend à l'ensemble du territoire du Royaume.

§ 2. Les magistrats fédéraux sont désignés par le Roi, sur proposition du ministre de la Justice et sur avis du collège des procureurs généraux, parmi les membres du ministère public auprès des cours d'appel

**Texte adopté par la Commission de la Justice du Sénat**

Ces directives sont contraignantes pour tous les membres du ministère public.

Les procureurs généraux près les cours d'appel veillent à l'exécution de ces directives au sein de leur ressort.»

Art. 4

§ 1<sup>er</sup>. Les mots «Sans préjudice de l'application des articles 143*bis* et 143*ter*,» sont ajoutés au début de l'article 398 du même Code.

§ 2. Les mots «Sans préjudice de l'application des articles 143*bis* et 143*ter*,» sont ajoutés au début de l'article 399, premier alinéa, du même Code.

§ 3. Les mots «Sans préjudice de l'application des articles 143*bis* et 143*ter*,» sont ajoutés au début de l'article 399, deuxième alinéa, du même Code.

§ 4. Les mots «Sans préjudice de l'application des articles 143*bis* et 143*ter*,» sont ajoutés au début de l'article 400 du même Code.

## CHAPITRE III

**Du magistrat national**

## Art. 5

Un article 144*bis*, rédigé comme suit, est inséré dans le même Code:

«Art. 144*bis*. — § 1<sup>er</sup>. Le collège des procureurs généraux est assisté par des magistrats nationaux dont la mission s'étend à l'ensemble du territoire du Royaume.

§ 2. Les magistrats nationaux sont désignés par le Roi, sur proposition du ministre de la Justice et sur avis du collège des procureurs généraux, parmi les membres du ministère public [...] ayant exercé des

**Wetsontwerp**

bindend voor alle leden van het openbaar ministerie. De procureurs-generaal bij de hoven van beroep staan in voor de tenuitvoerlegging van deze richtlijnen binnen hun rechtsgebied.»

**HOOFDSTUK III****De federale magistraat****Art. 4**

Een artikel 144*bis*, luidend als volgt, wordt in hetzelfde Wetboek ingevoegd:

«Art. 144*bis*. § 1. Het college van procureurs-generaal wordt bijgestaan door federale magistraten wier opdracht zich over het gehele grondgebied van het Rijk uitstrekt.

§ 2. De federale magistraten worden, op voordracht van de minister van Justitie en op advies van het college van procureurs-generaal, door de Koning gekozen uit de leden van het openbaar ministerie bij

**Tekst aangenomen door de Commissie voor de Justitie van de Senaat**

Deze richtlijnen zijn bindend voor alle leden van het openbaar ministerie.

De procureurs-generaal bij de hoven van beroep staan in voor de tenuitvoerlegging van deze richtlijnen binnen hun rechtsgebied.»

**Art. 4**

§ 1. In artikel 398 van hetzelfde Wetboek worden de woorden «Het Hof van Cassatie heeft» vervangen door de woorden «Onverminderd de toepassing van de artikelen 143*bis* en 143*ter* heeft het Hof van Cassatie»;

§ 2. In artikel 399, eerste lid, van hetzelfde Wetboek worden de woorden «De procureur-generaal bij het hof van beroep waakt» vervangen door de woorden «Onverminderd de toepassing van de artikelen 143*bis* en 143*ter* waakt de procureur-generaal bij het hof van beroep»;

§ 3. In hetzelfde artikel, tweede lid, worden de woorden «De procureur-generaal, de procureur des Konings en de arbeidsauditeurs waken» vervangen door de woorden «Onverminderd de toepassing van de artikelen 143*bis* en 143*ter* waken de procureur-generaal, de procureur des Konings en de arbeidsauditeurs»;

§ 4. In artikel 400 van hetzelfde Wetboek worden de woorden «De minister van Justitie oefent» vervangen door de woorden «Onverminderd de toepassing van de artikelen 143*bis* en 143*ter* oefent de minister van Justitie».

**HOOFDSTUK III****De nationaal magistraat****Art. 5**

In hetzelfde Wetboek wordt een artikel 144*bis* ingevoegd, luidende:

«Art. 144*bis*. — § 1. Het college van procureurs-generaal wordt bijgestaan door nationaal magistraten wier opdracht zich over het gehele grondgebied van het Rijk uitstrekt.

§ 2. De nationaal magistraten worden, op voordracht van de minister van Justitie en op advies van het college van procureurs-generaal, door de Koning gekozen uit de leden van het openbaar ministerie [...]